

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2009/27031]

1^{er} DECEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur d'Ath-Lessines-Enghien (planches 38/2, 38/3 et 38/6) portant sur l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath (Ghislenghien) et Lessines (Ollignies)

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 2010;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, notamment les articles 1^{er}, 21 à 25, 27, 30bis, 35 à 37 et 40 à 46;

Vu le Schéma de Développement de l'Espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1986 établissant le plan de secteur d'Ath-Lessines-Enghien, modifié notamment par les arrêtés de l'Exécutif régional wallon des 20 décembre 1990, 6 septembre 1991, 19 mars 1992 et 1^{er} octobre 1992 et par les arrêtés du Gouvernement wallon des 22 juillet 1993, 18 juin 1998, 1^{er} avril 1999 et 22 avril 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 2009 (*Moniteur belge* du 31 mars 2009) décidant la révision du plan de secteur d'Ath-Lessines-Enghien (planches 30/6, 38/2, 38/3 et 38/6) et adoptant l'avant-projet de révision de plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath (Ghislenghien) et Lessines (Ollignies);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 (*Moniteur belge* du 4 mars 2010) adoptant provisoirement le projet de révision du plan de secteur d'Ath-Lessines-Enghien (planches 38/2, 38/3 et 38/6) en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath (Ghislenghien) et Lessines (Ollignies);

Vu les réclamations et observations émises par les particuliers, les associations de personnes, les organismes publics et d'intérêt publics lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 mars 2010 au 28 avril 2010 dans les communes d'Ath et de Lessines et répertoriées au présent arrêté;

Vu les séances d'information qui se sont tenues le 15 mars 2010 à Lessines et le 16 mars 2010 à Ghislenghien;

Vu les séances de clôture de l'enquête publique qui se sont tenues à Ath et Lessines le 28 avril 2010;

Vu les réunions de concertation qui se sont tenues à l'issue de l'enquête publique le 4 mai 2010 à Ghislenghien et le 5 mai 2010 à Lessines;

Vu l'avis de la Région flamande représentée par M. le Ministre Philippe Muyters et transmis le 23 avril 2010;

Vu l'avis favorable du conseil communal d'Ath du 11 mai 2010;

Vu l'avis favorable du conseil communal de Lessines du 7 juin 2010;

Vu l'avis favorable sous réserve sur l'opportunité environnementale du projet du CWEDD du 23 août 2010 référencé CWEDD/10/AV.1203;

Vu l'avis favorable de la CRAT du 10 septembre 2010 référencé 10/CRAT-A.926-AN;

Considérant que, conformément à l'article 43 § 4 du CWATUPE, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations et procès-verbaux et avis émis lors de l'enquête publique;

Considérant qu'après avoir pris connaissance de l'ensemble des éléments du dossier énumérés ci-dessus et après analyse de ceux-ci, la CRAT a en parfaite connaissance de cause, émis son avis;

I. Remarques sur les réunions d'information du public

Considérant que l'article 42bis du CWATUPE précise que le dossier fait l'objet d'une information du public conformément aux articles D.29-5 et D.29-6 du Livre 1^{er} du Code de l'environnement;

Considérant que des réclamants remettent en cause la manière dont se sont déroulées ces réunions d'information préalable;

Considérant que des réclamants estiment ne pas avoir eu l'occasion d'exprimer leur point de vue au cours de ces réunions;

Considérant que des réclamants remettent en cause la complétude et l'exactitude des procès verbaux de ces réunions;

Réponse

Considérant que l'article D.29-6 du Livre 1^{er} du Code de l'environnement prévoit que le procès-verbal de la réunion d'information est tenu à la disposition du public;

Considérant qu'en son article R.41-4, le Livre 1^{er} du Code de l'environnement prévoit que « toute personne peut, dans un délai de quinze jours à dater du jour de la tenue de la réunion d'information, émettre ses observations, suggestions et demandes de mise en évidence de points particuliers concernant le projet ainsi que présenter les alternatives techniques pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation de l'étude d'incidences, en les adressant par écrit au collège communal du lieu où s'est tenue ladite réunion, en y indiquant ses nom et adresse.

Elle en adresse une copie au demandeur, lequel la communique sans délai à l'auteur d'étude dans l'hypothèse où une telle étude est requise. »

Considérant que tout réclamant estimant ne pas avoir pu exprimer son point de vue ou que ce point de vue n'a pas été correctement retranscrit dans le procès verbal avait la possibilité de l'exprimer par écrit dans les quinze jours à dater du jour de la tenue de la réunion d'information; qu'aucune correspondance n'a été adressée en ce sens aux collèges communaux concernés;

II. Remise en cause de la qualité de l'étude d'incidences

Considérant que des réclamants remettent en cause l'indépendance de l'auteur d'étude par rapport à l'IDETA et au Gouvernement wallon;

Considérant que des réclamants s'étonnent que le marché public ait pu être conclu avec l'auteur d'étude avant la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté fixant le contenu de l'étude d'incidences;

Considérant que des réclamants remettent en cause la qualité et la complétude de l'étude ainsi que l'impartialité de son auteur notamment sur les impacts visuels, les nuisances sonores, la mobilité, les incidences sur les eaux de surfaces et souterraines, les pollutions aériennes, les coûts de mise en œuvre et les incidences sur les biens matériels et patrimoniaux;

Considérant que dans son avis du 28 août 2010, « *le CWEDD estime que l'auteur a livré une étude de qualité satisfaisante* »; qu'il précise également que « *l'autorité compétente y trouvera les éléments pour prendre sa décision* »;

Considérant que dans son avis du 7 septembre 2010, « *la CRAT estime que l'étude d'incidences est de bonne qualité* »; qu'elle estime que « *Nonobstant l'absence d'une analyse sur les possibilités de valorisation des effluents d'élevage, (...) l'étude d'incidences répond clairement à toutes les thématiques liées au projet de plan* »;

Réponse

Considérant que l'article R.82 du Code de l'environnement stipule que pour tout projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement, le CWEDD remet un avis sur la qualité de l'étude d'incidences et sur l'opportunité environnementale du projet à l'autorité qui l'a sollicité;

Considérant que la question de l'indépendance de l'auteur d'étude a été examinée par le Gouvernement wallon qui a décidé de ne pas récuser l'auteur d'étude choisi par l'IDETA;

Considérant qu'au regard des avis du CWEDD et de la CRAT, le Gouvernement wallon estime ne pas avoir à remettre en doute la qualité et la complétude de l'étude d'incidences;

Considérant qu'aucune disposition légale n'impose d'attendre la publication de l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant le contenu de l'étude d'incidences au *Moniteur belge* avant de notifier l'attribution du marché de services;

III. Impacts sur le territoire de la commune de Silly

Considérant que des réclamants estiment que les incidences sur la commune de Silly n'ont pas été suffisamment prises en compte dans le cadre de l'étude d'incidences;

Considérant que ces impacts portent sur la mobilité, le paysage et l'ambiance sonore;

Considérant que des réclamants estiment que l'enquête publique aurait dû être étendue au territoire de Silly afin que ses habitants puissent utilement se prononcer;

Considérant que la CRAT relève que le territoire de référence étudié reprend Silly;

Réponse

Considérant que le Gouvernement wallon souligne, comme la CRAT, que l'auteur d'étude ne s'est pas arrêté au territoire communal d'Ath et de Lessines lorsqu'il a fixé le territoire de référence de chacune des thématiques qu'il a étudiées; qu'en particulier les impacts du projet de plan portant sur la mobilité, le paysage et l'ambiance sonore ont bien été étudiés jusque et y compris sur la partie du territoire concerné de la commune de Silly;

Considérant que l'article 43, § 2 du Code précise que « *l'enquête publique est annoncée dans chacune des communes auxquelles s'étend le projet de plan tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans les pages locales de trois quotidiens d'expression française ou allemande selon le cas. S'il existe un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire distribués gratuitement à la population, l'avis y est inséré* »;

Considérant que par communes auxquelles s'étend le projet de plan, il faut comprendre les communes sur le territoire desquelles le plan de secteur est révisé;

Considérant que tant les éditions des trois quotidiens que le journal publicitaire distribué gratuitement à la population dans lesquels l'avis d'enquête a été inséré couvrent la commune de Silly; que ses habitants ont dès lors été informés au même titre que ceux de Lessines et d'Ath;

Considérant que, contrairement à ce qu'affirment certains réclamants, le Code ne prescrit pas d'informer personnellement les riverains de l'adoption d'un projet de plan et de la tenue de l'enquête publique;

Considérant qu'il ressort de la lecture des remarques et observations déposées durant l'enquête publique, et en particulier du courrier du collège communal de Silly daté du 28 avril 2010, et du procès-verbal de la réunion de concertation qui s'est tenue à Lessines, que la population de la commune de Silly a été informée du projet de plan et qu'ils ont eu la possibilité de faire part de leurs remarques;

IV. Périmètres de reconnaissance et d'expropriation

Considérant que des réclamations portent sur les périmètres de reconnaissance et d'expropriation;

Réponse

Considérant que le Gouvernement wallon peut décider de ne pas faire application de l'article 44, alinéa 4 du Code et, dès lors, de ne pas coupler l'adoption du plan de secteur et celle du périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques;

Considérant que c'est la voie qu'il a suivie dans le cadre de la présente révision de plan de secteur; qu'il ne relève dès lors aucune irrégularité à avoir soumis à deux enquêtes publiques distinctes des documents qui n'ont pas fait l'objet d'une approbation conjointe;

Considérant que les réclamations portant sur les périmètres de reconnaissance et d'expropriation ne doivent pas en conséquence être prises en considération dans le cadre de la présente procédure;

V. Compatibilité du projet de plan au regard des options régionales

a. Documents de planification et d'aménagement du territoire

Considérant que des réclamants estiment que le projet de plan ne valorise aucunement le patrimoine et ne protège pas les ressources; qu'il ne paraît pas relever d'une gestion parcimonieuse des sols; que de ce fait, il ne répond pas à l'article 1^{er} du CWATUPE et va à l'encontre du PEDD;

Considérant que des réclamants estiment que « *la création de ce zoning va à l'encontre de la reconnaissance de Lessines comme pôle d'appui en milieu rural et pôle d'appui touristique* »; qu'en cela il va à l'encontre du SDER;

Considérant que des réclamants estiment que l'utilisation de terres agricoles de bonne qualité pour implanter la zone d'activité économique industrielle projetée va à l'encontre de cet aspect rural et que son implantation le long de la principale voirie d'accès à Lessines va à l'encontre du développement touristique de l'entité;

Considérant que des réclamants estiment que « *le projet de plan va tout à fait à l'encontre de la mesure 5 du Contrat d'avenir pour les Wallonnes et les Wallons justement nommée « le cadre de vie comme source de bien-être et d'attractivité »*; qu'en effet l'inscription d'une nouvelle zone d'activité économique au nord de l'autoroute, dans un des derniers espaces ouverts situés au sud de Lessines et à proximité d'une zone forestière comportant en surimpression un périmètre d'intérêt paysager (bois Bara), l'augmentation du trafic, du bruit et la création d'un bâtiment de 30 mètres de haut qui en résultent sont autant d'éléments qui vont dégrader le cadre de vie des riverains;

Considérant que des réclamants soulignent que l'inscription d'une nouvelle zone d'activité économique en périphérie de la Ville de Lessines est de nature à accroître le déséquilibre entre les différentes affectations existantes sur son territoire;

Considérant qu'un réclamant relève que le projet de plan ne permet pas de mettre en valeur la diversité et le caractère des paysages comme le prescrit la Convention de Florence;

Réponse

Considérant qu'il y a lieu de distinguer les remarques et les observations sur la justification du projet de plan adopté par le Gouvernement wallon au regard de l'article 1^{er} § 1^{er} du Code et sur sa compatibilité avec le schéma de développement de l'espace régional de celles qui portent sur ses liens avec d'autres plans et programmes qu'il a adoptés ou que d'autres autorités ont adopté par ailleurs;

Considérant que la conformité du projet de révision du plan de secteur aux CWATUPE et en particulier à son article 1^{er} a été analysée par l'auteur d'étude d'incidences; que celui-ci conclut que l'avant-projet de plan est compatible au regard des options régionales;

Considérant que les besoins en nouvelles zones d'activité économique ont été justifiés par le Gouvernement wallon sur la base d'une étude indépendante confiée à la CPDT; qu'ils ont été calculés au plus juste; que l'auteur d'étude les a validés; qu'il est dès lors erroné d'affirmer que les intentions du Gouvernement wallon ne seraient pas soucieuses d'un usage parcimonieux du sol;

Considérant que l'auteur d'étude n'a relevé aucun élément particulier en matière de patrimoine naturel, culturel et paysager dans le périmètre de la zone d'activité économique industrielle projetée à l'exception de l'existence d'une zone archéologique potentielle au sud de celle-ci, de six arbres remarquables, d'un bâtiment inscrit à l'inventaire du patrimoine monumental de Wallonie (Chapelle de la Vierge) et de la présence d'un paysage d'une certaine valeur;

Considérant que le Gouvernement wallon a imposé à l'article 4 de l'arrêté approuvant provisoirement le projet de plan de secteur qu'une évaluation archéologique de la zone d'activité économique projetée soit réalisée préalablement à sa mise en œuvre afin de conserver le patrimoine qui serait enseveli; qu'il maintient cette exigence;

Considérant que le Gouvernement wallon souligne qu'il a retenu l'implantation la moins dommageable sur le plan paysager que toute autre implantation située à proximité de la sortie n° 29 de l'autoroute A8 et qu'il a inscrit en zone forestière les parties des parcelles identifiées 4.4 et 3.1 sur la carte du milieu biologique afin de renforcer l'intégration paysagère de la zone d'activité économique industrielle projetée;

Considérant que l'auteur d'étude ne relève pas d'atteinte spécifique de l'avant-projet de plan à une ressource particulière;

Considérant qu'il y a lieu de rappeler que le SDER définit un « pôle d'appui en milieu rural » comme une ville, ici Lessines, qui doit davantage jouer le rôle de centre pour les communes rurales qu'elle polarise; qu'il faut d'une part y assurer la présence de commerces, de services et d'équipements répondant à cette fonction et d'autre part y promouvoir des emplois adaptés aux spécificités locales;

Considérant qu'il ne ressort de cette définition aucune option particulière visant la préservation du caractère « rural » de la commune de Lessines;

Considérant qu'il n'existe aujourd'hui ni au plan de secteur, ni dans un document communal d'aménagement de disposition particulière qui impose le respect de cette option;

Considérant que Lessines doit principalement à l'hôpital Notre-Dame-à-la-Rose le fait de figurer dans le SDER comme « pôle d'appui sur le plan touristique »;

Considérant que le projet visé par la révision de plan de secteur ne rentre pas en concurrence avec les programmes mis en œuvre par les autorités locales et régionales afin de valoriser cet équipement majeur;

Considérant pour ces motifs que le projet du Gouvernement wallon est compatible avec ces deux options du SDER;

Considérant que le « cadre de vie » existant dont les réclamants déploieraient la dégradation si la zone d'activité économique industrielle projetée était mise en œuvre ne fait l'objet d'aucune protection particulière à travers les plans d'aménagement existants;

Considérant que si le Gouvernement wallon a d'abord marqué sa préférence pour un site qui n'est localisé dans aucun des périmètres visés par le CWATUPE et le Code de l'Environnement, il n'en reste pas moins conscient des engagements qu'il a pris en ce qui concerne l'attractivité du cadre de vie;

Considérant que l'évaluation environnementale à laquelle l'avant-projet de plan a été soumis a permis d'objectiver ses incidences sur le cadre de vie et de proposer des mesures d'atténuation;

Considérant que l'étude démontre que la localisation retenue par le Gouvernement wallon allie les objectifs poursuivis tant en matière de fonctionnalités de la zone que de préservation du cadre de vie;

Considérant que le projet visé par la révision de plan de secteur ne rentre pas en concurrence avec les options prises par la Wallonie dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de Florence;

b. Caractère monomodal de la zone d'activité économique industrielle projetée

Considérant que des réclamants estiment que le caractère monomodal de la zone d'activité économique industrielle projetée va, notamment, à l'encontre du développement durable et de l'option du SDER qui prévoit la création de parcs multimodaux;

Considérant que des réclamants s'étonnent de l'intérêt de l'investisseur principal pressenti pour une zone à caractère monomodal alors qu'il développe actuellement le transport par péniche entre Anvers et Bruxelles;

Considérant que la CRAT relève que si la zone ne rencontre pas cette option du SDER, le SDER reconnaît que la mise en œuvre de parcs logistiques doit prendre en considération les caractéristiques des produits concernés et choisir les modes de transport à utiliser selon les types de produits et les tailles de marché; qu'elle relève que c'est le cas de la zone projetée;

Considérant que la CRAT rappelle que la zone devrait accueillir le nouveau centre logistique de Colruyt et estime que par les spécificités de fonctionnement de la société, il apparaît que seul le transport par route est envisageable; qu'elle note également que le parc projeté tire parti, de par sa localisation à proximité de la sortie 29 de l'A8, d'infrastructures existantes et ne nécessite pas le renforcement de la capacité du réseau routier;

Réponse

Considérant que si le SDER reconnaît que la mise en œuvre de parcs logistiques doit prendre en considération les caractéristiques des produits concernés et choisir les modes de transport à utiliser selon les types de produits et les tailles de marché, le Gouvernement wallon entend réorienter l'activité logistique non dédiée à la route vers des modes de transports de marchandises plus durables que le transport routier;

Considérant que le Gouvernement wallon estime que la prescription supplémentaire repérée « *S.37 » et d'application dans la zone d'activité économique industrielle projetée est de nature à garantir le respect de cet objectif en limitant l'usage de la nouvelle zone aux activités de logistique principalement dédiées à la route et en y admettant les entreprises qui leur sont auxiliaires;

IV. Justification économique du projet de plan

Considérant que des réclamants estiment que la justification économique du projet de plan est questionable;

Considérant que des réclamants contestent l'option du Gouvernement wallon de développer l'activité industrielle sur le territoire de Lessines au détriment d'autres activités économiques telles que le service;

Considérant qu'un réclamant estime qu'une alternative de développement économique sans création de nouvelle zone d'activité économique aurait dû être étudiée;

Considérant que des réclamants remettent en cause le besoin d'un nouvel espace destiné à l'activité économique au vu de l'utilisation peu rationnelle du sol et de la faible densité d'emplois à l'hectare que l'on peut observer dans les zones situées plus au sud sur le territoire de la ville d'Ath, et de leur utilisation à d'autres usages que leur affectation originelle;

Considérant que des réclamants estiment que les taux d'emplois annoncés sont surévalués et que l'automatisation croissante du secteur de la logistique va encore faire diminuer ceux-ci;

Considérant que des réclamants estiment que la formation aux métiers de la logistique est très faible dans la région de Lessines; que les emplois seront vraisemblablement occupés par des citoyens du nord de la France ou par des employés délocalisés du site de Dassenveld;

Considérant que des réclamants constatent que de nombreux emplois sont occupés à Lessines par des travailleurs extérieurs à l'entité; qu'il ne sera jamais possible de discriminer positivement les demandeurs d'emploi de Lessines;

Considérant que des réclamants estiment en conclusion que les retombées économiques pour la Ville de Lessines sont surévaluées; que, par ailleurs, les coûts supplémentaires pour la ville induits par la zone d'activité économique industrielle projetée ne sont pas évalués dans l'étude;

Considérant que des réclamants regrettent l'absence de vision globale et à long terme du Gouvernement wallon pour l'aménagement de cette partie du territoire de la Wallonie qui conduit à des révisions successives des plans d'aménagement (Ghisleghien 3, 4, Snow Games, carrières, etc.) et dont l'impact sur le cadre de vie de ses habitants est important;

Considérant que la CRAT relève que la mise en œuvre de la zone d'activité économique industrielle projetée devrait se traduire par la création de mille emplois à terme selon les données du Groupe Colruyt et de l'intercommunale IDETA;

Considérant qu'elle constate que le projet de plan devrait bénéficier aux demandeurs d'emplois des communes concernées, notamment car les qualifications requises pour l'activité projetée dans la nouvelle zone d'activité économique industrielle seront globalement en adéquation avec le niveau de qualification de la main d'œuvre inoccupée du territoire;

Réponse

Considérant que le Gouvernement wallon a largement motivé le choix d'inscrire une nouvelle zone d'activité économique industrielle sur le territoire des villes de Lessines et d'Ath dans l'arrêté qui a décidé la révision du plan de secteur d'Ath-Lessines-Enghien;

Considérant que son ambition est à la fois de rencontrer un besoin avéré dans le domaine de l'activité de logistique et de promouvoir des emplois adaptés aux spécificités locales;

Considérant que l'intercommunale IDETA motivait en particulier sa demande en faisant le constat de l'adéquation entre les spécificités locales en matière de formation de la main d'œuvre et le type d'emplois proposés dans l'activité logistique;

Considérant que l'auteur d'étude a validé ces hypothèses;

Considérant que la CRAT ne rejoint pas l'analyse faite par les réclamants en ce qui concerne les taux d'emplois et l'adéquation de la main d'œuvre locale aux besoins de la zone d'activité économique industrielle projetée;

Considérant que l'auteur d'étude ne remet pas en cause les évaluations de créations d'emplois communiquées par Colruyt et l'intercommunale IDETA;

Considérant que l'auteur d'étude met en évidence que la demande d'emploi dans le secteur des transports et communications est proportionnellement plus importante dans la zone Silly-Enghien-Lessines que dans les autres arrondissements;

VII. Localisation du projet de plan

Considérant que des réclamants remettent en cause la localisation du projet de plan et l'analyse, jugée peu convaincante, voire lacunaire, des alternatives de localisation étudiées par l'auteur d'étude;

a. Sites alternatifs analysés

Considérant que des réclamants estiment que la zone d'activité économique projetée n'aurait probablement pas été retenue si les critères qui ont amené à exclure d'emblée les sites alternatifs 26, 27, 28 et 30.1 lui avaient été appliqués;

Considérant qu'un réclamant relève que la taille des exploitations agricoles expropriées n'a pas été prise en compte comme critère de sélection entre les alternatives analysées;

Considérant qu'un réclamant regrette que l'auteur d'étude ait rejeté les deux alternatives issues des réunions d'information, à savoir : le regroupement des activités de logistique sur le site Baxter et le développement du parc d'activité économique de Lessines-ouest;

Considérant qu'un réclamant regrette que l'auteur d'étude ait rejeté la variante de délimitation qu'il a analysée pour les raisons de coût alors que celle-ci avait pour avantage primordial à ses yeux d'écarter la nouvelle zone d'activité économique du village d'Ollignies;

Considérant que la CRAT remet un avis défavorable à la variante de délimitation analysée dans l'étude d'incidences; qu'elle estime que bien que celle-ci permette de s'éloigner davantage du village d'Ollignies, cette variante de délimitation est peu pertinente au vu de la déclivité du terrain et de l'importance des travaux d'infrastructures qui seraient nécessaires à sa réalisation;

Réponse

Considérant que l'auteur d'étude a établi que l'ensemble des sites potentiels soit sont exempts d'avantages déterminants par rapport aux objectifs de l'avant-projet de plan, soit comportent des contraintes rédhibitoires;

Considérant que les alternatives de localisation ont été analysées selon le même canevas et les mêmes thématiques que la zone inscrite à l'avant-projet de plan par le Gouvernement wallon; que seul le critère de la qualité des terres agricoles a été retenu en phase I dans le domaine de la thématique agricole pour comparer les zones entre elles;

Considérant que l'auteur d'étude n'avait pas à étudier des alternatives au projet du Gouvernement wallon dans d'autres domaines de l'activité économique que celui de l'activité logistique;

Considérant qu'au regard des avis de la CRAT et du CWEDD sur la qualité de l'étude, le Gouvernement wallon ne remet pas en question les conclusions de l'auteur d'étude sur l'analyse des variantes de localisation;

Considérant que l'auteur d'étude indique que si la variante de délimitation permet de diminuer le risque d'impact sur le milieu biologique et de réduire l'emprise visuelle et la proximité de la zone d'activité économique par rapport aux zones habitées, elle ne parvient pas à remédier aux impacts majeurs de l'avant-projet de plan que sont la perte de terres agricoles et l'implantation d'un bâtiment de 30 m de hauteur;

Considérant que l'auteur d'étude précise que la variante de délimitation impliquera des travaux d'aménagement nettement plus importants et induira des pertes significatives de surface utile pour l'implantation des entreprises;

Considérant qu'en accord avec l'avis de la CRAT et dans un souci d'usage parcimonieux du sol, le Gouvernement wallon n'a pas retenu cette variante de délimitation;

b. Sites alternatifs non analysés

Considérant que des réclamants soulignent que l'arrêté du Gouvernement wallon fixant le contenu d'étude d'incidences stipule que la recherche de variantes devra être circonscrite aux territoires attenants à une sortie de l'autoroute E429;

Considérant que des réclamants estiment en conséquence que le site situé dans le cadran sud-ouest centré sur la sortie numéro 30 de l'autoroute E429 aurait dû être étudié;

Considérant que ces réclamants estiment qu'en l'absence d'analyse de cette variante, l'étude d'incidences ne répond pas entièrement à l'arrêté du Gouvernement wallon;

Considérant que des réclamants estiment que les zones d'activité économique déjà inscrites au plan de secteur non occupées ou à rénover n'ont pas été prises en compte;

Considérant qu'un réclamant estime que la localisation de Colruyt dans Ghislenghien 3, à proximité de Waldico, a été négligée et écartée sur base d'une argumentation creuse et non convaincante;

Considérant que le CWEDD regrette que le territoire de référence ait été limité à IDETA-est par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2009 sans y inclure une partie de la commune d'Ath, ceci principalement pour l'analyse des variantes de localisation;

Réponse

Considérant que l'auteur d'étude n'a pas jugé nécessaire de remettre en cause le territoire de référence fixé dans l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant le contenu de l'étude d'incidences pour la recherche des alternatives de localisation;

Considérant que l'auteur d'étude rappelle que la délimitation de la sous-zone IDETA-Est a été établie par la CPDT et est aujourd'hui communément admise par de multiples acteurs;

Considérant que l'auteur d'étude a dès lors limité la recherche d'alternatives de localisation au territoire des communes de Lessines, Silly et Enghien;

Considérant que si le CWEDD regrette que le territoire de référence ait été limité à la sous-zone est du territoire de l'IDETA par l'arrêté du 30 avril 2009, le Gouvernement wallon rappelle que le CWEDD, interrogé par le Gouvernement wallon, a remis un avis sur le projet de contenu d'étude le 6 avril 2009; que cet avis ne remettait pas en cause le territoire de référence fixé par le Gouvernement wallon pour la recherche des variantes;

Considérant que le site situé dans le cadran sud-ouest centré sur la sortie numéro 30 de l'autoroute E429 ne se situe pas dans la sous-zone est du territoire de l'IDETA mais bien dans la sous-zone centre; que ce site alternatif n'est donc pas situé au sein du territoire de référence et ne répond, en conséquence, pas à l'un des critères établis par le contenu d'étude d'incidences valablement fixé après consultations de la CRAT et du CWEDD;

Considérant que l'auteur d'étude a procédé à un relevé exhaustif des potentialités urbanisables existantes dans le territoire de référence pour conclure que le site de l'ancienne fabrique d'allumettes, déjà cité dans l'arrêté décidant la révision du plan de secteur, constitue le seul potentiel intéressant détecté;

Considérant que la faible superficie de ce site n'a pas permis de le retenir au regard des besoins établis par l'auteur d'étude pour le développement de l'activité logistique;

Considérant qu'en ce qui concerne l'utilisation des zones d'activité économique existantes situées au sud de l'autoroute, les zones qui offrent des caractéristiques équivalentes à celles qu'il convient de réunir pour établir un parc d'activités économiques spécialisé dans la logistique sont déjà occupées par des activités et ne disposent plus des espaces nécessaires pour implanter celui-ci;

Considérant qu'en ce qui concerne le site de Ghislenghien 3, celui-ci a été inscrit en zone d'activité économique industrielle par une procédure de révision de plan de secteur qui s'est clôturée le 22 avril 2004;

Considérant qu'il est peu pertinent d'étendre à la zone d'activité économique industrielle projetée les critiques nées de l'observation de la mise en œuvre des zones d'activité économiques situées au sud de l'autoroute;

Considérant que l'article 30 du CWATUPE stipule que la zone d'activité économique mixte est destinée aux activités d'artisanat, de service, de distribution, de recherche ou de petite industrie; que l'article 30*bis* stipule que la zone d'activité économique industrielle est destinée aux activités à caractère industriel, en ce compris les activités liées à un processus de transformation de matières premières ou semi-finies, de conditionnement, de stockage, de logistique ou de distribution;

Considérant que la volonté du Gouvernement wallon est de permettre le développement d'un parc logistique; qu'il apparaît que l'affectation de la zone « Ghislenghien 3 » en zone d'activité économique mixte n'autorise pas le développement de cette activité;

VIII. Impacts du projet de plan

a. Effets sur l'air et le climat

Considérant que des réclamants mettent en évidence les grandes incertitudes de l'étude d'incidences par rapport aux émissions globales de CO₂ estimées à 37 000 tonnes par an; qu'ils estiment que l'étude d'incidences ne pose pas la question des conséquences, notamment sur la santé des riverains, de rejets qui seraient supérieurs à ceux annoncés;

Considérant qu'ils estiment que l'étude aurait dû tenir compte des émissions de CO₂ générées par le charroi du Snow Game et l'extension des carrières;

Réponse

Considérant qu'en ce qui concerne le CO₂, celui-ci est un gaz à effet de serre, mais ne peut pas être considéré comme un polluant atmosphérique;

Considérant que le CO₂ n'est pas susceptible d'avoir des effets directs sur la santé des riverains; que l'analyse d'un effet cumulatif du CO₂ généré par la zone d'activité économique industrielle projetée avec le CO₂ généré par des activités proches (Snow Game, carrières, etc.) n'est pas pertinente;

b. Effets sur les eaux superficielles et souterraines

Considérant qu'il faut distinguer les remarques qui portent sur la gestion des eaux pluviales de celles qui portent sur les eaux usées;

I. Eaux pluviales

Considérant que des réclamants estiment que le risque d'inondation du village d'Ollignies est sous-évalué;

Considérant que des réclamants soulignent que l'étude d'incidence indique la nécessité pour les entreprises de mettre en œuvre leurs propres bassins de rétention et s'inquiètent de ce qu'il adviendra si aucun règlement n'impose la création de ces bassins;

Considérant que le CWEDD apprécie la proposition de gestion des eaux en trois flux et insiste pour qu'une recherche soit faite pour utiliser l'eau de pluie et que le surplus éventuel soit géré par des drains dispersants et un bassin de rétention en amont du cours d'eau soumis à aléa d'inondation en aval;

Réponse

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte des craintes des riverains concernant les risques d'inondation;

Considérant que la Directive 2007/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation a été transposée par le décret du 4 février 2010 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement contenant des dispositions diverses en matière de politique de l'eau;

Considérant que ce décret définit les principes et contenu du plan de gestion des risques d'inondation qui devra être établi pour le 22 décembre 2015 par l'autorité de bassin pour chaque bassin hydrographique wallon;

Considérant que les risques mentionnés par les riverains seront pris en compte dans le cadre des plans de gestion qui doivent être élaborés dans le cadre de la gestion des risques d'inondations;

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte de l'avis du CWEDD sur l'opportunité de réutiliser l'eau de pluie; que cet aspect relève toutefois de la mise en œuvre du projet;

Considérant en effet que l'opportunité de réalisation de citerne à eau de pluie, de bassins de rétention et de noues avec drains dispersants relève des permis qui seront octroyés préalablement à toute mise en œuvre de la zone d'activité économique industrielle projetée; que les études d'incidences préalables à la délivrance de ces permis devront être particulièrement attentives à cette problématique de la gestion des eaux pluviales afin de ne pas modifier le régime actuel du ruisseau longeant la zone d'activité économique industrielle projetée;

II. Eaux usées

Considérant que des réclamants s'inquiètent de ce qu'il adviendra des eaux usées préalablement à ou en l'absence de réalisation du PASH;

Considérant que des réclamants estiment qu'aucun calcul ne prouve que le collecteur Ollignies-Bois de Lessines soit correctement dimensionné pour accueillir les effluents de la zone projetée;

Considérant que des réclamants regrettent l'absence d'analyse des incidences de la station d'épuration qui devrait être construite dans le cas où les collecteurs prévus au PASH n'étaient pas posés avant l'occupation de la nouvelle zone d'activité économique;

Considérant que des réclamants relèvent que l'étude indique qu'il existe des contraintes sur la qualité de l'eau suite à la présence d'un site pollué sous les fondations de l'autoroute; qu'ils estiment que l'étude ne précise pas la teneur de ces contraintes et leurs impacts éventuels sur les eaux rejetées par la zone d'activité économique projetée;

Réponse

Considérant que le Gouvernement wallon est conscient de la nécessité d'imposer, au stade la mise en œuvre du projet, une station d'épuration sur le site si les collecteurs prévus au PASH n'étaient pas posés avant l'occupation de la nouvelle zone d'activité économique ou étaient incapables d'accueillir ses effluents;

Considérant que si une station d'épuration devait être mise en œuvre, celle-ci sera soumise à permis unique et à évaluation préalable des incidences; que les incidences de cette station n'ont donc pas à être évaluées au stade de la révision du plan de secteur;

Considérant qu'en ce qui concerne la présence d'un site pollué sous les fondations de l'autoroute A8, l'étude d'incidences indique que celui-ci est une contrainte qui pèse à la fois sur la qualité des nappes aquifères localisées à sa proximité, mais aussi sur la possibilité d'implanter des ouvrages de pompage; que le Gouvernement wallon estime que cette contrainte devra être évaluée dans le cas où certaines entreprises introduiraient des demandes de permis d'environnement en vue d'implanter des ouvrages de pompage au sein de la zone d'activité économique industrielle projetée;

Considérant que, même en cas de pompage au sein de la nappe aquifère à proximité du site pollué, les eaux rejetées par la zone d'activité économique industrielle projetée devront respecter les normes de rejets;

Considérant que le respect de ces normes de rejets permettra de contrôler les impacts éventuels du site pollué sur les eaux rejetées;

c. Sol et sous sol

Considérant que les réclamations liées au sol et au sous-sol portent essentiellement sur les risques liés au nivellement des terrains;

Considérant que ces réclamations portent sur les risques d'accidents liés, par exemple, à la présence potentielle de conduites de gaz et sur les risques liés à la stabilité des maisons situées à proximité;

Réponse

Considérant que le nivellement éventuel des terrains relève de la mise en œuvre de la zone d'activité économique projetée et non de la planologie; que les risques éventuels liés à ces travaux devront être évalués dans le cadre des demandes de permis;

d. Faune et flore

Considérant que des réclamants estiment que l'inventaire de la faune et de la flore est incomplet, vu les périodes des relevés et l'absence d'observations nocturnes;

Réponse

Considérant que ni la CRAT ni le CWEDD ne remettent en cause la qualité de l'inventaire qui a été réalisé;

Considérant que l'auteur d'étude a identifié huit types de milieux biologiques différents au sein de la zone, à savoir les cultures, les bois, les friches, les prairies, les zones humides, les jachères, les chemins et la zone urbanisée; qu'il n'est pas nécessaire d'étaler les relevés tout au long de l'année pour identifier ces milieux;

Considérant que les cultures représentent de loin la plus grande superficie de la zone d'activité économique industrielle projetée; que l'auteur d'étude précise que les cultures laissent en général assez peu de place et de possibilités pour le développement et la survie des espèces floristiques et faunistiques sauvages;

Considérant que l'auteur d'étude précise que les portions de terrain caractérisées par une diversité biologique intéressante se concentrent le long du fond de vallon parcouru par un ruisseau affluent du ruisseau de Ligne; que l'intérêt biologique des terrains concernés par l'avant-projet de révision de plan de secteur reste donc limité à une bande de 5 à 50 m de part et d'autre du ruisseau existant, le solde étant occupé principalement par des terres agricoles dénuées d'intérêt particulier;

Considérant qu'afin de protéger les milieux biologiquement les plus intéressants, le Gouvernement wallon confirme sa volonté d'inscrire trois zones forestières en limite nord est de la zone d'activité économique industrielle projetée;

e. Santé et sécurité

Considérant que des réclamants soulignent que le rapport indique la possibilité additionnelle de nuisances olfactives ou dues aux poussières; qu'ils estiment ce problème de poussières d'autant plus important que les niveaux de poussières seront augmentés suite au déplacement du site d'activité des carrières vers le village d'Ollignies; qu'ils estiment que l'effet de ces particules fines sur la santé des riverains n'est pas évalué;

Considérant que des réclamants soulignent que l'étude d'incidences indique que les émissions de monoxyde de carbone, d'oxyde d'azote, d'oxyde de soufre, de particules fines peuvent être nocives pour la faune et la flore présente à proximité immédiate de la zone d'activité économique industrielle projetée surtout par l'accumulation dans le temps de ces retombées; qu'ils demandent que soit quantifié l'impact de ces retombées sur la santé des riverains, sur les champs cultivés alentour ainsi que sur la qualité des récoltes;

Considérant que des réclamants relèvent que l'auteur d'étude a rejeté sans motif l'hypothèse d'un risque d'accident majeur dans la zone d'activité économique industrielle projetée et n'a dès lors pas analysé ses conséquences sur le voisinage;

Considérant que la CRAT estime que les incidences sur la pollution de l'air dues à la mise en œuvre d'un parc logistique monomodal au sein de la zone d'activité économique industrielle projetée sont du ressort du permis unique, et non de la planologie;

Réponse

Considérant que le Gouvernement rejoint l'avis de la CRAT sur le fait que les incidences sur la pollution de l'air dues aux rejets des entreprises qui s'installeront dans la zone d'activité économique projetée sont du ressort des permis uniques;

Considérant que ceux-ci fixeront les normes de rejets d'effluents gazeux pour chaque entreprise; que ces normes seront fixées après réalisation d'une étude d'incidences;

Considérant que, dès l'adoption de l'avant-projet de plan et sur base du dossier de demande introduit par l'intercommunale IDETA, le Gouvernement wallon a pris l'option d'exclure tout établissement présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement; qu'il est naturel que cette hypothèse n'ait pas été envisagée par l'auteur d'étude;

f. Agrément des conditions de vie

Considérant que l'on peut regrouper trois thèmes sous le vocable agrément des conditions de vie;

Considérant que ces thèmes sont l'ambiance olfactive, l'ambiance sonore et la qualité visuelle;

I. Ambiance olfactive

Considérant que des réclamants estiment que le village d'Ollignies est régulièrement impacté par des odeurs issues du zoning de Ghislenghien; que ces éléments devraient être ajoutés à la liste des nuisances pré existantes;

Considérant que des réclamants craignent les nuisances olfactives liées à l'implantation d'une centrale de bio méthanisation ou d'une station d'épuration au sein de la zone d'activité économique industrielle projetée et estiment que l'étude d'incidences devrait être complétée par l'évaluation précise des incidences liées à celles-ci;

Réponse

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte des remarques sur les nuisances actuelles liées au zoning existant pour le village d'Ollignies;

Considérant que ces nuisances ne seront cependant pas modifiées par l'implantation de la zone d'activité économique industrielle projetée;

Considérant que l'auteur d'étude estime que les activités de logistique censées s'implanter dans la zone d'activité économique industrielle projetée ne présentent pas de risque sur le plan des nuisances olfactives;

Considérant que les implantations éventuelles d'une centrale de bio méthanisation ou d'une station d'épuration sur le site seraient soumises à l'obtention de permis uniques qui devraient eux-mêmes être précédés d'études d'incidences; que ces études d'incidences devraient, entre autre, évaluer précisément les nuisances olfactives liées à ces installations;

II. Ambiance sonore

Considérant que des réclamants remettent en cause la qualité, la méthodologie et la complétude de l'évaluation des nuisances sonores;

Considérant que des réclamants soulignent que l'étude indique qu'il faudra que les futures entreprises respectent scrupuleusement les niveaux sonores limites définis et se posent la question des contrôles de bruit et du respect de ceux-ci;

Considérant que des réclamants déplorent que l'inclusion des habitations sises au sud ouest de la zone dans la zone d'activité économique industrielle projetée les placent sous le coup de l'article 21 les excluant de facto du champ d'application de l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement; que ceci porte préjudice aux habitants de ces habitations qui sont affectés de normes de moins favorables;

Considérant que des réclamants craignent l'incidence sur l'ambiance sonore de l'augmentation du trafic générée par la zone d'activité économique industrielle projetée;

Considérant qu'ils estiment également que bien que l'étude indique qu'une attention doit être portée aux livraisons nocturnes, que les convois sont à éviter en ce qui concerne les tronçons habités et qu'il y a lieu de tenir compte du confort des riverains, aucune mesure pratique légale ne pouvant être mise en œuvre pour empêcher ce trafic de nuit;

Considérant que des réclamants demandent que diverses mesures pratiques réelles à mettre en place pour empêcher le trafic de nuit sur la N57 (telles que des caméras horodatées automatiques) soient listées et adoptées par le Gouvernement wallon au titre de compensations alternatives;

Considérant que la CRAT estime que les incidences (notamment sur le bruit) dues à la mise en œuvre d'un parc logistique monomodal sur la zone d'activité économique industrielle projetée sont du ressort du permis unique et non de la planologie;

Considérant qu'elle apprécie toutefois l'analyse correcte et complète que l'auteur de l'étude d'incidences en a fait au stade de l'avant-projet de plan, ainsi que ses recommandations;

Considérant que la CRAT rejoint l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 2009 adoptant l'avant-projet de plan et estime que l'intégration de ces habitations à la zone d'activité économique industrielle projetée est justifiée;

Réponse

Considérant que le Gouvernement wallon se rallie à l'avis de la CRAT sur la qualité et la complétude de l'analyse des incidences que l'auteur d'étude en a fait au stade de l'avant-projet de plan;

Considérant qu'en ce qui concerne les habitations situées le long de la N57 au sud-ouest de la zone, le Gouvernement wallon confirme sa volonté de les inclure au sein de la zone d'activité économique industrielle projetée;

Considérant que si cette intégration a effectivement une incidence sur les normes de bruit fixées par les conditions générales d'exploitation des établissements applicables à ces terrains, le Gouvernement wallon rappelle que les permis d'environnement fixent les conditions particulières d'exploitation des établissements qui peuvent être plus strictes que ces conditions générales;

Considérant que la vérification du respect de ces normes est du ressort de la police de l'environnement et des communes concernées;

Considérant qu'en ce qui concerne les incidences sur l'ambiance sonore liées au charroi, le Gouvernement wallon confirme sa volonté d'interdire la traversée du village d'Ollignies à certains véhicules, tels que les poids lourds, par l'apposition de signaux d'interdiction appropriés dès que les deux premières phases du contournement de Lessines auront été réalisées;

Considérant que cette mesure résoudra de facto la problématique du trafic de nuit sur les tronçons habités de la RN57 et, en particulier, dans la traversée du village d'Ollignies et de la ville de Lessines;

III. Qualité visuelle

Considérant que de nombreuses remarques portent sur l'incidence paysagère de l'implantation d'un bâtiment de trente mètres de haut au sein de la zone d'activité économique industrielle projetée;

Considérant que des réclamants estiment qu'une analyse des impacts visuels directs pour les riverains situés dans un rayon de mille mètres du site aurait dû être réalisée;

Considérant que des riverains estiment que des études d'impacts visuels auraient dû être réalisées en ce qui concerne différentes rues (rue des Déportés, chemin du Grand Denis, rue Mazonque, chaussée Victor Lampe,...);

Considérant que des réclamants demandent de rehausser les dispositifs de dissimulation; d'enterrer en partie les bâtiments les plus hauts; de les placer à la plus grande distance des habitations et de prescrire précisément le type de camouflage à mettre en place;

Considérant que la CRAT souligne les perturbations paysagères existantes sur la zone concernée;

Considérant qu'elle relève une distance d'environ six cents mètres entre les premières habitations d'Ollignies et la limite nord de la zone et que sur cette partie, des conditions de permis pourront imposer des gabarits en harmonie avec ceux du village d'Ollignies;

Considérant qu'elle relève par ailleurs que le gabarit des bâtiments projetés les plus élevés se situera en-dessous du niveau de la crête de l'autoroute;

Considérant qu'elle constate enfin que l'impact du parc d'activité économique projeté sur le paysage risque d'être très important du fait de l'ampleur des bâtiments pressentis; que cette considération ressort toutefois du permis unique et non de la planologie;

Réponse

Considérant que l'analyse de l'aire de perception visuelle de la zone a été réalisée;

Considérant que cette aire englobe entre autre la rue des Déportés, le chemin du Grand Denis, la rue Mazonque, la chaussée Victor Lampe; que des prises de vues ont été prises depuis ces différents lieux;

Considérant qu'en ce qui concerne le cas spécifique du bâtiment de grande ampleur, le Gouvernement wallon rejoint l'avis de la CRAT sur le fait que l'évaluation de l'incidence paysagère due à l'implantation de celui-ci au sein de la zone d'activité économique industrielle projetée relève du permis unique et non de la planologie;

Considérant qu'il prend cependant acte des craintes et des remarques des riverains et notamment des suggestions afin d'améliorer l'intégration des bâtiments les plus hauts;

g. Biens matériels et patrimoniaux

Considérant que des réclamants s'interrogent sur les compensations aux riverains dont les biens seraient touchés par une moins-value immobilière liée à l'implantation de la zone d'activité économique industrielle projetée;

Considérant que des réclamants s'interrogent sur l'incidence de la modification de la zone d'habitat à caractère rural en zone d'activité économique industrielle sur les rénovations et les extensions futures des habitations existantes;

Réponse

Considérant qu'il n'existe pas dans la législation de dispositif permettant d'indemniser les riverains qui auraient à supporter les éventuelles moins-values immobilières résultant des effets de la modification de l'affectation d'une zone;

Considérant que l'article 70 du Code fixe en revanche les conditions de l'indemnité qui serait éventuellement à charge de la Région dans le cas où l'interdiction de bâtir ou de lotir résulte d'un plan revêtu de la force obligatoire mettant fin à l'affectation donnée au bien par le plan d'aménagement en vigueur au jour précédant l'entrée en vigueur dudit plan; que les personnes qui y satisferont pourront alors faire valoir leurs droits;

Considérant qu'aux termes de l'article 111, 1^{er} alinéa du Code « *Les constructions, les installations ou les bâtiments existant avant l'entrée en vigueur du plan de secteur ou qui ont été autorisés, dont l'affectation actuelle ou future ne correspond pas aux prescriptions du plan de secteur peuvent faire l'objet de travaux de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction. Les modules de production d'électricité ou de chaleur qui alimentent directement ces constructions, installations ou bâtiments, situés sur le même bien immobilier et dont la source d'énergie est exclusivement d'origine solaire, peuvent être autorisés, en ce compris lorsqu'ils sont implantés de manière isolée* »;

h. Mobilité, réseaux et infrastructures**I. Mobilité**

Considérant que des réclamants contestent le manque d'objectivité et de sérieux de l'analyse des incidences en termes de mobilité;

Considérant que des réclamants regrettent que les études de trafic ne prennent pas en compte les augmentations du trafic liées au développement d'autres projets (Ghislenghien III, Snow Games, tourisme vers l'Hôpital Notre-Dame à la Rose, nouvelles carrières sur Lessines, parc Paradisio.);

Considérant que des réclamants estiment que le trafic est déjà très important sur la N57 (chaussée Victor Lampe, boulevard René Branquart et boulevard Emile Schevenels) et qu'une augmentation de celui-ci serait difficilement supportable pour les riverains;

Considérant que des réclamants relèvent des différences entre les chiffres avancés par l'IDETA dans le dossier de base joint à sa demande et ceux qui figurent dans l'étude d'incidences;

Considérant que des réclamants relèvent le caractère incertain de la mise en œuvre du contournement de Lessines et le fait qu'il sera incomplet;

Considérant que la Région Flamande précise qu'il est important que le trafic emprunte réellement la E429 (A8) comme envisagé dans l'étude d'incidences et non par la N57 et la N42 jusqu'à la E40; que l'utilisation de la N57 et de la N42 serait en effet contraire aux principes de hiérarchisation des voiries du Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen;

Considérant que la Région Flamande souhaite en conséquence que les garanties nécessaires soient données pour que le trafic généré par les entreprises qui s'implanteront dans la zone d'activité économique industrielle projetée emprunte la E429 (A8);

Considérant que la CRAT relève que la hausse principale du trafic induit par la mise en œuvre de la zone d'activité économique industrielle projetée est attendue sur l'autoroute A8; que vu la proximité de la sortie 29, elle constate que les incidences sur le trafic de la N57 seront limitées;

Considérant qu'elle estime qu'aucun trafic parasite lié au futur parc d'activités économiques n'interférera sur le réseau local en raison de la proximité de l'autoroute et des aménagements prévus sur la N57;

Réponse

Considérant que l'auteur d'étude ne minimise l'impact du projet de plan sur le trafic routier à aucun moment de son étude;

Considérant qu'il y a également lieu de relever que les estimations de trafic effectuées par l'auteur d'étude ont été confrontées aux chiffres fournis par la principale entreprise souhaitant s'établir dans la zone d'activité économique industrielle projetée;

Considérant que cette confrontation a permis de confirmer les estimations de trafic effectuées par l'auteur d'étude;

Considérant que les estimations de trafic figurant dans le dossier de base joint à la demande d'IDETA font partie des éléments qui ont été apportés au Gouvernement wallon pour prendre la décision de réviser le plan de secteur; qu'elles ne doivent en aucun cas être comparées à celles de l'étude d'incidences qui constitue le seul document de référence dans la présente procédure;

Considérant que l'auteur d'étude estime qu'une partie du charroi empruntera la N57 bien que le périmètre concerné par la révision du plan de secteur soit situé en sortie d'autoroute;

Considérant que l'auteur d'étude rappelle que la N57 fait partie d'un réseau secondaire appelé Réseau Interurbain (RESI) qui relie principalement les grandes entités et draine le trafic vers le Réseau de Grand Gabarit;

Considérant qu'il évalue le charroi journalier sur la N57 en direction de Gramont à 184 véhicules légers et à 153 véhicules lourds; que cette hausse signifie une hausse de 2 % du nombre de véhicules légers et de 7 % du nombre de véhicules lourds;

Considérant que le Gouvernement wallon confirme sa volonté d'interdire la traversée du village d'Ollignies à certains véhicules, tels que les poids lourds, par l'apposition de signaux d'interdiction appropriés dès que les deux premières phases du contournement de Lessines auront été réalisées;

Considérant que cette mesure résoudra de facto la problématique du trafic lourd sur la chaussée Victor Lampe et sur la partie du boulevard René Branquart située au sud du rond point boulevard René Branquart-Chemin de Papignies;

Considérant que la réalisation de la troisième phase du contournement résoudra, elle, la problématique du trafic lourd sur la partie nord du boulevard René Branquart et sur la partie du boulevard Emile Schevenels située entre le boulevard René Branquart et le rond point de la chaussée de Renaix;

Considérant que la quatrième et dernière phase du contournement est inscrite au plan de secteur; que la réalisation de celle-ci serait de nature à résoudre la problématique du trafic sur la partie nord du boulevard Emile Schevenels; que la réalisation de celle-ci n'est cependant pas encore programmée;

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle, en ce qui concerne le souhait de la Région Flamande, que le rôle de voiries telles que la N57 et la N42 est de relier les grandes entités et de drainer le trafic vers le réseau autoroutier;

Considérant qu'il n'appartient pas au Gouvernement wallon de réglementer l'usage des voiries régionales en Région flamande; qu'il appartient à la Région flamande de réglementer l'usage de ces voiries et d'interdire, le cas échéant, l'usage de celles-ci à certaines catégories de véhicules;

II. Emplacement du point d'intersection sur la N57

Considérant que des réclamants relèvent la recommandation de l'auteur d'étude de placer le rond point d'insertion plus près du village d'Ollignies arguant du risque de saturation des ronds points situés près de l'autoroute et de l'avantage d'un effet de porte sur l'entrée du village;

Considérant que si ces réclamants jugent positivement l'effet de porte, ceux-ci s'interrogent sur le bruit induit par ce dispositif;

Considérant que la CRAT rejoint les conclusions de l'étude d'incidences et estime opportun d'aménager un rond point à proximité de la pointe nord ouest du site; qu'elle relève qu'un tel positionnement va marquer un effet de porte sur Ollignies et entraîner une baisse de vitesse;

Réponse

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte des remarques des réclamants et de l'avis de la CRAT sur la localisation du dispositif d'insertion de la voirie interne à la zone d'activité économique industrielle projetée sur le réseau routier existant;

Considérant que le Gouvernement wallon réaffirme sa volonté exprimée lors de l'adoption provisoire du projet de plan de ne pas prendre attitude sur la localisation de ce dispositif; que celle-ci ne relève en effet pas de l'échelle du plan de secteur;

I. Activité

I. Activités agricoles

Considérant que de réclamations portent sur l'impact de la zone d'activité économique industrielle projetée sur l'activité agricole et notamment sur le remembrement, le taux de liaison au sol, l'activation des « droits au paiement unique », la perte de rentabilité, les expropriations, la dispersion géographique du parcellaire et la mise en péril de la viabilité de certaines exploitations;

Considérant l'avis favorable du CWEDD « sous réserve que la survie des 3 exploitations agricoles menacées soit garantie »;

Considérant que la CRAT constate que l'inscription de la zone d'activité économique projetée touche sept exploitations, que les terrains concernés, représentant une superficie de 30,3 hectares, sont composés à plus de 90 % de terres de grande valeur agronomique, alors que les compensations planologiques n'en sont composées qu'à hauteur de 58 % et visent l'inscription de 16,5 hectares de zone agricole;

Considérant que la CRAT rappelle cependant que « (...) l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 2009 adoptant l'avant-projet de plan précise que le projet affectera l'activité agricole à des degrés divers (selon l'étude, entre 1,07 % et 18,5 % de la superficie totale de chaque exploitation concernée), et qu'il y a lieu de procéder à une balance des intérêts entre le développement de l'agriculture wallonne et la création d'emplois dans d'autres secteurs tels que la logistique. L'impact du projet sur l'activité agricole est à examiner au regard de la superficie agricole utile du territoire de référence, du nombre d'emplois créés et du développement économique induit par sa localisation »;

Réponse

Considérant que les thématiques relatives à l'impact sur l'activité agricole soulevées par les réclamants et portant notamment sur le remembrement, le taux de liaison au sol, l'activation des « droits au paiement unique », la perte de rentabilité, les expropriations et la dispersion géographique du parcellaire ont été clairement analysées par l'auteur d'étude;

Considérant que l'auteur d'étude recommande d'accompagner les agriculteurs concernés dans les démarches nécessaires vis-à-vis des autorités régionales;

Considérant que le Gouvernement wallon est conscient des répercussions sur l'activité agricole et se rallie aux mesures à mettre en œuvre pour réduire les effets négatifs telles que proposées par l'auteur d'étude;

Considérant que le Gouvernement wallon, à l'instar du chargé d'études, constate que « (...) la perte des terres de cultures sera inéluctable, définitive et non réductible »; qu'il ne semble donc pas pertinent de proposer des indicateurs de suivi;

Considérant que, le Gouvernement wallon considérait déjà dans ses arrêtés du 6 mars 2009 et 11 février 2010 : « que bien que l'avant-projet de révision de plan de secteur affecte l'activité agricole, le Gouvernement wallon estime que la balance des intérêts entre le développement de l'agriculture wallonne et la création d'emplois dans d'autres secteurs lui permet de confirmer l'option qu'il a prise de renforcer un pôle existant destiné à l'activité économique par une nouvelle composante tournée vers l'activité logistique sur une superficie limitée aux besoins du territoire de référence »; qu'il persévère dans cette voie;

Considérant que l'auteur d'étude indique dans ces conclusions relatives à l'impact sur l'activité agricole que « (...) des pertes de plus de 10 % de la superficie des exploitations risquent de fragiliser leur viabilité »;

Considérant qu'un remembrement proprement dit consiste à redistribuer les terres afin d'assurer une exploitation plus judicieuse et plus rentable des biens ruraux; que le remembrement n'a ainsi pas pour objet de protéger, lorsqu'il est terminé, la fonction agricole par rapport à d'autres affectations du territoire; que les terres remembrées ne font en effet l'objet d'aucune protection particulière si ce n'est un droit de préemption en faveur de la Région wallonne;

II. Autres activités

Considérant que des réclamants regrettent que l'étude n'analyse pas l'incidence de la création de la zone d'activité économique industrielle projetée sur le salon de coiffure situé à l'intérieur du périmètre de révision;

Réponse

Considérant que l'auteur d'étude relève la présence de ce salon de coiffure dans le chapitre portant sur les activités économiques actuellement répertoriées dans le périmètre concerné par la révision de plan;

IX. Prescriptions supplémentaires

Considérant que le CWEDD insiste pour que les options urbanistiques et environnementales proposées par l'auteur d'étude soient imposées à travers l'inscription de prescriptions supplémentaires sur le plan;

Réponse

Considérant que les nombreuses recommandations visant à améliorer le bilan environnemental de la zone d'activité économique projetée émises par l'auteur d'étude n'entrent pas dans le cadre d'une prescription supplémentaire au sens de l'article 46 du CWATUP; qu'elles ne peuvent donc être inscrites au plan à ce titre;

Considérant que l'auteur d'étude aboutit lui-même à une conclusion semblable et suggère que :

- * Les mesures recommandées pour l'aménagement de la nouvelle zone d'activité économique soient prises en compte pour l'élaboration par l'opérateur du dossier de reconnaissance;
- * Les mesures recommandées pour l'aménagement des parcelles et la construction des bâtiments soient contractualisées dans l'acte de vente des terrains. Il serait intéressant de consigner ces mesures dans une charte qui pourrait être communiquée aux candidats investisseurs.

Les mesures liées à la performance environnementale des entreprises soient examinées au stade du permis unique préalable à l'implantation.

- * Le gestionnaire assure un suivi environnemental régulier de la nouvelle zone d'activité économique. De même, il serait souhaitable de constituer un « club d'entreprises » favorisant les échanges d'expériences et les synergies en gestion environnementale;

Considérant que le Gouvernement wallon se rallie aux conclusions de l'auteur d'étude;

X. Compensations**a. Compensations planologiques**

Considérant que des réclamants contestent les choix du Gouvernement wallon quant à la localisation des zones retenues et à leurs nouvelles affectations;

Considérant que des réclamants estiment qu'il existe des alternatives aux compensations planologiques proposées par le Gouvernement;

Considérant que des réclamants estiment que les compensations planologiques décidées par le Gouvernement wallon ne sont pas sérieusement étudiées et insuffisantes en terme de superficie;

Considérant que des réclamants contestent le manque d'objectivité de l'analyse de l'auteur d'étude;

Considérant que des réclamants relèvent le caractère peu convaincant, voire lacunaire, des conclusions de l'auteur d'étude sur les zones retenues par le Gouvernement wallon et les alternatives qu'il a lui-même proposées et analysées;

Considérant qu'un réclamant relève que les compensations planologiques retenues par le Gouvernement wallon sont proportionnellement plus importantes en termes de superficie sur le territoire de la commune d'Ath que sur celui de la commune de Lessines où sera implantée la nouvelle zone d'activité économique;

Considérant que des réclamants estiment que la ville de Lessines dispose de zones d'aménagement communal concerté plus aptes à une affectation agricole que celles qui ont été proposées par le Gouvernement wallon;

Considérant que des réclamants contestent en particulier le choix du Gouvernement wallon de modifier en zone agricole une partie de la zone d'aménagement communal concerté inscrite au plan de secteur à Deux Acren et une partie de la zone d'aménagement communal concerté inscrite au plan de secteur le long du boulevard René Branquart au titre de compensations planologiques;

Considérant qu'un réclamant relève des erreurs dans l'étude d'incidences en ce qui concerne la description du site n° 3;

Considérant que le CWEDD et certains réclamants proposent d'ajouter aux compensations planologiques la modification de la zone d'activité économique mixte située à Rebaix en zone agricole que le Gouvernement wallon n'a pas retenue en adoptant le projet de plan;

Considérant que la CRAT remet un avis favorable sur chacune des compensations planologiques proposées par le Gouvernement wallon tout en regrettant que le fait de compenser l'inscription de la zone d'activité économique industrielle projetée par une multitude de micro-zones très locales s'inscrive difficilement dans le cadre d'une réflexion globale du territoire;

Réponse

Considérant que les compensations, tant planologiques qu'alternatives, sont proposées par le Gouvernement wallon; que les propositions jointes par l'IDETA au dossier de base n'ont aucune valeur contraignante;

Considérant que le Gouvernement wallon a longuement justifié le choix des zones qu'il a proposées dans l'arrêté du 6 mars 2009 adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur après avoir confronté les objectifs de sa politique en matière d'aménagement du territoire avec son analyse de la situation existante et, en particulier, de l'occupation du sol des zones concernées;

Considérant que les compensations planologiques proposées par le Gouvernement wallon ont été analysées et validées par l'auteur d'étude d'incidences après l'examen de plusieurs alternatives selon un canevas rigoureusement identique;

Considérant que les réclamants n'apportent en particulier pas d'arguments qui n'auraient déjà été pris en compte par l'auteur d'étude lorsqu'ils entendent démontrer que la zone d'aménagement communal concerté située à Deux-Acren présente les mêmes caractéristiques et les mêmes atouts en termes d'urbanisation que la zone d'aménagement communal concerté située plus au nord qui a été abandonnée par le Gouvernement wallon suite aux conclusions de l'auteur d'étude;

Considérant qu'il y a lieu de souligner que l'auteur d'étude a recherché les alternatives aux compensations planologiques proposées par le Gouvernement wallon dans l'environnement de la zone d'activité économique projetée afin d'assurer de manière plus franche le lien entre les compensations planologiques et les riverains qui seront le plus exposés à celle-ci;

Considérant que cette option est conforme au prescrit de l'article 46, § 1^{er}, 2^e alinéa, 3^o, du Code et conduit à rejeter les propositions faites par certains réclamants qui se situent au-delà des zones inscrites au projet de plan par rapport à la zone d'activité économique projetée et en particulier la partie de la zone d'aménagement communal concerté située à Deux-Acren dont le projet de plan ne modifie pas l'affectation;

Considérant qu'après avoir analysé deux alternatives, l'auteur d'étude a conclu qu'il n'existe pas d'alternative aux compensations planologiques proposées par le Gouvernement wallon située plus proche du périmètre concerné par la révision du plan de secteur et a validé ces dernières;

Considérant qu'il y a lieu de souligner que la CRAT a également validé les propositions du Gouvernement wallon;

Considérant qu'il n'y a dès lors pas lieu de donner suite aux propositions de certains réclamants à cet égard;

Considérant que la description du site de compensation n° 3 correspond bien à la réalité; que la confusion relevée par le réclamant pourrait provenir de la méthode de description adoptée par l'auteur d'étude;

Considérant que le prescrit réglementaire impose de compenser l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation par la modification de zones destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation; qu'il est dès lors erroné de considérer que le Gouvernement wallon doit rechercher à reconstituer le potentiel agricole existant de la zone qu'il projette d'affecter à l'activité économique à travers les zones qu'il propose d'affecter en zone non destinée à l'urbanisation;

Considérant que l'affectation de ces dernières a été déterminée en fonction de la situation existante, ce qui a conduit le Gouvernement wallon à opter dans certains cas pour une affectation autre que celle de zone agricole;

Considérant qu'il est exact que les compensations planologiques retenues par le Gouvernement wallon dans le projet de plan qu'il a approuvé le 11 février 2010 sont proportionnellement plus importantes en terme de superficie sur le territoire de la commune d'Ath que sur celui de la commune de Lessines; que ceci est dû à l'abandon du site de compensation initialement proposé à Deux-Acren;

Considérant que le Gouvernement wallon a décidé de mesures compensatoires alternatives complémentaires, à savoir d'étendre les dispositifs d'accessibilité durable de la zone d'activité économique projetée à l'établissement d'un itinéraire cyclable continu qu'il a imposé au titre de compensation alternative; que cette option s'appuie sur les résultats de l'étude d'incidences et a pour ambition d'améliorer la mobilité douce dans le voisinage de la zone d'activité économique industrielle projetée;

Considérant qu'il est également erroné de considérer que le Gouvernement wallon se serait limité à rechercher à compenser la zone destinée à l'urbanisation qu'il projette d'inscrire au plan de secteur par la seule modification de l'affectation de zones d'aménagement communal concerté existantes;

Considérant que le Gouvernement wallon entend également rappeler que les zones d'aménagement communal concerté qu'il propose de modifier en zones non destinées à l'urbanisation ne sont pas mises en œuvre;

Considérant que l'initiative de l'élaboration du rapport urbanistique et environnemental de ces zones appartient au conseil communal; que le conseil communal de Lessines n'a à aucun moment de la procédure informé le Gouvernement wallon avoir pris quelque initiative en ce sens;

Considérant qu'en l'absence d'un rapport urbanistique et environnemental dûment approuvé, les propriétaires concernés ne peuvent se prévaloir du caractère « urbanisable » de celles-ci; que le Gouvernement wallon entend cependant préciser que l'examen de la structure parcellaire de la partie de la zone d'aménagement communal concerté située à Deux-Acren dont il souhaite modifier l'affectation en zone agricole et en zone forestière montre que la plupart des parcelles situées à front de la route Industrielle et de la rue de l'Armistice conserveront à l'arrière leur affectation actuelle au plan de secteur sur une profondeur d'environ 50 m, ce qui permet de nuancer le point de vue des réclamants quant aux moins values sur le plan patrimonial qu'ils prétendent subir;

Considérant que les propositions concernant la zone d'activité économique mixte située à Rebaix ne sont soutenues par aucun argument qui ne trouverait pas de réponse dans l'arrêté du Gouvernement wallon qui a approuvé provisoirement le projet de plan;

Considérant que le Gouvernement wallon n'entend dès lors pas changer d'option quant au maintien de la zone d'activité économique mixte située à Rebaix;

Considérant que le Gouvernement wallon décide, pour ces motifs, de maintenir les compensations planologiques qu'il a proposées;

b. Compensations alternatives**I. Sur le plan de la mobilité**

- la desserte par bus du pôle « Orientis » à partir des gares d'Ath, de Silly et de Lessines

Considérant que des réclamants remettent en cause la faisabilité et l'opportunité de la compensation « desserte bus »;

Considérant qu'ils estiment que la desserte par bus n'est en effet pas appropriée au travail à pause tel qu'il devrait être pratiqué au sein de la zone d'activité économique industrielle projetée;

Considérant qu'un réclamant estime que la compensation alternative décidée par le Gouvernement wallon doit être clairement définie et substantielle;

Considérant que la CRAT remet un avis réservé sur le projet de desserte par bus de la zone d'activité économique industrielle projetée à partir des gares d'Ath, Silly et Lessines;

Considérant qu'elle estime que cette mesure, prise seule, risque probablement de ne pas changer les comportements; que la création de dessertes, même s'il s'agit d'une condition nécessaire, n'induit pas directement le report de déplacements individuels vers les transports en commun;

Considérant que la CRAT relève notamment que le temps de parcours en bus est peu compétitif par rapport à la voiture et que les horaires sont peu adaptés aux horaires des travailleurs;

Considérant qu'en conclusion, la CRAT s'interroge sur la possibilité de mise en œuvre de cette compensation alternative; qu'elle estime que la mobilité des travailleurs doit être prise en considération mais qu'il y a lieu de trouver une solution adaptée à la situation et au type de la zone d'activité économique projetée, solution qui soit éventuellement phasée et portée par l'ensemble des acteurs concernés par la mobilité dans la zone de référence;

Réponse

Considérant que le Gouvernement wallon prend acte des remarques et observations émises sur la compensation alternative consistant en la mise en place d'une desserte par bus du pôle « Orientis »;

Considérant qu'il rejoint l'avis de la CRAT sur l'opportunité de trouver une solution qui soit d'une part adaptée au type de zone d'activité économique projetée et au lieu et d'autre part portée par l'ensemble des acteurs concernés;

Considérant que l'auteur d'étude estime qu'il conviendrait de soutenir le report des déplacements individuels vers les transports en commun en développant diverses initiatives au sein même des entreprises;

Considérant qu'après une concertation avec les différents acteurs, il apparaît que la meilleure solution afin d'atteindre l'objectif de maximisation du report modal pour les travailleurs de la zone d'activité économique industrielle projetée est la mise en place d'un système de gestion de la mobilité collective multi-entreprises;

Considérant que ce système de gestion de la mobilité devra favoriser et mettre en œuvre des alternatives à la voiture individuelle et, de ce fait, favoriser l'accessibilité des travailleurs et des demandeurs d'emploi à la zone d'activité économique industrielle projetée et avoir un impact positif sur le voisinage;

Considérant que les actions menées par ce système de gestion pourraient par exemple consister en la mise en place d'une desserte par navettes du pôle « Orientis » à partir des gares d'Ath, de Silly et de Lessines, mais aussi d'une centrale de covoiturage, de la mise à disposition de vélos et vélos électriques ou toutes autres actions favorisant l'accessibilité des travailleurs par des alternatives à la voiture individuelle;

Considérant que ces actions pourront évoluer au fil du temps en fonction de la demande, du profil des entreprises qui s'implanteront dans la zone, de l'évolution des technologies et des comportements, etc.;

Considérant qu'afin de s'assurer de l'effectivité du fonctionnement de ce système de gestion et de son financement, le Gouvernement wallon impose à chaque entreprise s'installant dans la zone l'obligation de s'inscrire dans ce système de mobilité collective multi-entreprises;

Considérant qu'en conclusion le Gouvernement wallon modifie la compensation alternative consistant en la mise en place d'une desserte par bus du pôle « Orientis » à partir des gares d'Ath, de Silly et de Lessines; qu'il adopte en lieu et place une compensation alternative consistant en la mise en place d'un système de gestion de la mobilité collective multi-entreprises;

Considérant que la mise en place de ce système de gestion respectera les modalités suivantes : *"Chaque entreprise s'installant dans la zone aura pour obligation d'organiser ce système et d'utiliser l'ensemble des ressources pour favoriser et mettre en œuvre des alternatives à la voiture individuelle et, de ce fait, favoriser l'accessibilité des travailleurs et des demandeurs d'emploi à la zone d'activité économique et avoir un impact positif sur le voisinage. Il s'agit par exemple de la mise en place d'une centrale de covoiturage, d'une desserte par navettes du pôle « Orientis » à partir des gares d'Ath, de Silly et de Lessines, de la mise à disposition de vélos et vélos électriques, "*

- la création d'un itinéraire cyclable, en site propre à l'intérieur de la zone d'activité économique de Ghislenghien IV;

Considérant qu'un réclamant estime que la compensation alternative décidée par le Gouvernement wallon est insuffisante dès lors qu'elle n'est pas intégrée à une offre complète à l'échelle de l'entité;

Considérant que la CRAT remet un avis favorable sur la création, au titre de compensation alternative, d'un itinéraire cyclable, en site propre, à l'intérieur de la zone d'activité économique industrielle projetée, entre la limite nord de la zone d'activité économique de Ghislenghien IV et le rond point de sortie de l'autoroute A8 au sud; qu'elle estime que le projet de prolongation de la piste cyclable est pertinent;

Réponse

Considérant qu'un itinéraire cyclable existe de part et d'autre de la N57;

Considérant que la compensation alternative décidée par le Gouvernement wallon a précisément pour objet d'assurer l'intégration de la zone d'activité économique industrielle projetée dans le réseau existant; qu'il est en revanche déraisonnable d'imposer la constitution d'une offre complète à l'échelle de l'entité pour considérer qu'elle est suffisante;

Considérant que le Gouvernement wallon se rallie à l'avis de la CRAT et confirme cette compensation;

II. Sur le plan énergétique

- la consommation d'au moins la moitié des besoins en énergie, hors déplacement des personnes et marchandises, des entreprises installées dans le périmètre de la nouvelle zone d'activité économique par des énergies renouvelables

Considérant que des réclamants soulignent l'effet anecdotique de cette compensation par rapport aux émissions globales de CO₂ générées par la zone d'activité économique industrielle projetée;

Considérant que des réclamants lient cette compensation avec la réalisation du parc éolien ELSA ou d'une unité de bio-méthanisation sur le site;

Considérant que des réclamants estiment que les incidences sur l'environnement des équipements qui pourraient être construits dans la zone d'activité économique industrielle projetée ou à proximité de celle-ci afin de se conformer à la compensation alternative décidée par le Gouvernement wallon ne sont pas sérieusement analysées;

Considérant que la CRAT remet un avis favorable sur le projet de consommation d'au moins la moitié des besoins en énergie, tant privé que publics de la zone d'activité économique industrielle projetée par des énergies renouvelables;

Réponse

Considérant que le Gouvernement wallon rappelle qu'il a pris l'option de modifier cette compensation alternative lors de l'adoption provisoire du projet de révision du plan de secteur afin d'imposer une obligation de résultats plutôt que de moyens;

Considérant que cette modification qui consiste entre autres à viser la consommation et plus la production d'énergie renouvelable avait pour but de ne pas faire dépendre le respect de la compensation alternative de la construction d'un équipement particulier;

Considérant que les réclamations portant sur le parc éolien ELSA ou sur une hypothétique centrale de bio-méthanisation ne font donc pas l'objet de la présente révision de plan;

Considérant que le Gouvernement wallon, s'appuyant sur l'avis de la CRAT, confirme l'opportunité de cette compensation;

Considérant que le libellé de celle-ci est cependant ambigu;

Considérant que le Gouvernement wallon estime judicieux, sans en modifier les options, de reformuler celle-ci;

Considérant que le Gouvernement wallon impose, à titre de compensation alternative que la part d'énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne, solaire ou la biomasse, dans la consommation finale d'énergie, hors déplacement des personnes et marchandises, des entreprises installées dans le périmètre de la zone d'activité économique devra être au minimum de 50 %;

III. Sur le plan opérationnel

Considérant qu'un réclamant demande que soit imposé l'installation de murs antibruit ou tout autre dispositif de nature à diminuer efficacement le niveau de bruit du trafic de l'autoroute A8 au titre de compensation alternative;

Réponse

Considérant qu'il ressort de l'étude d'incidences que la part de la zone d'activité économique industrielle projetée sur l'augmentation du bruit dans la partie du territoire étudié n'est pas assez significative pour justifier l'imposition d'une compensation alternative de nature opérationnelle telle que demandée par le réclamant dans le cadre de la présente révision de plan de secteur;

Considérant que les niveaux de bruit des grandes infrastructures font actuellement l'objet d'une évaluation dans le cadre de la Directive européenne 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement et feront ensuite l'objet de mesures d'atténuation globales en fonction des conclusions de celle-ci;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004 relatif à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement transposant la Directive européenne 2002/49/CE prévoit, après la réalisation d'une cartographie du bruit, la mise en œuvre progressive de plans d'action fondés sur les résultats de celle-ci afin de prévenir et de réduire, si cela est nécessaire, le bruit dans l'environnement, notamment lorsque les niveaux d'exposition peuvent entraîner des effets nuisibles pour la santé humaine, et de préserver la qualité de l'environnement sonore lorsqu'elle est satisfaisante;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2007 délimitant les agglomérations et infrastructures devant faire l'objet de cartographies acoustiques a établi que le tronçon de la E429-A8 compris entre la Flandre et la sortie n° 29 à Lessines devrait faire l'objet de cette cartographie;

Considérant que cette carte a été adoptée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2009 établissant les cartes de bruit stratégiques des grands axes routiers de plus de 6 millions de passages de véhicules par an; que la mise en œuvre de plans d'action fondés sur cette carte aboutiront à la mise en place de mesure d'atténuation globales;

Considérant que le Gouvernement wallon décide de ne pas donner suite à la réclamation;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon adopte définitivement la révision du plan de secteur d'Ath-Lessines-Enghien (planches 38/2, 38/3 et 38/6) conformément à la carte annexée au présent arrêté, en vue de l'inscription :

- d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath et de Lessines;
- d'une zone d'habitat à caractère rural sur le territoire d'Ath;
- de trois zones forestières sur le territoire de la commune de Lessines;

et, à titre de compensation planologique :

- d'une zone agricole sur le territoire de la commune d'Ath;
- d'une zone forestière comportant un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire de la commune d'Ath;
- de deux zones d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Ath;
- d'une zone d'espaces verts comportant un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire de la commune d'Ath;
- de deux zones agricoles sur le territoire de la commune de Lessines;
- d'une zone forestière sur le territoire de la commune de Lessines;
- d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Lessines.

Art. 2. Le Gouvernement wallon impose, à titre de compensation alternative :

a. sur le plan de la mobilité :

- la mise en place d'un système de gestion de la mobilité collective multi-entreprises, selon les modalités suivantes.

Chaque entreprise s'installant dans la zone aura pour obligation de s'inscrire dans le système de gestion de la mobilité collective multi-entreprises.

L'opérateur aura pour obligation d'organiser ce système et d'utiliser l'ensemble des ressources pour favoriser et mettre en œuvre des alternatives à la voiture individuelle et, de ce fait, favoriser l'accessibilité des travailleurs et des demandeurs d'emploi à la zone d'activité économique et avoir un impact positif sur le voisinage. Il s'agit par exemple de la mise en place d'une centrale de covoiturage, d'une desserte par navettes du pôle « Orientis » à partir des gares d'Ath, de Silly et de Lessines, de la mise à disposition de vélos et vélos électriques;

b. la création d'un itinéraire cyclable, en site propre à l'intérieur de la zone d'activité économique de Ghislenghien IV, entre la limite nord de la zone et le rond point de sortie de l'autoroute A8 au sud; le financement sera pris en charge par le gestionnaire du futur parc d'activité économique; - sur le plan énergétique, la part d'énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne, solaire ou la biomasse, dans la consommation finale d'énergie, hors déplacement des personnes et marchandises, des entreprises installées dans le périmètre de la zone d'activité économique devra être au minimum de 50 %.

Art. 3. La prescription supplémentaire suivante repérée « *S.37 » est d'application dans la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan par le présent arrêté : « La zone d'activité économique industrielle est destinée aux activités de logistique principalement dédiées à la route. Y sont admises les entreprises qui leur sont auxiliaires ».

Art. 4. Une évaluation archéologique de la nouvelle zone d'activité économique est réalisée préalablement à la mise en œuvre de la zone. Le calendrier des travaux relatifs à l'évaluation archéologique est établi en concertation entre le gestionnaire du futur parc d'activité économique et la Direction de l'Archéologie du Service public de Wallonie, en fonction de la disponibilité des terrains concernés.

Art. 5. Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 1^{re} : déclaration environnementale

Déclaration environnementale relative à l'adoption définitive de la révision du plan de secteur d'Ath-Lessines-Enghien portant sur l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath (Ghislenghien) et Lessines (Ollignies)

I. Introduction

La présente déclaration environnementale est requise en vertu de l'article 44, alinéa 2, du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (ci-après, le Code).

Elle accompagne l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision du plan de secteur d'Ath-Lessines-Enghien (planches 38/2, 38/3 et 38/6) inscrivant une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath (Ghislenghien) et Lessines (Ollignies). Elle est publiée au *Moniteur belge* en même temps que ledit arrêté.

La présente déclaration environnementale résume la manière dont les considérations environnementales ont été intégrées dans la révision du plan de secteur et dont l'étude d'incidences, les avis, les réclamations et les observations ont été pris en considération. Elle résume également les raisons des choix de la révision du plan de secteur, compte tenu des autres solutions raisonnables envisagées.

Etant, par hypothèse, de nature synthétique, la présente déclaration environnementale renvoie pour le détail au texte de l'arrêté du Gouvernement wallon.

Dans un souci de lisibilité, la déclaration environnementale se subdivise en trois chapitres : le premier est consacré à l'objet de la révision du plan de secteur, le second à la chronologie de la révision du plan de secteur et le troisième aux considérations environnementales.

II. Objet de la révision du plan de secteur

La révision du plan de secteur a été soumise à la procédure prévue aux articles 42 à 44 du Code.

En vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath (Ghislenghien) et Lessines (Ollignies), la révision du plan de secteur porte sur l'inscription :

- d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath et de Lessines;
 - d'une zone d'habitat à caractère rural sur le territoire de la commune d'Ath;
 - de trois zones forestières sur le territoire de la commune de Lessines;
- et, à titre de compensation planologique :
- d'une zone agricole sur le territoire de la commune d'Ath;
 - d'une zone forestière comportant un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire de la commune d'Ath;
 - de deux zones d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Ath;
 - d'une zone d'espaces verts comportant un périmètre d'intérêt paysager sur le territoire de la commune d'Ath;
 - de deux zones agricoles sur le territoire de la commune de Lessines;
 - d'une zone forestière sur le territoire de la commune de Lessines;
 - d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Lessines.

La prescription supplémentaire suivante repérée « *S.37 » est d'application dans la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan par le présent arrêté : « La zone d'activité économique industrielle est destinée aux activités de logistique principalement dédiées à la route. Y sont admises les entreprises qui leur sont auxiliaires ».

En outre, le Gouvernement wallon impose trois compensations alternatives :

- sur le plan de la mobilité :
 - la mise en place d'un système de gestion de la mobilité collective multi-entreprises, selon les modalités suivantes. Chaque entreprise s'installant dans la zone aura pour obligation de s'inscrire dans le système de gestion de la mobilité collective multi-entreprises. L'opérateur aura pour obligation d'organiser ce système et d'utiliser l'ensemble des ressources pour favoriser et mettre en œuvre des alternatives à la voiture individuelle et, de ce fait, favoriser l'accessibilité des travailleurs et des demandeurs d'emploi à la zone d'activité économique et avoir un impact positif sur le voisinage. Il s'agit par exemple de la mise en place d'une centrale de covoiturage, d'une desserte par navettes du pôle « Orientis » à partir des gares d'Ath, de Silly et de Lessines, de la mise à disposition de vélos et vélos électriques;
 - la création d'un itinéraire cyclable, en site propre à l'intérieur de la zone d'activité économique de Ghislenghien IV, entre la limite nord de la zone et le rond point de sortie de l'autoroute A8 au sud; le financement sera pris en charge par le gestionnaire du futur parc d'activité économique;
- sur le plan énergétique, la part d'énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne, solaire ou la biomasse, dans la consommation finale d'énergie, hors déplacement des personnes et marchandises, des entreprises installées dans le périmètre de la zone d'activité économique devra être au minimum de 50 %.

III. Chronologie de la révision du plan de secteur

Le 19 janvier 2009, l'intercommunale de développement du Tournaisis (IDETA) a adressé au Gouvernement wallon une demande portant sur l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath et de Lessines, en application de l'article 42bis du Code.

Préalablement à l'envoi au Gouvernement wallon, la demande, accompagnée du dossier, a fait l'objet d'une information au public, conformément aux articles D.29-5 et D.29-6 du Livre 1^{er} du Code de l'environnement. Les réunions d'information du public se sont tenues à Ath, le 3 novembre 2008, et à Lessines, le 12 novembre 2008.

Par arrêté du 6 mars 2009, le Gouvernement wallon a décidé de soumettre à révision le plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien (planches 30/6, 38/2, 38/3 et 38/6) et a adopté l'avant-projet de révision de plan en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath (Ghislenghien) et Lessines (Ollignies). Par la même décision, il a également adopté le projet de contenu de l'étude d'incidences.

Par arrêté du 30 avril 2009, le Gouvernement wallon a décidé de faire réaliser une étude d'incidences.

Conformément à l'article 42bis du Code, le demandeur a choisi le bureau agréé IGRETEC pour réaliser l'étude d'incidences relative à l'avant-projet de révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien et a notifié son choix au Gouvernement wallon par courrier réceptionné le 18 mai 2009.

Par arrêté du 11 février 2010, le Gouvernement wallon a adopté provisoirement le projet de révision du plan de secteur d'Ath-Lessines-Enghien (planches 38/2, 38/3 et 38/6) en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath (Ghislenghien) et Lessines (Ollignies).

Le projet de révision du plan de secteur a été soumis à enquête publique du 15 mars 2010 au 28 avril 2010 dans les communes d'Ath et de Lessines ainsi qu'à l'avis de la Région flamande.

La Région flamande représentée par M. le Ministre Philippe Muyters a transmis son avis le 23 avril 2010.

Le conseil communal de Ath a rendu un avis favorable le 11 mai 2010.

Le conseil communal de Lessines a rendu un avis favorable le 7 juin 2010.

Sur l'opportunité environnementale du projet le 23 août 2010, le CWEDD a rendu un avis favorable sous réserve. Celui-ci est référencé CWEDD/10/AV.1203.

La CRAT a rendu un avis favorable le 10 septembre 2010. Celui-ci est référencé 10/CRAT-A.926-AN.

IV. Considérations environnementales

La présente déclaration ne porte que sur les considérations environnementales pour lesquelles, à l'une ou l'autre étape du processus de révision de plan de secteur présenté ci-dessus, un impact - positif ou négatif - a été identifié. Elle établit la synthèse de la manière dont le présent arrêté adoptant définitivement la révision du plan de secteur les a prises en considération, renvoyant pour le détail au texte de l'arrêté et à l'avis de la CRAT.

Les compartiments de l'environnement susceptibles d'être soumis à incidences environnementales notables à la suite de la mise en œuvre de la présente révision de plan de secteur sont l'air et le climat, les eaux, le sol et le sous-sol, la faune et la flore, la santé et la sécurité, l'agrément des conditions de vie, les biens matériels et patrimoniaux, la mobilité, les réseaux et les infrastructures et les activités.

L'auteur d'étude estime par ailleurs que les impacts principaux de la révision de plan de secteur concernent l'activité agricole, le paysage, la mobilité, le patrimoine archéologique, l'air et le climat.

1. Air et climat

L'auteur d'étude estime que la mise en œuvre de la nouvelle zone d'activité économique aura inévitablement un effet sur la qualité de l'air, en raison des travaux d'aménagement du site, des transports inhérents aux activités des entreprises, ou aux déplacements du personnel et des rejets atmosphériques liés aux entreprises elles-mêmes.

Un bilan carbone simplifié de la nouvelle zone d'activité économique permet d'établir que les émissions de CO₂ seront largement dues au transport, en particulier au fret camion. L'implantation d'un parc logistique monomodal route explique la part prépondérante du fret camion dans les incidences sur l'air et le climat. Si celle-ci est difficilement réductible au stade de la révision de plan de secteur, il est important de s'assurer que les entreprises dont les caractéristiques permettent un transport de marchandises plus durable que le transport routier s'implantent dans des parcs logistiques multimodaux. A cette fin, le Gouvernement wallon a décidé d'appliquer la prescription supplémentaire suivante à la nouvelle zone d'activité économique : « La zone d'activité économique industrielle est destinée aux activités de logistique principalement dédiées à la route. Y sont admises les entreprises qui leur sont auxiliaires ».

Par ailleurs, afin de diminuer les rejets atmosphériques liés aux déplacements du personnel, le Gouvernement wallon a imposé deux compensations alternatives sur le plan de la mobilité afin de favoriser le report d'une part des déplacements domicile-travail vers les transports en commun ou les modes doux.

Enfin, en ce qui concerne les rejets atmosphériques liés aux entreprises elles-mêmes, le Gouvernement wallon a décidé d'imposer au titre de compensation alternative que la part d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, hors déplacement des personnes et marchandises, des entreprises installées dans le périmètre de la zone d'activité économique soit au minimum de 50 %. Il faut aussi rappeler que ces rejets feront l'objet de normes fixées lors de la délivrance des permis uniques.

2. Eaux

La proposition d'avant-projet jointe au dossier de base établit que :

- en phase de fonctionnement, la gestion des eaux de la nouvelle zone d'activité économique se basera sur un système séparatif triple;
- les eaux pluviales provenant du ruissellement des voiries seront traitées par un déboureur-séparateur d'hydrocarbures avant d'aboutir dans un bassin d'orage;
- les eaux pluviales en provenance des parcelles privées seront récoltées via un réseau de fossés et de noues pour rejoindre, pour la partie ouest de la zone, le bassin d'orage et, pour la partie est de la zone, le ruisseau dont les berges seront aménagées pour assurer un rôle de rétention;
- les eaux usées domestiques seront acheminées vers les futurs collecteurs inscrits au plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Dendre (PASH) qui permettront de les conduire vers le collecteur de la Dendre puis vers la station d'épuration de Lessines.

Les effets sur les eaux peuvent donc être scindés en deux catégories : les effets dus à la gestion des eaux pluviales et les effets dus aux rejets des eaux usées.

a. Eaux pluviales

L'auteur d'étude estime que si la création d'un bassin de rétention est tout à fait opportune compte tenu du faible gabarit du ruisseau existant, celle-ci devra être complétée par des dispositifs spécifiques à chacune des entreprises. Cette obligation pour les entreprises de gérer leurs eaux pluviales permettra, selon lui, de les inciter à rechercher à tirer parti de cette ressource.

Lors de l'enquête publique, des réclamants se sont inquiétés du risque d'inondation du village d'Ollignies, notamment si aucun dispositif spécifique aux entreprises n'était pris.

Le Gouvernement prend acte des craintes des riverains concernant les risques d'inondations. Il rappelle que le décret du 4 février 2010 transposant la Directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation définit les principes et contenu du plan de gestion des risques d'inondation qui devra être établi pour le 22 décembre 2015 par l'autorité de bassin pour chaque bassin hydrographique wallon.

Les risques mentionnés par les riverains seront pris en compte dans le cadre des plans de gestion qui doivent être élaborés dans le cadre de la gestion des risques d'inondations.

Dans son avis, le CWEDD apprécie la proposition de gestion des eaux en trois flux. Il insiste pour qu'une recherche soit faite pour utiliser l'eau de pluie et pour que le surplus éventuel soit géré par des drains dispersants et vers un bassin de rétention en amont du cours d'eau soumis à aléa d'inondation en aval.

Le Gouvernement wallon prend acte de l'avis du CWEDD sur l'opportunité de réutiliser l'eau de pluie mais rappelle que cet aspect relève de la mise en œuvre du plan. L'opportunité de réalisation de citernes à eau de pluie, de bassins de rétention et de noues avec drains dispersants relève en effet des permis qui seront octroyés préalablement à toute mise en œuvre de la zone d'activité économique industrielle projetée.

Il souhaite cependant que les études d'incidences préalables à la délivrance de ces permis soient particulièrement attentives à cette problématique de la gestion des eaux pluviales afin de ne pas modifier le régime actuel du ruisseau longeant la zone d'activité économique industrielle projetée.

b. Eaux usées

L'auteur d'étude précise que les collecteurs prévus au PASH devront être posés avant l'occupation de la nouvelle zone d'activité économique sous peine d'avoir un impact significatif sur les eaux de surface. En conséquence, il recommande de réaliser une station d'épuration propre à la nouvelle zone d'activité économique, dont il évalue la capacité à environ 500 équivalents habitants (EH), si les collecteurs prévus au PASH n'étaient pas réalisés avant sa mise en œuvre.

Lors de l'enquête publique, la question des conséquences environnementales possibles si les collecteurs prévus au PASH n'étaient pas posés avant l'occupation de la nouvelle zone a été posée.

En réponse à cette préoccupation, le Gouvernement confirme qu'il est conscient de la nécessité d'imposer la mise en œuvre d'une station d'épuration sur le site si les collecteurs prévus au PASH n'étaient pas posés avant l'occupation de la nouvelle zone ou s'ils étaient incapables d'accueillir les effluents de la zone projetée.

Cette question devra cependant être tranchée au vu de l'état d'avancement du PASH lorsque les premiers permis pour la mise en œuvre de la zone seront introduits.

3. Sol et sous-sol

L'auteur d'étude n'identifie pas d'incidence notable sur le sol et le sous-sol à l'exception de la perte d'une surface de terres de grande valeur agronomique.

Le Gouvernement a compensé planologiquement l'augmentation de la surface urbanisable de 30,46 ha due à l'inscription de la nouvelle zone d'activité économique industrielle par la désaffectation de 21,18 ha de zones destinées à l'urbanisation en zones non destinées à l'urbanisation.

Lors de l'enquête publique, des réclamants se sont inquiétés des risques liés au terrassement en ce qui concerne la stabilité des sols.

Les terrassements devront faire l'objet de permis préalable. La problématique de stabilité des sols liée à ceux-ci sera ainsi traitée au moment de la délivrance des permis.

4. Faune et flore

L'auteur d'étude estime que la nouvelle zone d'activité économique entraînera l'urbanisation de terres de culture sans intérêt biologique particulier. Il estime cependant que l'aménagement de la nouvelle zone d'activité économique pourra avoir un impact sur certains éléments ponctuels plus intéressants sur le plan biologique.

Il précise que les portions de terrain caractérisées par une diversité biologique intéressante se concentrent le long du fond de vallon parcouru par un ruisseau affluent du ruisseau de Ligne. L'intérêt biologique des terrains concernés par l'avant-projet de révision de plan de secteur reste donc limité à une bande de 5 à 50 m de part et d'autre du ruisseau existant.

Afin de protéger les milieux biologiquement les plus intéressants, le Gouvernement wallon a décidé d'inscrire trois zones forestières en limite nord est de la zone d'activité économique industrielle projetée.

De plus, les compensations planologiques fixées par le Gouvernement wallon apportent, selon l'auteur d'étude, une plus-value sur le plan de la biodiversité. La conservation des sites n° 3 (Le long de la Dendre à Lessines) et n° 6 (à Arbre) constituant, selon lui, le principal atout de la compensation sur le plan biologique.

5. Santé et sécurité

En ce qui concerne la santé et la sécurité, l'auteur d'étude identifie principalement un risque en termes de sécurité routière pour les usagers de modes doux le long de la N57.

Le Gouvernement estime avoir répondu à cette incidence en imposant, au titre de compensation alternative, la création d'un itinéraire cyclable en site propre à l'intérieur de la zone d'activité économique de Ghislenghien IV, entre la limite nord de la zone et le rond point de sortie de l'autoroute A8 au sud.

Des réclamants s'inquiètent également de l'incidence de la mise en œuvre du parc sur la pollution de l'air et sur la santé des riverains.

Comme la CRAT l'a indiqué dans son avis, ces incidences dues à la mise en œuvre d'un parc logistique monomodal au sein de la zone nouvelle d'activité économique industrielle sont du ressort du permis unique, et non de la planologie.

Le Gouvernement wallon rejoint l'avis de la CRAT sur ce point et rappelle que les permis uniques qui seront délivrés fixeront les normes de rejets d'effluents gazeux pour chaque entreprise après réalisation d'une étude d'incidences.

6. Agrément des conditions de vie

a. Ambiance olfactive

L'auteur d'étude estime que les activités de logistique censées s'implanter dans la nouvelle zone d'activité économique ne présentent pas de risques sur le plan des nuisances olfactives.

Durant l'enquête publique, des riverains se sont cependant inquiétés des nuisances olfactives qui pourraient être liées à l'implantation éventuelle d'une centrale de bio méthanisation ou d'une station d'épuration.

Le Gouvernement se rallie à l'avis de l'auteur d'étude et rappelle que les implantations éventuelles d'une centrale de bio méthanisation ou d'une station d'épuration sur le site seraient soumises à l'obtention de permis uniques qui devront eux-mêmes être précédés d'études d'incidences.

Il souhaite cependant que si des demandes de permis devaient être introduites, les études d'incidences préalables à la délivrance de ces permis soient particulièrement attentives à cette problématique des nuisances olfactives.

b. Ambiance sonore

L'auteur d'étude estime, vu l'ambiance sonore actuelle, que la nouvelle zone d'activité économique ne générera pas de niveaux sonores perceptibles dans les zones habitées proches, à condition que les futures entreprises respectent scrupuleusement les niveaux sonores limites définis pour les établissements classés et que le trafic routier reste comparable aux estimations pouvant être effectuées à ce stade.

Des réclamants ont cependant relevés que la modification de la zone d'habitat rural en zone d'activité économique modifiait les normes de bruit fixées par les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Dans son avis la CRAT estime que les incidences (notamment sur le bruit) dues à la mise en œuvre d'un parc logistique monomodal sur la zone d'activité économique industrielle projetée sont du ressort du permis unique et non de la planologie.

Le Gouvernement rejoint l'avis de la CRAT et rappelle que si l'intégration de la zone d'habitat à caractère rural à effectivement une incidence sur les normes de bruit fixées par les conditions générales d'exploitation des établissements applicables à ces terrains, les permis d'environnement fixent les conditions particulières d'exploitation des établissements qui peuvent être plus strictes que ces conditions générales.

Cette recommandation ne relève pas du plan de secteur au sens de l'article 23 du Code, mais le Gouvernement a considéré, dans l'arrêté, qu'elle devrait être prise en considération lors de l'instruction des permis d'environnement.

En ce qui concerne les incidences de l'augmentation du trafic générée par la nouvelle zone d'activité économique industrielle sur l'ambiance sonore, elles sont intimement liées à la problématique de la mobilité et trouvent les mêmes réponses que celle-ci.

c. Qualité visuelle

L'auteur d'étude estime que l'impact de la nouvelle zone d'activité économique sur le paysage sera très important du fait de l'ampleur des bâtiments pressentis, dont le plus haut d'entre eux pourrait atteindre une hauteur de trente mètres. Les dispositifs de dissimulation projetés dans la proposition d'avant-projet jointe au dossier de base ne parviendront pas à éviter tout impact de la nouvelle zone d'activité économique sur le paysage, même si dans certaines directions, seuls les derniers mètres des structures seraient encore visibles.

Il estime également que les modifications du relief du sol nécessitées par la mise à niveau des parcelles entraîneront la mise en œuvre de talus dont l'impact sur le paysage ne sera pas négligeable.

De nombreux réclamants s'inquiètent de l'incidence paysagère de l'implantation d'un bâtiment de trente mètres de haut et demandent de rehausser les dispositifs de dissimulation envisagés, d'enterrer une partie des bâtiments les plus hauts et de prescrire précisément le type de camouflage à mettre en place.

Dans son avis, la CRAT constate que l'impact sur le paysage risque d'être très important du fait de l'ampleur des bâtiments pressentis mais estime que cette considération ressort toutefois du permis unique et non de la planologie.

Le Gouvernement se rallie à l'avis de la CRAT mais souhaite donc que l'étude d'incidences préalable à l'implantation d'un bâtiment de ce gabarit envisage la possibilité de diminuer sa hauteur, notamment en envisageant de l'enterrer partiellement, et qu'elle soit particulièrement attentive à l'intégration paysagère de celui-ci.

7. Biens matériels et patrimoniaux

Des habitations localisées à l'est de la N57 sont reprises à l'intérieur du périmètre concerné par la révision du plan de secteur et affectées en zone d'activité économique industrielle.

Des réclamants s'interrogent sur les compensations dont bénéficieraient les riverains dont les biens seraient touchés par une moins-value immobilière liée à l'implantation de la nouvelle zone d'activité économique industrielle et sur l'incidence de la modification de la zone d'habitat à caractère rural en zone d'activité économique industrielle sur les rénovations et les extensions futures des habitations existantes.

Sur ce point, le Gouvernement wallon rappelle qu'il n'existe pas dans la législation de dispositif permettant d'indemniser les riverains qui auraient à supporter les éventuelles moins-values immobilières résultant des effets de la modification de l'affectation d'une zone à l'exception des conditions fixées par l'article 70 du Code.

Il rappelle enfin qu'au terme de l'article 111 du Code, « *Les constructions, les installations ou les bâtiments existant avant l'entrée en vigueur du plan de secteur ou qui ont été autorisés, dont l'affectation actuelle ou future ne correspond pas aux prescriptions du plan de secteur peuvent faire l'objet de travaux de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction. Les modules de production d'électricité ou de chaleur qui alimentent directement ces constructions, installations ou bâtiments, situés sur le même bien immobilier et dont la source d'énergie est exclusivement d'origine solaire, peuvent être autorisés, en ce compris lorsqu'ils sont implantés de manière isolée.* »

En ce qui concerne les biens patrimoniaux, l'auteur d'étude estime que la nouvelle zone d'activité économique risque d'avoir un impact sur la chapelle de la Vierge et six arbres remarquables situés dans l'angle sud-ouest du périmètre concerné par la révision du plan de secteur et que les travaux de modifications du relief du sol localisés dans les deux tiers sud de la nouvelle zone risquent de perturber fortement un site archéologique potentiel.

Pour le Gouvernement wallon, les permis qui seront délivrés ultérieurement doivent permettre de maîtriser l'impact sur la chapelle de la Vierge et sur les six arbres remarquables situés à proximité de celle-ci.

En ce qui concerne l'impact de la nouvelle zone d'activité économique sur le site archéologique potentiel, le Gouvernement wallon a décidé, lors de l'adoption du projet provisoire, qu'il y a lieu de procéder à une évaluation archéologique de la nouvelle zone d'activité économique préalablement à la mise en œuvre du ou des permis relatifs à son équipement. Cette évaluation permettra, en outre, d'éviter aux futurs occupants de la zone, les difficultés qui pourraient être liées à des découvertes fortuites qui seraient réalisées lors de la mise en œuvre d'un permis.

8. Mobilité, réseaux et infrastructures

a. Mobilité

L'auteur d'étude estime que le flux de véhicules généré par la nouvelle zone d'activité économique se situe autour de 750 mouvements par jour pour les poids lourds et de 2000 mouvements par jour pour les voitures, que le trafic poids lourds devrait être réparti tout au long de la journée et que le trafic augmentera dans toutes les directions compte tenu de la répartition des flux prévisionnels en provenance de la nouvelle zone d'activité économique.

Il précise cependant que les augmentations de trafic les plus importantes concerneront la RN57, en particulier entre l'accès à la nouvelle zone d'activité économique et l'autoroute. Il estime toutefois que la capacité du réseau est suffisante pour absorber cette augmentation de trafic.

Il indique, par ailleurs, que si le contournement Ouest de Lessines et la nouvelle zone d'activité économique sont mis en oeuvre, le trafic sur le tronçon de la RN57 entre la nouvelle zone d'activité économique et l'autoroute A8, ne représentera plus que 80 à 85 % du trafic actuel.

Dans son avis, la Région flamande précise qu'il est important que le trafic emprunte réellement la E429 (A8) comme envisagé dans l'étude d'incidences et non la N57 et la N42 jusqu'à la E40. Selon elle, l'utilisation de la N57 et de la N42 serait en effet contraire aux principes de hiérarchisation des voiries du Ruimtelijk Structuurplan Vlanderen et souhaite que les garanties nécessaires soient données pour que le trafic généré par les entreprises qui s'implanteront dans la zone d'activité économique industrielle projetée emprunte la E429 (A8).

De leur côté, des réclamants s'inquiètent de l'augmentation du trafic sur la N57 en direction du nord et notamment de la traversée du village d'Ollignies et de la ville de Lessines.

Le Gouvernement wallon rappelle que la N57 fait partie d'un réseau secondaire appelé Réseau Interurbain (RESI) qui relie principalement les grandes entités et draine le trafic vers le Réseau de Grand Gabarit mais souhaite interdire la traversée du village d'Ollignies à certains véhicules, tels que les poids lourds, par l'apposition de signaux d'interdiction appropriés dès que les deux premières phases du contournement de Lessines auront été réalisées. Ce report du trafic lourd vers le contournement solutionnera en grande partie la problématique de la traversée de zones habitées par le charroi de la N57.

En ce qui concerne le souhait de la Région flamande, le Gouvernement wallon rappelle qu'il ne lui appartient pas de réglementer l'usage des voiries régionales en Région flamande. Il appartient en effet à la Région flamande de réglementer l'usage de ses voiries et d'interdire, le cas échéant, l'usage de celles-ci à certaines catégories de véhicules.

Le Gouvernement estime également que les deux compensations alternatives sur le plan de la mobilité qu'il a imposé afin de favoriser un report d'une part des déplacements domicile-travail vers les transports en commun ou les modes doux sont de nature à diminuer l'incidence de la nouvelle zone d'activité économique sur la mobilité.

b. Réseaux et infrastructures

L'auteur d'étude estime que le raccordement de la nouvelle zone d'activité économique aux réseaux ne devrait poser aucun problème particulier, la N57 étant totalement équipée en eau, gaz, électricité, dans une gamme variée de puissances, et en fibres optiques.

9. Activités

a. Activité agricole

L'auteur d'étude a identifié différents impacts sur l'activité agricole, ceux-ci sont dus à la perte de terre causée par la création de la nouvelle zone d'activité économique. L'auteur d'étude estime par ailleurs que la nouvelle zone d'activité n'aura, par contre, pas d'impact significatif sur l'activité agricole existante située en périphérie.

Dans son avis, le CWEDD précise remettre un avis favorable « *sous réserve que la survie des 3 exploitations agricoles menacées soit garantie* ».

La CRAT constate, elle, que l'inscription de la nouvelle zone d'activité économique touche sept exploitations, que les terrains concernés, représentant une superficie de 30,33 hectares, sont composés à plus de 90 % de terres de grande valeur agronomique, alors que les compensations planologiques n'en sont composées qu'à hauteur de 58 % et visent l'inscription de 16,5 hectares de zone agricole.

L'auteur d'étude recommande d'accompagner les agriculteurs concernés dans les démarches nécessaires vis-à-vis des autorités régionales. Le Gouvernement wallon est conscient des répercussions sur l'activité agricole et se rallie aux mesures à mettre en oeuvre pour réduire les effets négatifs telles que proposées par l'auteur d'étude;

A l'instar du chargé d'études, il constate également que « *() la perte des terres de cultures sera inéluctable, définitive et non réductible* ».

Le Gouvernement wallon rappelle cependant qu'il considérait déjà dans ses arrêtés du 6 mars 2009 et 11 février 2010 : « *que bien que l'avant-projet de révision de plan de secteur affecte l'activité agricole, le Gouvernement wallon estime que la balance des intérêts entre le développement de l'agriculture wallonne et la création d'emplois dans d'autres secteurs lui permet de confirmer l'option qu'il a prise de renforcer un pôle existant destiné à l'activité économique par une nouvelle composante tournée vers l'activité logistique sur une superficie limitée aux besoins du territoire de référence* ».

b. Activité sylvicole

L'auteur d'étude estime que l'inscription de la nouvelle zone d'activité économique aura un effet tout à fait marginal sur l'activité sylvicole, celle-ci étant peu représentée dans le périmètre concerné par la révision du plan de secteur

V. Autres solutions raisonnables envisagées

L'auteur d'étude a établi après avoir analysé les alternatives de localisation et de délimitation répondant aux critères fixés par le Gouvernement wallon que ces alternatives soit sont exempts d'avantages déterminants par rapport aux objectifs de l'avant-projet de plan, soit comportent des contraintes rédhibitoires.

Aucun des sites alternatifs proposés lors de l'enquête publique ne répond aux critères fixés par le Gouvernement wallon.

Le Gouvernement estime donc qu'il en résulte que la solution la meilleure pour rencontrer les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon, dans le respect des objectifs énoncés à l'article 1^{er} du Code, consiste à retenir la révision de plan de secteur telle qu'exposée ci-dessus.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2010 adoptant définitivement la révision du plan de secteur de d'Ath-Lessines-Enghien (planches 38/2, 38/3 et 38/6) portant sur l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle sur le territoire des communes d'Ath (Ghisleghien) et Lessines (Ollignies).

Namur, le 1^{er} décembre 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Annexe 2 : avis de la CRAT

Nos réf. : 10/CRAT-A.926-AN

Le 7 septembre 2010

Avis de la CRAT relatif à la demande de révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien (planches 30/6, 38/2, 38/3 et 38/6) visant l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Ghislenghien (Ath) et Ollignies (Lessines)

1. INTRODUCTION**1.1. Saisine et réponse**

- Par son courrier reçu le 14 juin 2010, le Gouvernement wallon a sollicité l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire (CRAT) sur ledit projet.
- Conformément à l'article 43, § 4, du CWATUPE, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis durant l'enquête publique.
- La CRAT a pris connaissance et analysé l'ensemble des éléments du dossier énumérés ci-dessus.

1.2. Rétroacte

La CRAT a déjà formulé plusieurs avis sur ce projet :

- Le 14 avril 2009, la CRAT a rendu un avis favorable sur l'avant-projet de révision du plan de secteur et sur le projet de contenu de l'étude d'incidences (Réf. 09/CRAT A.789-AN);
- Le 29 octobre 2009, la CRAT a émis des remarques sur la première phase de l'étude d'incidences (Réf. 09/CRAT A.848-AN) et s'est déclarée favorable à la poursuite de l'étude;
- Le 3 décembre 2009, la CRAT a émis des remarques sur la deuxième phase de l'étude d'incidences (Réf. 10/CRAT A.866-AN) et s'est déclarée favorable à la poursuite de la procédure.

1.3. Contexte du projet

A la suite d'une demande de l'intercommunale de développement économique IDETA, et conformément à l'article 42bis du CWATUPE, le Gouvernement wallon a décidé la révision du plan de secteur de Ath-Lessines-Enghien en vue de l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle de 31,66 hectares à cheval sur le territoire des communes d'ATH (Ghislenghien) et Lessines (Ollignies).

L'objectif est d'y développer un parc logistique axé sur le transport routier, en tirant parti d'une localisation en sortie d'autoroute (proximité de la sortie 29 de l'A8).

La révision du plan de secteur porte également sur l'inscription de plusieurs zones de compensations planologiques sur les communes d'Ath et Lessines.

Ainsi, le projet vise à inscrire au plan de secteur les zones suivantes :

- Une zone d'activité économique industrielle (ZAEI) de 31,66 hectares, à cheval sur la limite communale séparant Ghislenghien et Ollignies, au nord de l'autoroute A8/E429 et des parcs d'activité économique existants de Ghislenghien, à proximité de la sortie 29 de l'A8.
La zone sera assortie d'une prescription supplémentaire *S37 qui la destine aux activités de logistique axées principalement sur le transport routier.
Les terrains concernés sont actuellement inscrits en zone agricole (sur 30,33 hectares), en zone forestière (sur 0,26 hectare) et en zone d'habitat à caractère rural (sur 1,06 hectare).
- Une zone d'habitat à caractère rural de 0,83 hectare, sur le territoire de la commune d'Ath (Ghislenghien), sur des terrains actuellement inscrits en zone d'aménagement communal concerté.
- Une zone forestière de 0,53 hectare, en lieu et place d'une zone agricole, sur le territoire de la commune de Lessines (Ollignies), au nord-est de la ZAEI projetée.

Et, à titre de compensation planologique :

- Une zone agricole de 5,98 hectares, sur le territoire de la commune d'Ath (Ghislenghien), sur des terrains actuellement inscrits en zone d'aménagement communal concerté.
- Deux zones d'espaces verts de, respectivement, 0,78 et 0,45 hectare, sur le territoire de la commune d'Ath (Ghislenghien), sur des terrains actuellement inscrits en zone d'aménagement communal concerté et zone d'habitat à caractère rural.
- Une zone forestière, comportant un périmètre d'intérêt paysager, de 0,63 hectare, sur le territoire de la commune d'Ath (Arbre), sur des terrains actuellement inscrits en zone d'activité économique mixte.
- Une zone d'espaces verts, comportant un périmètre d'intérêt paysager, de 0,46 hectare, sur le territoire de la commune d'Ath (Arbre), sur des terrains actuellement inscrits en zone d'activité économique mixte.
- Une zone agricole de 4,80 hectares, sur le territoire de la commune de Lessines (Deux-Acres), sur des terrains actuellement inscrits en zone d'aménagement communal concerté.
- Une zone forestière de 0,58 hectare, sur le territoire de la commune de Lessines (Deux-Acres), sur des terrains actuellement inscrits en zone d'aménagement communal concerté.
- Une zone d'espaces verts de 1,79 hectare, sur le territoire de la commune de Lessines, sur des terrains actuellement inscrits en zone de services publics et d'équipements communautaires. Ceux-ci se trouvent sur un ancien site carrié.
- Une zone agricole de 5,68 hectares, sur le territoire de la commune de Lessines, sur des terrains actuellement inscrits en zone d'aménagement communal concerté. Ils sont situés en face de la zone d'activité économique comprenant, entre autres, l'entreprise Baxter Belgium SA.

Le projet prévoit également à titre de compensation alternative :

- Sur le plan de la mobilité,
 - la desserte par bus de la ZAEI projetée à partir des gares d'Ath, de Silly et de Lessines. Le financement de ces dessertes serait pris en charge par le gestionnaire du futur parc d'activité économique, déduction faite, le cas échéant de la partie prise en charge par les TEC;
 - la création d'un itinéraire cyclable, en site propre à l'intérieur de la zone d'activité économique de Ghislenghien IV, entre la limite nord de la zone et le rond point de sortie de l'autoroute A8 au sud. Le financement sera pris en charge par le gestionnaire du futur parc d'activité économique.
- Sur le plan énergétique, la consommation d'au moins la moitié des besoins en énergie, tant privés que publics, de la ZAEI projetée par des énergies renouvelables, telles que l'énergie éolienne, l'énergie solaire ou la biomasse, produites par les entreprises installées dans le périmètre de la zone ou par le gestionnaire du futur parc d'activité économique.

2. AVIS

1.4. Sur l'inscription d'une zone d'activité économique industrielle à Ghislenghien et Ollignies, sur les territoires des communes d'Ath et de Lessines

La CRAT remet un avis favorable sur le projet d'inscription d'une zone d'activité économique industrielle de 31,66 hectares à Ghislenghien et Ollignies.

La CRAT rend également un avis favorable sur la prescription supplémentaire *S37 assortie à la zone.

La CRAT émet les remarques et observations suivants :

• Localisation de la ZAEI projetée

La CRAT estime que le projet d'inscription de la ZAEI contribue à renforcer un pôle de développement économique existant, déjà largement dominé par l'activité économique industrielle. La nouvelle zone bénéficiera ainsi d'une dynamique existante tout en participant à l'élargissement des activités du pôle.

La CRAT souligne également la proximité de deux axes routiers importants, la N57 et l'A8. La bonne accessibilité du site, via la sortie 29, rencontre une nécessité inhérente au développement d'un parc logistique axé sur le transport routier. En outre, elle permet de limiter les impacts du trafic lié à l'activité projetée sur les axes secondaires.

• Caractère monomodal du parc économique projeté

Sur ce point, la ZAEI projetée ne rencontre pas l'une des options du SDER : la création de parcs multimodaux.

Toutefois, comme le souligne l'auteur de l'étude, le SDER reconnaît que la mise en œuvre de parcs logistiques doit prendre en considération les caractéristiques des produits concernés et choisir le(s) mode(s) de transport le(s) plus approprié(s) selon les types de produits et les tailles de marché. La CRAT relève que c'est le cas du parc projeté. La CRAT rappelle en effet que la ZAEI devrait accueillir le nouveau centre logistique de Colruyt. Or, de par les spécificités de fonctionnement de la société, il apparaît que seul le transport par route est envisageable.

La CRAT note également que le parc projeté tire parti, de par sa localisation à proximité de la sortie 29 de l'A8, d'infrastructures existantes et ne nécessite pas le renforcement de la capacité du réseau routier.

• Inscription de la ZAEI sur une zone d'habitat à caractère rural

La CRAT relève que la révision du plan de secteur concerne, dans sa partie Sud-ouest, une zone d'habitat à caractère rural de 1,06 hectare. Il s'agit du hameau de Grand-Denis, actuellement occupé par une douzaine de constructions.

Sur ce point, la CRAT rejoint l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant l'avant-projet du 6 mars 2009. Celui-ci considère que la localisation de la zone d'habitat à caractère rural se révèle contraire, du fait de son éloignement de toute zone agglomérée, à l'une des options du SDER qui vise à renforcer la structure spatiale existante. Dès lors, il se justifie de l'intégrer dans la ZAEI projetée.

La CRAT signale par ailleurs que le plan d'expropriation, de même que les mécanismes de dédommagement, ne font pas l'objet du présent avis.

• Disparition de terres agricoles

L'inscription de la ZAEI touche sept exploitations agricoles. L'étude d'incidences a montré que les terrains concernés, représentant une superficie de 30,33 hectares, sont composés à plus de 90 % de terres de grande valeur agronomique, alors que les compensations planologiques n'en disposent qu'à hauteur de 58 % et visent l'inscription de 16,5 hectares de zones agricoles.

Sur ce point, la CRAT rappelle que l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 2009 adoptant l'avant-projet précise que le projet affectera l'activité agricole à des degrés divers (selon l'étude, entre 1,07 % et 18,5 % de la superficie totale de chaque exploitation concernée), et qu'il y a lieu de procéder à une balance des intérêts entre le développement de l'agriculture wallonne et la création d'emplois dans d'autres secteurs tels que la logistique. L'impact du projet sur l'activité agricole est à examiner au regard de la superficie agricole utile du territoire de référence, du nombre d'emplois créés et du développement économique induit par sa localisation.

Cependant, dans ses remarques relatives à la 1ère phase de l'étude d'incidences (Réf. 09/CRAT A.848-AN), la CRAT avait demandé qu'une attention particulière soit apportée à la problématique de l'épandage. La disparition de terres agricoles va en effet entraîner une perte nette de la capacité d'épandage d'azote organique. Or, les sites proposés à titre de compensation planologique ne pourront corriger cette situation, puisque, dans les faits, ils sont déjà utilisés à cet effet.

La CRAT constate que l'étude d'incidences apporte peu de réponses à cette problématique. L'auteur estime impossible de savoir si la perte de superficie agricole va entraîner un dépassement du taux de liaison au sol ou non.

Toutefois, la CRAT relève qu'il pourrait y avoir des possibilités d'exportation d'effluents excédentaires chez d'autres exploitants des communes d'Ath et Lessines. Ces deux communes sont en effet déficitaires à ce niveau : elles présentent un taux de liaison au sol de respectivement 0,80 et 0,73.

La CRAT regrette que l'auteur de l'étude d'incidences n'ait pas étudié les possibilités de valorisation des effluents d'élevage, notamment dans le cadre de la compensation alternative relative aux énergies renouvelables, comme elle l'y avait encouragé.

• Incidences sur la mobilité

La CRAT relève que la hausse principale du trafic induit par la mise en œuvre de la ZAEI projetée est attendue sur l'autoroute A8. Vu la proximité de la sortie 29, elle constate que les incidences sur le trafic de la N57 seront limitées.

De même, en raison de la proximité de l'autoroute et des aménagements prévus sur la N57, la CRAT estime qu'aucun trafic parasite, lié au futur parc d'activité économique, n'interférera sur le réseau local. Il n'y aura aucun intérêt, pour les occupants du parc projeté, d'utiliser des chemins ruraux de faible gabarit et d'accès indirect à l'autoroute.

En ce qui concerne les aménagements prévus sur la N57, la CRAT rejoint la conclusion de l'étude d'incidences et estime opportun, tant au niveau de la sécurité qu'au niveau de l'ampleur des travaux, d'aménager d'un rond-point à proximité de la pointe nord-ouest du site. La CRAT relève qu'un tel positionnement va marquer un effet de porte sur Ollignies et entraîner une baisse de la vitesse.

Dans son avis relatif à l'avant-projet de contenu de l'étude d'incidences, la CRAT avait insisté pour que l'impact du projet sur la fluidité du trafic sur l'autoroute A8 soit analysé en tenant compte du goulet d'étranglement situé au niveau de Hal.

L'étude d'incidences démontre que l'augmentation du trafic attendu par la mise en œuvre de la ZAEI projetée ne devrait pas causer d'augmentation importante du trafic de l'A8. De plus, il ne devrait pas y avoir de problèmes en termes de capacité de voiries, l'A8 disposant d'une réserve de trafic importante.

En ce qui concerne plus spécifiquement la problématique du goulet d'étranglement de Hal, la CRAT relève, à la lecture de l'étude d'incidences, les deux éléments suivants :

- La société Colruyt est l'investisseur principal pressenti pour la ZAEI projetée. Or, le centre de distribution de Colruyt à Hal se trouve avant le goulet. Ainsi, le trafic entre ce centre et la zone projetée ne serait pas concerné par la problématique du goulet d'étranglement de Hal;
- La problématique du goulet d'étranglement de Hal est surtout importante en heures de pointe. Les poids lourds n'étant pas spécifiquement concentrés à l'heure de pointe, ils ne sont donc que partiellement concernés.

• Aspects paysagers

La CRAT souligne les perturbations paysagères existantes sur la zone concernée. Celles-ci sont dues à la présence d'une ligne d'antennes et de deux châteaux d'eau présentant un certain gabarit.

Par rapport à la mise en œuvre de la ZAEI projetée, la CRAT relève une distance d'environ 600 mètres entre les premières habitations d'Ollignies et sa limite nord. Sur cette partie, des conditions de permis pourront imposer des gabarits en harmonie avec ceux du village d'Ollignies.

La CRAT relève par ailleurs que le gabarit des bâtiments projetés les plus élevés se situera en-dessous du niveau de la crête de l'autoroute.

Néanmoins, la CRAT constate que l'impact du parc d'activité économique projeté sur le paysage risque d'être très important du fait de l'ampleur des bâtiments pressentis. Cette considération ressort toutefois du permis unique et non de la planologie.

• Incidences dues à la mise en œuvre de la zone

La CRAT estime que les incidences (sur l'eau, le bruit, la pollution de l'air, la pollution lumineuse,...) dues à la mise en œuvre d'un parc logistique monomodal sur la ZAEI projetée sont du ressort du permis unique, et non de la planologie. Elles ne font donc pas l'objet du présent avis.

La CRAT apprécie toutefois l'analyse correcte et complète que l'auteur de l'étude d'incidences en a fait à ce stade du projet, ainsi que ses recommandations.

• Emploi/impacts socio-économiques

La CRAT relève que, selon les données du Groupe Colruyt et de l'intercommunale IDETA, la mise en œuvre de la ZAEI projetée devrait se traduire par la création, sur le site-même, de 1 000 emplois à terme.

D'autre part, elle constate que le projet devrait bénéficier aux demandeurs d'emplois des communes concernées, notamment car les qualifications requises pour l'activité projetée dans la nouvelle zone seront globalement en adéquation avec le niveau de qualification de la main d'œuvre inoccupée du territoire.

1.5. Sur l'inscription d'une zone d'habitat à caractère rural à Ghislenghien sur le territoire de la commune d'Ath

La CRAT remet un avis favorable sur le projet d'inscription d'une zone d'habitat à caractère rural de 0,83 hectare à Ghislenghien.

La zone est actuellement affectée en zone d'aménagement communal concerté et est entourée de zones d'habitats à caractère rural. Elle est déjà en partie construite.

1.6. Sur l'inscription d'une zone forestière à Ollignies sur le territoire de la commune de Lessines

La CRAT remet un avis favorable sur le projet d'inscription d'une zone forestière de 0,53 hectare à Ollignies.

La zone est actuellement affectée en zone agricole, mais présente, dans les faits, un site boisé.

Sur ce point, la CRAT rejoint l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant l'avant-projet du 6 mars 2009. Celui-ci considère l'intérêt paysager d'articuler un dispositif de plantations en limite Est de la ZAEI projetée à partir d'une zone forestière existante au plan de secteur et d'un site boisé situé actuellement en zone agricole. Dès lors, il s'indique d'inscrire une nouvelle zone forestière en limite est de la ZAEI, sur une profondeur de vingt mètres.

1.7. Sur l'inscription de compensations planologiques

2.4.1. Remarque générale

La CRAT réitère sa remarque, formulée dans son avis du 14 avril 2009 relatif à l'avant-projet de révision de plan et regrette la façon dont l'inscription de la ZAEI est compensée par une multitude de micro-zones très locales.

Selon la CRAT, cette manière de compenser s'inscrit difficilement dans le cadre d'une réflexion globale du territoire.

2.4.2. Sur l'inscription d'une zone agricole sur le territoire de la commune d'Ath, au Nord de Ghislenghien, à titre de compensation planologique

La CRAT remet un avis favorable sur le projet d'inscription d'une zone agricole de 5,98 hectares au nord de Ghislenghien, à l'emplacement de l'ancienne ferme de l'abbaye.

La zone est actuellement affectée en zone d'aménagement communal concerté et, sur une petite partie, en zone d'habitat rural. Elle est occupée, dans les faits, par une prairie.

Bien qu'elle soit localisée dans le cœur du village de Ghislenghien, la CRAT se réfère à l'auteur d'étude qui constate que la zone présente quelques contraintes à l'urbanisation : paysage de qualité et présence de terrains remaniés, de biens repris au Patrimoine Monumental de la Belgique, de la Sille et d'une ancienne voie ferrée.

2.4.3. Sur l'inscription de deux zones d'espaces verts sur le territoire de la commune d'Ath, au nord de Ghislenghien, à titre de compensation planologique

La CRAT remet un avis favorable sur le projet d'inscription de deux zones d'espaces verts, de, respectivement, 0,79 et 0,45 hectare, au nord de Ghislenghien, à l'emplacement de l'ancienne ferme de l'abbaye.

Ces deux zones sont actuellement affectées en zone d'aménagement communal concerté et zone d'habitat à caractère rural.

Bien que situés dans le cœur du village de Ghislenghien, la CRAT relève que ces terrains présentent des contraintes à l'urbanisation : paysage de qualité, zone d'aléas d'inondation faibles à moyens, présence de la Sille et d'une ancienne voie ferrée.

2.4.4. Sur l'inscription d'une zone forestière, comprenant un périmètre d'intérêt paysager, à Arbre, sur le territoire de la commune d'Ath, à titre de compensation planologique

La CRAT remet un avis favorable sur le projet d'inscription d'une zone forestière de 0,63 hectare à Arbre.

La zone est actuellement affectée en zone d'activité économique mixte.

La CRAT se réfère à l'auteur d'étude qui y relève de nombreuses contraintes à l'urbanisation :

- Une partie du site est difficilement accessible en raison de la présence d'un cours d'eau et de boisements;
- Une autre partie est située sous le viaduc du TGV, en zone de réservation au plan de secteur;
- La zone est couverte par un périmètre d'intérêt paysager sur son ensemble;
- Une zone archéologique potentielle est située à proximité directe du site.
- Il y a une présence avérée de déchets.

2.4.5. Sur l'inscription d'une zone d'espaces verts, comprenant un périmètre d'intérêt paysager, à Arbre, sur le territoire de la commune d'Ath, à titre de compensation planologique

La CRAT remet un avis favorable sur le projet d'inscription d'une zone forestière de 0,46 hectare à Arbre.

La zone est actuellement affectée en zone d'activité économique mixte.

La CRAT se réfère à l'auteur d'étude qui y relève de nombreuses contraintes à l'urbanisation :

- Une partie du site est difficilement accessible en raison de la présence d'un cours d'eau et de boisements;
- Une autre partie est située sous le viaduc du TGV, en zone de réservation au plan de secteur;
- La zone est couverte par un périmètre d'intérêt paysager sur son ensemble;
- Une zone archéologique potentielle est située à proximité directe du site.
- Il y a une présence avérée de déchets.

2.4.6. Sur l'inscription d'une zone agricole à Deux-Acren, sur le territoire de la commune de Lessines, à titre de compensation planologique

La CRAT remet un avis favorable sur le projet d'inscription d'une zone agricole de 4,80 hectares à Deux-Acren.

La zone est actuellement affectée en zone d'aménagement communal concerté. Elle est occupée, dans les faits, par des terres cultivées.

Bien qu'elle soit complètement entourée de zones d'habitat construites, la CRAT relève que la zone présente de nombreuses contraintes à l'urbanisation : terres agricoles de grande valeur, présence d'une zone d'aléa d'inondation en limite sud-est, proximité d'une voirie industrielle vers les carrières de Lessines, présence d'une SGIB en limite Sud.

2.4.7. Sur l'inscription d'une zone forestière à Deux-Acren, à titre de compensation planologique

La CRAT remet un avis favorable sur le projet d'inscription d'une zone forestière de 0,58 hectare à Deux-Acren.

La zone est actuellement affectée en zone d'aménagement communal concerté.

La CRAT se réfère à l'auteur d'étude qui relève de nombreuses contraintes à l'urbanisation de cette zone : un périmètre de réservation, présence d'une SGIB en limite sud, proximité d'une voirie industrielle vers les carrières de Lessines,

Par ailleurs, la CRAT constate que la zone est déjà occupée par quelques boisements de peupliers, qui prolongent un massif inscrit en zone forestière.

2.4.8. Sur l'inscription d'une zone d'espaces verts à Lessines, à titre de compensation planologique

La CRAT remet un avis favorable sur le projet d'inscription d'une zone d'espaces verts de 1,79 hectares à Lessines.

La zone est actuellement affectée en zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression CET.

La CRAT estime que l'affectation en zone d'espaces verts est pertinente, les terrains, situé sur un ancien site carrier, étant actuellement occupés par des boisements denses.

2.4.9. Sur l'inscription d'une zone agricole à Lessines, à titre de compensation planologique

La CRAT remet un avis favorable sur le projet d'inscription d'une zone agricole de 5,68 hectares à Lessines.

La zone est actuellement affectée en zone d'aménagement communal concerté. Elle est située le long de la N57, en face d'une zone d'activité économique.

Sur ce point, la CRAT rejoint l'arrêté du Gouvernement wallon adoptant l'avant-projet du 6 mars 2009. Celui-ci justifie cette désaffectation par un double objectif :

- D'une part, éviter le développement d'activités peu compatibles avec la résidence à l'est de la N57, en raison, notamment, de la visibilité qu'offre une voirie de cette importance;
- D'autre part, constituer une zone tampon entre l'habitat situé à l'est de la N57 et les zones destinées à l'industrie situées à l'Ouest de la N57.

En outre, la CRAT se réfère à l'auteur d'étude qui relève de nombreuses contraintes à l'urbanisation de cette zone : terres agricoles de grande valeur, présence d'une zone d'aléa d'inondation, proximité de la N57, présence d'un établissement IPPC en face, .

1.8. Sur les compensations alternatives**2.5.1. Remarque générale**

La CRAT réitère sa remarque, formulée dans son avis du 14 avril 2009 relatif à l'avant-projet de révision de plan, et émet une réserve préalable sur les compensations alternatives vu l'absence d'un cadre juridique définissant de manière précise les critères de détermination de ces compensations et, dans le cas de compensations de type services, la durée d'imposition de celles-ci.

2.5.2. Sur la desserte par bus à partir des gares d'Ath, Silly et Lessines, à titre de compensation alternative

La CRAT remet un avis réservé sur le projet de desserte par bus de la ZAEI projetée à partir des gares d'Ath, Silly et Lessines.

La CRAT estime que cette mesure, prise seule, risque probablement de ne pas changer les comportements. La création de dessertes, même s'il s'agit d'une condition nécessaire, n'induit pas directement le report de déplacements individuels vers les transports en commun.

La CRAT relève, notamment, que le temps de parcours en bus est peu compétitif par rapport à la voiture et que les horaires sont peu adaptés aux horaires particuliers des travailleurs. En outre, une seule ligne de bus, à savoir la ligne 87b Renaix-Enguien, dessert la ZAEI projetée.

La CRAT relève les conclusions suivantes de l'étude d'incidences :

- Une desserte par bus à partir des gares d'Ath et Silly apparaît pertinente. Elle impliquera cependant un aménagement adéquat de ces gares. La gare de Silly, par exemple, en raison de son succès auprès des navetteurs, présente des parkings saturés. En outre, elle n'est pas située à proximité d'un arrêt de la ligne 87B.
- Une desserte à partir de la gare de Lessines serait surtout intéressante pour les habitants de Lessines. Elle présente par ailleurs une importance moindre que les gares d'Ath et Silly, notamment en termes de fréquence de trains.

Au vu de ce qui précède, la CRAT s'interroge sur la possibilité de mise œuvre de cette compensation alternative. Elle estime que la mobilité des travailleurs doit être prise en considération mais qu'il y a lieu de trouver une solution adaptée au contexte du projet et des lieux, éventuellement phasée, et portée par l'ensemble des acteurs concernés par la mobilité dans la zone de référence.

2.5.3. Sur la création d'un itinéraire cyclable, à l'intérieur de la zone d'activité économique projetée, à titre de compensation alternative

La CRAT remet un avis favorable sur la création, à titre de compensation alternative, d'un itinéraire cyclable, en site propre à l'intérieur de la ZAEI projetée, entre la limite nord de la zone et le rond point de sortie de l'autoroute A8 au Sud.

Le financement sera pris en charge par le gestionnaire du futur parc d'activité économique.

La CRAT estime que le projet de prolongation de la piste cyclable est pertinent.

2.5.4. Sur la consommation d'au moins la moitié des besoins en énergie par des énergies renouvelables, à titre de compensation alternative

La CRAT remet un avis favorable sur le projet de consommation d'au moins la moitié des besoins en énergie, tant privées que publics, de la ZAEI projetée par des énergies renouvelables.

1.9. Sur les variantes de condition de mise en œuvre de la ZAEI projetée

La CRAT est favorable à l'aménagement d'un rond-point à proximité de la pointe nord-ouest de la ZAEI projetée.

Dans ses remarques relatives à la 2^e phase de l'étude, la CRAT avait pourtant pris acte de la pertinence de la variante prévoyant l'implantation d'un giratoire en lieu et place de l'îlot directionnel proposé par IDETA.

Cependant, à la lecture de l'enquête publique, elle constate que ce giratoire occuperait une position trop rapprochée par rapport aux ronds-points existants situé au sud, ce qui pourrait nuire à la fluidité du trafic. De plus, il apparaît que l'emprise actuelle de la voirie n'est pas suffisante pour aménager un tel dispositif. Son élargissement impliquerait de lourds travaux, nécessitant l'abattage d'arbres et le déplacement d'éclairage.

Dès lors, la CRAT rejoint la conclusion de l'étude d'incidences et estime que la solution idéale, tant au niveau de la sécurité qu'au niveau de l'ampleur des travaux, est l'aménagement d'un rond-point au nord-ouest de la ZAEI projetée.

La CRAT relève qu'un tel positionnement va marquer un effet de porte sur Ollignies et inévitablement entraîner une baisse de la vitesse. En outre, la distance entre ce giratoire et celui de l'A8 est plus cohérente en matière d'aménagement routier.

De plus, bien que plus proche d'Ollignies, le rond-point n'aura pas de conséquence directe du point de vue acoustique, en raison du ralentissement provoqué.

1.10. Sur les variantes de délimitation de la ZAEI projetée

La CRAT remet un avis défavorable à la variante de délimitation analysée dans l'étude d'incidences.

Celle-ci propose d'étendre la ZAEI projetée le long de l'A8 jusqu'aux chemins agricoles situés à proximité d'un pont passant sous l'autoroute. Sans modifier la superficie du projet, le périmètre est étiré vers l'est, dans l'optique de reculer la limite nord de la nouvelle ZAEI par rapport à Ollignies.

Sur ce point, la CRAT réitère ses remarques formulées dans le cadre de la 2^e phase de l'étude : bien que celle-ci permette de s'éloigner davantage du village d'Ollignies, cette variante de délimitation est peu pertinente au vu de la déclivité du terrain et de l'importance des travaux d'infrastructures qui seraient nécessaires à sa réalisation.

Le raccordement au réseau routier nécessiterait en effet d'importants travaux de voiries, dont l'aménagement de la bretelle de sortie de l'A8 venant de Bruxelles (3 possibilités) et risquerait d'ajouter au rond-point existant situé au Nord de l'autoroute le trafic provenant ou en direction de Lessines.

1.11. Sur la remarque émise par le Collège communal de Silly

La CRAT relève que le territoire de référence étudié reprend Silly.

1.12. Sur la qualité de l'étude d'incidences

La CRAT estime que l'étude d'incidences est de bonne qualité.

Nonobstant l'absence d'une analyse sur les possibilités de valorisation des effluents d'élevage, la CRAT estime que l'étude d'incidences répond clairement à toutes les thématiques liées au projet.

Philippe BARRAS,

Président

Annexe 3 : liste des réclamants

ATH						
Nom	Prénom	Adresse	N°	CP	Commune	Pays
CROCQ	Jules et Francine	Vieux Chemin de Tournai	42	7801	Irchonwelz	Belgique
DEBATTY	Bernard	Route de Lessines	208	7822	Ath	Belgique
DEHAESELEER	Famille	Chemin de la Buriane	2	7866	Ollignies	Belgique
HARCHIES	Fabien	Rue de la Sille	82	7822	Meslin-l'Evêque	Belgique
LAEVENS	Francine	Vieux Chemin de Tournai	42	7801	Irchonwelz	Belgique
PIERQUIN	Laurence	Stoquoy	1b	7830	Hellebecq	Belgique
SILLY	Collège communal	Place communale	18	7830	Silly	Belgique
VANDECASTEELE	Brigitte	Chaussée Victor Lampe	191	7866	Ollignies	Belgique
LESSINES						
Nom	Prénom	Adresse	N°	CP	Commune	Pays
ABDEL KADER	Abbes	Chaussée Victor Lampe	139	7866	Ollignies	Belgique
ALLERT	Frédéric	Petite Hollande	2	7863	Ghoy	Belgique
ANNYS	Erwin	Basse Cour	38	7866	Ollignies	Belgique
BAGUET	Florent	Lisbecq	2	7830	Hoves	Belgique
BAGUET	Michèle	Chemin du Grand Denis	32/1	7866	Ollignies	Belgique
BAGUET	Nestor	Rue des Déportés	41	7866	Ollignies	Belgique
BAGUET	Raymond	Rue Principale	3	72540	Mareil en Champagne	France
BIERMANT	Anne-Marie	Rue Mzenque	29	7866	Ollignies	Belgique
BOUILLON	Blanche	Chemin de la Buriane	16	7866	Ollignies	Belgique
BOURS&ASSOCIES pour DE MECHELEER Luc		Rue Simonon	13	4000	Liège	Belgique
BRUMAGNE	Vinciane	Chaussée Victor Lampe	189	7866	Ollignies	Belgique
CHRISTIAENS	M et J	Chaussée de Grammont	6bis	7860	Lessines	Belgique
COUVREUR	Luc	Rue des Combattants	51	7866	Ollignies	Belgique
COUVREUR	Claude	Rue des Déportés	3	7860	Lessines	Belgique
CROCQ	Florence	Chaussée Victor Lampe	185	7866	Ollignies	Belgique
CROCQ	Jules	Vieux Chemin de Tournai	42	7801	Irchonwelz	Belgique
CROCQ	Patrice	Chaussée Victor Lampe	185	7866	Ollignies	Belgique
DE KORTE - GOOSENS	Noelle	Chaussée Victor Lampe	15	7866	Ollignies	Belgique
DE MECHELEER	Sabrina	Chemin Berquet	26	7864	Deux-Acren	Belgique
DEHAESELEER	Famille	Buriane	2	7866	Ollignies	Belgique
DEMEYERE	Anne	Rue de Scaubecq	36	7861	Wannebecq	Belgique
DEMUYNCK	Eliane	Curoir	1	7880	Flobecq	Belgique
DEMUYNCK	Elie	Mzenque	71	7866	Ollignies	Belgique
DEPOORTERE	Eric	Mouplière	6	7866	Bois-de-Lessines	Belgique
DERONNE	Aurore	Rue du Grand Marais	10	7866	Ollignies	Belgique
DERONNE	Ghislain	Chaussée Victor Lampe	129	7866	Ollignies	Belgique
DERONNE	Marie-Françoise	Mouplière	6	7866	Bois-de-Lessines	Belgique
DERONNE	Marie-Thérèse	Chaussée Victor Lampe	195	7866	Ollignies	Belgique
DESMET	Edmond	Rue des Déportés	55	7866	Ollignies	Belgique
DESMET	Myriam	Basse Cour	38	7866	Ollignies	Belgique
DUFOUR	Yannik	Buriane	16b	7866	Ollignies	Belgique
DUFOUR-BAGUET	Delphine	Buriane	16b	7866	Ollignies	Belgique
DUPONT	Christine	Chemin de Meslin-l'Evêque	16	7866	Ollignies	Belgique
ETIENNE	Christelle	Rue des Déportés	57	7866	Ollignies	Belgique
ETIENNE	Christelle	Rue des Déportés	57	7866	Ollignies	Belgique
EVRARD	Annette	Rue Pierre Fontaine	22	7861	Papignies	Belgique

EVARD	Joseline	Chaussée Victor Lampe	180 - 182	7866	Ollignies	Belgique
FELIX	Marie-Thérèse	Mazenque	71	7866	Ollignies	Belgique
FEYAERTS	José	Chaussée Victor Lampe	103	7866	Ollignies	Belgique
FEYAERTS	José	Chemin de Meslin-l'Evêque	16	7866	Ollignies	Belgique
FEYAERTS	Joseph	Chaussée Victor Lampe	103	7866	Ollignies	Belgique
FEYAERTS	Joseph	Rue des Déportés	56	7866	Ollignies	Belgique
FONTAINE	Audrey	Chaussée Victor Lampe	187	7866	Ollignies	Belgique
FONTAINE-MERTENS	Epoux	Chaussée Victor Lampe	187a	7866	Ollignies	Belgique
FOUBERT	Christelle	Rue Mazenque	17	7866	Ollignies	Belgique
FOUBERT	Fernand	Rue Mazenque	29	7866	Ollignies	Belgique
FOUBERT	Willy	Chaussée Victor Lampe	128	7866	Ollignies	Belgique
FRANC	Jean-Mary	Buriane	4	7866	Ollignies	Belgique
FRANSEN Hervé pour VANLOO Lucien		Boulevard Audent	15	6000	Charleroi	Belgique
GORET	André	Rue du Grand Marais	10	7866	Ollignies	Belgique
GORET - DERONNE	Famille	Rue du Grand Marais	10	7866	Ollignies	Belgique
GRAVEZ	Roberte	Boulevard E. Schevenels		7860	Lessines	Belgique
HANNECART	Marc	Rue Warloche	24	7911	Buissenal	Belgique
HOCEPIED	Philippe	Rue la Blanche	12a	7862	Ogy	Belgique
LAEVENS	Francine	Vieux Chemin de Tournai	42	7801	Irchonwelz	Belgique
LEJEUNE	Bruno	Chaussée Victor Lampe	189	7866	Ollignies	Belgique
LELEUX veuve BAGUET	Olga	Chemin du Grand Denis	32	7866	Ollignies	Belgique
LEMAIRE	Marie-Rose	Chasse aux Loups	1	7860	Lessines	Belgique
LEMAIRE	Serge	Chasse aux Loups	1	7860	Lessines	Belgique
LERMINIAUX	Anne-Marie	Chaussée Victor Lampe	180	7866	Ollignies	Belgique
LIZON	Pierre	Rue des Déportés	38	7866	Ollignies	Belgique
LUST	Xavier	Chemin du Grand Denis	12	7866	Ollignies	Belgique
MASURE	André	Grand'Rue d'Acren	27	7864	Deux-Acren	Belgique
MICHIELS	Didier	Chaussée Victor Lampe	189a	7866	Ollignies	Belgique
MOCKELS	Maryline	Chaussée Victor Lampe	185	7866	Ollignies	Belgique
MOUTIER	Bernard	Rue Mazenque	52	7866	Ollignies	Belgique
NOTTE	Yves	Rue des Déportés	56	7866	Ollignies	Belgique
NOULLEZ	Michaël	Chemin de la Basse Cou- ture	41	7860	Lessines	Belgique
PASTURE	Dominique	Pont Madeleine	52	7862	Ogy	Belgique
PIERQUIN	Laurence	Stoquoy	1b	7830	Hellebecq	Belgique
POPLIMONT	Marie-Claire	Chaussée Victor Lampe	132	7866	Ollignies	Belgique
RASMONT	Léandre	Chaussée Victor Lampe	187	7866	Ollignies	Belgique
SCHOTTE	Michel	Curoir	1	7880	Flobecq	Belgique
SCORIER	Josée	Chaussée Victor Lampe	128	7866	Ollignies	Belgique
SHIMELL	Patrick	Chaussée Victor Lampe	193	7866	Ollignies	Belgique
SILLY	Collège communal	Place communale	18	7830	Silly	Belgique
SNYERS	M et Mme	Chaussée Victor Lampe	114	7866	Ollignies	Belgique
STALPORT	Luc	Rue des Déportés	45	7866	Ollignies	Belgique
STORME	Sabine	Chemin de la Buriane	7	7866	Ollignies	Belgique
THAYS	Régine	Rue la Blanche	12a	7862	Ogy	Belgique
THILLY	Philippe	Rue Mazenque	7	7866	Ollignies	Belgique
VAN WONTERGHEM	Adhemar					Belgique
VANDECASTEELE	Brigitte	Chaussée Victor Lampe	191	7866	Ollignies	Belgique
VANDECATSYEN	Anne	Rue des Déportés	38	7866	Ollignies	Belgique
VANDECATSYEN	Anne	Rue des Déportés	38	7866	Ollignies	Belgique

VANDENHAUTE	Alain	1 ^{re} Rue Basse	65	7970	Beloil	Belgique
VANDERMOTEN	Arlette	Chemin du Commun	11	7860	Lessines	Belgique
VANDERMOTEN	Patricia	Chaussée	81	7864	Deux-Acren	Belgique
VANDEWALLE	Daniel	Mazenque	25	7866	Ollignies	Belgique
VERCRUYSSSE	Erwin	Chaussée Victor Lampe	94	7866	Ollignies	Belgique
WAELS	Bertrand	Rue des Déportés	57	7866	Ollignies	Belgique
WAEYENBERGH	Eric	Chemin de Chièvres	73	7860	Lessines	Belgique
WALLEMACQ-HOVINE	Jacques	Chemin du vivinal	114	7812	Mainvault	Belgique

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2009/27031]

1. DEZEMBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Ath-Lessines-Enghien (Karten 38/2, 38/3 und 38/6) zur Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Ath (Ghislenghien) und Lessines (Ollignies)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 2010;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere der Artikel 1, 21 bis 25, 27, 30bis, 35 bis 37 und 40 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums (SDER);

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 17. Juli 1986 zur Festlegung des Sektorenplanes Ath-Lessines-Enghien, insbesondere abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Dezember 1990, 6. September 1991, 19. März 1992 und 1. Oktober 1992 und durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 22. Juli 1993, 18. Juni 1998, 1. April 1999 und 22. April 2004;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. März 2009 (Belgisches Staatsblatt vom 31. März 2009), durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Ath-Lessines-Enghien (Karten 30/6, 38/2, 38/3 und 38/6) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung von einem industriellen Gewerbegebiet auf dem Gebiet der Gemeinden Ath (Ghislenghien) und Lessines (Ollignies) angenommen wird;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 (Belgisches Staatsblatt vom 4. März 2010) zur vorläufigen Verabschiedung des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans Ath-Lessines-Enghien (Karten 30/6, 38/2, 38/3 und 38/6) zwecks der Eintragung von einem industriellen Gewerbegebiet auf dem Gebiet der Gemeinden Ath (Ghislenghien) und Lessines (Ollignies);

Aufgrund der als Anlage zum vorliegenden Erlass erörterten Bemerkungen und Einwände von Privatpersonen, Vereinigungen von natürlichen Personen sowie von öffentlichen Einrichtungen und Einrichtungen öffentlichen Interesses anlässlich der öffentlichen Untersuchung, die vom 15. März 2010 bis zum 28. April 2010 in den Gemeinden Ath und Lessines stattgefunden hat;

Aufgrund der Informationsversammlungen, die am 15. März 2010 in Lessines und am 16. März 2010 in Ghislenghien stattgefunden haben;

Aufgrund der Versammlungen zum Abschluss der öffentlichen Untersuchung, die am 28. April 2010 in Ath und Lessines stattgefunden haben;

Aufgrund der Konzertierungsversammlungen, die am Abschluss der öffentlichen Untersuchung am 4. Mai 2010 in Ghislenghien und am 5. Mai 2010 in Lessines stattgefunden haben;

Aufgrund des am 23. April 2010 übermittelten Gutachtens der durch den Herrn Minister Philippe Muylers vertretenen Flämischen Region;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Gemeinderates von Ath vom 11. Mai 2010;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Gemeinderates von Lessines vom 7. Juni 2010;

Aufgrund des durch den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung abgegebenen, bedingt günstigen Gutachtens Nr. CWEDD/10/AV.1203 vom 23. August 2010 über die Umweltrelevanz des Entwurfs;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) vom 10. September 2010 Nr. 10/CRAT-A.926-AN;

In der Erwägung, dass sich das Gutachten des CRAT gemäß Artikel 43 § 4 des CWATUPE auf die Akte mit dem Planentwurf bezieht, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigefügt sind.

In der Erwägung, dass nach Kenntnisnahme aller oben aufgezählten Elemente der Akte und nach deren Analyse der CRAT sein Gutachten in voller Kenntnis der Sachlage abgegeben hat.

I. Bemerkungen über die Versammlungen zur Information der Öffentlichkeit

In der Erwägung, dass die Akte laut Artikel 42bis des CWATUPE Gegenstand einer Information an die Öffentlichkeit gemäß den Artikeln D.29-5 und D.29-6 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches sein muss;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Art und Weise, wie diese Versammlungen zur vorherigen Information stattgefunden haben, in Frage stellen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass sie während dieser Versammlungen ihre Meinung nicht äußern können;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Vollständigkeit und Genauigkeit der Protokolle dieser Versammlungen in Frage stellen;

Antwort

In der Erwägung, dass das Protokoll der Informationsversammlung laut Art. D.29-6 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt wird;

In der Erwägung, dass das Buch 1 des Umweltgesetzbuches in Artikel R.41-4 Folgendes vorsieht: *"Jede Person ist berechtigt, innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem die Informationsversammlung abgehalten wurde, ihre Bemerkungen, Anregungen und Anfragen zur Hervorhebung besonderer Punkte bezüglich des Projekts vorzubringen, sowie die technischen Alternativen zu unterbreiten, die von dem Antragsteller vernünftigerweise in Aussicht genommen werden können, damit diese im Laufe der Durchführung der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt werden, indem sie diese dem Gemeindegremium des Ortes, in dem die besagte Versammlung stattgefunden hat, unter Angabe ihres Namens und ihrer Anschrift schriftlich übermittelt."*

"Sie richtet eine Abschrift an den Antragsteller, der diese unverzüglich dem Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung übermittelt, falls eine derartige Prüfung erforderlich ist."

In der Erwägung, dass jeder Beschwerdeführer, der der Ansicht war, dass er seine Meinung nicht hat äußern können, oder dessen Meinung nicht richtig im Protokoll übernommen worden ist, die Möglichkeit hatte, dies binnen 15 Tagen ab der Informationsversammlung schriftlich mitzuteilen; dass die betreffenden Gemeindegremien kein Schreiben in diesem Sinne erhalten haben;

II. Infragestellung der Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Unabhängigkeit des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung im Verhältnis zur IDETA und zur Wallonischen Regierung in Frage stellen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer sich wundern, dass der öffentliche Auftrag mit dem Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung abgeschlossen werden konnte, bevor der Erlass zur Festlegung des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Qualität und Vollständigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung sowie die Unparteilichkeit ihres Urhebers in Frage stellen, insbesondere was folgende Aspekte betrifft : visuelle Auswirkungen, Lärmbelästigung, Mobilität, Auswirkungen auf das Oberflächen- und Grundwasser, Luftverschmutzung, Durchführungskosten, Folgen für die materiellen Güter und Erbgüter;

In der Erwägung, dass der CWEDD (Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) in seinem Gutachten vom 28. August 2010 der Ansicht ist, *"dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine zufriedenstellende Qualität aufweist"* und *"dass die zuständige Behörde darin die Elemente findet, um ihren Beschluss zu fassen"*;

In der Erwägung, dass der CRAT (Regionalausschuss für Raumordnung) in seinem Gutachten vom 7. September 2010 der Ansicht ist, *"dass die Umweltverträglichkeitsprüfung eine gute Qualität aufweist"*; dass er folgender Ansicht ist: *"Trotz des Fehlens einer Analyse betreffend die Möglichkeiten einer Verwertung des Tierdunges beantwortet die Umweltverträglichkeitsprüfung klar alle Fragen in Zusammenhang mit dem Planentwurf"*;

Antwort

In der Erwägung, dass Artikel R.82 des Umweltgesetzbuchs vorsieht, dass der CWEDD für jeden Entwurf, der einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegt, der beantragenden Behörde ein Gutachten über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung und die Umweltrelevanz des Projekts abgibt;

In der Erwägung, dass die Frage der Unabhängigkeit des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung von der Wallonischen Regierung untersucht worden ist, die beschlossen hat, den von der IDETA ausgewählten Urheber nicht abzulehnen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung angesichts der Gutachten des CWEDD und des CRAT der Ansicht ist, dass sie die Qualität und Vollständigkeit der Umweltverträglichkeitsprüfung nicht in Frage zu stellen hat;

In der Erwägung, dass es keine gesetzliche Bestimmung gibt, aufgrund derer es vorgeschrieben wird, die Vergabe des Dienstleistungsauftrags erst nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung amtlich mitzuteilen;

III. Auswirkungen auf dem Gebiet der Gemeinde Silly

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Auswirkungen auf dem Gebiet der Gemeinde Silly im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung nicht richtig berücksichtigt worden sind;

In der Erwägung, dass diese Auswirkungen die Mobilität, die Landschaft und die Lärmbelästigungen betreffen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass man die öffentliche Untersuchung auf die Gemeinde Silly hätte erweitern sollen, damit ihre Einwohner sich äußern konnten;

In der Erwägung, dass der CRAT feststellt, dass das untersuchte Bezugsgebiet auch Silly umfasst;

Antwort

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung wie der CRAT hervorhebt, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung sich bei der Festlegung des Bezugsgebiets für jedes der untersuchten Themen nicht auf das Gemeindegebiet von Ath und Lessines beschränkt hat, und dass die Auswirkungen des Planentwurfs auf die Mobilität, die Landschaft und die Lärmbelästigungen bis auf den betroffenen Teil der Gemeinde Silly untersucht worden sind;

In der Erwägung, dass Artikel 43, § 2 des Gesetzbuches Folgendes bestimmt: *"Die öffentliche Untersuchung wird sowohl durch Anschlag in jeder der durch den Planentwurf betroffenen Gemeinden angekündigt, als auch durch eine Bekanntmachung in den lokalen Seiten von drei Tageszeitungen französischer oder gegebenenfalls deutscher Sprache. Besteht ein kommunales Informationsblatt oder eine Reklamezeitung, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt werden, so wird die Bekanntmachung darin veröffentlicht."*;

In der Erwägung, dass man unter *"durch den Planentwurf betroffenen Gemeinden"* die Gemeinden versteht, auf deren Gebiet der Sektorenplan revidiert wird;

In der Erwägung, dass sowohl die Auflagen der drei Tageszeitungen wie die kostenlos verteilte Reklamezeitung, in denen die Bekanntmachung betreffend die Untersuchung veröffentlicht worden ist, die Gemeinde Silly decken; dass ihre Einwohner demnach genauso wie diejenigen der Gemeinden Lessines und Ath informiert worden sind;

In der Erwägung, dass im Gegenteil zu dem, was bestimmte Beschwerdeführer behaupten, im Gesetzbuch nicht vorgeschrieben wird, die Anwohner direkt über die Verabschiedung eines Planentwurfs und das Stattfinden einer öffentlichen Untersuchung zu informieren;

In der Erwägung, dass sich aus den während der öffentlichen Untersuchung hinterlegten Bemerkungen und Feststellungen, und insbesondere aus dem Schreiben des Gemeindegremiums von Silly vom 28. April 2010 sowie dem Protokoll der in Lessines stattgefundenen Konzertierungsversammlung ergibt, dass die Bevölkerung der Gemeinde Silly über den Planentwurf informiert worden ist, und ihr die Möglichkeit gegeben worden ist, ihre Bemerkungen mitzuteilen;

IV. Anerkennungsumkreis und Enteignungsumkreis

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerden den Anerkennungsumkreis und den Enteignungsumkreis betreffen.

Antwort

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschließen kann, Artikel 44, Absatz 4 des Gesetzbuches nicht anzuwenden, und demnach die Verabschiedung des Sektorenplans nicht mit der Verabschiedung des Anerkennungsumkreises im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten zu koppeln;

In der Erwägung, dass dies im Rahmen der vorliegenden Revision des Sektorenplans der Fall ist; dass sie somit keine Regelwidrigkeit darin findet, dass Dokumente, die nicht Gegenstand einer gleichzeitigen Genehmigung sind, zwei unterschiedlichen öffentlichen Untersuchungen unterworfen wurden;

In der Erwägung, dass Beschwerden in Zusammenhang mit dem Anerkennungsumkreis und dem Enteignungsumkreis demnach im Rahmen vorliegenden Verfahrens nicht zu berücksichtigen sind;

V. Vereinbarkeit des Planentwurfs mit den regionalen Zielsetzungen

a. Planungs- und Raumordnungsdokumente

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der Planentwurf keine Aufwertung des Erbes darstellt und die Ressourcen nicht schützt; dass er keine schonende Bodennutzung darstellt und somit Artikel 1 des CWATUPE und dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung entgegensteht;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass *„die Schaffung dieses Gewerbegebiets der Anerkennung von Lessines als Stützpol in einem ländlichen Umfeld und als touristischer Stützpol entgegensteht“*, und somit dem SDER widerspricht;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Benutzung von guten Agrarflächen zur Ansiedlung des geplanten industriellen Gewerbegebiets diesem ländlichen Aspekt entgegensteht und dass die Ortslage dieses Gebiets entlang der Hauptzufahrtstraße von Lessines die Entwicklung des Tourismus der Gebietseinheit gefährdet;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass *„der Planentwurf der Maßnahme 5 des Zukunftsvertrags für die Walloninnen und Wallonen ganz und gar entgegensteht“*, wobei diese Maßnahme gerade wie folgt bezeichnet wird *„das Lebensumfeld als Quelle für das Wohlbefinden und die Attraktivität“*; dass das Lebensumfeld der Anwohner durch die Eintragung eines neuen Gewerbegebiets nördlich der Autobahn, d.h. in einem der letzten offenen Gebiete südlich von Lessines und in der Nähe eines Forstgebiets mit als Überdruck einem Umkreis von landschaftlichem Interesse (Wald *„bois Bara“*) beeinträchtigt wird, u.a. durch die Folgen: Zunahme des Verkehrs, des Lärms, Errichtung eines 30 m hohen Gebäudes;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Eintragung eines neuen Gewerbegebiets im Randgebiet der Stadt Lessines das Ungleichgewicht zwischen den verschiedenen Zweckbestimmungen in der Gemeinde noch verstärken würde;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass der Planentwurf es nicht mehr ermöglicht, die Vielfaltigkeit und den Charakter der Landschaften hervorzuheben, wie dies in dem Übereinkommen von Florenz vorgeschrieben ist;

Antwort

In der Erwägung, dass es Anlass besteht, die Bemerkungen und Äußerungen über die Begründung des von der Wallonischen Regierung angenommenen Entwurfs hinsichtlich des Artikels 1, §1 des Gesetzbuches und seiner Vereinbarkeit mit dem Entwicklungsplan des regionalen Raums von denjenigen, die sich auf seine Verbindungen mit anderen von der Regierung oder von anderen Behörden verabschiedeten Plänen und Programmen beziehen, zu unterscheiden;

In der Erwägung, dass die Übereinstimmung des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans mit dem CWATUPE und insbesondere mit seinem Artikel 1 vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung untersucht worden ist und dieser den Schluss zieht, dass der Planvorentwurf mit den regionalen Zielsetzungen vereinbar ist;

In der Erwägung, dass die Bedürfnisse an neuen Gewerbegebieten von der Wallonischen Regierung auf der Grundlage einer unabhängigen Studie gerechtfertigt wird, die der CPDT anvertraut wurde; dass diese so streng wie möglich kalkuliert wurden; dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung sie validiert hat; dass es demnach falsch ist, zu behaupten, dass die Absichten der Wallonischen Regierung einer schonenden Bodennutzung nicht Rechnung tragen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung kein besonderes Element des Natur-, Kultur- oder landschaftlichen Erbes im Umkreis des projektierten industriellen Gewerbegebiets festgestellt hat, mit Ausnahme des Vorhandenseins eines potentiellen archäologischen Gebiets im Süden, von sechs bemerkenswerten Bäumen, eines im Denkmalverzeichnis der Wallonie eingetragenen Gebäudes (*„Chapelle de la Vierge“*) und einer einen bestimmten Wert aufweisenden Landschaft;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in Artikel 4 des Erlasses zur provisorischen Genehmigung des Sektorenplanentwurfs die Durchführung einer archäologischen Bewertung des projektierten Gewerbegebiets vor der Durchführung des besagten Gewerbegebiets auferlegt hat, um die Aufbewahrung des dort ggf. befindlichen Kulturerbes zu sichern; dass die Regierung diese Forderung aufrechterhält;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung hervorhebt, dass sie einen Standort gewählt hat, der hinsichtlich der Landschaft für eine Ansiedlung in der Nähe der Ausfahrt Nr. 29 der Autobahn A8 so wenig Schäden wie möglich anrichtet, und dass sie die Parzellen 4.4 und 3.1 auf der Karte des biologischen Umfelds als Forstgebiet eingetragen hat, um die landschaftliche Integration des geplanten industriellen Gewerbegebiets zu stärken;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung keine besondere Gefährdung von Ressourcen wegen des Planvorentwurfs feststellt;

In der Erwägung, dass der SDER einen *„Stützpol in einem ländlichen Umfeld“* als eine Stadt definiert (wie hier Lessines), die eher eine Rolle als Zentrum für die ländlichen Gemeinden, die sie polarisiert, spielen sollte; dass demnach dort Geschäfte, Dienstleistungen und Ausrüstungen vorhanden sein müssen, die dieser Funktion Rechnung tragen, jedoch auch Arbeitsstellen gefördert werden sollen, die den lokalen Spezifitäten angepasst sind;

In der Erwägung, dass sich aus dieser Definition keine besondere Option ergibt, durch welche der ländliche Charakter der Gemeinde Lessines aufrechtzuerhalten ist;

In der Erwägung, dass es heute weder im Sektorenplan, noch in irgend einem kommunalen Dokument in Sachen Raumordnung eine Sonderbestimmung gibt, die die Einhaltung dieser Option auferlegt;

In der Erwägung, dass die Stellung von Lessines im SDER als touristischer Stützpunkt hauptsächlich dem Krankenhaus Notre-Dame-à-la-Rose zu verdanken ist;

In der Erwägung, dass der durch die Revision des Sektorenplans entstandene Entwurf nicht mit den Programmen konkurriert, die durch die lokalen und regionalen Behörden eingeleitet werden, um dieses bedeutende Element der Ausrüstung zu fördern;

In der Erwägung, dass der Entwurf der Wallonische Regierung aus diesen Gründen mit diesen beiden Zielsetzungen des SDER vereinbar ist;

In der Erwägung, dass das bestehende "Lebensumfeld", deren Verschlechterung die Beschwerdeführer beklagen, wenn das projektierte industrielle Gewerbegebiet durchgeführt würde, nicht Gegenstand besonderer, durch bestehende Raumordnungspläne eingeführter Schutzmaßnahmen ist;

In der Erwägung, dass auch wenn die Wallonische Regierung sich zunächst eher für einen Standort ausgesprochen hat, der in keinem der Umkreise liegt, die im CWATUPE und im Umweltgesetzbuch erwähnt sind, sie sich jedoch der Verpflichtungen bewusst ist, die sie hinsichtlich der Attraktivität des Lebensumfelds eingegangen ist;

In der Erwägung, dass die Umweltbewertung, der der Planvorentwurf unterworfen worden ist, es ermöglicht hat, dessen Auswirkungen auf das Lebensumfeld zu objektivieren und Verringerungsmaßnahmen vorzuschlagen;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung zeigt, dass die von der Regierung gewählte Standortbestimmung sowohl den Zielsetzungen hinsichtlich der Funktionalität des Gebiets wie auch der Aufrechterhaltung des Lebensumfelds Rechnung trägt;

In der Erwägung, dass der durch die Revision des Sektorenplans entstandene Entwurf nicht mit den wallonischen Zielsetzungen konkurriert, die im Rahmen des Übereinkommens von Florenz bestimmt wurden;

b. Monomodaler Charakter des geplanten industriellen Gewerbegebiets

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der monomodale Charakter des industriellen Gewerbegebiets u.a. der nachhaltigen Entwicklung und der Zielsetzung des SDER, die die Schaffung von multimodalen Parks vorsieht, entgegensteht;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer über das Interesse des erwarteten Hauptinvestors für ein Gebiet mit monomodalem Charakter erstaunt sind, da Letzterer zur Zeit den Transport per Lastkahn zwischen Antwerpen und Brüssel entwickelt;

In der Erwägung, dass der CRAT, obwohl er feststellt, dass das Gebiet dieser Zielsetzung des SDER nicht entspricht, jedoch anerkennt, dass bei der Ansiedlung von logistischen Parks die Merkmale der betreffenden Erzeugnisse zu berücksichtigen sind und je nach diesen Erzeugnissen und der Größe der Märkte die geeigneten Transportmittel zu wählen sind; dass dies der Fall für das geplante Gebiet ist;

In der Erwägung, dass der CRAT daran erinnert, dass das Gebiet das neue logistische Zentrum der Fa. Colruyt empfangen müsste, und der Ansicht ist, dass aufgrund der spezifischen Betriebsbedingungen dieses Unternehmens nur der LKW-Transport denkbar ist; dass er ebenfalls feststellt, dass der geplante Park angesichts seiner Lage in der Nähe der Ausfahrt 29 der A8, bereits bestehende Infrastrukturen benutzen wird, und dass keine Verstärkung der Kapazität des Straßennetzes erforderlich ist.

Antwort

In der Erwägung, dass auch wenn im SDER anerkannt wird, dass bei der Ansiedlung von logistischen Parks die Merkmale der betreffenden Erzeugnisse zu berücksichtigen sind und je nach diesen Erzeugnissen und der Größe der Märkte die geeigneten Transportmittel zu wählen sind, die Wallonische Regierung die Absicht hat, die logistischen Aktivitäten, die nicht unbedingt auf den Straßenverkehr angewiesen sind, auf Gütertransportarten zu orientieren, die nachhaltiger als der Straßengüterverkehr sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass die zusätzliche mit "S37" gekennzeichnete und in dem geplanten industriellen Gewerbegebiet anwendbare Vorschrift die Einhaltung dieser Zielsetzung sichern kann, indem die Benutzung des neuen Gebiets auf die logistischen Aktivitäten beschränkt wird, die hauptsächlich dem Straßenverkehr gewidmet sind, und in diesem Gebiet Betriebe zugelassen werden, die Hilfstätigkeiten zugunsten der erstgenannten ausführen.

VI. Wirtschaftliche Rechtfertigung des Planentwurfs

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Meinung sind, dass die wirtschaftliche Rechtfertigung des Planentwurfs fraglich ist;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Zielsetzung der Wallonischen Regierung in Frage stellen, die darin besteht, die industrielle Aktivität auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines zu fördern, dies auf Kosten anderer wirtschaftlicher Aktivitäten wie z.B. Dienstleistungen;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass eine alternative wirtschaftliche Entwicklung ohne Schaffung eines neuen Gewerbegebiets hätte untersucht werden müssen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer den Bedarf an neuen Flächen für wirtschaftliche Aktivitäten in Frage stellen, dies aufgrund der wenig rationalen Bodennutzung und der schwachen Anzahl Arbeitsstellen pro Hektar in den Zonen, die sich im südlichen Teil der Stadt Ath befinden, und deren Nutzung zu anderen Zweckbestimmungen als ihre ursprüngliche Zweckbestimmung;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die angekündigten Beschäftigungsquoten überbewertet sind, und dass die zunehmende Automatisierung im Bereich der Logistik diese Quoten noch verringern wird;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass es wenig Ausbildungslehrgänge im Bereich Logistik in der Gegend von Lessines gibt; dass die geschaffenen Stellen wahrscheinlich von Bürgern aus Nordfrankreich oder von delokalisierten Arbeitnehmern vom Standort Dassenveld besetzt werden;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer feststellen, dass in Lessines zahlreiche Stellen von Personen besetzt werden, die nicht in Lessines wohnen; dass es nie möglich sein wird, eine positive Diskriminierung der Arbeitssuchenden aus Lessines vorzunehmen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer zum Schluss der Ansicht sind, dass die wirtschaftlichen Auswirkungen zugunsten der Stadt Lessines überbewertet sind; dass die zusätzlichen Kosten, die die Stadt für das geplante industrielle Gewerbegebiet zu tragen hat, in der Studie nicht bewertet sind;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer das Fehlen einer globalen und langfristigen Sichtweise der Wallonischen Regierung für die Raumordnung in diesem Teil des Wallonischen Gebiets bedauern, was sich in aufeinanderfolgenden Revisionen der Raumordnungspläne ausdrückt (Ghislenghien 3, 4, Snow Games, Steinbrüche, etc.), deren Auswirkungen auf das Lebensumfeld der Einwohner bedeutend ist;

In der Erwägung, dass der CRAT feststellt, dass die Ausführung des geplanten industriellen Gewerbegebiets auf Dauer die Schaffung von ca. 1000 Arbeitsstellen mit sich bringen würde, nach Angaben der Gruppe Colruyt und der Interkommunalen IDETA;

In der Erwägung, dass der CRAT feststellt, dass der Planentwurf den Arbeitssuchenden der betreffenden Gemeinden zu Gute kommen sollte, insbesondere weil die erforderlichen Qualifikationen für die im neu zu schaffenden industriellen Gewerbegebiet geplanten Aktivitäten im allgemeinen den Qualifikationen der unbeschäftigten Arbeitskräfte im Gebiet entsprechen werden.

Antwort

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung im Erlass zur Revision des Sektorenplans Ath-Lessines-Enghien die Wahl der Eintragung eines neuen industriellen Gewerbegebiets in Lessines und Ath gebührend begründet hat;

In der Erwägung, dass es ihre Absicht ist, sowohl einem nachgewiesenen Bedarf im Bereich der logistischen Aktivität nachzukommen wie auch Arbeitsstellen zu schaffen, die an die örtlichen Spezifitäten angepasst sind;

In der Erwägung, dass die Interkommunale IDETA ihre Anfrage insbesondere dadurch begründete, dass sie feststellte, dass die lokalen Spezifitäten im Bereich der Ausbildung der Arbeitskräfte dem Typ der Arbeitsstellen entspricht, die im Bereich der Logistik angeboten werden;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung diese Hypothesen bestätigt hat;

In der Erwägung, dass der CRAT der von den Beschwerdeführern vorgenommenen Analyse betreffend die Beschäftigungsquoten und die Übereinstimmung der lokalen Arbeitskräfte mit den Bedürfnissen des geplanten industriellen Gewerbegebiets nicht zustimmen kann;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die von der Fa. Colruyt und der Interkommunalen IDETA mitgeteilten Veranschlagungen in Sachen Schaffung von Arbeitsstellen nicht in Frage stellt;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung hervorhebt, dass die Frage nach Arbeitsstellen im Bereich Transport und Kommunikation in dem Gebiet Silly-Enghien-Lessines verhältnismäßig größer ist als in den anderen Bezirken.

VII. Standortbestimmung des Planentwurfs

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Standortbestimmung des Planentwurfs sowie die als wenig überzeugend und sogar fehlerhaft beurteilte Analyse der vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung untersuchten alternativen Möglichkeiten der Standortbestimmung in Frage stellen;

a. Untersuchte alternative Standorte

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass das geplante Gewerbegebiet wahrscheinlich nicht berücksichtigt worden wäre, wenn die Kriterien, die zur Ausschließung der alternativen Standorte 26, 27, 28 und 30.1 geführt haben, auch auf dieses Gebiet angewandt worden wären;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer feststellt, dass die Größe der enteigneten Landwirtschaftsbetriebe als Kriterium für die Auswahl zwischen den untersuchten Alternativen nicht berücksichtigt worden ist;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer bedauert, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die beiden Alternativen abgelehnt hat, die sich am Abschluss der Informationsversammlungen ergeben hatten, n.l. die Zusammenführung der logistischen Aktivitäten am Standort "Baxter" und die Entwicklung des Gewerbebereichs von Lessines-West;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer bedauert, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die von ihm untersuchte Abgrenzungsvariante aus finanziellen Gründen abgelehnt hat, obwohl ihr Hauptvorteil darin bestand, das neue Gewerbegebiet vom Dorf Ollignies zu entfernen;

In der Erwägung, dass der CRAT ein ungünstiges Gutachten zu der in der Umweltverträglichkeitsprüfung untersuchten Abgrenzungsvariante abgibt; dass er davon ausgeht, dass, obwohl sie es erlaubt, sich vom Dorf Ollignies zu entfernen, sie wenig relevant ist, dies wegen des Bodengefälles und des Umfangs der Infrastrukturarbeiten, die nötig wären, um das Gebiet dort anzusiedeln.

Antwort

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung deutlich gemacht hat, dass die ganzen potentiellen Standorte entweder keine bedeutenden Vorteile im Hinblick auf die Zielsetzungen des Planentwurfs, oder aber grundlegende Begrenzungen aufweisen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die alternativen Standorte nach demselben Verfahren und derselben Thematik wie für das im Planentwurf eingetragene Gebiet untersucht hat; dass nur das Kriterium der Qualität des Ackerbodens in der Phase I im Bereich der landwirtschaftlichen Thematik berücksichtigt worden ist, um die verschiedenen Gebiete miteinander zu vergleichen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung keine Alternativen zum Entwurf der Wallonischen Regierung in anderen Bereichen der wirtschaftlichen Tätigkeit als dem der Logistik zu untersuchen hatte;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung angesichts der Gutachten des CRAT und des CWEDD über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung die Schlussfolgerungen des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung über die Untersuchung der Standortvarianten nicht in Frage stellt;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung darauf hinweist, dass obwohl die Abgrenzungsvariante eine Verringerung der Gefahr von Auswirkungen auf das biologische Umfeld und der Sichtbehinderungen, sowie der Entfernung zwischen dem Gewerbegebiet und den bewohnten Zonen ermöglicht, sie den hauptsächlichsten Auswirkungen des Planentwurfs (n.l. den Verlust von Agrarland und den Bau eines 30 Meter hohen Gebäudes) nicht abhelfen kann;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung darauf hinweist, dass die Abgrenzungsvariante bedeutend mehr Einrichtungsarbeiten und relevanten Verlust an Nutzfläche für die Ansiedlung der Betriebe mit sich bringen wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung in Übereinstimmung mit dem Gutachten des CRAT und im Hinblick auf eine schonende Bodennutzung diese Abgrenzungsvariante nicht in Betracht gezogen hat;

b. Nicht untersuchte alternative Standorte

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer darauf hinweisen, dass der Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung angibt, dass die Suche nach Varianten auf die Gebiete zu beschränken ist, die an eine Ausfahrt der Autobahn E429 angrenzen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer dementsprechend der Ansicht sind, dass der Standort im südwestlichen, auf die Ausfahrt 30 der Autobahn E429 zentrierten Teil hätte untersucht werden müssen;

In der Erwägung, dass diese Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung wegen des Fehlens einer Analyse dieser Variante nicht ganz den Vorschriften des Erlasses der Wallonischen Regierung genügt;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die bereits im Sektorenplan eingetragenen, nicht besetzten oder zu renovierenden Gewerbegebiete nicht berücksichtigt worden sind;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die Standortwahl für Colruyt in Ghislenghien 3 in der Nähe von Waldico aufgrund einer leeren und nicht überzeugenden Argumentation vernachlässigt und abgelehnt worden ist;

In der Erwägung, dass der CWEDD bedauert, dass das Bezugsgebiet durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 auf IDETA-Ost begrenzt worden ist, ohne einen Teil der Gemeinde Ath einzuschließen, dies hauptsächlich was die Analyse der Standortvarianten betrifft.

Antwort

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung es nicht für nötig erachtet hat, das im Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Inhalts der Umweltverträglichkeitsprüfung festgelegte Bezugsgebiet für die Suche nach alternativen Standorten in Frage zu stellen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung darauf hinweist, dass die Abgrenzung des Untergebiets IDÉTA-Ost von der CPDT bestimmt wurde und heute von zahlreichen Akteuren allgemein angenommen wird;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung somit die Suche nach alternativen Standortbestimmungen auf das Gebiet der Gemeinden Lessines, Sily und Enghien beschränkt hat;

In der Erwägung, dass obwohl der CWEDD bedauert, dass das Bezugsgebiet durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 2009 auf IDÉTA-Ost begrenzt worden ist, die Wallonische Regierung darauf hinweist, dass der CWEDD, als er von der Regierung befragt worden war, am 6. April 2009 ein Gutachten über den Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung abgegeben hat; dass in diesem Gutachten das von der Wallonischen Regierung festgelegte Bezugsgebiet für die Suche nach Varianten nicht in Frage gestellt worden ist;

In der Erwägung, dass der Standort im südwestlichen, auf die Ausfahrt 30 der Autobahn E429 zentrierten Teil sich nicht im östlichen IDÉTA Untergebiet, sondern im zentralen Untergebiet befindet; dass dieser alternative Standort also nicht innerhalb des Bezugsgebiets liegt und somit nicht einem der im Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung festgelegten Kriterien genügt, der nach der Konsultierung des CRAT und des CWEDD gültig bestimmt wurde;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ein erschöpfendes Verzeichnis der bestehenden verstärkter Potentialitäten im Bezugsgebiet erstellt hat, um den Schluss zu ziehen, dass der Standort der ehemaligen Streichholzfabrik, der im Erlass, durch den die Revision des Sektorenplans beschlossen wird, bereits erwähnt wird, die einzige interessante Möglichkeit darstellt;

In der Erwägung, dass die geringe Oberfläche dieses Standorts im Hinblick auf die vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung festgelegten Bedürfnisse für die Entwicklung der logistischen Aktivität seine Berücksichtigung ausschloss;

In der Erwägung, dass, was die Nutzung der bestehenden Gewerbegebiete südlich der Autobahn betrifft, die Gebiete, die ähnliche Merkmale mit denjenigen aufweisen, die für die Ansiedlung eines auf den Bereich der Logistik spezialisierten Gewerbeparks nötig sind, bereits für unterschiedliche Aktivitäten besetzt sind, und somit keine freien Flächen für diese Ansiedlung des Letzteren verfügbar sind;

In der Erwägung, dass was den Standort von Ghislenghien 3 betrifft, dieser durch ein am 22. April 2004 abgeschlossenes Verfahren zur Revision des Sektorenplans als industrielles Gewerbegebiet eingetragen wurde;

In der Erwägung, dass eine Erweiterung der sich aus der Beobachtung der Durchführung der südlich der Autobahn befindlichen Gewerbegebiete ergebenden Kritiken auf das geplante industrielle Gewerbegebiet wenig relevant ist;

In der Erwägung, dass Artikel 30 des CWATUPE angibt, dass das gemischte Gewerbegebiet für Handwerk, Dienstleistungen, Vertrieb, Forschung oder Kleinindustrie bestimmt ist; dass Artikel 30bis angibt, dass das industrielle Gewerbegebiet für Tätigkeiten mit industriellem Charakter bestimmt ist, einschließlich der Tätigkeiten, die mit einem Industrieprozess in Bezug auf die Verarbeitung von Roh- oder halbfertigen Stoffen, auf die Verpackung, die Lagerung, Logistik oder den Vertrieb verbunden sind;

In der Erwägung, dass der Wille der Wallonischen Regierung darin besteht, die Entwicklung eines logistischen Parks zu ermöglichen; dass die Zweckbestimmung des Gebiets Ghislenghien 3 als gemischtes Gewerbegebiet die Entwicklung dieser Aktivität offensichtlich nicht ermöglicht;

VIII. Auswirkungen des Planentwurfs**a. Auswirkungen auf Luft und Klima**

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die bedeutenden Unsicherheiten der Umweltverträglichkeitsprüfung im Hinblick auf die globalen CO₂-Emissionen, welche auf 37 000 Tonnen/Jahr veranschlagt werden, hervorheben; dass sie der Ansicht sind, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die Frage der Folgen von Emissionen, die diese Zahlen übertreffen würden, auf die Gesundheit der Anwohner nicht stellt;

In der Erwägung, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung die durch den Verkehr für den Snow Game und die Erweiterung der Steinbrüche erzeugten CO₂-Werte hätte berücksichtigen müssen.

Antwort

In der Erwägung, dass was den CO₂ betrifft, dieses ein Treibhausgas ist, das jedoch nicht als Luftschadstoff angesehen werden muss;

In der Erwägung, dass das CO₂ keine direkten Auswirkungen auf die Gesundheit der Anwohner haben kann; dass die Analyse einer kumulativen Wirkung des CO₂, das durch das geplante industrielle Gewerbegebiet erzeugt wird, mit dem CO₂, das durch naheliegenden Aktivitäten (Snow Game, Steinbrüche, etc.) erzeugt wird, nicht relevant ist;

b. Auswirkungen auf Oberflächen- und Grundwasser

In der Erwägung, dass die Bemerkungen über die Behandlung des Regenwassers von denjenigen über das Abwasser zu unterscheiden sind.

I. Regenwasser

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Gefahr einer Überschwemmung des Dorfes Ollignies unterbewertet ist;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer hervorheben, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung auf die Notwendigkeit für die Unternehmen hingewiesen wird, ihre eigenen Rückhaltebecken zu errichten, und sich darüber Sorgen machen, was geschehen wird, wenn keine Regelung dieser Becken zur Pflicht macht;

In der Erwägung, dass der CWEDD den Vorschlag einer Wasserbewirtschaftung in drei Strömen als günstig betrachtet, und darauf besteht, dass Bemühungen unternommen werden, um das Regenwasser zu benutzen, wobei das etwaige überschüssige Wasser mittels Sickerleitungen und eines stromaufwärts des Wasserlaufs befindlichen Rückhaltebeckens abgeleitet wird (wobei dieser stromabwärts der Hochwassergefahr unterworfen wird);

Antwort

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung Kenntnis von den Befürchtungen der Bevölkerung betreffend die Überschwemmungsgefahr nimmt;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2007/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2007 über die Bewertung und das Management von Hochwasserrisiken durch das Dekret vom 4. Februar 2010 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches verschiedene Bestimmungen in Sachen Wasserpolitik enthält, umgesetzt worden ist;

In der Erwägung, dass dieses Dekret die Grundsätze und den Inhalt des Plans zur Verwaltung der Hochwassergefahr bestimmt, den die Einzugsgebietsbehörde vor dem 22. Dezember 2015 für jedes Wallonische Einzugsgebiet erstellen muss;

In der Erwägung, dass die von den Anwohnern erwähnten Risiken im Rahmen der Verwaltungspläne berücksichtigt sein werden, die im Rahmen des Risiko-Managements für die Hochwassergefahr ausgearbeitet werden müssen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung das Gutachten des CWEDD über die Zweckmäßigkeit der Wiederverwendung des Regenwassers zur Kenntnis nimmt; dass dieser Aspekt jedoch mit der Durchführung des Projekts verbunden ist;

In der Erwägung, dass die Zweckmäßigkeit der Durchführung von Regenwasserzisternen, von Rückhaltebecken und von überschwemmhbaren Sumpfundgründen mit Sickerleitungen mit den Genehmigungen verbunden ist, die vor jeglicher Durchführung des geplanten industriellen Gewerbegebiets gewährt werden; dass die Verträglichkeitsprüfungen, die vor der Erteilung dieser Genehmigungen durchzuführen sind, dieser Problematik des Regenwassers die notwendige Aufmerksamkeit widmen müssen, um den heutigen Haushalt des Bachs, der entlang des geplanten industriellen Gewerbegebiets fließt, nicht zu ändern.

II. Abwasser

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer sich Sorgen darüber machen, was mit dem Abwasser vor der oder in Ermangelung einer Durchführung des Abwasserreinigungsplans nach Zwischeneinzugsgebieten stattfinden wird;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass keine Berechnung nachgewiesen hat, dass die Sammelleitung Ollignies Bois de Lessines richtig dimensioniert ist, um das Abwasser des geplanten Gebiets aufzufangen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer das Fehlen einer Analyse der Auswirkungen der Klärstation bedauern, die gebaut werden müsste, wenn die im Abwasserreinigungsplan nach Zwischeneinzugsgebieten vorgesehenen Sammelleitungen nicht vor der Besetzung des neuen Gewerbegebiets angelegt sind;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung Zweifel über die Qualität des Wassers erörtert werden, anschließend an das Vorhandensein eines verschmutzten Standorts unter dem Fundament der Autobahn; dass die Umweltverträglichkeitsprüfung ihrer Ansicht nach den genauen Umfang dieser Verschmutzung und die etwaigen Folgen auf das Abwasser aus dem geplanten Gewerbegebiet nicht untersucht.

Antwort

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung sich dessen bewusst ist, dass im Stadium der Durchführung des Projekts die Errichtung einer Klärstation auferlegt werden muss, wenn die im Abwasserreinigungsplan nach Zwischeneinzugsgebieten vorgesehenen Sammelleitungen nicht vor der Besetzung des neuen Gewerbegebiets angelegt sind, oder nicht im Stande sind, das Abwasser aus diesem Gebiet aufzufangen;

In der Erwägung, dass, wenn eine Klärstation gebaut werden muss, diese einer Globalgenehmigung und einer vorherigen Bewertung der Auswirkungen unterzogen werden muss; dass die Auswirkungen dieser Station demnach nicht im Stadium der Revision des Sektorenplans zu bewerten sind;

In der Erwägung, dass, was das Vorhandensein eines verschmutzten Standorts unter dem Fundament der Autobahn A8 betrifft, die Umweltverträglichkeitsprüfung angibt, dass es sich dabei um eine Belastung sowohl für die Qualität der naheliegenden Grundwasserschichten, als auch für die Möglichkeit der Installation von Pumpvorrichtungen handelt; dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass diese Belastung bewertet werden muss in dem Falle, wo bestimmte Betriebe Anträge auf Umweltgenehmigungen einreichen würden, um Pumpvorrichtungen innerhalb des geplanten industriellen Gewerbegebiets zu installieren;

In der Erwägung, dass, auch wenn Wasser aus der in der Nähe des verschmutzten Standorts befindlichen Grundwasserleitschicht gepumpt wird, das von dem geplanten industriellen Gewerbegebiet abgeleitete Abwasser die einschlägigen Normen einhalten muss;

In der Erwägung, dass die Einhaltung dieser Normen für die Ableitung es ermöglichen wird, die etwaigen Auswirkungen des verschmutzten Standorts auf das abgeleitete Wasser zu kontrollieren;

c. Boden und Untergrund

In der Erwägung, dass die Beschwerden in Zusammenhang mit dem Boden und dem Untergrund hauptsächlich die Risiken in Verbindung mit der Einebnung der Böden betreffen;

In der Erwägung, dass diese Beschwerden die Unfallgefahren betreffen, z.B. in Verbindung mit dem potentiellen Vorhandensein von Gasleitungen und der Stabilität der naheliegenden Häuser.

Antwort

In der Erwägung, dass die eventuelle Einebnung der Böden im Rahmen der Errichtung des geplanten Gewerbegebiets, und nicht in diesem planerischen Vorstadium zu berücksichtigen ist; dass die mit diesen Arbeiten ggf. verbundenen Risiken im Rahmen der Genehmigungsanträge zu bewerten sind.

d. Fauna und Flora

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass das Inventar der Fauna und Flora nicht vollständig ist, in Anbetracht der Perioden der Bestandsaufnahmen und des Fehlens von nächtlichen Beobachtungen;

Antwort

In der Erwägung, dass weder der CRAT noch der CWEDD die Qualität des durchgeführten Inventars in Frage stellen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung acht unterschiedliche biologische Lebensräume innerhalb des Gebiets identifiziert hat: Kulturen, Wald, Waldblößen, Wiesen, Feuchtgebiete, Brachland, Wege und verstädterte Gebiete; dass es nicht notwendig ist, die Bestandsaufnahmen über das ganze Jahr zu verteilen, um diese Lebensräume zu identifizieren;

In der Erwägung, dass die Kulturen bei weitem den Hauptteil der Flächen des geplanten industriellen Gewerbegebiets darstellen; dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung darauf hinweist, dass die Kulturen der Entwicklung und dem Überleben wilder Flora und Fauna wenig Raum und Chancen überlassen;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung darauf hinweist, dass die Teile des Geländes, die eine interessante biologische Vielfalt aufweisen, sich entlang des Talgrundes konzentrieren, wo ein Bach fließt, der in den Bach "Ligne" mündet; dass das biologische Interesse der Gelände, die vom Vorentwurf zur Revision des Sektorenplanes betroffen sind, auf einen 5 bis 50 m breiten Streifen auf beiden Seiten des bestehenden Baches beschränkt bleibt, wobei die restlichen Flächen hauptsächlich aus Agrarböden ohne besonderes Interesse bestehen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung zum Schutz der interessantesten Lebensräume ihren Willen bestätigt, drei Forstgebiete an der Nordgrenze des geplanten industriellen Gewerbegebiets einzutragen;

e. Gesundheit und Sicherheit

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer hervorheben, dass der Bericht ebenfalls die Möglichkeit von Geruchsbelästigungen oder Staub anführt; dass sie der Ansicht sind, dass das Problem des Staubes noch dadurch verschärft wird, dass das Tätigkeitsgebiet von den Steinbrüchen bis zum Dorf Ollignies verlagert wird; dass sie der Ansicht sind, dass die Auswirkungen des Feinstaubes auf die Gesundheit der Anwohner nicht bewertet wurde;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer betonen, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung auf die Gefahr der Emissionen von Kohlenmonoxid, Stickstoffdioxid, Schwefeldioxid, und Feinstaub für die Fauna und Flora in der unmittelbaren Nähe des geplanten industriellen Gewerbegebiets hinweist, vor allem auf Dauer; dass sie verlangen, dass diese Auswirkungen auf die Gesundheit der Anwohner, die bewirtschafteten Felder und die Qualität der Ernte quantifiziert werden;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer feststellen, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ohne Grund die Hypothese eines schweren Unfalls in dem geplanten industriellen Gewerbegebiet ausgeschlossen hat, und die Folgen eines solchen Unfalls für die Nachbarschaft nicht untersucht hat;

In der Erwägung, dass der CRAT der Ansicht ist, dass die auf die Ansiedlung eines monomodalen logistischen Parks zurückzuführende Luftverschmutzung innerhalb des geplanten industriellen Gewerbegebiets ein Problem ist, das bei der Erteilung der Globalgenehmigung, und nicht im planerischen Vorstadium zu untersuchen ist.

Antwort

In der Erwägung, dass die Regierung dem Gutachten des CRAT zustimmt, was die Tatsache betrifft, dass die auf die Betriebe, die sich im geplanten Gewerbegebiet installieren werden, zurückzuführende Luftverschmutzung ein Thema darstellt, das bei der Erteilung der Globalgenehmigungen zu untersuchen ist;

In der Erwägung, dass in diesen Genehmigungen für jeden Betrieb Normen für die Ableitungen von Abgasen festgelegt werden; dass diese Normen nach der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung festgelegt werden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung sofort ab der Verabschiedung des Planvorentwurfs und auf der Grundlage der von der Interkommunalen IDETA eingereichten Antragsakte sich dafür entschlossen hat, Betriebe auszuschließen, die eine Gefahr von schweren Unfällen im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung mit sich bringen; dass es sich von selbst versteht, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung diese Hypothese nicht untersucht hat.

f. Annehmlichkeit der Lebensbedingungen

In der Erwägung, dass unter der Bezeichnung "Annehmlichkeit der Lebensbedingungen" drei Themen zusammengebracht werden können;

In der Erwägung, dass es sich dabei um die Gerüche, den Lärm und die Sichtqualität handelt.

I. Geruchsbelästigungen

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass das Dorf Ollignies regelmäßig unter Gerüchen zu leiden hat, die vom Gewerbegebiet von Ghislenghien stammen; dass diese Elemente eigentlich der Liste der vorbestehenden Belästigungen hinzugefügt werden müssten;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer Geruchsbelästigungen befürchten, die mit der Errichtung einer Biomethanisierungseinheit oder einer Klärstation innerhalb des geplanten industriellen Gewerbegebiets verbunden sind, und der Ansicht sind, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung durch eine genaue Einschätzung der damit verbundenen Auswirkungen ergänzt werden müsste.

Antwort

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Bemerkungen über die aktuellen Belästigungen für das Dorf Ollignies in Verbindung mit dem bestehenden Gewerbegebiet zur Kenntnis nimmt;

In der Erwägung, dass diese Belästigungen durch die Ansiedlung des geplanten industriellen Gewerbegebiets jedoch nicht geändert werden;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass die logistischen Aktivitäten, die im geplanten industriellen Gewerbegebiet angesiedelt werden sollten, kein Risiko im Bereich der Geruchsbelästigungen mit sich bringen;

In der Erwägung, dass für die eventuelle Errichtung einer Biomethanisierungseinheit oder einer Klärstation Globalgenehmigungen erforderlich sind, die selber erst nach der Durchführung von Umweltverträglichkeitsprüfungen erteilt werden können; dass diese Umweltverträglichkeitsprüfungen u.a. die mit diesen Anlagen verbundenen Geruchsbelästigungen genau untersuchen müssten.

II. Lärmbelästigungen

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Qualität, die Methodologie und die Vollständigkeit der Bewertung der Lärmbelästigungen in Frage stellen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer betonen, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung darauf hingewiesen wird, dass die künftigen Betriebe die bestimmten Grenzwerte für den Lärm strikt einhalten werden müssen, und sich die Frage der Kontrolle des Lärms und der Einhaltung der Grenzwerte stellen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer es bedauern, dass die Mitberücksichtigung der Wohngebäude, die sich in Südwesten des geplanten industriellen Gewerbegebiets befinden, dazu führt, dass Artikel 21 auf sie anwendbar wird, so dass sie vom Anwendungsbereich von Artikel 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe ausgeschlossen werden; dass dies die Einwohner dieser Gebäude benachteiligt, da auf sie weniger günstige Lärmnormen anwendbar sind;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Lärmbelästigungen befürchten, die auf die Zunahme des Verkehrs durch die Ansiedlung des geplanten industriellen Gewerbegebiets zurückzuführen sind;

In der Erwägung, dass sie ebenfalls der Ansicht sind, dass obwohl die Umweltverträglichkeitsprüfung angibt, dass den nächtlichen Lieferungen besondere Aufmerksamkeit zu widmen ist, der Verkehr die bewohnten Abschnitte vermeiden sollte und dass der Komfort der Anwohner zu berücksichtigen ist; dass es keine gesetzliche Bestimmung gibt, aufgrund derer der Nachtverkehr verboten werden kann;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer ein Verzeichnis der verschiedenen praktischen Maßnahmen verlangen, die von der Wallonischen Regierung als alternative Ausgleichsmaßnahmen eingeführt werden könnten, um den Nachtverkehr auf der N57 zu verhindern (wie z.B. Kameras mit Zeitangaben);

In der Erwägung, dass der CRAT der Ansicht ist, dass die auf die Ansiedlung eines monomodalen logistischen Parks zurückzuführenden Auswirkungen (insbesondere was den Lärm angeht) innerhalb des geplanten industriellen Gewerbegebiets ein Problem sind, das bei der Erteilung der Globalgenehmigung, und nicht im planerischen Vorstadium zu untersuchen ist;

In der Erwägung, dass er trotzdem die korrekte und vollständige Analyse des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung im Stadium des Planvorentwurfs sowie seine Empfehlungen schätzt;

In der Erwägung, dass der CRAT dem Erlass vom 6. März 2009 zustimmt, durch den der Vorentwurf des abgeänderten Plans angenommen wird, und der Ansicht ist, dass die Integration dieser Wohngebäude in das geplante industrielle Wohngebiet gerechtfertigt ist.

Antwort

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung sich dem Gutachten des CRAT anschließt über die Qualität und die Vollständigkeit der Analysen der Auswirkungen, die der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung im Stadium des Planvorentwurfs vorgenommen hat;

In der Erwägung, dass was die Wohngebäude entlang der N57 im südwestlichen Teil des Gebiets betrifft, die Wallonische Regierung ihren Willen bestätigt, sie in das geplante industrielle Gewerbegebiet zu integrieren;

In der Erwägung, dass auch wenn diese Mitberücksichtigung dieser Gebäude tatsächlich Folgen betreffend die Lärmnormen hat, die in den allgemeinen Betriebsbedingungen der Betriebe, die auf diese Gelände anwendbar sind, festgelegt werden, die Wallonische Regierung jedoch daran erinnert, dass die Umweltgenehmigungen die besonderen Betriebsbedingungen der Unternehmen bestimmen, und diese strenger als die allgemeinen Bedingungen sein können;

In der Erwägung, dass die Kontrolle der Einhaltung dieser Normen von der Umweltpolizei und den betroffenen Gemeinden durchzuführen ist;

In der Erwägung, dass, was die Lärmbelastigungen durch den Verkehr betrifft, die Wallonische Regierung ihren Willen bestätigt, das Durchqueren des Dorfes Ollignies für manche Fahrzeuge (u.a. LkW's) durch das Anbringen geeigneter Verkehrszeichen zu verbieten, dies sobald die ersten beiden Phasen der Umfahrung von Lessines vollendet sind;

In der Erwägung, dass diese Maßnahme die Problematik des Nachtverkehrs auf den bewohnten Abschnitten der RN57 faktisch löst, insbesondere was das Durchqueren des Dorfes Ollignies und der Stadt Lessines betrifft.

III. Sichtqualität

In der Erwägung, dass zahlreiche Bemerkungen die landschaftlichen Auswirkungen der Errichtung eines 30 m hohen Gebäudes innerhalb des geplanten industriellen Gewerbegebiets betreffen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass eine Analyse der direkten Auswirkungen auf die Sichtqualität für die Anwohner innerhalb eines Radius von 1 000 Metern des Standorts hätte durchgeführt werden sollen;

In der Erwägung, dass bestimmte Anwohner der Ansicht sind, dass man die Auswirkungen auf die Sichtqualität für bestimmte Straßen hätte untersuchen müssen (rue des Déportés, chemin du Grand Denis, rue Mazenque, chaussée Victor Lampe,)

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer eine Erhöhung der Abschirmvorrichtungen, das teilweise Eingraben der höchsten Gebäude, eine größere Entfernung zwischen Letzteren und den Wohngebäuden und eine genaue Bestimmung der Art der einzusetzenden Tarnvorrichtungen beantragen;

In der Erwägung, dass der CRAT die im betreffenden Gebiet bereits bestehenden landschaftlichen Beeinträchtigungen unterstreicht;

In der Erwägung, dass der CRAT einen Abstand von ca. 600 m zwischen den ersten Wohnhäusern in Ollignies und der Nordgrenze des Gebiets feststellt, und dass auf diesem Teil in den Genehmigungsbedingungen Gebäudehöhen auferlegt werden können, die mit denen des Dorfs Ollignies vereinbar sind;

In der Erwägung, dass der CRAT ebenfalls feststellt, dass die Größe der höchsten geplanten Gebäude unterhalb des höchsten Niveaus der Autobahn sein wird;

In der Erwägung, dass der CRAT abschließend feststellt, dass die landschaftlichen Auswirkungen des geplanten Gewerbeplans wegen des Umfangs der dort möglichen Gebäude sehr bedeutend sein könnten; das dies jedoch bei der Erteilung der Globalgenehmigung, und nicht im planerischen Vorstadium zu untersuchen ist;

Antwort

In der Erwägung, dass eine Analyse der Wahrnehmungsfläche des Gebiets vorgenommen worden ist.

In der Erwägung, dass diese Fläche u.a. folgende Straßen umfasst : rue des Déportés, le chemin du Grand Denis, la rue Mazenque, la chaussée Victor Lampe; die von diesen verschiedenen Orten aus Bildaufnahmen gemacht worden sind;

In der Erwägung, dass, was den spezifischen Fall des höheren Gebäudes angeht, die Wallonische Regierung sich dem Gutachten des CRAT anschließt betreffend die Tatsache, dass die Bewertung der landschaftlichen Auswirkungen infolge der Errichtung dieses Gebäudes innerhalb des geplanten industriellen Gewerbegebiets bei der Erteilung der Globalgenehmigung, und nicht im planerischen Vorstadium zu untersuchen ist;

In der Erwägung, dass die Regierung jedoch die Befürchtungen und Bemerkungen der Anwohner und insbesondere die Anregungen für eine bessere Integration der höchsten Gebäude zur Kenntnis nimmt.

g. Materielle Güter und Erbgut

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer sich über die Ausgleichssummen Fragen stellen, die den Anwohnern gewährt würden, deren Güter infolge der Ansiedlung des geplanten industriellen Gewerbegebiets eine Wertminderung aufweisen werden;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer sich Fragen stellen über die Auswirkungen der Änderung des Wohngebiets mit ländlichem Charakter in ein industrielles Gewerbegebiet auf die Renovierung und die künftigen Erweiterungen der bestehenden Wohngebäude.

Antwort

In der Erwägung, dass es in der Gesetzgebung keine Regelung gibt, die es ermöglichen würde, die Anwohner zu entschädigen, weil ihre Immobiliengüter eine Wertminderung aufweisen, die auf eine Änderung der Zweckbestimmung eines Gebiets zurückzuführen ist;

In der Erwägung, dass Artikel 70 des Gesetzbuches jedoch die Bedingungen der Entschädigung festlegt, die die Region ggf. zu zahlen hätte, falls das Bau- oder Parzellierungsverbot aus einem verbindlichen Plan hervorgeht, durch den der Nutzung, die dem Immobiliargut durch den am Tage vor dem Inkrafttreten des besagten Plans geltenden Raumordnungsplan gegeben wird, ein Ende gesetzt wird; dass die Personen, die diesen Bedingungen genügen, ihre Ansprüche werden gelten lassen können;

In der Erwägung, dass in Artikel 111, 1. Absatz des Gesetzbuches Folgendes vorgeschrieben wird: *“Die vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans bestehenden oder die genehmigten Bauten, Einrichtungen oder Gebäude, deren aktuelle oder zukünftige Zweckbestimmung den Vorschriften des Sektorenplans nicht entspricht, können Gegenstand von Umbau-, Vergrößerungs- oder Wiederaufbauarbeiten sein. Die Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze, deren ausschließlichen Energiequelle die Sonne ist, und die diese Bauten, Anlagen oder Gebäude, die sich auf demselben Immobiliengut befinden, direkt versorgen, können zugelassen werden, einschließlich wenn sie getrennt angebracht sind.”*.

h. Mobilität, Verkehrsnetze und Infrastrukturen

I. Mobilität

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die mangelnde Objektivität und Ernsthaftigkeit der Analyse der Auswirkungen im Bereich der Mobilität rügen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer es bedauern, dass die Studien die Zunahme des Verkehrs in Verbindung mit anderen Projekten (Ghislenghien III, Snow Games, Tourismus im Rahmen von Besuchen zum Hôpital Notre-Dame à la Rose, neue Steinbrüche in Lessines, Paradisio-Park.) nicht berücksichtigen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass der Verkehr auf der N57 bereits sehr dicht ist (chaussée Victor Lampe, boulevard René Branquart und boulevard Emile Schevenels) und dass eine weitere Zunahme dieses Verkehrs von den Anwohnern kaum noch getragen werden könnte;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer Unterschiede zwischen den Zahlen der IDETA in der ihrem Antrag beigefügten Basisakte und den Zahlen der Umweltverträglichkeitsprüfung feststellen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer den unsicheren Charakter der Durchführung der Umfahrung von Lessines und deren Unvollständigkeit hervorheben;

In der Erwägung, dass die Flämische Region darauf hinweist, dass es wichtig ist, dass der Verkehr tatsächlich über die E429 (A8), wie in der Umweltverträglichkeitsprüfung geplant, und nicht über die N57 und N42 bis zur E40 stattfindet; dass die Benutzung der N57 und der N42 dem Grundsatz nämlich der rangmäßigen Einstufung des Straßennetzes nach dem Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen entgegensteht;

In der Erwägung, dass die Flämische Region sich dementsprechend Garantien dafür erwünscht, dass der Verkehr von und zu den Betrieben, die sich im geplanten industriellen Gewerbegebiet ansiedeln werden, über die E429 (A8) stattfindet;

In der Erwägung, dass der CRAT feststellt, dass die wichtigste Zunahme des Verkehrs, der auf die Errichtung des geplanten industriellen Gewerbegebiets zurückzuführen ist, auf der Autobahn A8 erwartet wird; dass er feststellt, dass die Auswirkungen auf den Verkehr auf der N57 wegen der Nähe der Ausfahrt 29 beschränkt sein werden;

In der Erwägung, dass der CRAT der Ansicht ist, dass wegen der Nähe der Autobahn und der auf der N57 vorgesehenen Einrichtungen kein parasitärer Verkehr in Verbindung mit dem künftigen Gewerbegebiet mit dem lokalen Verkehrsnetz interferieren wird;

Antwort

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Auswirkungen des Planentwurfs auf den Straßenverkehr in seiner Studie keinesfalls minimiert;

In der Erwägung, dass ebenfalls darauf hinzuweisen ist, dass die vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgenommenen Verkehrsschätzungen mit den Zahlen verglichen wurden, die vom wichtigsten Betrieb, der sich im geplanten industriellen Gewerbegebiet ansiedeln möchte, geliefert worden sind;

In der Erwägung, dass dieser Vergleich eine Bestätigung der Schätzungen des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung ermöglicht hat;

In der Erwägung, dass die Verkehrsschätzungen, die in der dem Antrag der IDETA beigefügten Basisakte stehen, zu den Elementen gehören, auf die die Wallonische Regierung sich bezogen hat, um ihren Beschluss zur Revision des Sektorenplans zu fassen; dass sie unter keinen Umständen mit denjenigen der Umweltverträglichkeitsprüfung zu vergleichen sind, wobei Letztere in vorliegendem Verfahren die einzige gültige Referenzunterlage darstellt;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung der Ansicht ist, dass ein Teil des Verkehrs über die N57 passieren wird, obwohl der durch die Revision des Sektorenplans betroffene Umkreis sich ganz in der Nähe der Autobahnausfahrt befindet;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung daran erinnert, dass die N57 Teil eines Sekundarnetzes ist, das in dem zwischenstädtischen Netz *“Réseau Interurbain”* (RESI) besteht, das hauptsächlich die größeren Ortschaften miteinander verbindet, und den Verkehr zum großräumigen Straßennetz (*“Réseau de Grand Gabarit”*) hinführt;

In der Erwägung, dass er den täglichen Verkehr auf der N57 in der Richtung Gramont auf 184 PkWs und 153 LkWs schätzt; dass es sich also um eine Zunahme des PkW-Verkehrs um 2% und des LkW-Verkehrs um 7% handelt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ihren Willen bestätigt, das Durchqueren des Dorfes Ollignies für manche Fahrzeuge (u.a. LkWs) durch das Anbringen geeigneter Verkehrszeichen zu verbieten, dies sobald die ersten beiden Phasen der Umfahrung von Lessines vollendet sind;

In der Erwägung, dass diese Maßnahme die Problematik des LkW-Verkehrs auf der Chaussée Victor Lampe und dem Teil des boulevard René Branquart südlich des Kreisverkehrs boulevard René Branquart-chemin de Papignies löst;

In der Erwägung, dass die Durchführung der dritten Phase der Umfahrung die Problematik des LkW-Verkehrs auf dem nördlichen Teil des boulevard René Branquart und auf dem Teil des boulevard Emile Schevenels zwischen dem boulevard René Branquart und dem Kreisverkehr der chaussée de Renaix lösen wird;

In der Erwägung, dass die vierte und letzte Phase der Umfahrung im Sektorenplan eingetragen ist; dass deren Durchführung die Problematik des Verkehrs auf dem nördlichen Teil des boulevard Emile Schevenels lösen könnte; dass deren Durchführung jedoch noch nicht geplant ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass, was den Wunsch der Flämischen Region angeht, die Rolle von Straßen wie der N57 und N42 darin besteht, die größeren Ortschaften miteinander zu verbinden, und den Verkehr zum Autobahnnetz hinzuführen;

In der Erwägung, dass es nicht der Wallonischen Regierung obliegt, die Benutzung der Regionalstraßen in der Flämischen Region zu regeln; dass es wohl aber der Flämischen Region obliegt, die Benutzung dieser Straßen zu regeln und sie ggf. für bestimmte Kategorien von Fahrzeugen zu verbieten.

II. Standort der Kreuzung auf der N57

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer auf die Empfehlung des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung hinweisen, den Kreisverkehr näher in Richtung des Dorfes Ollignies zu verlagern, und dabei als Argument die Gefahr einer Sättigung der Kreisverkehre in der Nähe der Autobahn und den Vorteil, dass dieser Kreisverkehr eine Art Tor zum Dorf darstellen wird, vorbringen;

In der Erwägung, dass diese Beschwerdeführer diese "Tor"-Wirkung positiv einschätzen, sich jedoch Fragen stellen, was den Lärm betrifft, der auf diese Einrichtung zurückzuführen wäre;

In der Erwägung, dass der CRAT sich den Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung anschließt, und es als zweckmäßig erachtet, einen Kreisverkehr nahe der Nordwestspitze des Standorts einzurichten; dass er feststellt, dass diese Lage eine Art Tor zum Dorf Ollignies bilden und eine Verringerung der Geschwindigkeit mit sich bringen wird.

Antwort

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Bemerkungen der Beschwerdeführer und das Gutachten des CRAT über die Lokalisierung der Vorrichtung zur Einfügung des internen Straßennetzes des geplanten industriellen Gewerbegebiets in das bestehende Straßennetz zur Kenntnis nimmt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ihren bei der vorläufigen Verabschiedung des Planentwurfs bereits geäußerten Willen, über die Standortbestimmung dieser Vorrichtung keine Stellung nehmen zu wollen, nochmals bestätigt; dass diese Problematik in der Tat nicht im Stadium eines Sektorenplans behandelt werden muss.

I. Aktivitäten

I. Landwirtschaftliche Tätigkeiten

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerden die Auswirkungen des geplanten industriellen Gewerbegebiets auf die landwirtschaftlichen Aktivitäten betreffen, insbesondere was die Flurbereinigung, die Bodengebundenheit, die Rechte auf die Betriebsprämie, den Rentabilitätsverlust, die Enteignungen, die geographische Zerstreung der Parzellen und die Gefährdung der Lebensfähigkeit einiger Betriebe betrifft;

In Erwägung des günstigen Gutachtens des CWEDD *"unter dem Vorbehalt, dass das Überleben der 3 bedrohten landwirtschaftlichen Betriebe garantiert ist"*;

In der Erwägung, dass der CRAT feststellt, dass die Eintragung des geplanten Gewerbegebiets 7 Betriebe betrifft; dass die betreffenden Flächen (30,3 Ha) zu mehr als 90% aus Böden mit einem hohen landwirtschaftlichen Wert bestehen, während die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen nur 58% solcher Böden umfassen, und die Eintragung von nur 16,5 Ha landwirtschaftlicher Gebiete betreffen;

In der Erwägung, dass der CRAT jedoch darauf hinweist, dass *"(...) in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. März 2009 zur Verabschiedung des Planvorentwurfs angegeben wird, dass das Vorhaben unterschiedliche Auswirkungen auf die landwirtschaftlichen Tätigkeiten haben wird (nach der Umweltverträglichkeitsprüfung zwischen 1,07% und 18,5% der Gesamtfläche jedes betroffenen landwirtschaftlichen Betriebs), und dass es erforderlich ist, eine Bilanz der Interessen zwischen der Entwicklung der Wallonischen Landwirtschaft und der Schaffung von Arbeitsstellen in anderen Bereichen wie dem der Logistik vorzunehmen. Die Auswirkungen des Vorhabens auf die landwirtschaftliche Tätigkeit ist unter Berücksichtigung der nützlichen landwirtschaftlichen Fläche des Bezugsgebiets, der Anzahl geschaffener Arbeitsstellen und des wirtschaftlichen Aufschwungs, den das Gewerbegebiet durch seinen Standort herbeiführen wird, zu untersuchen"*.

Antwort

In der Erwägung, dass die von den Beschwerdeführern in Frage gestellte Thematik der Auswirkungen auf die landwirtschaftlichen Aktivitäten, insbesondere was die Flurbereinigung, die Bodengebundenheit, die Rechte auf die Betriebsprämie, den Rentabilitätsverlust, die Enteignungen, und geographische Zerstreung der Parzellen vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung untersucht worden sind;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung empfiehlt, die betroffenen Landwirte zu begleiten, wenn sie Schritte bei den regionalen Behörden unternehmen müssen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung sich der Folgen für die landwirtschaftliche Tätigkeit bewusst ist, und dass sie sich den zu treffenden und vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Maßnahmen zur Begrenzung der negativen Folgen anschließt;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung nach dem Beispiel des Studienbeauftragten feststellt, dass *« () der Verlust der Ackerflächen unvermeidbar, endgültig und nicht reduzierbar ist »*; dass es demnach nicht relevant erscheint, Überwachungsindikatoren vorzuschlagen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung bereits in den Erlassen vom 6. März 2009 und 11. Februar 2010 der Auffassung war: *« dass auch wenn der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans die landwirtschaftliche Tätigkeit beeinträchtigt, die Wallonische Regierung der Auffassung ist, dass sie aufgrund des Interessenausgleichs zwischen der Entwicklung der wallonischen Landwirtschaft und der Arbeitsbeschaffung in anderen Sektoren die von ihr gewählte Option bestätigen kann, den bestehenden, für die wirtschaftliche Tätigkeit bestimmten Schwerpunkt durch eine neue, auf die logistische Tätigkeit ausgerichtete Komponente auf einer auf die Bedürfnisse des Bezugsgebiets beschränkten Fläche zu verstärken »*; dass sie auf diesem Weg beharrt;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung in seinen Schlussfolgerungen bezüglich der Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit angibt, dass *« (...) Verluste von mehr als 10% der Betriebsfläche ihre Lebensfähigkeit zu schwächen drohen »*;

In der Erwägung, dass die eigentliche Flurbereinigung in der Neuverteilung der Ländereien besteht mit dem Ziel einer vernünftigeren und rentableren Nutzung landwirtschaftlicher Güter; dass die Flurbereinigung somit nicht auf den Schutz der landwirtschaftlichen Funktion vor anderen Nutzungen des Geländes abzielt; dass die flurbereinigten Ländereien in der Tat nicht einem besonderen Schutz unterworfen sind, bis auf das Vorkaufsrecht der Wallonischen Region.

II. Andere Tätigkeiten

In der Erwägung, dass Beschwerdeführer bedauern, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung die Auswirkungen der geplanten Einrichtung eines industriellen Gewerbegebiets auf den innerhalb des Revisionsumkreises gelegenen Friseursalon nicht analysiert wurde.

Antwort

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung das Vorhandensein dieses Friseursalons in dem Kapitel hervorhebt, das sich auf die gegenwärtig in dem von der Revision des Sektorenplans betroffenen Umkreis verzeichneten wirtschaftlichen Tätigkeiten bezieht.

IX. Zusätzliche Vorschriften

In der Erwägung, dass der « CWEDD » (« Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung)) darauf besteht, dass die vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen städtebaulichen und umweltbezogenen Optionen durch die Eintragung zusätzlicher Vorschriften im Sektorenplan auferlegt werden.

Antwort

In der Erwägung, dass die zahlreichen, von dem Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung geäußerten Empfehlungen zur Verbesserung der Umweltbilanz des geplanten Gewerbegebiets nicht in den Rahmen einer zusätzlichen Vorschrift im Sinne des Artikels 46 des CWATUP fallen; dass sie demnach nicht als solche im Sektorenplan eingetragen werden können;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung selber zu einem ähnlichen Schluss kommt und vorschlägt dass:

- die für die Einrichtung des neuen Gewerbegebiets empfohlenen Maßnahmen für die Erstellung durch den Betreiber der Anerkennungsakte berücksichtigt werden;
- die für die Gestaltung der Parzellen und den Bau der Gebäude empfohlenen Maßnahmen im schriftlichen Kaufvertrag der Grundstücke vertraglich festgelegt werden. Es wäre interessant, diese Maßnahmen in einer Charta schriftlich niederzulegen, die den Investitionskandidaten übermittelt werden könnte.
- die mit der umweltbezogenen Leistung der Unternehmen verbundenen Maßnahmen im Stadium der Globalgenehmigung vor der Betriebsniederlassung untersucht werden.
- der Bewirtschafter eine regelmäßige umweltbezogene Überwachung des neuen Gewerbegebiets gewährleistet. In derselben Weise wäre es wünschenswert, einen « Unternehmensclub » zu bilden, durch den die Erfahrungsaustausche und Bewirtschaftungssynergien in Bezug auf den Umweltschutz gefördert würden;.

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung den Schlussfolgerungen des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung anschließt.

X. Ausgleich

a. Raumplanerische Ausgleichsmaßnahmen

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer die Wahl der Wallonischen Regierung anfechten, was die Lokalisierung der in Betracht gezogenen Gebiete und deren neuen Zweckbestimmungen betrifft;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass es Alternativen zu den von der Regierung vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen gibt;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die von der Wallonischen Regierung beschlossenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen nicht ernsthaft untersucht worden sind und hinsichtlich der Fläche nicht ausreichend sind;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer den Mangel an Objektivität des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung anfechten;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer den wenig überzeugenden, sogar lückenhaften Charakter der Schlussfolgerungen des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogenen Gebiete und der von ihm selbst vorgeschlagenen und analysierten Alternativen hervorheben;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer hervorhebt, dass die von der Wallonischen Regierung in Betracht gezogenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen, was die Fläche betrifft, auf dem Gebiet der Gemeinde Ath verhältnismäßig bedeutender sind als diejenigen der Gemeinde Lessines, wo das neue Gewerbegebiet angesiedelt wird;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Stadt Lessines über Gebiete für konzentrierte kommunale Raumplanung verfügt, die mehr für eine landwirtschaftliche Zweckbestimmung geeignet sind als diejenigen, die von der Wallonischen Regierung vorgeschlagen werden;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer insbesondere die Wahl der Wallonischen Regierung, einen Teil des im Sektorenplan in Deux Acren eingetragenen Gebiets für konzentrierte kommunale Raumplanung und einen Teil des im Sektorenplan entlang dem boulevard René Branquart eingetragenen Gebiets für konzentrierte kommunale Raumplanung im Rahmen der raumplanerische Ausgleichsmaßnahme in ein Agrargebiet umzuändern, anfechten;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer Irrtümer in der Umweltverträglichkeitsprüfung, was die Beschreibung des Standorts Nr. 3 betrifft, hervorhebt;

In der Erwägung, dass der CWEDD und manche Beschwerdeführer vorschlagen, die Umänderung des in Rebaix gelegenen gemischten Gewerbegebiets in ein Agrargebiet, die die Wallonische Regierung bei der Verabschiedung des Planentwurfs nicht in Betracht gezogen hat, den raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen hinzuzufügen;

In der Erwägung, dass der CRAT sein günstiges Gutachten über jede der von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen abgegeben hat, wobei er gleichzeitig bedauert, dass die Tatsache, die geplante Eintragung des industriellen Gewerbegebiets durch eine Vielzahl von sehr lokalen Mikro-Gebieten auszugleichen, sich nur schwer in den Rahmen einer Globalanalyse des Gebiets einfügen lässt.

Antwort

In der Erwägung, dass die sowohl raumplanerischen, als auch alternativen Ausgleichsmaßnahmen von der Wallonischen Regierung vorgeschlagen werden; dass die von der IDETA der Grundakte beigefügten Vorschläge keinen zwingenden Wert haben;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung die Wahl der von ihr vorgeschlagenen Gebiete im Erlass vom 6. März 2009, durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans angenommen wird, ausgiebig begründet hat, nachdem sie die Zielsetzungen ihrer Politik in Sachen Raumordnung mit ihrer Analyse der bestehenden Lage, und insbesondere der Nutzung der Böden der betroffenen Gebiete, konfrontiert hat;

In der Erwägung, dass die von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung nach Untersuchung mehrerer Alternativen nach einem streng identischen Schema analysiert und bestätigt worden sind;

In der Erwägung, dass die Beschwerdeführer keine Argumente vorbringen, die nicht bereits von dem Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung berücksichtigt worden sind, insbesondere wenn sie zu beweisen gedenken, dass das in Deux Acren gelegene Gebiet für konzentrierte kommunale Raumordnung die gleichen Eigenschaften und die gleichen Vorzüge hinsichtlich der Verstädterung vorweist wie das mehr nördlich gelegene Gebiet für konzentrierte kommunale Raumordnung, das die Wallonische Regierung infolge der Schlussfolgerungen des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung aufgegeben hat;

In der Erwägung, dass hervorzuheben ist, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung nach den Alternativen zu den von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen in der Umgebung des geplanten Gewerbegebiets gesucht hat, damit eine deutlichere Verbindung zwischen den raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen und den Anwohnern, die diesem Gebiet am meisten ausgesetzt sind, hergestellt wird;

In der Erwägung, dass diese Option der Vorschrift des Artikels 46, § 1, Absatz 2, 3° des Gesetzbuches entspricht und zur Zurückweisung der Vorschläge führt, die manche Beschwerdeführer vorgebracht haben, die sich außerhalb der im Planentwurf eingetragenen Gebiete im Verhältnis zu dem geplanten Gewerbegebiet, insbesondere in dem in Deux Acren gelegenen Teil des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung, dessen Planentwurf die Zweckbestimmung nicht ändert, befinden;

In der Erwägung, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung nach der Analyse zweier Alternativen zur Schlussfolgerung gekommen ist, dass keine näher an dem von der Revision des Sektorenplans betroffenen Umkreis liegende Alternative zu den von der Wallonischen Regierung vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen besteht, und dass er die Letzteren validiert hat;

In der Erwägung, dass zu unterstreichen ist, dass der CRAT ebenfalls die Vorschläge der Wallonischen Regierung validiert hat;

In der Erwägung, dass demnach kein Anlass besteht, den Vorschlägen mancher Beschwerdeführer diesbezüglich Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass die Beschreibung des Standorts der Ausgleichsmaßnahme Nr. 3 tatsächlich der Wirklichkeit entspricht; dass die von dem Beschwerdeführer hervorgehobene Konfusion von der vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung verwendeten Beschreibungsmethode herrühren könnte;

In der Erwägung, dass durch die vorschriftsmäßigen Bestimmungen der Ausgleich der Eintragung eines neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets durch die Umwandlung von zur Verstädterung bestimmten Gebieten in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete auferlegt wird; dass es demzufolge ein Irrtum ist, zu meinen, dass die Wallonische Regierung sich darum bemühen muss, das bestehende landwirtschaftliche Potenzial des Gebiets, das sie für die wirtschaftliche Tätigkeit zu bestimmen gedenkt, mittels der Gebiete, die sie als nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete einzutragen vorschlägt, wiederherzustellen;

In der Erwägung, dass die Zweckbestimmung der Letzteren unter Berücksichtigung der bestehenden Lage festgelegt wurde, was die Wallonische Regierung dazu geführt hat, sich in manchen Fällen für eine andere Zweckbestimmung als diejenige eines Agrargebiets zu entscheiden;

In der Erwägung, dass es richtig ist, dass die von der Wallonischen Regierung in dem von ihr am 11. Februar 2010 genehmigten Planentwurf in Betracht gezogenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen, was die Fläche betrifft, auf dem Gebiet der Gemeinde Ath verhältnismäßig bedeutender sind als diejenigen der Gemeinde Lessines; dass dies darauf zurückzuführen ist, dass der ursprünglich in Deux Acren vorgeschlagene Ausgleichsstandort aufgegeben worden ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung zusätzliche alternative Ausgleichsmaßnahmen beschlossen hat, und zwar die Vorrichtungen für eine nachhaltige Zugänglichkeit des geplanten Gewerbegebiets auf die Einrichtung einer ununterbrochenen Fahrradstrecke, die sie als alternative Ausgleichsmaßnahme auferlegt hat, auszudehnen; dass sich diese Option auf die Ergebnisse der Umweltverträglichkeitsprüfung stützt und die Verbesserung der sanften Mobilität in der Umgebung des geplanten industriellen Gewerbegebiets anstrebt;

In der Erwägung, dass es ebenfalls ein Irrtum ist, zu meinen, dass die Wallonische Regierung sich darauf beschränkt hätte, das zur Verstädterung bestimmte Gebiet, dessen Eintragung in den Sektorenplan sie geplant hat, allein durch die Änderung der Zweckbestimmung von bestehenden Gebieten für konzertierte kommunale Raumplanung ausgleichen zu wollen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung ebenfalls daran erinnern möchte, dass die Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung, die sie in nicht zur Verstädterung bestimmte Gebiete umzuwandeln vorschlägt, nicht durchgeführt werden;

In der Erwägung, dass die Initiative der Erstellung des Städtebau- und Umweltberichts dieser Gebiete dem Gemeinderat obliegt; dass der Gemeinderat von Lessines zu keinem Zeitpunkt des Verfahrens die Wallonische Regierung davon in Kenntnis gesetzt hat, jegliche Initiative in diesem Sinne getroffen zu haben;

In der Erwägung, dass in Ermangelung eines ordnungsgemäß genehmigten Städtebau- und Umweltberichts die betroffenen Eigentümer sich nicht auf den «verstädterbaren» Charakter dieser Gebiete berufen können; dass die Wallonische Regierung jedoch zu verstehen geben gedenkt, dass die Untersuchung der Parzellenstruktur des Teils des in Deux Acren gelegenen Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung, dessen Zweckbestimmung als Agrargebiet und Forstgebiet sie zu ändern wünscht, zeigt, dass die meistens mit der Frontseite zu der «route Industrielle» und der «rue de l'Armistice» gelegenen Parzellen an ihrer hinteren Seite ihre gegenwärtige Zweckbestimmung im Sektorenplan auf eine Tiefe von etwa 50 m beibehalten, wodurch der Standpunkt der Beschwerdeführer, was den Minderwert auf erbrechtlicher Ebene betrifft, den sie zu erleiden vorgeben, differenziert werden kann;

In der Erwägung, dass die Vorschläge bezüglich des in Rebaix gelegenen gemischten Gewerbegebiets durch kein Argument unterstützt werden, auf das nicht eine Antwort im Erlass der Wallonischen Regierung, in dem der Planentwurf vorläufig genehmigt worden ist, zu finden wäre;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demnach nicht vorhat, die Option zu ändern, was die Erhaltung des in Rebaix gelegenen gemischten Gewerbegebiets betrifft;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschließt, aus diesen Gründen die von ihr vorgeschlagenen raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen aufrechtzuerhalten.

b. Alternative Ausgleichsmaßnahmen

I. Im Bereich der Mobilität

- die Busverbindung des Pols «Orientis» ab den Bahnhöfen von Ath, Silly und Lessines

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die Durchführbarkeit und Zweckmäßigkeit der Ausgleichsmaßnahme «Busverbindung» in Frage stellen;

In der Erwägung, dass sie der Ansicht sind, dass die Busverbindung tatsächlich nicht für die Schichtarbeit, so wie diese innerhalb des geplanten industriellen Gewerbegebiets ausgeübt werden sollte, angemessen ist;

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die von der Wallonischen Regierung beschlossene alternative Ausgleichsmaßnahme deutlich festgelegt werden und grundlegend sein muss;

In der Erwägung, dass der CRAT ein zurückhaltendes Gutachten über das Projekt einer Busverbindung des geplanten industriellen Gewerbegebiets ab den Bahnhöfen von Ath, Silly und Lessines abgegeben hat;

In der Erwägung, dass er der Ansicht ist, dass diese Maßnahme allein getroffen wahrscheinlich die Verhaltensweisen nicht ändern wird; dass die Schaffung von Busverbindungen, auch wenn es sich um eine notwendige Bedingung handelt, nicht unmittelbar zur Verlagerung des individuellen Verkehrs auf öffentliche Verkehrsmittel führen wird;

In der Erwägung, dass der CRAT insbesondere hervorhebt, dass die Fahrzeit mit Bus im Verhältnis zum Auto wenig kompetenzfähig ist und dass die Fahrpläne den Zeitplänen der Arbeitnehmer wenig angepasst sind;

In der Erwägung, dass der CRAT sich folglich die Frage stellt, ob die Durchführung dieser alternativen Ausgleichsmaßnahme möglich ist; dass er der Ansicht ist, dass die Mobilität der Arbeitnehmer berücksichtigt werden muss, dass jedoch der Anlass besteht, eine der Situation und der Art des geplanten Gewerbegebiets angepasste Lösung zu finden; eine Lösung, die eventuell in Phasen vorgesehen wird und von den gesamten, von der Mobilität in dem Bezugsgebiet betroffenen Akteuren getragen wird.

Antwort

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung von den über die alternative Ausgleichsmaßnahme, die in der Einsetzung einer Busverbindung des Pols «Orientis» besteht, geäußerten Bemerkungen und Beobachtungen Kenntnis genommen hat;

In der Erwägung, dass sie den Standpunkt des CRAT über die Zweckmäßigkeit teilt, eine Lösung zu suchen, die einerseits entweder der Art des geplanten Gewerbegebiets und dem Ort angepasst ist, oder von den gesamten betroffenen Akteuren getragen wird;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass es angebracht wäre, die Verlagerung des individuellen Verkehrs auf öffentliche Verkehrsmittel zu unterstützen, indem verschiedene Initiativen innerhalb der Unternehmen selbst entwickelt werden;

In der Erwägung, dass infolge einer Konzertierung mit den verschiedenen Akteuren ersichtlich wird, dass die beste Lösung zur Erzielung des Ziels der Maximierung der Verkehrsverlagerung für die Arbeitnehmer des geplanten industriellen Gewerbegebiets die Einsetzung eines mehrbetrieblichen kollektiven Mobilitätsverwaltungssystems ist;

In der Erwägung, dass dieses Mobilitätsverwaltungssystem Alternativen zum Privatauto fördern und in die Wege leiten, und demzufolge die Zugänglichkeit der Arbeitnehmer und der Arbeitsuchenden zum geplanten industriellen Gewerbegebiet fördern und eine positive Auswirkung auf die Umgebung haben muss;

In der Erwägung, dass die durch dieses Verwaltungssystem auszuführenden Aktionen zum Beispiel in der Einsetzung einer Pendelbusverbindung des Pols «Orientis» ab den Bahnhöfen von Ath, Silly und Lessines, jedoch ebenfalls in einer Mitfahrzentrale, in der Zurverfügungstellung von Fahrrädern und Fahrrädern mit Trethilfe oder in jeder anderen Aktion zur Förderung der Zugänglichkeit der Arbeitnehmer durch Alternativen zum Privatauto bestehen könnten;

In der Erwägung, dass sich diese Aktionen im Laufe der Zeit je nach dem Bedarf, des Profils der in diesem Gebiet ansässig werdenden Unternehmen, der technologischen Entwicklung und der Verhaltensweisen usw. weiterentwickeln können;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung, um sich der Wirksamkeit des Funktionierens dieses Verwaltungssystems und seiner Finanzierung zu vergewissern, jedem sich im Gebiet niederlassenden Unternehmen die Pflicht auferlegt, sich in dieses mehrbetriebliche kollektive Mobilitätsverwaltungssystem einzufügen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung demzufolge die alternative Ausgleichsmaßnahme, die in der Einsetzung einer Busverbindung des Pols «Orientis» ab den Bahnhöfen von Ath, Silly und Lessines besteht, abändert; dass sie an deren Stelle eine alternative Ausgleichsmaßnahme annimmt, die in der Einsetzung eines mehrbetrieblichen kollektiven Mobilitätsverwaltungssystems besteht;

In der Erwägung, dass durch die Einsetzung dieses Verwaltungssystems folgende Modalitäten eingehalten werden: *«Jedes sich in dem Gebiet niederlassende Unternehmen ist verpflichtet, dieses System zu organisieren und die gesamten Einnahmen zu verwenden, um die Alternativen zum Privatauto zu fördern und in die Wege zu leiten, und demzufolge die Zugänglichkeit der Arbeitnehmer und der Arbeitsuchenden zum Gewerbegebiet zu fördern und eine positive Auswirkung auf die Umgebung zu haben.»*

Es handelt sich zum Beispiel um die Einsetzung einer Mitfahrzentrale, einer Pendelbusverbindung des Pols «Orientis» ab den Bahnhöfen von Ath, Silly und Lessines, die Zurverfügungstellung von Fahrrädern und Fahrrädern mit Trethilfe,».

- die Einrichtung einer Fahrradstrecke mit eigener Fahrspur innerhalb des Gewerbegebiets von Ghislenghien IV

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer der Ansicht ist, dass die von der Wallonischen Regierung beschlossene alternative Ausgleichsmaßnahme unzureichend ist, wenn sie nicht in einem vollständigen Angebot auf Ebene der Gebietseinheit mit einbezogen ist;

In der Erwägung, dass der CRAT ein günstiges Gutachten über die Einrichtung als alternative Ausgleichsmaßnahme einer Fahrradstrecke mit eigener Fahrspur innerhalb des geplanten industriellen Gewerbegebiets zwischen der nördlichen Grenze des Gewerbegebiets von Ghislenghien IV und dem Kreisverkehr an der Ausfahrt der Autobahn A8 im Süden abgibt; dass er der Ansicht ist, dass das Projekt zur Erweiterung des Fahrradwegs sachdienlich ist.

Antwort

In der Erwägung, dass beiderseits der N57 eine Fahrradstrecke vorhanden ist;

In der Erwägung, dass die von der Wallonischen Regierung beschlossene alternative Ausgleichsmaßnahme zum Zweck hat, die Einbeziehung des geplanten individuellen Gewerbegebiets in das bestehende Netz sicherzustellen; dass es hingegen unvernünftig ist, die Bildung eines vollständigen Angebots auf Ebene der Gebietseinheit aufzuerlegen, um sie als zureichend zu betrachten;

In der Erwägung, dass sich die Wallonische Regierung dem Gutachten des CRAT anschließt und diese Ausgleichsmaßnahme bestätigt;

II. Im Bereich der Energie

- der Verbrauch von mindestens der Hälfte des Energiebedarfs, außer für die Personen- und Güterbeförderung, der im Umkreis des neuen Gewerbegebiets ansässigen Unternehmen mittels erneuerbarer Energien

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer die anekdotische Auswirkung dieser Ausgleichsmaßnahme im Verhältnis zu den gesamten, vom geplanten industriellen Gewerbegebiet verursachten CO₂-Emissionen unterstreichen;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer diese Ausgleichsmaßnahme mit der Einrichtung des Windparks ELSA oder einer Biogasgewinnungseinheit am Standort verbinden;

In der Erwägung, dass bestimmte Beschwerdeführer der Ansicht sind, dass die Auswirkungen auf die Umwelt der Ausrüstungen, die in dem geplanten industriellen Gewerbegebiet oder in dessen Nähe errichtet werden könnten, um mit der von der Wallonischen Regierung beschlossenen Ausgleichsmaßnahme übereinzustimmen, nicht ernsthaft analysiert werden;

In der Erwägung, dass der CRAT ein günstiges Gutachten über das Projekt des Verbrauchs von mindestens der Hälfte des sowohl privaten als auch öffentlichen Energiebedarfs des geplanten industriellen Gewerbegebiets mittels erneuerbarer Energien abgegeben hat.

Antwort

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung daran erinnert, dass sie die Wahl getroffen hat, diese Ausgleichsmaßnahme bei der vorläufigen Verabschiedung des Entwurfs zur Revision des Sektorenplans zu ändern, um eher eine Verpflichtung zu Ergebnissen als zu Mitteln aufzuerlegen;

In der Erwägung, dass diese Änderung, die unter anderem darin besteht, den Verbrauch und eher noch die Erzeugung von erneuerbarer Energie zu erreichen zu suchen, zum Ziel hatte, die Beachtung der alternativen Ausgleichsmaßnahme nicht von der Errichtung einer einzelnen Ausrüstung abhängig werden zu lassen;

In der Erwägung, dass die Beschwerden über den Windpark ELSA oder über eine eventuelle Biomethanisierungseinheit nicht Gegenstand der vorliegenden Revision des Sektorenplans sind;

In der Erwägung, dass sich die Wallonische Regierung, die sich auf das Gutachten des CRAT stützt, die Zweckmäßigkeit dieser Ausgleichsmaßnahme bestätigt;

In der Erwägung, dass der Wortlaut der Letzteren jedoch zweideutig ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung es für sinnvoll erachtet, diese neu zu formulieren, ohne deren Optionen zu ändern;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung als alternative Ausgleichsmaßnahme auferlegt, dass sich der Anteil erneuerbarer Energien, wie beispielsweise die Wind- oder Sonnenenergie oder die Biomasse, im Energieverbrauch der im Umkreis des Gewerbegebiets ansässigen Unternehmen, außer für die Personen- und Güterbeförderung, auf mindestens 50% beläuft.

III. Im Bereich konkreter Maßnahmen

In der Erwägung, dass ein Beschwerdeführer beantragt, dass die Einrichtung von Lärmschutzwänden oder jeglicher anderen Vorrichtung, durch die der Geräuschpegel des Verkehrs der Autobahn A8 wirksam verringert werden kann, als alternative Ausgleichsmaßnahme auferlegt wird.

Antwort

In der Erwägung, dass aus der Umweltverträglichkeitsprüfung hervorgeht, dass der Beitrag des geplanten industriellen Gewerbegebiets an der Zunahme des Lärms in dem untersuchten Teils des Gebiets nicht bedeutend genug ist, um die Auferlegung einer alternativen Ausgleichsmaßnahme konkreter Art, wie sie von dem Beschwerdeführer im Rahmen der vorliegenden Revision des Sektorenplans beantragt wird, zu rechtfertigen;

In der Erwägung, dass die Geräuschpegel der großen Infrastrukturen gegenwärtig Gegenstand einer Bewertung im Rahmen der Europäischen Richtlinie 2002/49/EG über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm sind und anschließend Gegenstand globaler Dämpfungsmaßnahmen je nach den Schlussfolgerungen dieser Bewertung sein werden;

In der Erwägung, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Mai 2004 über die Bewertung und Bekämpfung von Umgebungslärm, durch den die Europäische Richtlinie 2002/49/EG umgesetzt wird, nach der Erstellung einer Lärmkarte die schrittweise Durchführung von Aktionsplänen auf der Grundlage der Ergebnisse der Letzteren vorgesehen ist, um den Umgebungslärm so weit erforderlich und insbesondere in Fällen, in denen das Ausmaß der Belastung gesundheitsschädliche Auswirkungen haben kann, zu verhindern und zu mindern und die Umweltqualität in den Fällen zu erhalten, in denen sie zufriedenstellend ist;

In der Erwägung, dass im Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. September 2007 zur Abgrenzung der Ballungsräume und Infrastrukturen, für die Lärmkarten erstellt werden, festgelegt wurde, dass für die Teilstrecke der E429-A8 zwischen Flandern und der Ausfahrt Nr. 29 in Lessines eine Lärmkarte erstellt wird;

In der Erwägung, dass diese Karte durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. März 2009 zur Festlegung der strategischen Lärmkarten der Hauptverkehrsstraßen mit einem Verkehrsaufkommen von über 6 Millionen Kraftfahrzeugen pro Jahr verabschiedet wurde; dass die Durchführung der Aktionsplänen auf der Grundlage dieser Karte zur Einsetzung globaler Dämpfungsmaßnahmen führen werden;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschließt, dieser Beschwerde nicht Folge zu leisten;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verabschiedet endgültig die Revision des Sektorenplans Ath-Lessines-Enghien (Karten 38/2, 38/3 und 38/6) gemäß der dem vorliegenden Erlass als Anlage beigefügten Karte zwecks der Eintragung:

- eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Ath und Lessines;
- eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet von Ath;
- dreier Forstgebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines;

und als raumplanerische Ausgleichsmaßnahme :

- eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
- eines Forstgebiets mit einem Umkreis von landschaftlichem Interesse auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
- zweier Grüngebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
- eines Grüngebiets mit einem Umkreis von landschaftlichem Interesse auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
- zweier Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines;
- eines Forstgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines;
- eines Grüngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines.

Art. 2 - Die Wallonische Regierung auferlegt als alternative Ausgleichsmaßnahme:

a. im Bereich der Mobilität:

- die Einsetzung eines mehrbetrieblichen kollektiven Mobilitätsverwaltungssystems gemäß den folgenden Modalitäten:

Jedes sich in dem Gebiet niederlassende Unternehmen ist verpflichtet, sich in das mehrbetriebliche kollektive Mobilitätsverwaltungssystem einzufügen.

Der Betreiber ist verpflichtet, dieses System zu organisieren und die gesamten Einnahmen zu verwenden, um die Alternativen zum Privatauto zu fördern und in die Wege zu leiten, und demzufolge die Zugänglichkeit der Arbeitnehmer und der Arbeitssuchenden zum Gewerbegebiet zu fördern und eine positive Auswirkung auf die Umgebung zu haben. Es handelt sich zum Beispiel um die Einsetzung einer Mitfahrzentrale, einer Pendelbusverbindung des Pols «Orientis» ab den Bahnhöfen von Ath, Silly und Lessines, die Zurverfügungstellung von Fahrrädern und Fahrrädern mit Trethilfe,...;

b. die Einrichtung einer Fahrradstrecke mit eigener Fahrspur innerhalb des Gewerbegebiets von Ghislenghien IV, zwischen der nördlichen Grenze des Gebiets und dem Kreisverkehr an der Ausfahrt der Autobahn A8 im Süden; die Finanzierung wird vom Verwalter des zukünftigen Gewerbegebiets übernommen; - im Bereich der Energie muss sich der Anteil erneuerbarer Energien, wie beispielsweise die Wind- oder Sonnenenergie oder die Biomasse, im Energieendverbrauch der im Umkreis des Gewerbegebiets ansässigen Unternehmen, außer für die Personen- und Güterbeförderung, auf mindestens 50% belaufen.

Art. 3 - Die nachstehende Zusatzvorschrift (gekennzeichnet «*S.37») ist auf das im durch den vorliegenden Erlass in den Plan eingetragene industrielle Gewerbegebiet anwendbar: «Das industrielle Gewerbegebiet ist für die logistischen Aktivitäten bestimmt, die hauptsächlich dem Straßenverkehr gewidmet sind. Dort werden die Unternehmen zugelassen, die ihnen zugehören».

Art. 4 - Eine archäologische Bewertung dieses neuen Gewerbegebiets wird vor der Durchführung Gebiets durchgeführt. Der Zeitplan der Arbeiten betreffend die archäologische Bewertung wird je nach der Verfügbarkeit der betroffenen Gelände im Einvernehmen zwischen dem Betreiber des zukünftigen Gewerbegebiets und der Direktion der Archäologie der Wallonischen Region festgelegt.

Art. 5 - Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage 1: Umwelterklärung

Umwelterklärung über die endgültige Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Ath-Lessines-Enghien zur Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Ath (Ghislenghien) und Lessines (Ollignies)

I. Einleitung

Die vorliegende Umwelterklärung ist aufgrund des Artikels 44, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie (nachstehend das Gesetzbuch genannt) erforderlich.

Sie wird dem Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Ath-Lessines-Enghien (Karten 38/2, 38/3 und 38/6) zur Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Ath (Ghislenghien) und Lessines (Ollignies) beigelegt. Sie wird gleichzeitig mit dem besagten Erlass im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

In vorliegender Umwelterklärung wird zusammengefasst, auf welche Weise die umweltbezogenen Erwägungen in die Revision des Sektorenplans einbezogen worden sind, und wie die Umweltverträglichkeitsprüfung, die Gutachten, die geäußerten Beschwerden und Bemerkungen berücksichtigt worden sind. Auch wird zusammengefasst, aus welchen Gründen die eine oder andere Wahl in der Revision des Sektorenplans unter Berücksichtigung der anderen, in Aussicht genommenen vernünftigen Lösungen getroffen wurde.

Da davon ausgegangen wird, dass die vorliegende Umwelterklärung zusammenfassenden Charakter hat, wird für Einzelheiten auf den Text des Erlasses der Wallonischen Regierung verwiesen.

Der Lesbarkeit halber wird die Umwelterklärung in drei Kapitel aufgeteilt: das erste befasst sich mit dem Gegenstand der Revision des Sektorenplans, das zweite mit der Chronologie der Revision des Sektorenplans und das dritte mit den Umwelterwägungen.

II. Gegenstand der Revision des Sektorenplans

Die Revision des Sektorenplans wurde dem in den Artikeln 42 bis 44 des Gesetzbuches vorgesehenen Verfahren unterzogen.

Im Hinblick auf die Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Ath (Ghislenghien) und Lessines (Ollignies) bezieht sich die Revision des Sektorenplans auf die Eintragung :

- eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Ath und Lessines;
 - eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
 - dreier Forstgebiete auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines;
- und als raumplanerische Ausgleichsmaßnahme :
- eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
 - eines Forstgebiets mit einem Umkreis von landschaftlichem Interesse auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
 - zweier Grüngebiete eines auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
 - eines Grüngebiets mit einem Umkreis von landschaftlichem Interesse auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
 - zweier Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Ath;
 - eines Forstgebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines;
 - eines Grüngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines.

Die nachstehende Zusatzvorschrift (gekennzeichnet «*S.37») ist auf das im durch den vorliegenden Erlass in den Plan eingetragene industrielle Gewerbegebiet anwendbar: «Das industrielle Gewerbegebiet ist für die logistischen Aktivitäten bestimmt, die hauptsächlich dem Straßenverkehr gewidmet sind. Dort werden die Unternehmen zugelassen, die ihnen zugehören».

Außerdem auferlegt die Wallonische Regierung drei alternative Ausgleichsmaßnahmen:

- im Bereich der Mobilität:

— die Einsetzung eines mehrbetrieblichen kollektiven Mobilitätsverwaltungssystems gemäß den folgenden Modalitäten:

Jedes sich in dem Gebiet niederlassende Unternehmen ist verpflichtet, sich in das mehrbetriebliche kollektive Mobilitätsverwaltungssystem einzufügen.

Der Betreiber ist verpflichtet, dieses System zu organisieren und die gesamten Einnahmen zu verwenden, um die Alternativen zum Privatauto zu fördern und in die Wege zu leiten, und demzufolge die Zugänglichkeit der Arbeitnehmer und der Arbeitsuchenden zum Gewerbegebiet zu fördern und eine positive Auswirkung auf die Umgebung zu haben; Es handelt sich zum Beispiel um die Einsetzung einer Mitfahrzentrale, einer Pendelbusverbindung des Pols «Orientis» ab den Bahnhöfen von Ath, Silly und Lessines, die Zurverfügungstellung von Fahrrädern und Fahrrädern mit Trethilfe, ;

— die Einrichtung einer Fahrradstrecke mit eigener Fahrspur innerhalb des Gewerbegebiets von Ghislenghien IV, zwischen der nördlichen Grenze des Gebiets und dem Kreisverkehr an der Ausfahrt der Autobahn A8 im Süden; die Finanzierung wird vom Verwalter des zukünftigen Gewerbegebiets übernommen;

- im Bereich der Energie muss sich der Anteil erneuerbarer Energien, wie beispielsweise die Wind- oder Sonnenenergie oder die Biomasse, im Energieendverbrauch der im Umkreis des Gewerbegebiets ansässigen Unternehmen, außer für die Personen- und Güterbeförderung, auf mindestens 50% belaufen;

III. Chronologie der Revision des Sektorenplans

Am 19. Januar 2009 hat die Interkommunale "intercommunale de développement du Tournaisis" (IDETA) der Wallonischen Regierung in Anwendung des Artikels 42bis des Gesetzbuches einen Antrag übermittelt, der sich auf die Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Ath und Lessines bezieht.

Bevor der Antrag an die Wallonische Regierung gesandt wurde, wurde er gemäß den Artikeln D.29-5 und D.29-6 des Buches 1 des Umweltgesetzbuches zusammen mit der Akte der Öffentlichkeit zur Information zur Verfügung gestellt. Die Versammlungen zur Information der Öffentlichkeit haben am 3. November 2008 in Ath und am 12. November 2008 in Lessines stattgefunden.

Durch Erlass vom 6. September 2009 hat die Wallonische Regierung beschlossen, den Sektorenplan Ath-Lessines-Engghien (Karten 38/2, 38/3 und 38/6) einer Revision zu unterziehen und hat den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Ath (Ghislenghien) und Lessines (Ollignies) verabschiedet. Durch denselben Beschluss hat sie ebenfalls den Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung verabschiedet.

Durch Erlass vom 30. April 2009 hat die Wallonische Regierung beschlossen, eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchführen zu lassen.

Gemäß Artikel 42bis des Gesetzbuches hat der Antragsteller das zugelassene Planungsbüro GRETEC ausgewählt, um die Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Vorentwurfs zur Revision des Sektorenplans Ath-Lessines-Engghien durchzuführen, und seine Wahl der Wallonischen Regierung per Schreiben zugestellt, das am 18. Mai 2009 bei Letzteren eingegangen ist.

Durch Erlass vom 11. Februar 2010 hat die Wallonische Regierung den Entwurf zur Revision des Sektorenplans Ath-Lessines-Engghien (Karten 38/2, 38/3 und 38/6) vorläufig verabschiedet zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Ath (Ghislenghien) und Lessines (Ollignies) verabschiedet.

Der Entwurf zur Revision des Sektorenplans wurde vom 15. März 2010 bis zum 28. April 2010 in den Gemeinden Ath und Lessines einer öffentlichen Untersuchung, sowie dem Gutachten der Flämischen Region unterzogen.

Die von dem Herrn Minister Philippe Muyters vertretene Flämische Region hat ihr Gutachten am 23. April 2010 übermittelt.

Der Gemeinderat von Ath hat am 11. Mai 2010 ein günstiges Gutachten abgegeben.

Der Gemeinderat von Lessines hat am 7. Juni 2010 ein günstiges Gutachten abgegeben.

Über die Umweltrelevanz des Entwurfs vom 23. August 2010 hat der CWEDD ein bedingt günstiges Gutachten abgegeben. Dieses hat das Bezugszeichen CWEDD/10/AV.1203.

Der CRAT hat am 10. September 2010 ein günstiges Gutachten abgegeben. Dieses hat das Bezugszeichen 10/CRAT-A.926-AN.

IV. Umwelterwägungen

Die vorliegende Erklärung bezieht sich lediglich auf die Umwelterwägungen, für die in dem einen oder anderen Stadium des oben vorgestellten Verfahrens zur Revision des Sektorenplans eine - positive oder negative - Auswirkung identifiziert wurde. In der Erklärung wird zusammengefasst, inwiefern der vorliegende Erlass zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans diese Erwägungen berücksichtigt hat, wobei für die Einzelheiten auf den Text des Erlasses und auf das Gutachten des CRAT verwiesen wird.

Die Umweltbereiche, die infolge der Durchführung der vorliegenden Revision des Sektorenplans auf ihre bedeutenden Auswirkungen auf die Umwelt untersucht werden können, sind die Luft, das Klima, die Gewässer, der Boden und Unterboden, die Fauna und Flora, die Gesundheit und Sicherheit, die Annehmlichkeit der Lebensbedingungen, die materiellen Güter und Erbgut, die Mobilität, die Netze und Infrastrukturen und Tätigkeiten.

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist außerdem der Ansicht, dass die hauptsächlichen Auswirkungen der Revision des Sektorenplans die landwirtschaftliche Tätigkeit, die Landschaft, die Mobilität, das archäologische Erbe, die Luft und das Klima betreffen.

1. Luft und Klima

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der Ansicht, dass die Verwirklichung des neuen Gewerbegebiets aufgrund der Einrichtungsarbeiten des Standorts, des mit den Tätigkeiten der Unternehmen oder der Beförderung des Personals verbundenen Transports und der mit den Unternehmen selbst verbundenen Ausstöße in die Atmosphäre unvermeidlich Auswirkungen auf die Qualität der Luft haben wird.

Durch eine vereinfachte Kohlenstoffbilanz des neuen Gewerbegebiets kann festgestellt werden, dass die CO₂-Emissionen weitgehend auf den Transport, insbesondere auf die Lastwagenfracht zurückzuführen sein werden. Die Ansiedlung eines monomodalen logistischen Parks für Straßen ist die Erklärung für den überwiegenden Anteil der Lastwagenfracht in den Auswirkungen auf die Luft und das Klima. Wenn diese Ansiedlung im Stadium der Revision des Sektorenplans auch nur schwer reduziert werden kann, ist es von großer Bedeutung, sich zu vergewissern, dass sich die Unternehmen, aufgrund deren Eigenschaften ein Gütertransport ermöglicht werden kann, der nachhaltiger ist als der Straßentransport, in multimodalen logistischen Parks ansiedeln. Zu diesem Zweck hat die Wallonische Regierung beschlossen, die nachstehende Zusatzvorschrift auf das neue Gewerbegebiet anzuwenden: «Das industrielle Gewerbegebiet ist für die logistischen Aktivitäten bestimmt, die hauptsächlich dem Straßenverkehr gewidmet sind. Dort werden die Unternehmen zugelassen, die ihnen zugehören».

Um die mit der Beförderung des Personals verbundenen Ausstöße in die Atmosphäre zu verringern, hat die Wallonische Regierung außerdem zwei alternative Ausgleichsmaßnahmen im Bereich der Mobilität auferlegt, um die Verlagerung eines Teils des Verkehrs Wohnsitz-Arbeitsplatz auf die öffentlichen Verkehrsmittel oder auf sanfte Verkehrsmittel zu fördern.

Was schließlich die mit den Unternehmen selbst verbundenen Ausstöße in die Atmosphäre betrifft, hat die Wallonische Regierung beschlossen, als alternative Ausgleichsmaßnahme aufzuerlegen, dass sich der Anteil erneuerbarer Energien im Energieendverbrauch der im Umkreis des Gewerbegebiets ansässigen Unternehmen, außer für die Personen- und Güterbeförderung, auf mindestens 50% beläuft. Es ist ebenfalls daran zu erinnern, dass diese Ausstöße Normen unterliegen, die bei der Ausstellung der Globalgenehmigungen festgelegt werden.

2. Wasser

In dem der Basisakte beigefügten Vorschlag eines Vorentwurfs wird festgelegt, dass:

- die Bewirtschaftung des Wassers des neuen Gewerbegebiets im Stadium des Betriebs auf einem dreifachen Trennsystem basiert;
- das Regenwasser aus der Versickerung des Straßennetzes mittels eines Entschlammers- Kohlenwasserstoffabscheiders behandelt wird, bevor es in einen Regenauffangbecken gelangt;
- das Regenwasser aus den privaten Parzellen über ein Netz von Gräben und überschwemmbar Sumpfründen aufgefangen wird, um - was den westlichen Teil des Gebiets betrifft - den Regenauffangbecken und - was den östlichen Teil des Gebiets betrifft - den Bach zu erreichen, dessen Ufer derart gestaltet werden, dass sie das Zurückhalten des Wassers sichern;
- das häusliche Abwasser den zukünftigen, im Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet der Dender (PASH) eingetragenen Sammelleitungen zugeführt wird, mittels deren es der Sammelleitung der Dender und anschließend der Klärstation von Lessines zugeführt werden kann.

Die Auswirkungen auf das Wasser können demnach in zwei Kategorien aufgeteilt werden : die auf die Bewirtschaftung des Regenwassers und die auf die Ableitungen des Abwassers zurückzuführenden Auswirkungen.

a. Regenwasser

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der Ansicht, dass wenn die Einrichtung eines Rückhaltebeckens in Anbetracht des geringen Umfangs des bestehenden Baches durchaus zweckmäßig ist, diese durch für jedes Unternehmen spezifische Vorrichtungen ergänzt werden muss. Die Unternehmen werden durch diese Tatsache, ihr Regenwasser bewirtschaften zu müssen, dazu angereizt, diese Ressource auszunutzen.

Bei der öffentlichen Untersuchung haben bestimmte Beschwerdeführer ihre Sorge geäußert, dass das Dorf Ollignies überschwemmt werden könnte, insbesondere wenn keine für die Unternehmen spezifische Maßnahme getroffen wird.

Die Regierung hat von diesen Befürchtungen der Anwohner bezüglich der Überschwemmungsgefahren Kenntnis genommen. Sie erinnert daran, dass in dem Dekret vom 4. Februar 2010, durch das die Richtlinie 2007/60/EG über die Bewertung und das Management von Hochwasserrisiken umgesetzt wird, die Grundsätze und der Inhalt des Hochwasserrisikomanagementplans, der bis zum 22. Dezember 2015 von der Einzugsgebietsbehörde für jedes wallonische Einzugsgebiet erstellt werden muss, bestimmt werden.

Die von den Anwohnern erwähnten Risiken werden im Rahmen der Managementpläne berücksichtigt, die im Rahmen des Managements von Hochwasserrisiken ausgearbeitet werden müssen.

In seinem Gutachten betrachtet der CWEDD den Vorschlag einer Wasserbewirtschaftung in drei Strömen als günstig. Er besteht darauf, dass Bemühungen unternommen werden, um das Regenwasser zu benutzen, wobei das etwaige überschüssige Wasser mittels Sickerleitungen und eines stromaufwärts des Wasserlaufs befindlichen Rückhaltebeckens abgeleitet wird (wobei dieser stromabwärts der Hochwassergefahr unterworfen wird).

Die Wallonische Regierung nimmt das Gutachten des CWEDD über die Zweckmäßigkeit der Wiederverwendung des Regenwassers zur Kenntnis, erinnert jedoch daran, dass dieser Aspekt mit der Durchführung des Projekts verbunden ist. Die Zweckmäßigkeit der Durchführung von Regenwasserzisternen, von Rückhaltebecken und von überschwemmbar Sumpfründen mit Sickerleitungen ist in der Tat mit den Genehmigungen verbunden, die vor jeglicher Durchführung des geplanten industriellen Gewerbegebiets gewährt werden.

Sie wünscht jedoch, dass die Verträglichkeitsprüfungen, die vor der Erteilung dieser Genehmigungen durchzuführen sind, dieser Problematik des Regenwassers die notwendige Aufmerksamkeit widmen, um den heutigen Haushalt des Baches, der entlang des geplanten industriellen Gewerbegebiets fließt, nicht zu ändern.

b. Abwasser

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung erläutert, dass die im PASH vorgesehenen Sammelleitungen vor der Besetzung des neuen Gewerbegebiets unter Gefahr bedeutender Auswirkungen auf das Oberflächenwasser angelegt werden müssen. Demnach empfiehlt sie, dass eine Klärstation eigens für das neue Gewerbegebiet eingerichtet wird, deren Kapazität sie auf etwa 500 Einwohnergleichwerte (EGW) einschätzt, wenn die im PASH vorgesehenen Sammelleitungen nicht vor der Verwirklichung eingerichtet wurden.

Bei der öffentlichen Untersuchung wurde die Frage der möglichen Umweltfolgen, wenn die im PASH vorgesehenen Sammelleitungen nicht vor der Besetzung des neuen Gebiets angelegt wurden, aufgeworfen.

Als Antwort auf diese Besorgnis bestätigt die Regierung, dass sie sich der Notwendigkeit bewusst ist, die Einrichtung einer Klärstation am Standort aufzuerlegen, wenn die im PASH vorgesehenen Sammelleitungen nicht vor der Besetzung des neuen Gebiets angelegt wurden oder nicht im Stande waren, das Abwasser aus dem geplanten Gebiet aufzufangen.

Diese Frage wird jedoch angesichts des Entwicklungsstands des PASH gelöst werden müssen, wenn die ersten Genehmigungen für die Einrichtung des Gebiets eingereicht werden.

3. Boden und Untergrund

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung stellt keine bedeutenden Auswirkungen auf den Boden und den Untergrund fest, mit Ausnahme des Verlusts einer Bodenfläche von großem landwirtschaftlichem Wert.

Die Regierung hat die auf die Eintragung des neuen industriellen Gewerbegebiets zurückzuführende Zunahme der verdästerbaren Fläche um 30,46 ha durch die Umwandlung von 21,18 ha zur Verdästerung bestimmten Gebieten in nicht für die Verdästerung bestimmte Gebiete raumplanerisch ausgeglichen.

Bei der öffentlichen Untersuchung haben bestimmte Beschwerdeführer ihre Sorge über die mit Erdarbeiten verbundenen Risiken geäußert, was die Stabilität des Bodens betrifft.

Die Erdarbeiten müssen Gegenstand einer vorherigen Genehmigung sein. Das Problem der mit diesen Erdarbeiten verbundenen Stabilität der Böden wird demnach zum Zeitpunkt der Ausstellung der Genehmigungen behandelt.

4. Fauna und Flora

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der Ansicht, dass das neue Gewerbegebiet zur Verstärkung von Ackerflächen ohne besonderen biologischen Interesses führen wird. Er ist jedoch der Meinung, dass die Einrichtung des neuen Gewerbegebiets Auswirkungen auf bestimmte einzelne, unter dem biologischen Aspekt interessantere Elemente haben könnte.

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung weist darauf hin, dass die Teile des Geländes, die eine interessante biologische Vielfalt aufweisen, sich entlang des Talgrundes konzentrieren, wo ein Bach fließt, der in den Bach "Ligne" mündet. Das biologische Interesse der Gelände, die vom Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans betroffen sind, bleibt auf einen 5 bis 50 m breiten Streifen auf beiden Seiten des bestehenden Baches beschränkt.

Die Wallonische Regierung hat beschlossen, zum Schutz der interessantesten Lebensräume drei Forstgebiete an der Nordgrenze des geplanten industriellen Gewerbegebiets einzutragen.

Außerdem bringen die von der Wallonischen Regierung festgelegten raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen laut dem Urheber der Verträglichkeitsprüfung einen Mehrwert unter dem Aspekt der Artenvielfalt ein. Die Erhaltung der Standorte Nr. 3 (entlang der Dender in Lessines) und Nr. 6 (in Arbre) stellt seiner Ansicht nach den wichtigsten Vorteil der Ausgleichsmaßnahme auf biologischer Ebene dar.

5. Gesundheit und Sicherheit

Was die Gesundheit und Sicherheit betrifft, stellt der Urheber der Verträglichkeitsprüfung hauptsächlich ein Risiko hinsichtlich der Verkehrssicherheit für die Verkehrsteilnehmer von sanften Verkehrsmitteln entlang der N57 fest.

Die Regierung ist der Ansicht, dass sie diesen Auswirkungen entgegenkommt, indem sie als alternative Ausgleichsmaßnahme die Einrichtung einer Fahrradstrecke mit eigener Fahrspur innerhalb des Gewerbegebiets von Ghislenghien IV, zwischen der nördlichen Grenze des Gebiets und dem Kreisverkehr an der Ausfahrt der Autobahn A8 im Süden auferlegt.

Manche Beschwerdeführer sorgen sich ebenfalls um die Auswirkungen der Einrichtung des Parks auf die Luftverschmutzung und die Gesundheit der Anwohner.

Wie der CRAT in seinem Gutachten darauf hingewiesen hat, fallen diese auf die Ansiedlung eines monomodalen logistischen Parks innerhalb des industriellen Gewerbegebiets zurückzuführenden Auswirkungen in den Bereich der Globalgenehmigung und nicht des planerischen Vorstadiums.

Die Wallonische Regierung schließt sich in diesem Punkt dem Gutachten des CRAT an und erinnert daran, dass in den Globalgenehmigungen, die ausgestellt werden, nach der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung für jedes Unternehmen die Normen für die Ableitungen von Abgasen festgelegt werden.

6. Annehmlichkeit der Lebensbedingungen

a. Geruchsbelästigungen

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der Ansicht, dass die logistischen Aktivitäten, die in dem neuen Gewerbegebiet angesiedelt werden sollten, kein Risiko im Bereich der Geruchsbelästigungen mit sich bringen.

Im Laufe der öffentlichen Untersuchung haben bestimmte Beschwerdeführer Geruchsbelästigungen befürchtet, die mit der Errichtung einer eventuellen Biomethanisierungseinheit oder einer Klärstation verbunden sind.

Die Regierung schließt sich dem Gutachten des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung an und erinnert daran, dass die eventuellen Errichtungen einer Biomethanisierungseinheit oder einer Klärstation am Standort dem Erhalt von Globalgenehmigungen unterliegen, die selber vorherigen Umweltverträglichkeitsprüfungen zu unterziehen sind.

Sie äußert jedoch den Wunsch, dass im Falle der Einreichung von Anträgen die Umweltverträglichkeitsprüfungen, die vor der Erteilung dieser Genehmigungen durchzuführen sind, dieser Problematik der Geruchsbelästigungen die notwendige Aufmerksamkeit widmen.

b. Lärmbelästigungen

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der Ansicht, dass angesichts der gegenwärtigen Lärmbelästigungen das neue Gewerbegebiet keine in den naheliegenden bewohnten Gebieten vernehmbaren Lärmstärken nach sich zieht, unter der Voraussetzung, dass die künftigen Unternehmen die für die eingestufteten Betriebe bestimmten Grenzwerte für den Lärm strikt einhalten und der Straßenverkehr mit den in diesem Stadium durchführbaren Einschätzungen vergleichbar bleibt.

Manche Beschwerdeführer haben jedoch hervorgehoben, dass die Änderung des Wohngebiets mit ländlichem Charakter in ein industrielles Gewerbegebiet die durch die im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten allgemeinen Betriebsbedingungen festgelegten Normen für den Lärm ändern würden.

In seinem Gutachten ist der CRAT der Ansicht, dass die auf die Ansiedlung eines monomodalen logistischen Parks zurückzuführenden Auswirkungen (insbesondere was den Lärm angeht) innerhalb des geplanten industriellen Gewerbegebiets bei der Erteilung der Globalgenehmigung, und nicht im planerischen Vorstadium zu untersuchen sind.

Die Regierung schließt sich dem Gutachten des CRAT an und erinnert daran, dass wenn die Integration des Wohngebiets mit ländlichem Charakter auch tatsächlich Auswirkungen auf die durch die allgemeinen Betriebsbedingungen festgelegten und auf diese Gelände anwendbaren Normen für den Lärm hat, in den Umweltgenehmigungen besondere Betriebsbedingungen der Unternehmen bestimmt werden, die strenger als die allgemeinen Bedingungen sein können.

Diese Empfehlung fällt nicht in den Bereich des Sektorenplans im Sinne des Artikels 23 des Gesetzbuches; die Regierung vertritt jedoch im Erlass den Standpunkt, dass sie bei der Untersuchung der Umweltgenehmigungen berücksichtigt werden muss.

Was die Auswirkungen der von dem neuen industriellen Gewerbegebiet verursachten Zunahme des Verkehrs auf den Lärm betrifft, sind diese eng mit der Problematik der Mobilität verbunden und finden dieselben Antworten wie die Letztere.

c. Sichtqualität

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der Ansicht, dass die Auswirkungen des neuen Gewerbegebiets auf die Landschaft wegen des Umfangs der dort möglichen Gebäude, von denen das höchste eine Höhe von dreißig Metern erreichen könnte, sehr bedeutend sein werden. Die in dem der Basisakte beigefügten Vorschlag eines Vorentwurfs geplanten Abschirmvorrichtungen werden keine Auswirkung des neuen Gewerbegebiets auf die Landschaft vermeiden können, auch wenn in manchen Richtungen nur die letzten Meter von Bauten noch sichtbar wären.

Er ist ebenfalls der Ansicht, dass die durch die Ebnung der Parzellen erforderlichen Änderungen des Bodenreliefs das Entstehen von Böschungen nach sich ziehen werden, deren Auswirkungen auf die Landschaft nicht unbedeutend sein werden.

Viele Beschwerdeführer befürchten die Auswirkungen der Errichtung eines dreißig Meter hohen Gebäudes auf die Landschaft und beantragen, dass die geplanten Abschirmvorrichtungen erhöht werden, ein Teil der höchsten Gebäude eingegraben und die Art der einzurichtenden Tarnvorrichtungen genauestens vorgeschrieben wird.

In seinem Gutachten stellt der CRAT fest, dass die Auswirkungen auf die Landschaft wegen des Umfangs der dort möglichen Gebäude sehr bedeutend sein werden, ist aber der Ansicht, dass diese Erwägung jedoch bei der Erteilung der Globalgenehmigung, und nicht im planerischen Vorstadium zu untersuchen ist.

Die Wallonische Regierung schließt sich dem Gutachten des CRAT an, äußert jedoch den Wunsch, dass in der Umweltverträglichkeitsprüfung, die vor der Errichtung eines Gebäudes von dieser Größe durchzuführen ist, die Möglichkeit vorgesehen wird, dessen Höhe herabzusetzen, insbesondere indem es teilweise eingegraben wird, und seiner landschaftlichen Integrierung die notwendige Aufmerksamkeit gewidmet wird.

7. Materielle Güter und Erbgut

Die östlich der N57 gelegenen Wohnhäuser werden in den von der Revision des Sektorenplans betroffenen Umkreis eingetragen und dem industriellen Gewerbegebiet zugeteilt.

Bestimmte Beschwerdeführer stellen sich Fragen über die Ausgleichssummen, die den Anwohnern gewährt würden, deren Güter infolge der Ansiedlung des geplanten industriellen Gewerbegebiets eine Wertminderung aufweisen würden, und über die Auswirkungen der Änderung des Wohngebiets mit ländlichem Charakter in ein industrielles Gewerbegebiet auf die Renovierung und die künftigen Erweiterungen der bestehenden Wohngebäude.

In diesem Punkt erinnert die Wallonische Regierung daran, dass in der Gesetzgebung nichts vorgesehen ist, durch das die Anwohner, die eine eventuelle, auf die Auswirkungen der Änderung der Zweckbestimmung eines Gebiets zurückzuführende Wertminderung ihres Gebäudes einzubüßen hätten, entschädigt werden könnten, außer was die in Artikel 70 des Gesetzbuches festgelegten Bedingungen betrifft.

Sie erinnert schließlich daran, dass laut Artikel 111 des Gesetzbuches « *Die vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans bestehenden oder die genehmigten Bauten, Einrichtungen oder Gebäude, deren aktuelle oder zukünftige Zweckbestimmung den Vorschriften des Sektorenplans nicht entspricht, Gegenstand von Umbau-, Vergrößerungs- oder Wiederaufbauarbeiten sein können. Die Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze, deren ausschließlichen Energiequelle die Sonne ist, und die diese Bauten, Anlagen oder Gebäude, die sich auf demselben Immobiliengut befinden, direkt versorgen, können zugelassen werden, einschließlich wenn sie getrennt angebracht sind.* »

Was das Erbgut betrifft, ist der Urheber der Verträglichkeitsprüfung der Ansicht, dass das neue Gewerbegebiet Auswirkungen auf die «Chapelle de la Vierge» und sechs bemerkenswerte Bäume haben könnte, die sich im süd-östlichen Winkel des von der Revision des Sektorenplans betroffenen Umkreises befinden, und dass die innerhalb der südlich gelegenen zwei Drittel des neuen Gebiets stattfindenden Arbeiten zur Änderung des Bodenreliefs eine potenzielle archäologische Stätte stark beeinträchtigen könnten.

Der Ansicht der Regierung nach müssen die später ausgestellten Genehmigungen ermöglichen, die Auswirkungen auf die «Chapelle de la Vierge» und die sechs sich in deren Nähe befindenden bemerkenswerte Bäume unter Kontrolle zu haben.

Was die Auswirkungen des neuen Gewerbegebiets auf die potenzielle archäologische Stätte betrifft, hat die Wallonische Regierung bei der Verabschiedung des vorläufigen Entwurfs beschlossen, dass vor der Ausstellung des oder der Genehmigungen bezüglich der Ausstattung des neuen Gewerbegebiets dessen archäologische Bewertung vorgenommen werden muss. Durch diese Bewertung können die zukünftigen Bewohner des Gebiets unter anderem von den Schwierigkeiten verschont bleiben, die mit zufälligen Entdeckungen zusammenhängen könnten, die im Laufe der Durchführung einer Genehmigung gemacht würden.

8. Mobilität, Verkehrsnetze und Infrastrukturen

a. Mobilität

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der Ansicht, dass sich der durch das neue Gewerbegebiet verursachte Verkehrsstrom für die Lastwagen auf etwa 750 Bewegungen pro Tag und für die Personenkraftwagen auf 2 000 Bewegungen pro Tag beläuft, dass sich der Lastwagenverkehr auf den ganzen Tag verteilen müsste und dass der Verkehr in Anbetracht der Verteilung des voraussichtlichen, aus dem neuen Gewerbegebiet kommenden Verkehrsstroms in allen Richtungen zunehmen wird.

Er weist jedoch darauf hin, dass die wichtigsten Verkehrszunahmen die RN57 betreffen werden, insbesondere zwischen der Zufahrt zum neuen Gewerbegebiet und der Autobahn. Er ist jedoch der Ansicht, dass die Kapazität des Netzes ausreicht, um diese Verkehrszunahme aufzunehmen.

Er weist außerdem darauf hin, dass falls die westliche Umgehung von Lessines und das neue Gewerbegebiet durchgeführt werden, der Verkehr auf der Teilstrecke der RN57 zwischen dem neuen Gewerbegebiet und der Autobahn A8 nur noch 80 bis 85% des gegenwärtigen Verkehrs darstellen wird.

In ihrem Gutachten weist die Flämische Region darauf hin, dass es wichtig ist, dass der Verkehr, wie in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgesehen, wirklich über die E429 (A8) und nicht über die N57 und die N42 bis zur E40 führt. Ihrer Ansicht nach würde die Benutzung der N57 und der N42 in der Tat im Gegensatz zu den Grundsätzen der rangmäßigen Einstufung der Straßennetze des «Ruimtelijk Structuurplan Vlanderen» stehen und sie äußert ihren Wunsch, dass die notwendigen Garantien gegeben werden, damit der von den Unternehmen, die sich in dem geplanten industriellen Gewerbegebiet ansiedeln werden, verursachte Verkehr über die E429 (A8) führt.

Ihrerseits befürchten die Beschwerdeführer die Zunahme des Verkehrs auf der N57 in Richtung Norden, insbesondere die Durchfahrt des Dorfes Ollignies und der Stadt Lessines.

Die Wallonische Regierung erinnert daran, dass die N57 zu einem Sekundärnetz, genannt "zwischenstädtisches Netz - Réseau interurbain" (RESI), gehört, das hauptsächlich die größeren Ortschaften miteinander verbindet und den Verkehr zum großräumigen Straßennetz ("Réseau de Grand Gabarit") hinführt; sie äußert jedoch den Wunsch, die Durchfahrt des Dorfes Ollignies bestimmten Fahrzeugen, wie beispielsweise den Lastwagen, zu untersagen, indem Verbotsschilder angebracht werden, sobald die zwei ersten Arbeitsphasen der Umgehung von Lessines durchgeführt worden sind. Durch diese Verlagerung des Schwerlastverkehrs auf die Umgehung wird die Problematik der Durchfahrt bewohnter Gebiete durch den Betriebsverkehr der N57 zum größten Teil gelöst.

Was den Wunsch der Flämischen Region betrifft, erinnert die Wallonische Regierung daran, dass es ihr nicht zusteht, die Benutzung der regionalen Straßennetze in der Flämischen Region zu regeln. In der Tat ist die Flämische Region dafür zuständig, die Benutzung ihrer Straßennetze zu regeln und gegebenenfalls deren Benutzung manchen Fahrzeugkategorien zu untersagen.

Die Regierung ist ebenfalls der Ansicht, dass durch die zwei alternativen Ausgleichsmaßnahmen im Bereich der Mobilität, die sie auferlegt hat, um die Verlagerung eines Teils des Verkehrs Wohnsitz-Arbeitsplatz auf die öffentlichen Verkehrsmittel oder auf sanfte Verkehrsmittel zu fördern, die Auswirkungen des neuen Gewerbegebiets auf die Mobilität verringert werden können.

b. Verkehrsnetze und Infrastrukturen

Der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung ist der Ansicht, dass der Anschluss des neuen Gewerbegebiets an die Netze keine besonderen Probleme nach sich ziehen müsste, da die N57 vollständig mit Wasser, Gas, Strom in verschiedenen Leistungsspektren und mit Lichtwellenleitern versorgt ist.

9. Tätigkeiten

a. Landwirtschaftliche Tätigkeit

Der Urheber der Verträglichkeitsprüfung hat verschiedene Auswirkungen auf die landwirtschaftliche Tätigkeit festgestellt, die auf den Verlust von Ackerflächen zurückzuführen sind, der durch die Einrichtung des neuen Gewerbegebiets verursacht wird. Der Urheber der Verträglichkeitsprüfung ist außerdem der Ansicht, dass das neue Gewerbegebiet jedoch keine bedeutenden Auswirkungen auf die bestehende landwirtschaftliche Tätigkeit an den Randgebieten haben wird.

In seinem Gutachten weist der CWEDD darauf hin, dass er ein günstiges Gutachten abgibt *«unter dem Vorbehalt, dass das Überleben der 3 bedrohten landwirtschaftlichen Betriebe garantiert ist»*.

Der CRAT stellt seinerseits fest, dass die Eintragung des neuen Gewerbegebiets sieben Betriebe betrifft, dass die betreffenden Grundstücke (30,3 Hektar) zu mehr als 90% aus Böden mit einem hohen landwirtschaftlichen Wert bestehen, während die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen nur 58% solcher Böden umfassen, und die Eintragung von nur 16,5 Hektar landwirtschaftlicher Gebiete betreffen.

Der Urheber der Verträglichkeitsprüfung empfiehlt, die betroffenen Landwirte zu begleiten, wenn sie Schritte bei den regionalen Behörden unternehmen müssen. Die Wallonische Regierung ist sich der Folgen für die landwirtschaftliche Tätigkeit bewusst und schließt sich den zu treffenden und vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagenen Maßnahmen zur Begrenzung der negativen Folgen an.

Nach dem Beispiel des Studienbeauftragten stellt sie ebenfalls fest, dass *«() der Verlust der Ackerflächen unvermeidbar, endgültig und nicht reduzierbar ist»*.

Die Wallonische Regierung erinnert jedoch daran, dass sie bereits in ihren Erlassen vom 6. März 2009 und vom 11. Februar 2010 davon ausgeht, *«dass wenn auch der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans die landwirtschaftliche Tätigkeit beeinträchtigt, die Wallonische Regierung der Auffassung ist, dass sie aufgrund des Interessenausgleichs zwischen der Entwicklung der wallonischen Landwirtschaft und der Arbeitsbeschaffung in anderen Sektoren die von ihr gewählte Option bestätigen kann, den bestehenden, für die wirtschaftliche Tätigkeit bestimmten Schwerpunkt durch eine neue, auf die logistische Tätigkeit ausgerichtete Komponente auf einer auf die Bedürfnisse des Bezugsgebiets beschränkten Fläche zu verstärken»*.

b. Waldbauliche Tätigkeit

Der Urheber der Verträglichkeitsprüfung ist der Ansicht, dass die Eintragung des neuen Gewerbegebiets völlig marginale Auswirkungen auf die waldbauliche Tätigkeit haben wird, da diese in dem von der Revision des Sektorenplans betroffenen Umkreis wenig vertreten ist.

V. Sonstige in Aussicht genommene vernünftige Lösungen

Nachdem der Urheber der Verträglichkeitsprüfung die mit den von der Wallonischen Regierung festgelegten Kriterien übereinstimmenden Alternativen zur Lokalisierung und Abgrenzung analysiert hat, hat er festgestellt, dass diese Alternativen entweder keine entscheidenden Vorteile im Verhältnis zu den Zielsetzungen des Planvorentwurfs aufweisen, oder redhibitorische Belastungen enthalten.

Keiner der im Laufe der öffentlichen Untersuchung vorgeschlagenen Standorte stimmt mit den von der Wallonischen Regierung festgelegten Kriterien überein.

Die Wallonische Regierung ist demnach der Ansicht, dass aufgrund dessen die Schlussfolgerung gezogen werden kann, dass die beste Lösung zur Erreichung der von der Wallonischen Regierung verfolgten Zielsetzungen unter Beachtung der in Artikel 1 des Gesetzbuches angeführten Ziele darin besteht, die Revision des Sektorenplans, so wie sie oben dargelegt wird, in Betracht zu ziehen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2010 zur endgültigen Verabschiedung der Revision des Sektorenplans Ath-Lessines-Enghien (Karten 38/2, 38/3 und 38/6) zur Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Ath (Ghislenghien) und Lessines (Ollignies) als Anlage beigefügt zu werden.beigefügt.

Namur, den 1. Dezember 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage 2: Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT)

Unser Zeichen: 10/CRAT-A.926-AN

den 7. September 2010

Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung über den Antrag auf eine Revision des Sektorenplans Ath-Lessines-Enghien (Karten 30/6, 38/2, 38/3 und 38/6) zur Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets in Ghislenghien (Ath) und Ollignies (Lessines)**1. EINLEITUNG****1.1. Einreichung des Antrags und Antwort**

- Durch sein am 14. Juni 2010 eingegangenes Schreiben hat die Wallonische Regierung das Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) über das besagte Projekt beantragt.
- Gemäß Artikel 43 § 4 des CWATUPE bezieht sich das Gutachten des CRAT auf die Akte mit dem Planentwurf, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigefügt sind.
- Der CRAT hat Kenntnis von den gesamten, oben aufgezählten Elementen der Akte genommen und sie analysiert.

1.2. Vorgeschichte

Der CRAT hat bereits mehrere Gutachten über dieses Projekt abgegeben:

- am 14. April 2009 hat der CRAT ein günstiges Gutachten über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans und den Entwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung (Zeichen: 09/CRAT A.789-AN) abgegeben;
- am 29. Oktober 2009 hat der CRAT Bemerkungen über die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung geäußert (Zeichen: 09/CRAT A.848-AN) und hat sich für die Weiterführung der Studie ausgesprochen;
- am 3. Dezember 2009 hat der CRAT Bemerkungen über die zweite Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung geäußert (Zeichen: 10/CRAT A.866-AN) und hat sich für die Weiterführung des Verfahrens ausgesprochen.

1.3. Kontext des Entwurfs

Infolge eines Antrags der Interkommunale "Intercommunale de Développement économique IDETA" und gemäß Artikel 42bis des CWATUPE hat die Wallonische Regierung die Revision des Sektorenplans Ath-Lessines-Enghien zwecks der Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets von 31,66 ha genau an der Grenze zwischen dem Gebiet der Gemeinden Ath (Ghislenghien) und Lessines (Ollignies) beschlossen.

Ziel ist es, dort einen logistischen Park für den Straßenverkehr aufgrund des Vorteils seiner Lage an der Autobahnausfahrt (Nähe der Ausfahrt 29 der A8) zu schaffen.

Die Revision des Sektorenplans bezieht sich ebenfalls auf die Eintragung mehrerer Gebiete als raumplanerischer Ausgleich in den Gemeinden Ath und Lessines.

So zielt der Entwurf darauf ab, folgende Gebiete in den Sektorenplan einzutragen:

- Ein industrielles Gewerbegebiet (ZAEI) von 31,66 ha an der Gemeindegrenze, die Ghislenghien und Ollignies trennt, nördlich der Autobahn A8/E429 und der bestehenden Gewerbegebiete von Ghislenghien, in der Nähe der Ausfahrt 29 der A8.
Das Gebiet wird mit einer zusätzlichen Vorschrift *S37 verbunden, die es für hauptsächlich auf den Straßenverkehr ausgerichtete Logistikaktivitäten bestimmt.
Die betroffenen Gebiete sind zur Zeit in einem Agrargebiet (30,33 ha), in einem Forstgebiet (0,26 ha) und in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter (1,06 ha) eingetragen.
- Ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter von 0,83 ha auf dem Gebiet der Gemeinde Ath (Ghislenghien) auf zur Zeit in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung eingetragenen Grundstücken.
- Ein Forstgebiet von 0,53 ha anstatt eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines (Ollignies), nordöstlich des geplanten ZAEI.

Und als raumplanerischer Ausgleich:

- Ein Agrargebiet von 5,98 ha auf dem Gebiet der Gemeinde Ath (Ghislenghien) auf zur Zeit in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung eingetragenen Grundstücken.
- Zwei Grüngebiete von jeweils 0,78 und 0,45 ha auf dem Gebiet der Gemeinde Ath (Ghislenghien) auf zur Zeit in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung und in einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter eingetragenen Grundstücken.
- Ein Forstgebiet, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse umfasst, von 0,63 ha auf dem Gebiet der Gemeinde Ath (Arbre) auf zur Zeit in einem gemischten Gewerbegebiet eingetragenen Grundstücken.
- Ein Grüngebiet, das einen Umkreis von landschaftlichem Interesse umfasst, von 0,46 ha auf dem Gebiet der Gemeinde Ath (Arbre) auf zur Zeit in einem gemischten Gewerbegebiet eingetragenen Grundstücken.
- Ein Agrargebiet von 4,80 ha auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines (Deux-Acres) auf zur Zeit in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung eingetragenen Grundstücken.
- Ein Forstgebiet von 0,58 ha auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines (Deux-Acres) auf zur Zeit in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung eingetragenen Grundstücken.
- Ein Grüngebiet von 1,79 ha auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines auf zur Zeit in einem Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen eingetragenen Grundstücken. Diese befinden sich auf einem ehemaligen Steinbruch.
- Ein Agrargebiet von 5,68 ha auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines auf zur Zeit in einem Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung eingetragenen Grundstücken. Sie liegen gegenüber dem gemischten Gewerbegebiet, wo sich u.a. der Betrieb Baxter Belgium sa. befindet.

Das Projekt sieht ebenfalls als alternative Ausgleichsmaßnahme das Folgende vor:

- auf Ebene der Mobilität:
 - die Busverbindung des ZAEI ab den Bahnhöfen von Ath, Silly und Lessines Die Finanzierung dieser Verbindungen wäre vom Verwalter des zukünftigen Gewerbegebiets übernommen, ggf. nach Abzug des durch die TEC übernommenen Teils;
 - die Einrichtung einer Strecke für Zweiräder mit eigener Fahrspur innerhalb des Gewerbegebiets von Ghislenghien IV, zwischen der nördlichen Grenze des Gebiets und dem Kreisverkehr an der Ausfahrt der Autobahn A8 im Süden. Die Finanzierung dieser Strecke wird durch den Betreiber des zukünftigen Gewerbegebiets übernommen.

Auf der Energieebene, Verbrauch von mindestens der Hälfte des sowohl privaten als auch öffentlichen Energiebedarfs des geplanten ZAEI mittels erneuerbarer Energien wie die Windkraft, Solarenergie oder Biomasse, die durch innerhalb des Umkreises des Gebiets gelegene Betriebe oder durch den Bewirtschafter des zukünftigen Gewerbeparks erzeugt werden.

2. BERICHT

1.4. Über die Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets in Ghislengien und Ollignies auf dem Gebiet der Gemeinden Ath und Lessines

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über das Projekt zur Eintragung eines industriellen Gewerbegebiets von 31,66 ha in Ghislengien und Ollignies ab.

Der CRAT gibt ebenfalls ein günstiges Gutachten über die zusätzliche mit dem Gebiet verbundene Vorschrift *S37 ab.

Der CRAT macht folgende Bemerkungen :

• Lage des geplanten industriellen Gewerbegebiets (ZAEI)

Der CRAT ist der Ansicht, dass das Projekt der Eintragung des ZAEI zur Verstärkung eines bestehenden Pols zur wirtschaftlichen Entwicklung beiträgt, wo die industriellen Gewerbetätigkeiten bereits überwiegend sind. Das neue Gebiet wird somit eine bestehende Dynamik genießen und gleichzeitig zur Ausdehnung der Aktivitäten des Pols beitragen.

Der CRAT unterstreicht ebenfalls die Nähe von zwei wichtigen Hauptverkehrsstraßen, der N57 und der A8. Die leichte Zugänglichkeit des Geländes durch die Ausfahrt 29 entspricht einem Bedürfnis, das für die Entwicklung eines auf den Straßenverkehr ausgerichteten logistischen Parks ist. Außerdem erlaubt sie, die Auswirkungen des mit der geplanten Tätigkeit verbundenen Verkehrs auf Nebenstraßen zu begrenzen.

• Monomodaler Charakter des geplanten Gewerbegebiets

In diesem Hinblick entspricht das geplante ZAEI einer der Zielsetzungen des SDER (Entwicklungsplan des regionalen Raums) nicht: die Schaffung von multimodalen Parks.

Wie vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung unterstrichen wird im SDER anerkannt, dass bei der Ansiedlung von logistischen Parks die Merkmale der betreffenden Erzeugnisse zu berücksichtigen sind und je nach diesen Erzeugnissen und der Größe der Märkte der bzw. die geeignetste(n) Transportmittel zu wählen sind. Der CRAT weist darauf hin, dass es für den geplanten Gewerbegebiets der Fall ist. Der CRAT erinnert nämlich daran, dass das ZAEI das neue logistische Zentrum der Fa. Colruyt empfangen müsste. Nun aber wird ersichtlich, dass aufgrund der spezifischen Betriebsbedingungen dieses Unternehmens nur der Lkw-Transport denkbar ist.

Der CRAT stellt ebenfalls fest, dass der geplante Gewerbegebiets angesichts seiner Lage in der Nähe der Ausfahrt 29 der A8, bereits bestehende Infrastrukturen benutzen wird, und dass keine Verstärkung der Kapazität des Straßennetzes erforderlich ist.

• Eintragung des ZAEI in ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter

Der CRAT stellt fest, dass die Revision des Sektorenplans im südwestlichen Teil ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter von 1,06 ha betrifft. Es handelt sich um den Weiler "Grand-Denis", wo zur Zeit eine Dutzend Bauten vorhanden sind.

In diesem Hinblick schließt sich der CRAT dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung des Vorentwurfs vom 6. März 2009 an. In diesem Erlass wird erachtet, dass die Lage des Wohngebiets mit ländlichem Charakter wegen seiner Entfernung von jedem Siedlungsgebiet im Gegensatz zu einer der Zielsetzungen des SDER steht, die auf eine Verstärkung der bestehenden Raumstruktur hinzielt. Infolgedessen ist es gerechtfertigt, es in das geplante ZAEI einzuschließen.

Außerdem weist der CRAT darauf hin, dass weder der Enteignungsplan noch die Entschädigungsmechanismen keinen Gegenstand des vorliegenden Gutachtens sind.

• Verschwinden von Agrarland

Die Eintragung des ZAEI betrifft sieben landwirtschaftlichen Betriebe. Die Umweltverträglichkeitsprüfung hat gezeigt, dass die betreffenden Flächen (30,33 Ha) zu mehr als 90% aus Böden mit einem hohen landwirtschaftlichen Wert bestehen, während die raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen nur 58% solcher Böden umfassen, und die Eintragung von nur 16,5 Ha landwirtschaftlicher Gebiete betreffen.

In dieser Hinsicht weist der CRAT darauf hin, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. März 2009 zur Verabschiedung des Vorentwurfs angegeben wird, dass das Vorhaben unterschiedliche Auswirkungen auf die landwirtschaftlichen Tätigkeiten haben wird (nach der Umweltverträglichkeitsprüfung zwischen 1,07 % und 18,5% der Gesamtfläche jedes betroffenen landwirtschaftlichen Betriebs), und dass es erforderlich ist, eine Bilanz der Interessen zwischen der Entwicklung der Wallonischen Landwirtschaft und der Schaffung von Arbeitsstellen in anderen Bereichen wie dem der Logistik vorzunehmen. Die Auswirkungen des Vorhabens auf die landwirtschaftliche Tätigkeit ist unter Berücksichtigung der nützlichen landwirtschaftlichen Fläche des Bezugsgebiets, der Anzahl geschaffener Arbeitsstellen und des wirtschaftlichen Aufschwungs, den das Gewerbegebiet durch seinen Standort herbeiführen wird, zu untersuchen.

In seinen Bemerkungen über die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung (Zeichen: 09/CRAT A.848 AN) hatte der CRAT jedoch beantragt, dass besondere Aufmerksamkeit der Problematik der Ausbringung geschenkt wird. Das Verschwinden von Agrargeländen wird nämlich einen deutlichen Verlust der Ausbringungskapazität des organischen Stickstoffs zur Folge haben. Nun aber werden die als raumplanerischer Ausgleich vorgeschlagenen Gelände dieser Lage nicht abhelfen können, da sie in Wirklichkeit bereits zu diesem Zweck benutzt werden.

Der CRAT stellt fest, dass die Umweltverträglichkeitsprüfung kaum Antworten auf diese Problematik bringt. Der Autor denkt, dass es unmöglich zu wissen ist, ob der Verlust an Agrarflächen eine Überschreitung der Bodengebundenheit herbeiführen wird oder nicht.

Jedoch bemerkt der CRAT, dass es vielleicht möglich wäre, überschüssige Abwässer nach anderen Betreibern der Gemeinden Ath und Lessines auszuführen. Diese zwei Gemeinden sind nämlich in diesem Bereich unter den Werten: sie weisen eine Bodengebundenheit von jeweils 0,80 und 0,73 auf.

Der CRAT bedauert, dass der Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung die Möglichkeiten zur Aufwertung des Tierzuchtabwassers, insbesondere im Rahmen des alternativen Ausgleichs im Bereich der erneuerbaren Energien nicht analysiert hat, wie er ihn dazu angeregt hatte.

• Auswirkungen auf die Mobilität

Der CRAT stellt fest, dass die hauptsächlichliche Zunahme des durch die Errichtung des geplanten ZAEI erzeugten Verkehrs auf der Autobahn A8 erwartet wird. Wegen der Nähe der Ausfahrt 29 werden die Auswirkungen auf den Verkehr auf der N57 beschränkt sein.

Ebenso ist der CRAT der Ansicht, dass wegen der Nähe der Autobahn und der auf der N57 vorgesehenen Einrichtungen kein parasitärer Verkehr in Verbindung mit dem künftigen Gewerbegebiets mit dem lokalen Verkehrsnetz interferieren wird. Für die Benutzer des geplanten Gewerbegebiets wird es keineswegs interessant sein, auf schmale Gemeindewege ohne direkten Zugang zur Autobahn zu fahren.

Was die auf der N57 vorgesehenen Einrichtungen betrifft, schließt sich der CRAT der Schlussfolgerung der Umweltverträglichkeitsprüfung an und hält es für zweckmäßig, sowohl für die Sicherheit, als auch was den Umfang der Arbeiten betrifft, einen Kreisverkehr in der Nähe der Nordwestspitze des Geländes anzulegen. Der CRAT weist darauf hin, dass diese Lage eine Art Tor zum Dorf Ollignies bilden und eine Verringerung der Geschwindigkeit mit sich bringen wird.

In seinem Gutachten über den Vorentwurf zum Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung hatte der CRAT darauf bestanden, dass die Auswirkung des Projekts auf den Verkehrsfluss auf der Autobahn A8 unter Berücksichtigung des Engpasses bei Hal analysiert wird.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung zeigt, dass die Zunahme des infolge der Errichtung des geplanten ZAEI erwarteten Verkehrs keine bedeutende Zunahme des Verkehrs auf der A8 verursachen müsste. Außerdem müsste es kein Problem hinsichtlich der Kapazität des Straßennetzes geben, da die A8 über eine bedeutende Verkehrsreserve verfügt.

Was insbesondere die Problematik des Engpasses von Hal betrifft, macht der CRAT aufgrund der Umweltverträglichkeitsprüfung auf die folgenden zwei Elemente aufmerksam:

- die Fa. Colruyt ist der erwartete Hauptinvestor für das geplante ZAEI. Nun aber befindet sich das Verteilungszentrum Colruyt in Hal vor dem Engpass. Infolgedessen wäre der Verkehr zwischen diesem Zentrum und das geplante Gebiet durch die Problematik des Engpasses von Hal nicht betroffen.
- die Problematik des Engpasses von Hal ist vor allem zu Hauptverkehrszeiten beachtlich. Da die LkW nicht spezifisch zu Hauptverkehrszeiten konzentriert werden, sind sie also nur teilweise betroffen.

• **Landschaftliche Aspekte**

Der CRAT unterstreicht die im betreffenden Gebiet bereits bestehenden landschaftlichen Beeinträchtigungen. Diese sind auf das Vorhandensein von einer Linie von Antennen und von zwei Wassertürmen, die eine gewisse Größe aufweisen, zurückzuführen.

Was die Verwirklichung des geplanten ZAEI angeht, stellt der CRAT einen Abstand von ca. 600 m zwischen den ersten Wohnhäusern in Ollignies und der Nordgrenze des Gebiets fest. Auf diesem Teil können in den Genehmigungsbedingungen Gebäudehöhen auferlegt werden können, die mit denen des Dorfs Ollignies vereinbar sind.

Der CRAT stellt ebenfalls fest, dass die Größe der höchsten geplanten Gebäude unterhalb des höchsten Niveaus der Autobahn sein wird.

Jedoch stellt der CRAT fest, dass die landschaftlichen Auswirkungen des geplanten Gewerbestands wegen des Umfangs der dort möglichen Gebäude sehr bedeutend sein könnten. Dies ist jedoch bei der Erteilung der Globalgenehmigung, und nicht im planerischen Vorstadium zu untersuchen.

• **Auswirkungen wegen der Einrichtung des Gebiets**

Der CRAT ist der Ansicht, dass die auf die Ansiedlung eines monomodalen logistischen Parks zurückzuführenden Auswirkungen (insbesondere was das Wasser, den Lärm, die Luft- und Lichtverschmutzung angeht) innerhalb des geplanten industriellen Gewerbegebiets ein Problem sind, das bei der Erteilung der Globalgenehmigung, und nicht im planerischen Vorstadium zu untersuchen ist. Sie werden deshalb nicht in dem vorliegenden Gutachten analysiert.

Jedoch schätzt der CRAT trotzdem die korrekte und vollständige Analyse des Urhebers der Umweltverträglichkeitsprüfung im Stadium des Planvorentwurfs sowie seine Empfehlungen.

• **Beschäftigung/Sozialwirtschaftliche Auswirkungen**

Der CRAT stellt fest, dass nach Angaben der Gruppe Colruyt und der Interkommunale IDETA die Ausführung des geplanten industriellen Gewerbegebiets auf Dauer die Schaffung von ca. 1 000 Arbeitsstellen auf dem Gelände mit sich bringen würde.

Andererseits stellt er fest, dass der Planentwurf den Arbeitssuchenden der betreffenden Gemeinden zu Gute kommen sollte, insbesondere weil die erforderlichen Qualifikationen für die im neu zu schaffenden Gewerbegebiet geplanten Aktivitäten im allgemeinen den Qualifikationen der unbeschäftigten Arbeitskräfte im Gebiet entsprechen werden.

1.5. Über die Eintragung eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter in Ghislengien auf dem Gebiet der Gemeinde Ath

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über das Projekt zur Eintragung eines Wohngebiets mit ländlichem Charakter von 0,83 ha in Ghislengien ab.

Das Gebiet hat zur Zeit die Zweckbestimmung als Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung und ist von Wohngebieten mit ländlichem Charakter umgeben. Es ist bereits teilweise bebaut.

1.6. Über die Eintragung eines Forstgebiets in Ollignies auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über das Projekt zur Eintragung eines Forstgebiets von 0,53 ha in Ollignies ab.

Das Gebiet hat zur Zeit die Zweckbestimmung eines Agrargebiets, weist jedoch in Wirklichkeit ein bewaldetes Gebiet auf.

In dieser Hinsicht schließt sich der CRAT dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung des Vorentwurfs vom 6. März 2009 an. In diesem wird erachtet, dass die Eingliederung von Anpflanzungen an der Ostgrenze des geplanten ZAEI ab einem im Sektorenplan bestehenden Forstgebiet und einem zur Zeit in einem Agrargebiet liegenden bewaldeten Gebiet von landschaftlichem Interesse ist. Infolgedessen gibt es Anlass, ein neues Forstgebiet an der Ostgrenze des ZAEI mit einer Tiefe von zwanzig Metern einzutragen.

1.7. Über die Eintragung von planologischen Ausgleichmaßnahmen

2.4.1. Allgemeine Bemerkungen

Der CRAT wiederholt seine Bemerkung, die in seinem Gutachten vom 14. April 2009 über den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans geäußert wurde, und bedauert, dass die Eintragung durch eine Unzahl sehr lokale "Mikrogebiete" ausgeglichen wird.

Nach dem CRAT lässt sich diese Art des Ausgleichs nur schwer in den Rahmen einer Globalanalyse des Gebiets einfügen.

2.4.2. über die Eintragung als raumplanerischer Ausgleich eines Agrargebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Ath, im Norden von Ghislengien

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über das Projekt zur Eintragung eines Agrargebiets von 5,98 ha nördlich von Ghislengien, an der Stelle des ehemaligen Hofes der Abtei ab.

Das Gebiet hat zur Zeit die Zweckbestimmung als Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung und für einen kleinen Teil als Wohngebiet mit ländlichem Charakter. In Wirklichkeit wird es als Wiese benutzt.

Auch wenn das Gebiet im Herzen des Dorfs Ghislenghien gelegen ist, bezieht sich der CRAT auf den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung, der feststellt, dass es einige Einschränkungen für die Verstädterung aufweist: qualitativ hochwertige Landschaft, Vorhandensein von veränderten Böden, von im Denkmalerbe von Belgien aufgenommenen Gütern, von der Sille und von einer ehemaligen Eisenbahn.

2.4.3. über die Eintragung als raumplanerischer Ausgleich von zwei Grüngeländen auf dem Gebiet der Gemeinde Ath, nördlich von Ghislenghien

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über das Projekt zur Eintragung von zwei Grüngeländen von jeweils 0,79 und 0,45 ha nördlich von Ghislenghien an der Stelle des ehemaligen Hofes der Abtei ab.

Diese zwei Gebiete haben zur Zeit die Zweckbestimmung als Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung.

Auch wenn sie im Herzen des Dorfs Ghislenghien gelegen sind, stellt der CRAT fest, dass diese Grundstücke Einschränkungen für die Verstädterung aufweisen: qualitativ hochwertige Landschaft, Gelände mit schwacher bis mittlerer Überschwemmungsgefahr, Vorhandensein der Sille und einer ehemaligen Eisenbahn.

2.4.4. über die Eintragung eines Forstgebiets als raumplanerischer Ausgleich mit einem Umkreis von landschaftlichem Interesse in Arbre, auf dem Gebiet der Gemeinde Ath:

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über das Projekt zur Eintragung eines Forstgebiets von 0,63 ha in Arbres ab.

Das Gebiet hat zur Zeit die Zweckbestimmung als gemischtes Gewerbegebiet.

Der CRAT bezieht sich auf den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung, der feststellt, dass das Gebiet zahlreiche Einschränkungen für die Verstädterung aufweist:

- Ein Teil des Gebiets ist schwer zugänglich wegen des Vorhandenseins eines Wasserlaufs und bewaldeter Flächen;
- Ein anderer Teil ist teilweise unter dem Viadukt des Hochgeschwindigkeitszug gelegen, d.h. in einem Reservegebiet im Sektorenplan;
- Das ganze Gebiet ist durch einen Umkreis von landschaftlichem Interesse gedeckt;
- Ein potenzielles archäologisches Gebiet ist in unmittelbarer Nähe des Geländes gelegen.
- Es hat sich erwiesen, dass dort Abfälle vorhanden sind.

2.4.5. über die Eintragung eines Grüngeländes als raumplanerischer Ausgleich mit einem Umkreis von landschaftlichem Interesse in Arbre, auf dem Gebiet der Gemeinde Ath

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über das Projekt zur Eintragung eines Forstgebiets von 0,46 ha in Arbres ab.

Das Gebiet hat zur Zeit die Zweckbestimmung als gemischtes Gewerbegebiet.

Der CRAT bezieht sich auf den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung, der feststellt, dass das Gebiet zahlreiche Einschränkungen für die Verstädterung aufweist:

- Ein Teil des Gebiets ist schwer zugänglich wegen des Vorhandenseins eines Wasserlaufs und bewaldeter Flächen;
- Ein anderer Teil ist teilweise unter dem Viadukt des Hochgeschwindigkeitszug gelegen, d.h. in einem Reservegebiet im Sektorenplan;
- Das ganze Gebiet ist durch einen Umkreis von landschaftlichem Interesse gedeckt;
- Ein potenzielles archäologisches Gebiet ist in unmittelbarer Nähe des Geländes gelegen.
- Es hat sich erwiesen, dass dort Abfälle vorhanden sind.

2.4.6. Über die Eintragung als raumplanerischer Ausgleich eines Agrargebiets in Deux-Acres, auf dem Gebiet der Gemeinde Lessines

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über das Projekt zur Eintragung eines Agrargebiets von 4,80 ha in Deux-Acres ab.

Das Gebiet hat zur Zeit die Zweckbestimmung als Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung. In Wirklichkeit wird es für Anbauflächen benutzt.

Auch wenn das Gebiet mit bebauten Wohngebieten ganz umgeben ist, stellt der CRAT fest, dass es zahlreiche Einschränkungen für die Verstädterung aufweist: hochwertige Agrarböden, Vorhandensein eines Gebiets mit Überschwemmungsgefahr an der südöstlichen Grenze, Nähe einer industriellen Verbindungstraße nach den Steinbrüchen von Lessines, Vorhandensein eines Gebiets von großem biologischem Interesse an der südlichen Grenze.

2.4.7. Über die Eintragung eines Forstgebiets in Deux-Acres als raumplanerischer Ausgleich

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über das Projekt zur Eintragung eines Forstgebiets von 0,58 ha in Deux-Acres ab.

Das Gebiet hat zur Zeit die Zweckbestimmung als Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung.

Der CRAT bezieht sich auf den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung, der feststellt, dass das Gebiet zahlreiche Einschränkungen für die Verstädterung aufweist: Reserveumkreis, Vorhandensein eines Gebiets von großem biologischem Interesse an der südlichen Grenze, Nähe einer industriellen Verbindungstraße mit den Steinbrüchen von Lessines, usw.

Außerdem stellt der CRAT fest, dass das Gebiet bereits mit einigen mit Pappeln bewaldeten Flächen belegt ist, die in einem Forstgebiet eingetragenes Waldgebiet verlängern.

2.4.8. Über die Eintragung eines Grüngeländes in Lessines als raumplanerischer Ausgleich

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über das Projekt zur Eintragung eines Grüngeländes von 1,79 ha in Lessines ab.

Das Gebiet hat zur Zeit die Zweckbestimmung als Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen mit dem Überdruck CET.

Der CRAT ist der Ansicht, dass die Zweckbestimmung als Grüngelände zweckmäßig ist, da auf den Grundstücken, die auf einem ehemaligen Steinbruch gelegen sind, zur Zeit dichte bewaldete Fläche aufweisen.

2.4.9. Über die Eintragung eines Agrargebiets in Lessines als raumplanerischer Ausgleich

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über das Projekt zur Eintragung eines Agrargebiets von 5,68 ha in Lessines ab.

Das Gebiet hat zur Zeit die Zweckbestimmung als Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung. Es ist entlang der N57 gegenüber einem Gewerbegebiet gelegen.

In dieser Hinsicht schließt sich der CRAT dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Verabschiedung des Vorentwurfs vom 6. März 2009 an. In diesem wird diese Stilllegung mit einem doppelten Ziel gerechtfertigt:

- einerseits die Entwicklung von mit Wohngebieten kaum vereinbaren Aktivitäten östlich der N57 vermeiden, insbesondere wegen der Sichtbarkeit, die durch eine solche wichtige Straße gegeben wird;
- andererseits eine Pufferzone zwischen den östlich der N57 gelegenen Wohngebieten und den westlich der N57 gelegenen, für die Industrie bestimmten Gebieten bilden.

Außerdem bezieht sich der CRAT auf den Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung, der feststellt, dass das Gebiet zahlreiche Einschränkungen für die Verstädterung aufweist : hochwertige Agrargelände, Vorhandensein eines Gebiets mit Überschwemmungsgefahr in der Nähe der N57, Vorhandensein einer IPPC-Einrichtung gegenüber, usw.

1.8. Über die alternativen Ausgleichmaßnahmen

2.5.1. Allgemeine Bemerkungen

Der CRAT wiederholt seine in seinem Gutachten vom 14. April 2009 über den Vorentwurf zur Revision des Plans geäußerte Bemerkung und äußert Bedenken über die alternativen Ausgleichsmaßnahmen wegen des fehlenden juristischen Rahmens, der die Kriterien zur Bestimmung dieser Ausgleichsmaßnahmen und im Falle von Ausgleichsmaßnahmen in der Form von Dienstleistungen, die Dauer der Auferlegung dieser Ausgleichsmaßnahmen genau festlegen sollte.

2.5.2. über die Busverbindung ab den Bahnhöfen Ath, Silly und Lessines als alternativer Ausgleich

Der CRAT gibt ein zurückhaltendes Gutachten über das Projekt einer Busverbindung des geplanten industriellen Gewerbegebiets ab den Bahnhöfen von Ath, Silly und Lessines ab.

Der CRAT ist der Ansicht, dass diese Maßnahme allein getroffen wahrscheinlich die Verhaltensweisen nicht ändern wird. Die Schaffung von Busverbindungen, auch wenn es sich um eine notwendige Bedingung handelt, wird nicht unmittelbar zur Verlagerung des individuellen Verkehrs auf öffentliche Verkehrsmittel führen.

Der CRAT hebt insbesondere hervor, dass die Fahrzeit mit Bus im Verhältnis zum Auto wenig kompetenzfähig ist und dass die Fahrpläne den Zeitplänen der Arbeitnehmer wenig angepasst sind. Außerdem wird das geplante ZAEI durch eine einzige Buslinie, nämlich die Linie 87b Renaix-Enghien bedient werden.

Der CRAT weist auf die folgenden Schlussfolgerungen der Umweltverträglichkeitsprüfung :

- Eine Busverbindung ab den Bahnhöfen Ath und Silly erweist sich als zweckmäßig. Sie wird aber eine Anpassung dieser Bahnhöfe erforderlich machen. Zum Beispiel sind die Parkplätze der Bahnhof Silly angesichts seines Erfolgs bei den Pendlern überbelegt. Außerdem befindet sich der Bahnhof nicht in der Nähe einer Haltestelle der Linie 87B.
- Eine Busverbindung ab dem Bahnhof Lessines wäre vor allem für die Einwohner von Lessines interessant. Dieser Bahnhof ist allerdings nicht so wichtig wie die Bahnhöfe Ath und Silly, was die Häufigkeit der Züge betrifft.

Angesichts der obenerwähnten Zusammenhänge stellt sich der CRAT die Frage, ob die Durchführung dieser alternativen Ausgleichsmaßnahme möglich ist. Er ist der Ansicht, dass die Mobilität der Arbeitnehmer berücksichtigt werden muss, dass jedoch der Anlass besteht, eine dem Kontext des Projekts und den Örtlichkeiten angepasste Lösung zu finden, die eventuell in Phasen vorgesehen wird und von den gesamten, von der Mobilität in dem Bezugsgebiet betroffenen Akteuren getragen wird.

2.5.3. Über die Einrichtung einer Fahrradstrecke innerhalb des geplanten Gewerbegebiets als raumplanerischer Ausgleich

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über die Einrichtung als alternative Ausgleichsmaßnahme einer Fahrradstrecke mit eigener Fahrspur innerhalb des geplanten industriellen Gewerbegebiets zwischen der nördlichen Grenze des geplanten Gewerbegebiets und dem Kreisverkehr an der Ausfahrt der Autobahn A8 im Süden ab.

Die Finanzierung dieser Strecke wird durch den Betreiber des zukünftigen Gewerbegebiets übernommen.

Der CRAT ist der Ansicht, dass das Projekt zur Erweiterung des Fahrradwegs sachdienlich ist.

2.5.4. Über den Verbrauch von mindestens der Hälfte des Energiebedarfs mittels erneuerbarer Energien als raumplanerischer Ausgleich

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über das Projekt des Verbrauchs von mindestens der Hälfte des sowohl privaten als auch öffentlichen Energiebedarfs des geplanten industriellen Gewerbegebiets mittels erneuerbarer Energien ab.

1.9. Über die Varianten der Durchführungsbedingungen des geplanten ZAEI

Der CRAT hat eine positive Stellung, was die Anlage eines Kreisverkehrs in der Nähe der Nordwestspitze des geplanten ZAEI betrifft.

In seinen Bemerkungen über die zweite Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung hatte der CRAT jedoch von der Zweckmäßigkeit der Variante, die die Anlage eines Kreisverkehrs anstatt der von IDETA vorgeschlagenen Verkehrsinsel vorsah, Kenntnis genommen.

Nach Kenntnisnahme der Umweltverträglichkeitsprüfung stellt er aber fest, dass dieser Kreisverkehr zu nah von dem im Süden bereits bestehenden Kreisverkehrsanlagen stehen würde, was den Verkehrsfluss beeinträchtigen könnte. Außerdem wird ersichtlich, dass die Straße zur Zeit nicht breit genug, um eine solche Vorrichtung anzulegen. Ihre Verbreiterung würde umfangreiche Arbeiten, nämlich das Fällen von Bäumen und die Verlagerung der Beleuchtungen benötigen.

Infolgedessen schließt sich der CRAT der Schlussfolgerung der Umweltverträglichkeitsprüfung an und ist der Ansicht, dass die ideale Lösung sowohl für die Sicherheit, als auch was den Umfang der Arbeiten betrifft, in der Anlage eines Kreisverkehrs im Nordwesten des geplanten ZAEI besteht.

Der CRAT weist darauf hin, dass diese Lage eine Art Tor zum Dorf Ollignies bilden und eine Reduzierung der Geschwindigkeit automatisch mit sich bringen wird. Außerdem ist der Abstand zwischen diesem Verkehrskreis und demjenigen der A8 kohärenter, was die Straßeneinrichtung betrifft.

Darüber hinaus wird der Kreisverkehr, auch wenn er näher von Ollignies steht, wegen der verursachten Verlangsamung keine direkte Folge in akustischer Hinsicht haben.

1.10. Über die Abgrenzungsvarianten des geplanten ZAEI

Der CRAT gibt ein ungünstiges Gutachten für die in der Umweltverträglichkeitsprüfung analysierte Abgrenzungsvariante.

In dieser wird vorgeschlagen, dass der geplante ZAEI entlang der A8 bis zu den Agrarwegen, die in der Nähe einer Brücke unter der Autobahn gelegen sind, erweitert wird. Ohne die Fläche des Projekts zu verändern, wird der Umkreis nach dem Osten fortgezogen, mit dem Zweck, die Nordgrenze des neuen ZAEI im Verhältnis zu Ollignies abzurücken.

In dieser Hinsicht wiederholt der CRAT seine Bemerkungen, die er im Rahmen der zweiten Phase der Studie ausgedrückt hatte: auch wenn diese Abgrenzungsvariante es erlaubt, sich weiter vom Dorf Ollignies zu entfernen, ist sie wenig relevant, dies wegen des Bodengefälles und des Umfangs der Infrastrukturarbeiten, die nötig wären, um das Gebiet dort anzusiedeln.

Der Anschluss an das Straßennetz würde nämlich bedeutende Straßenarbeiten, u.a. die Einrichtung der Autobahnausfahrt der A8 für den aus Brüssel kommenden Verkehr (3 Möglichkeiten), voraussetzen und dem bestehenden Kreisverkehr im Norden der Autobahn den Verkehr aus oder in Richtung Lessines noch zusätzlich zuführen.

1.11. Über die durch das Gemeindegremium Silly geäußerte Bemerkung

Der CRAT stellt fest, dass das untersuchte Bezugsgebiet auch Silly umfasst.

1.12. Über die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung

Der CRAT beurteilt die Qualität der Umweltverträglichkeitsprüfung als zufrieden stellend.

Trotz des Fehlens einer Analyse betreffend die Möglichkeiten einer Verwertung des Tierdunges beantwortet die Umweltverträglichkeitsprüfung nach Ansicht des CRAT klar alle Fragen in Zusammenhang mit dem Planentwurf.

Philippe BARRAS,
Vorsitzender

Anlage 3: Liste der Beschwerdeführer

ATH						
Name	Vorname	Anschrift	Nr.	PLZ	Gemeinde	Land
CROCQ	Jules und Francine	Vieux Chemin de Tournai	42	7801	Irchonwelz	Belgien
DEBATTY	Bernard	route de Lessines	208	7822	Ath	Belgien
DEHAESELEER	Famille	Chemin de la Buriane	2	7866	Ollignies	Belgien
HARCHIES	Fabien	Rue de la Sille	82	7822	Meslin-l'Evêque	Belgien
LAEVENS	Francine	Vieux Chemin de Tournai	42	7801	Irchonwelz	Belgien
PIERQUIN	Laurence	Stoquoy	1b	7830	Hellebecq	Belgien
SILLY	Collège communal	Place communale	18	7830	Silly	Belgien
VANDECASTEELE	Brigitte	Chaussée Victor Lampe	191	7866	Ollignies	Belgien
LESSINES						
Name	Vorname	Anschrift	Nr.	PLZ	Gemeinde	Land
ABDEL KADER	Abbes	Chaussée Victor Lampe	139	7866	Ollignies	Belgien
ALLERT	Frédéric	Petite Hollande	2	7863	Ghoy	Belgien
ANNYS	Erwin	Basse Cour	38	7866	Ollignies	Belgien
BAGUET	Florent	Lisbecq	2	7830	Hoves	Belgien
BAGUET	Michèle	Chemin du Grand Denis	32/1	7866	Ollignies	Belgien
BAGUET	Nestor	Rue des Déportés	41	7866	Ollignies	Belgien
BAGUET	Raymond	Rue Principale	3	72540	Mareil en Champagne	France
BIERMANT	Anne-Marie	Rue Mzenque	29	7866	Ollignies	Belgien
BOUILLON	Blanche	Chemin de la Buriane	16	7866	Ollignies	Belgien
BOURS&ASSOCIES pour DE MECHELEER Luc		Rue Simonon	13	4000	Liège	Belgien
BRUMAGNE	Vinciane	Chaussée Victor Lampe	189	7866	Ollignies	Belgien
CHRISTIAENS	M. et J.	Chaussée de Grammont	6bis	7860	Lessines	Belgien
COUVREUR	Luc	Rue des Combattants	51	7866	Ollignies	Belgien
COUVREUR	Claude	Rue des Déportés	3	7860	Lessines	Belgien
CROCQ	Florence	Chaussée Victor Lampe	185	7866	Ollignies	Belgien
CROCQ	Jules	Vieux Chemin de Tournai	42	7801	Irchonwelz	Belgien
CROCQ	Patrice	Chaussée Victor Lampe	185	7866	Ollignies	Belgien
DE KORTE - GOOSENS	Noelle	Chaussée Victor Lampe	15	7866	Ollignies	Belgien
DE MECHELEER	Sabrina	Chemin Berquet	26	7864	Deux-Acren	Belgien
DEHAESELEER	Famille	Buriane	2	7866	Ollignies	Belgien
DEMEYERE	Anne	Rue de Scaubecq	36	7861	Wannebecq	Belgien
DEMUYNCK	Eliane	Curoir	1	7880	Flobecq	Belgien
DEMUYNCK	Elie	Mzenque	71	7866	Ollignies	Belgien
DEPOORTERE	Eric	Mouplière	6	7866	Bois-de-Lessines	Belgien
DERONNE	Aurore	Rue du Grand Marais	10	7866	Ollignies	Belgien
DERONNE	Ghislain	Chaussée Victor Lampe	129	7866	Ollignies	Belgien

DERONNE	Marie-Françoise	Mouplière	6	7866	Bois-de-Lessines	Belgien
DERONNE	Marie-Thérèse	Chaussée Victor Lampe	195	7866	Ollignies	Belgien
DESMET	Edmond	Rue des Déportés	55	7866	Ollignies	Belgien
DESMET	Myriam	Basse Cour	38	7866	Ollignies	Belgien
DUFOUR	Yannik	Buriane	16b	7866	Ollignies	Belgien
DUFOUR - BAGUET	Delphine	Buriane	16b	7866	Ollignies	Belgien
DUPONT	Christine	Chemin de Meslin-l'Evêque	16	7866	Ollignies	Belgien
ETIENNE	Christelle	Rue des Déportés	57	7866	Ollignies	Belgien
ETIENNE	Christelle	Rue des Déportés	57	7866	Ollignies	Belgien
EVARD	Annette	Rue Pierre Fontaine	22	7861	Papignies	Belgien
EVARD	Joseline	Chaussée Victor Lampe	180 - 182	7866	Ollignies	Belgien
FELIX	Marie-Thérèse	Mazenque	71	7866	Ollignies	Belgien
FEYAERTS	José	Chaussée Victor Lampe	103	7866	Ollignies	Belgien
FEYAERTS	José	Chemin de Meslin-l'Evêque	16	7866	Ollignies	Belgien
FEYAERTS	Joseph	Chaussée Victor Lampe	103	7866	Ollignies	Belgien
FEYAERTS	Joseph	Rue des Déportés	56	7866	Ollignies	Belgien
FONTAINE	Audrey	Chaussée Victor Lampe	187	7866	Ollignies	Belgien
FONTAINE - MERTENS	Epoux	Chaussée Victor Lampe	187a	7866	Ollignies	Belgien
FOUBERT	Christelle	Rue Mazenque	17	7866	Ollignies	Belgien
FOUBERT	Fernand	Rue Mazenque	29	7866	Ollignies	Belgien
FOUBERT	Willy	Chaussée Victor Lampe	128	7866	Ollignies	Belgien
FRANC	Jean-Mary	Buriane	4	7866	Ollignies	Belgien
FRANSEN Hervé pour VANLOO Lucien		Boulevard Audent	15	6000	Charleroi	Belgien
GORET	André	Rue du Grand Marais	10	7866	Ollignies	Belgien
GORET - DERONNE	Famille	Rue du Grand Marais	10	7866	Ollignies	Belgien
GRAVEZ	Roberte	Boulevard E. Schevenels		7860	Lessines	Belgien
HANNECART	Marc	Rue Warloche	24	7911	Buissenal	Belgien
HOCEPIED	Philippe	Rue la Blanche	12a	7862	Ogy	Belgien
LAEVENS	Francine	Vieux Chemin de Tournai	42	7801	Irchonwelz	Belgien
LEJEUNE	Bruno	Chaussée Victor Lampe	189	7866	Ollignies	Belgien
LELEUX veuve BAGUET	Olga	Chemin du Grand Denis	32	7866	Ollignies	Belgien
LEMAIRE	Marie-Rose	Chasse aux Loups	1	7860	Lessines	Belgien
LEMAIRE	Serge	Chasse aux Loups	1	7860	Lessines	Belgien
LERMINIAUX	Anne-Marie	Chaussée Victor Lampe	180	7866	Ollignies	Belgien
LIZON	Pierre	Rue des Déportés	38	7866	Ollignies	Belgien
LUST	Xavier	Chemin du Grand Denis	12	7866	Ollignies	Belgien
MASURE	André	Grand'Rue d'Acren	27	7864	Deux-Acres	Belgien
MICHIELS	Didier	Chaussée Victor Lampe	189a	7866	Ollignies	Belgien
MOCKELS	Maryline	Chaussée Victor Lampe	185	7866	Ollignies	Belgien
MOUTIER	Bernard	Rue Mazenque	52	7866	Ollignies	Belgien
NOTTE	Yves	Rue des Déportés	56	7866	Ollignies	Belgien
NOULLEZ	Michaël	Chemin de la Basse Couture	41	7860	Lessines	Belgien
PASTURE	Dominique	Pont Madeleine	52	7862	Ogy	Belgien
PIERQUIN	Laurence	Stoquoy	1b	7830	Hellebecq	Belgien
POPLIMONT	Marie-Claire	Chaussée Victor Lampe	132	7866	Ollignies	Belgien
RASMONT	Léandre	Chaussée Victor Lampe	187	7866	Ollignies	Belgien
SCHOTTE	Michel	Curoir	1	7880	Flobecq	Belgien
SCORIER	Josée	Chaussée Victor Lampe	128	7866	Ollignies	Belgien
SHIMELL	Patrick	Chaussée Victor Lampe	193	7866	Ollignies	Belgien

SILLY	Collège communal	Place communale	18	7830	Silly	Belgien
SNYERS	Herr und Frau	Chaussée Victor Lampe	114	7866	Ollignies	Belgien
STALPORT	Luc	Rue des Déportés	45	7866	Ollignies	Belgien
STORME	Sabine	Chemin de la Buriane	7	7866	Ollignies	Belgien
THAYS	Régine	Rue la Blanche	12a	7862	Ogy	Belgien
THILLY	Philippe	Rue Mazenque	7	7866	Ollignies	Belgien
VAN WONTERGHEM	Adhemar					Belgien
VANDECASTEELE	Brigitte	Chaussée Victor Lampe	191	7866	Ollignies	Belgien
VANDECATSYEN	Anne	Rue des Déportés	38	7866	Ollignies	Belgien
VANDECATSYEN	Anne	Rue des Déportés	38	7866	Ollignies	Belgien
VANDENHAUTE	Alain	1ère Rue Basse	65	7970	Beloil	Belgien
VANDERMOTEN	Arlette	Chemin du Commun	11	7860	Lessines	Belgien
VANDERMOTEN	Patricia	Chaussée	81	7864	Deux-Acren	Belgien
VANDEWALLE	Daniel	Mazenque	25	7866	Ollignies	Belgien
VERCRUYSSSE	Erwin	Chaussée Victor Lampe	94	7866	Ollignies	Belgien
WAELS	Bertrand	Rue des Déportés	57	7866	Ollignies	Belgien
WAEYENBERGH	Eric	Chemin de Chièvres	73	7860	Lessines	Belgien
WALLEMACQ-HOVINE	Jacques	Chemin du vivinal	114	7812	Mainvault	Belgien

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

[C - 2009/27031]

1 DECEMBER 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot voorlopige aanneming van de herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen (bladen 38/2, 38/3 en 38/6) met het oog op de opnemng van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat (Gellingen) en Lessen (Woelingen)

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 2010;

Gelet op het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, patrimonium en energie, inzonderheid op de artikelen 1, 21 tot 25, 27, 30bis, 35 tot 37 en 40 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDER), aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1986 tot oprichting van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen, met name gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Gewestexecutieve van 20 december 1990, 6 september 1991, 19 maart 1992 en 1 oktober 1992 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 juli 1993, 18 juni 1998, 1 april 1999 en 22 april 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 2009 (*Belgisch Staatsblad* van 31 maart 2009) tot herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen (bladen 30/6, 38/2, 38/3 en 38/6) en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemng van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat (Gellingen) en Lessen (Ollignies);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 (*Belgisch Staatsblad* van 4 maart 2010) tot voorlopige aanneming van de ontwerp-herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen (bladen 38/2, 38/3 en 38/6) met het oog op de opnemng van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat (Gellingen) en Lessen (Ollignies);

Gelet op de bezwaarschriften en opmerkingen die de particulieren, de verenigingen van personen, de openbare instellingen en de instellingen van openbaar nut ingediend hebben tijdens het openbaar onderzoek dat van 15 maart 2010 tot 28 april 2010 in de gemeenten Aat en Lessen en die in dit besluit opgenomen zijn;

Gelet op de informatievergaderingen die op 15 maart 2010 in Lessen en op 16 maart 2010 in Gellingen gehouden werden;

Gelet op de afsluitende vergaderingen van het openbaar onderzoek, die in Aat en Lessen gehouden werden op 28 april 2010;

Gelet op de overlegvergaderingen die na afloop van het openbaar onderzoek op 4 mei 2010 in Gellingen en op 5 mei 2010 in Lessen gehouden werden;

Gelet op het advies van het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de heer Philippe Muylers, overgemaakt op 23 april 2010;

Gelet op het gunstig advies van de gemeenteraad van Aat van 11 mei 2010;

Gelet op het gunstig advies van de gemeenteraad van Lessen van 7 juni 2010;

Gelet op het onder voorbehoud gunstig advies op de geschiktheid van het project voor het milieu, verstrekt door de CWEDD op 23 augustus 2010 met referte CWEDD/10/AV.1203;

Gelet op het gunstig advies van de « CRAT » van 10 september 2010, met referte 10/CRAT-A.926-AN;

Overwegende dat het advies van de « CRAT », overeenkomstig artikel 43, § 4, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, betrekking heeft op het dossier dat bestaat uit het ontwerp van plan samen met het effectonderzoek en uit de bezwaren, opmerkingen, processen-verbaal en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek;

Overwegende dat de « CRAT », nadat ze kennis heeft genomen van het geheel van de hierbovenvermelde elementen van het dossier en na analyse ervan, haar advies met perfecte kennis van zaken heeft uitgebracht;

I. Opmerkingen betreffende de publieke informatievergaderingen

Overwegende dat artikel 42bis van het Wetboek bepaalt dat het dossier aan het publiek medegedeeld wordt overeenkomstig de artikelen D.29-5 en D.29-6 van Boek I van het Milieuwetboek;

Overwegende dat de bezwaarindieners vragen hebben bij de wijze waarop die voorafgaande informatievergaderingen plaatsvonden;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners menen dat ze de gelegenheid niet hebben gehad hun standpunt uiteen te zetten tijdens die vergaderingen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners vragen hebben bij de volledigheid en de exactheid van de notulen van die vergaderingen;

Antwoord

Overwegende dat artikel D.29-6 van Boek I van het Milieuwetboek bepaalt dat de notulen van de informatievergaderingen ter beschikking van het publiek worden gehouden;

Overwegende dat het Milieuwetboek in Boek I, artikel R.41-4, bepaalt dat elke persoon binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de dag waarop de informatievergadering gehouden wordt opmerkingen, suggesties en verduidelijkingen van bepaalde punten van het project mag indienen en de technische alternatieven mag voorstellen die redelijkerwijs door de aanvrager in overweging genomen kunnen worden om er rekening mee te houden bij de uitvoering van het milieueffectenonderzoek, door ze schriftelijk te richten aan het gemeentecollege van de plaats waar de vergadering gehouden werd, met opgave van naam en adres.

Er wordt een afschrift van aan de aanvrager gestuurd, die er onverwijld kennis van geeft aan de auteur van het onderzoek indien een dergelijk onderzoek vereist is. »;

Overwegende dat iedere bezwaarindieners die meent dat hij zijn standpunt niet heeft kunnen uitdrukken of dat dat standpunt niet correct werd opgenomen in de notulen de mogelijkheid had om zijn standpunt schriftelijk uit te drukken binnen de vijftien dagen te rekenen van de dag waarop de informatievergadering gehouden werd; dat de betrokken gemeentecolleges daarover geen briefwisseling hebben ontvangen;

II. Invraagstelling van de kwaliteit van het milieueffectenonderzoek

Overwegende dat de bezwaarindieners de onafhankelijkheid van de auteur van het onderzoek ten opzichte van IDETA en de Waalse Regering in vraag stellen;

Overwegende dat bewaarindieners zich erover verwonderen dat de overheidsopdracht gesloten kon worden voor de bekendmaking van het besluit tot vaststelling van de inhoud van het effectenonderzoek in het *Belgisch Staatsblad*;

Overwegende dat de bezwaarindieners de kwaliteit en de volledigheid van het onderzoek in twijfel trekken, alsmede de onpartijdigheid van de auteur ervan, meer bepaald op de visuele impact, de geluidshinder, de gevolgen voor oppervlakte- en grondwater, de luchtvervuiling, de uitvoeringskosten en de gevolgen voor de materiële goederen en het erfgoed;

Overwegende dat de CWEDD in haar advies van 28 augustus 2010 geacht heeft dat het onderzoek van voldoende kwaliteit is en dat hij eveneens aangeeft dat de bevoegde overheid er de elementen in zal vinden om haar beslissing te nemen;

Overwegende dat de CRAT in haar advies van 7 september 2010 acht dat het milieueffectenonderzoek « van goede kwaliteit » is; dat ze acht dat niettegenstaande het uitblijven van een analyse over de valoriseringsmogelijkheden van afvalwater () het effectenonderzoek een duidelijk antwoord biedt op alle thema's in verband met het ontwerp-plan;

Antwoord

Overwegende dat artikel R.82 van het Milieuwetboek bepaalt dat voor elk ontwerp dat onderworpen wordt aan een milieueffectenonderzoek, de CWEDD de verzoekende overheid van advies dient over de kwaliteit van het effectenonderzoek en over de milieu-adequatie van het ontwerp;

Overwegende dat de vraag in verband met de onafhankelijkheid van de ontwerper van het onderzoek behandeld werd door de Waalse Regering, die besliste de auteur van het onderzoek, gekozen door IDETA, niet te wraken;

Overwegende dat de Waalse Regering ten opzichte van de adviezen van de CWEDD en de CRAT acht dat aan de kwaliteit en de volledigheid van het onderzoek niet getwijfeld moet worden;

Overwegende dat er geen enkele wetsbepaling bestaat die bepaalt dat men de bekendmaking van het besluit van de Waalse Regering tot aanneming van de inhoud van het effectenonderzoek in het *Belgisch Staatsblad* moet afwachten om kennis te geven van de toewijzing van de overheidsopdracht voor de aanneming van dienstverlenende taken;

III. Impact op het grondgebied van de gemeente Silly

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat de gevolgen voor de gemeente Silly niet voldoende in overweging werden genomen in het kader van het effectenonderzoek;

Overwegende dat die gevolgen betrekking hebben op de mobiliteit, het landschap en het omgevingsgeluid;

Overwegende dat bezwaarindieners achten dat het openbaar onderzoek uitgebreid had moeten worden naar het grondgebied van Silly om de inwoners de mogelijkheid te bieden, hun mening te geven;

Overwegende dat de CRAT opmerkt dat Silly in het onderzochte referentiegrondgebied begrepen is.

Antwoord

Overwegende dat de Waalse Regering, net zoals de CRAT, benadrukt dat de auteur van het onderzoek niet is gestopt bij het gemeentelijk grondgebied van Aat en Lessen toen hij het referentiegrondgebied van elk onderzocht thema heeft vastgelegd; dat de impact van het ontwerp-plan betreffende de mobiliteit, het landschap en het omgevingsgeluid wel degelijk ook op het betrokken deel van het grondgebied van de gemeente Silly onderzocht werd;

Overwegende dat artikel 43, § 2, van het Wetboek bepaalt dat « *het openbaar onderzoek in elke gemeente aangekondigd wordt waarop het ontwerp-planbetrekking heeft, zowel bij aanplakking als bij een in de streekbladzijden van drie franstalige of duitstalige dagbladen, naargelang het geval, ingevoegd bericht.* » « *Het bericht kan ook bekendgemaakt worden in gemeentelijke informatiebladen of in reclamekranten die gratis aan de bevolking worden uitgedeeld.* »;

Overwegende dat onder de gemeenten waarop het ontwerp-plan betrekking heeft, de gemeenten verstaan moeten worden op het grondgebied waarvan het gewestplan gewijzigd wordt;

Overwegende dat zowel de edities van de drie dagbladen als de kosteloos aan de bevolking verdeelde reclamekrant waarin het bericht van onderzoek bekendgemaakt werd, de gemeente Silly bedienen; dat de inwoners van die gemeente dus op dezelfde wijze ingelicht werden als die van Lessen en Aat;

Overwegende dat in tegenstelling tot wat sommige bezwaarindieners opperen, het Wetboek niet bepaalt dat de omwonenden persoonlijk ingelicht moeten worden over de aanneming van een ontwerp-plan en de organisatie van het openbaar onderzoek;

Overwegende dat uit de opmerkingen en vaststellingen ingediend tijdens het openbaar onderzoek, en meer bepaald uit het schrijven van het gemeentecollege van de gemeente Silly van 28 april 2010 en de notulen van de overlegvergadering die in Lessen plaatsvond, opgemaakt kan worden dat de bevolking van de gemeente Silly op de hoogte werd gehouden van het ontwerp-plan en van de mogelijkheid om opmerkingen te maken;

IV. Erkenningsomtrek en onteigeningsomtrek

Overwegende dat sommige bezwaren gericht zijn tegen de erkenningsomtrek en de onteigeningsomtrek.

Antwoord

Overwegende dat de Waalse Regering kan beslissen artikel 44, lid 4, van het Wetboek niet toe te passen en dus de aanneming van het gewestplan niet te koppelen aan de aanneming van de erkenningsomtrek in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de opvanginfrastructuur voor economische bedrijvigheid;

Overwegende dat de Regering die zienswijze gevolgd heeft in het kader van onderhavige herziening van het gewestplan; dat zij het bijgevolg volkomen regelmatig acht dat documenten die niet gezamenlijk goedgekeurd werden aan twee verschillende openbare onderzoeken werden onderworpen;

Overwegende dat de bezwaren die betrekking hebben op de erkenningsomtrek en de onteigeningsomtrek bijgevolg niet in aanmerking genomen moeten worden in het kader van deze procedure.

V. Verenigbaarheid van het ontwerp-plan met de gewestelijke opties

a. Documenten betreffende planning en ruimtelijke ordening

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat het ontwerpplan geenszins het erfgoed meerwaarde verleent en geen bescherming biedt aan de hulpbronnen; dat er geen sprake lijkt te zijn van spaarzaam bodemgebruik; dat er bijgevolg geen gevolg wordt gegeven aan artikel 1 van het Wetboek en dat dit tegen het PEDD indruist;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat de oprichting van dit industriegebied indruist tegen « de erkenning van Lessen als landelijk en toeristisch kerngebied »; dat dit tegen het Waalse structuurplan indruist;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat het gebruik van kwaliteitsvolle landbouwgronden voor de vestiging van de ontworpen industriële bedrijfsruimte dit landelijk aspect geweld aandoet en dat de vestiging langs de hoofdweg naar Lessen de toeristische ontwikkeling van de stad geen goed doet;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat het ontwerpplan geheel en al tegengesteld is aan maatregel 5 van het Waalse toekomstcontract, die net als titel kreeg « de leefomgeving als bron van welzijn en attractiviteit »; dat de opneming van een nieuwe economische bedrijfsruimte benoorden de autosnelweg, in wat één van de laatste open ruimtes bezuiden Lessen is, in de nabijheid van een bosgebied met als overdruk de benaming « Bois Bara, gebied met waardevol landschap », de verkeersstroom, de hogere geluidshinder en de oprichting van 30 meter hoge gebouwen inderdaad allemaal elementen zijn die zullen drukken op de leefomgeving van de omwonenden;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners onderstrepen dat de opneming van een nieuwe economische bedrijfsruimte in de rand van de stad Lessen van die aard is dat het wankele evenwicht tussen de verschillende bestemmingen op het grondgebied van de stad nog meer verstoord zal worden;

Overwegende dat een bezwaarindieners vaststelt dat het ontwerpplan niet bijdraagt tot de valorisering van de verscheidenheid en het karakter van de landschappen zoals voorgeschreven door de Overeenkomst van Florence;

Antwoord

Overwegende dat er reden is om de bezwaren en opmerkingen over de rechtvaardiging van het project goedgekeurd door de Waalse Regering ten opzichte van artikel 1, § 1, van het Wetboek en over zijn verenigbaarheid met het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan te onderscheiden van welke die betrekking hebben op zijn banden met andere plannen en programma's die ze heeft goedgekeurd of die andere overheden overigens hebben goedgekeurd;

Overwegende dat de conformiteit van de ontwerp-herziening van het gewestplan met het Wetboek en meer bepaald met artikel 1 ervan onderzocht werd door de auteur van het effectenonderzoek; dat laatstgenoemde besluit van het voorontwerp van plan verenigbaar is met de gewestelijke opties;

Overwegende dat de behoeften aan nieuwe economische bedrijfsruimten verantwoord werden door de Waalse Regering op grond van een onafhankelijk onderzoek toevertrouwd aan CPDT; dat ze nauwgezet berekend werden; dat de auteur van het onderzoek die cijfers bekrachtigd heeft; dat het bijgevolg onjuist zou zijn te beweren dat de Waalse Regering intenties zou hebben die niet spaarzaam zouden zijn inzake bodemgebruik;

Overwegende dat het auteur van het onderzoek geen enkel bijzonder element van het natuurlijk, cultureel en landschappelijk erfgoed in de omtrek van de ontworpen industriële bedrijfsruimte heeft aangetroffen, behoudens een potentieel archeologisch gebied bezuiden ervan, zes waardevolle bomen, één gebouw opgenomen op de Waalse monumentenlijst (« Chapelle de la Vierge ») en een relatief waardevol landschap;

Overwegende dat de Waalse Regering bij artikel 4 van het besluit tot voorlopige aanneming van het ontwerp-gewestplan geëist heeft dat er een archeologische beoordeling van de ontworpen bedrijfsruimte plaats zou vinden voordat de ruimte ontsloten wordt met het oog op de bewaring van het daarna weer toe te dekken erfgoed; dat die eis geldig blijft;

Overwegende dat de Waalse Regering benadrukt dat zij de landschappelijk minst schadelijke vestiging heeft verkozen ten opzichte van elke andere vestiging gelegen bij afrit 29 van de A8-autosnelweg en dat zij de delen van de percelen bekend onder nrs. 4.4 en 3.1 op de kaart van het biologisch milieu opgenomen heeft als bosgebied om de landschappelijke integratie van de ontworpen industriële bedrijfsruimte sterker te maken;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek geen specifieke aantasting van een welbepaalde bodemrijkdom door het voorontwerp van plan heeft vastgesteld;

Overwegende dat erop gewezen moet worden dat het Waalse structuurplan « een kerngebied in landelijke omgeving » omschrijft als een stad, in dit geval Lessen, die meer als centrum moet functioneren voor de om deze kern gelegen landelijke gemeenten; dat dat betekent, dat enerzijds winkels, dienstverlening en uitrustingen moeten bestaan die op die functie inspelen en dat er anderzijds werkgelegenheid bevorderd wordt die aangepast is aan de specifieke lokale kenmerken;

Overwegende dat uit deze definitie geen enkele bijzondere optie blijkt die de instandhouding van het « landelijke » karakter van de gemeente Lessen beoogt;

Overwegende dat er heden geen enkele bijzondere bepaling aan te treffen is, noch in het gewestplan, noch in een gemeentelijk document van aanleg, die ertoe verplicht die optie na te leven;

Overwegende dat Lessen hoofdzakelijk dankzij het hospitaal « Notre-Dame-à-la-Rose » in het Waals structuurplan te boek staat als « toeristisch kerngebied »;

Overwegende dat het ontwerp beoogd bij de herziening van het gewestplan niet in concurrentie treedt met de programma's die tot stand zijn gebracht door de lokale en gewestelijke autoriteiten om deze kern een meerwaarde te verschaffen;

Overwegende dat het project van de Waalse Regering om deze redenen verenigbaar is met deze beide opties van het Waals structuurplan;

Overwegende dat het bestaande « leefkader » die de bezwaarindieners achteruit zouden zien gaan mocht de industriële bedrijfsruimte ontsloten worden geen enkele bijzondere bescherming krijgt van de bestaande plannen van aanleg;

Overwegende dat hoewel de Waalse Regering eerst een locatie had verkozen die nergens in de omtrekken van het Wetboek of van het Milieuwetboek gesitueerd is, zij desalniettemin bewust is van de verbintenissen die zij aangegaan heeft omtrent de aantrekkelijkheid van het leefkader;

Overwegende dat de milieubeoordeling waaraan het voorontwerp van plan onderworpen is, de gevolgen ervan op het leefkader objectief heeft kunnen omschrijven en zo verzachtende maatregelen heeft kunnen voorstellen;

Overwegende dat de studie aantoonde dat de ligging die de Waalse Regering verkozen heeft de beoogde doelstellingen inzake de gebiedsfunctionaliteiten en de instandhouding van het leefkader heeft kunnen verzoenen;

Overwegende dat het ontwerp beoogd bij de herziening van het gewestplan niet in concurrentie treedt met de opties die Wallonië verkozen heeft in het kader van de uitvoering van de Overeenkomst van Florence;

b. Monomodaal karakter van de ontworpen bedrijfsruimte met een industrieel karakter

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat het monomodaal karakter van de ontworpen industriële bedrijfsruimte meer bepaald tegen de duurzame ontwikkeling en tegen de keuze van het Waalse structuurplan indruist, daar dat document de oprichting van multimodale bedrijfsparken betreft;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners zich erover verbazen dat de gepolste hoofdinvesteerder vooral belangstelling toont voor een bedrijfsgebied met een monomodaal karakter terwijl hij tegelijk het vervoer per rivierschip promoot tussen Antwerpen en Brussel;

Overwegende dat de CRAT vaststelt dat het Waals structuurplan, hoewel dat gebied niet tegemoetkomt aan die beleidskeuze van het structuurplan, erkent dat de uitvoering van logistieke bedrijfsparken de kenmerken in overweging moet nemen van de betrokken producten en de vervoerswijzen moet kiezen die dan ingezet worden in functie van het type producten en de marktgrootte; dat de commissie vaststelt dat dit het geval is voor het ontworpen gebied;

Overwegende dat de CRAT erop wijst dat het nieuwe logistieke centrum van Colruyt zich in dat gebied zou moeten vestigen en dat het er volgens de specifieke kenmerken van de werking van die firma ernaar uitziet dat enkel het vervoer over de weg overwogen wordt; dat de commissie eveneens opmerkt dat het ontworpen bedrijfspark, doordat het gelegen is in de nabijheid van afrit 29 van de A8, bestaande infrastructures zal benutten en geen hogere capaciteit van het wegennet nodig zal zijn.

Antwoord

Overwegende dat de Waalse Regering, hoewel er in het Waals structuurplan te lezen staat dat bij de ontsluiting van logistieke bedrijfsparken de kenmerken van de betrokken producten in overweging genomen moeten worden en de vervoerswijzen gekozen moeten worden volgens de types producten en de grootte van de markten, de niet-weggebonden logistieke activiteit wil toespitsen op duurzamere vervoerswijzen dan het vervoer over de weg;

Overwegende dat de Waalse Regering acht dat het bijkomende voorschrift met merk « *S.37 », geldend voor de ontworpen industriële bedrijfsruimte, van die aard is dat de naleving van die doelstelling gewaarborgd wordt door een beperking van het gebruik van het nieuwe gebied tot de hoofdzakelijk weggebonden logistieke activiteiten en door een toelating tot vestiging voor de toeleveringsbedrijven.

VI. Economische verantwoording van het ontwerp-plan

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat de economische verantwoording van het ontwerp-plan in vraag gesteld kan worden;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners de keuze van de Waalse Regering om de industriële activiteit te ontwikkelen op het grondgebied van Lessen ten nadele van andere economische activiteiten zoals de dienstverlening, aanvechten;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat een alternatief inzake economische ontwikkeling zonder de oprichting van een nieuw bedrijfsgebied bestudeerd had moeten worden;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners de behoefte aan nieuwe ruimte voor bedrijfsactiviteiten in vraag stellen gelet op het weinig rationele bodemgebruik en de zwakke verhouding oppervlakte/aantal banen zoals vastgesteld kan worden in meer zuidelijk gelegen gebieden, op het grondgebied van de stad Aat, en het gebruik ervan voor andere doeleinden dan hun oorspronkelijke bestemming;

Overwegende dat sommige bewaarindieners achten dat de aangekondigde jobcijfers te hoog ingeschat worden en dat de toenemende automatisering van de logistieke sector het aantal banen nog verder zal doen verminderen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat de opleiding tot de logistieke beroepen zeer zwak is in de regio Lessen; dat de jobs waarschijnlijk ingenomen zullen worden door burgers uit Noord-Frankrijk en door mensen die de Dassenveld-site hebben moeten verlaten na delocalisatie van hun jobs;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners vaststellen dat talrijke jobs in Lessen ingevuld worden door werknemers van buiten de gemeente; dat het nooit mogelijk zal zijn de werkzoekenden uit Lessen positief te discrimineren;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners tot slot achten dat de economische fall-out voor de stad Lessen te ruim ingeschat wordt; dat de bijkomende kostprijs die de stad zal moeten betalen voor de ontworpen industriële bedrijfsruimte overigens niet in de studie doorberekend wordt;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners het uitblijven van enige globale lange-termijnvisie van de Waalse Regering voor de inrichting van dat deel van het Waalse grondgebied betreuren, waardoor sommige plannen van aanleg keer op keer werden herzien (Ghislenghien 3, 4, Snow Games, steengroeven, enz), met een aanzienlijke impact op het leefkader van de inwoners;

Overwegende dat de CRAT vaststelt dat de ontsluiting van de ontworpen industriële bedrijfsruimte zou moeten resulteren in de creatie, op termijn, van duizend jobs volgens de gegevens van de groep Colruyt en de intercommunale IDETA;

Overwegende dat ze vaststelt dat het ontwerp-plan de werkzoekenden van de betrokken gemeenten voordeel zal moeten opleveren, meer bepaald wat betreft de vereiste kwalificaties voor de ontworpen activiteit in de nieuwe industriële bedrijfsruimte, die globaal in verhouding staan tot het kwalificatieniveau van de werkloze arbeidskrachten op het grondgebied.

Antwoord

Overwegende dat de Waalse Regering de keuze om een nieuwe industriële bedrijfsruimte op te nemen op het grondgebied van de steden Lessen en Aat in het besluit tot herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen, ruimschoots gemotiveerd heeft;

Overwegende dat de ambitie van de Waalse Regering er tegelijk in bestaat tegemoet te komen aan een aangetoonde behoefte aan ruimte voor logistieke activiteiten en in jobs te voorzien die aangepast zijn aan de plaatselijke specificiteiten;

Overwegende dat de intercommunale IDETA haar verzoek in het bijzonder motiveerde door vast te stellen dat de lokale specificiteiten inzake opleiding van de arbeidskrachten en het type in de logistieke sector aangeboden arbeidsplaatsen elkaar in balans houden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek die hypothesen bekrachtigd heeft;

Overwegende dat de CRAT zich niet achter de zienswijze van de bezwaarindieners kan scharen in verband met het werkgelegenheidscijfer en de verhouding tussen plaatselijke arbeidskrachten en de behoeften van de ontworpen industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de evaluaties die Colruyt en de intercommunale IDETA mededeelden inzake tot stand gebrachte arbeidsplaatsen niet in twijfel trekt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek onderstreept dat de vraag naar werk in de vervoers- en communicatiesector verhoudingsgewijs groter is in het gebied Silly-Edingen-Lessen dan in de andere arrondissementen.

VII. Ligging van het ontwerp van plan

Overwegende dat de bezwaarindieners de ligging van het ontwerp van plan en de weinig overtuigend en zelfs onvolledig bevonden analyses van de door de auteur van het onderzoek bestudeerde liggingsalternatieven aanklaagt;

a. Onderzochte alternatieve locaties

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat de ontworpen bedrijfsruimte waarschijnlijk niet uitgekozen geworden was als de criteria aan de hand waarvan de alternatieve locaties 26, 27, 28 en 30.1 meteen terzijde geschoven werden, erop van toepassing waren geweest;

Overwegende dat een bezwaarindiener opmerkt dat de grootte van de onteigende landbouwbedrijven niet als selectiecriteria in overweging genomen werd bij de onderzochte alternatieven;

Overwegende dat een bewaarindiener het feit betreurt dat de auteur van het onderzoek de twee alternatieven verworpen heeft die bij de infovergaderingen te berde werden gebracht, namelijk : het samenbrengen van de logistieke activiteiten op de Baxter site en de totstandkoming van de economische bedrijfsruimte in Lessen (West);

Overwegende dat een bezwaarindiener het feit betreurt dat de auteur van het onderzoek de afbakeningsvariant die hij onderzocht heeft om financiële redenen heeft verworpen terwijl die variant juist als belangrijkste voordeel had dat de nieuwe bedrijfsruimte verder af kwam te liggen van de dorpskern van Woelingen;

Overwegende dat de CRAT een ongunstig advies uitbrengt voor de afbakeningsvariant die in het effectenonderzoek bestudeerd werd; dat deze commissie acht dat, hoewel die variant verder af ligt van de dorpskern van Woelingen, er maar weinig relevantie van uitgaat gelet op de sterke hellingsgraad van het terrein en de omvangrijke infrastructuurwerkzaamheden die dat mee zou brengen voor de ontsluiting.

Antwoord

Overwegende dat de auteur van het onderzoek vastgesteld heeft dat de potentiële locaties allemaal gespeend zijn van beslissende voordelen ten opzichte van de doelstellingen van het voorontwerp van plan of onoverkomelijke drukfactoren inhouden;

Overwegende dat de liggingsalternatieven onderzocht werden volgens het zelfde stramen en dezelfde thema's als het gebied opgenomen in het voorontwerp van plan van de Waalse Regering; dat enkel het criterium van de kwaliteit van de landbouwgrond in fase I in aanmerking werd genomen om op landbouwvlak de gebieden onderling te vergelijken;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, op andere vlakken van de economische bedrijvigheid dan de logistiek, geen alternatieven voor het ontwerp van de Waalse Regering moest bestuderen;

Overwegende dat de Waalse Regering, met voor ogen de adviezen van de CRAT en de CWEDD in verband met de kwaliteit van het onderzoek, de conclusies van de auteur van het onderzoek over de analyse van de liggingsvarianten niet in twijfel trekt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek meldt dat, hoewel de afbakeningsvariant op biologisch vlak voor een kleiner impactrisico kan zorgen, minder visuele hinder kan meebrengen en de afstand tussen de bedrijfsruimte en de woongebieden kan vergroten, de belangrijkste gevolgen van het voorontwerp helemaal niet weggewist kunnen worden, namelijk het verlies van landbouwgronden en de vestiging van een 30 m hoog gebouw;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek verder aanstipt dat de afbakeningsvariant aanzienlijk grotere inrichtingswerkzaamheden als gevolg zal hebben en dat daardoor significant oppervlakteverlies voor de vestiging van de bedrijven ontstaat;

Overwegende dat de Waalse Regering, in overeenstemming met de CRAT en met het oog op een spaarzaam bodemgebruik, deze afbakeningsvariant buiten beschouwing heeft gelaten;

b. Niet-onderzochte alternatieve locaties

Overwegende dat sommige bezwaarindieners onderstrepen dat er in het besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de inhoud van het effectenonderzoek te lezen staat dat het zoeken naar varianten beperkt zal moeten worden tot de gebieden die aangrenzen aan een afrit van de autosnelweg E429;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners bijgevolg achten dat de locatie gelegen in de zuidwestelijke invalshoek, afgestemd op afrit 30 van de E429, onderzocht had moeten worden;

Overwegende dat die bezwaarindieners achten dat het effectonderzoek, doordat die variante niet aan bod kwam, niet helemaal voldoet aan het besluit van de Waalse Regering;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat de reeds in het gewestplan opgenomen bedrijfsruimten die onbezet blijven of herontwikkeld moeten worden, niet bij het onderzoek betrokken werden;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat de ligging van Colruyt in Ghislenghien 3, in de nabijheid van Waldico, veronachtzaamd werd en afgescheept werd op grond van holle en overtuigingsloze argumenten;

Overwegende dat de CWEDD het feit betreurt dat het referentiegrondgebied bij besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 beperkt bleef tot IDETA-Oost, zonder dat een deel van de gemeente ATH erbij betrokken werd, dit vooral voor de analyse van de liggingsvarianten.

Antwoord

Overwegende dat de auteur van het onderzoek het referentiegrondgebied bepaald in het besluit van de Waalse Regering tot aanneming van de inhoud van het effectenonderzoek voor het zoeken naar liggingsalternatieven niet in twijfel trekt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek erop wijst dat de afbakening van het subgebied IDETA-Oost opgesteld werd door CPDT en dat dit heden algemeen aangenomen wordt door talrijke actoren;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de zoektocht naar liggingsalternatieven beperkt heeft tot het grondgebied van de gemeenten Lessen, Silly en Edingen;

Overwegende dat zelfs als de CWEDD het feit betreurt dat het referentiegrondgebied bij besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 beperkt bleef tot IDETA-Oost, de Waalse Regering erop wijst dat de CWEDD, na navraag van de Waalse Regering, op 6 april 2009 een advies heeft overgemaakt over de ontwerp-inhoud van het onderzoek; dat dat advies het referentiegrondgebied dat de Waalse Regering vastlegde voor het zoeken naar varianten niet in twijfel trok;

Overwegende dat de site, gelegen in de zuidwestelijke driehoek toegespitst op afrit 30 van de autosnelweg E429, niet in het oostelijk deelgebied van het IDETA-grondgebied gelegen is, maar wel in het centraal gelegen deelgebied; dat die alternatieve site dus niet midden in het referentiegrondgebied gelegen is en bijgevolg niet dieper ingaat op één van de criteria vastgelegd door de inhoud van het effectenonderzoek zoals rechtsgeldig vastgelegd na raadpleging van de CRAT en de CWEDD;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek alle bestaande bebouwbare mogelijkheden van het referentiegrondgebied uitputtend heeft onderzocht om te besluiten dat de site van de voormalige luciferfabriek, reeds vermeld in het besluit tot herziening van het gewestplan, de enige echt potentieel interessante aangetroffen locatie is;

Overwegende dat die locatie door de kleine oppervlakte ervan buiten beschouwing werd gelaten ten opzichte van de behoeften vastgesteld door de auteur van het onderzoek voor de ontwikkeling van de logistieke activiteit;

Overwegende dat wat betreft de benutting van de bestaande bedrijfsruimten, gelegen bezuiden de autosnelweg, de gebieden die gelijkwaardige kenmerken vertonen met die, welke verenigd dienen te worden om een op logistiek gericht gespecialiseerd bedrijfspark te vestigen, reeds ingenomen zijn door activiteiten en niet meer over de nodige ruimte beschikken om die activiteit er nog bij te nemen;

Overwegende dat, wat de site Ghislenghien 3 betreft, deze opgenomen werd als industriële bedrijfsruimte via een procedure tot herziening van het gewestplan dat afgesloten werd op 22 april 2004;

Overwegende dat het weinig relevant is de kritiek ontstaan tijdens de bestudering van de ontsluiting van de bezuiden de autosnelweg gelegen bedrijfsruimte te projecteren op de ontworpen industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat artikel 30 van het Wetboek bepaalt dat de gemengde bedrijfsruimte bestemd is voor ambachtelijke activiteiten, dienstverlening, distributie, onderzoek of kleine industrie; dat artikel 30bis bepaalt dat de bedrijfsruimte met een industrieel karakter bestemd is voor activiteiten met een industrieel karakter, met inbegrip van de activiteiten in verband met de verwerking van grondstoffen of halfafgewerkte stoffen, verpakking, opslag, logistiek of verdeling;

Overwegende dat het de wil van de Waalse Regering is om de totstandkoming van een logistiek bedrijfspark mogelijk te maken; dat blijkt dat de bestemming van het gebied « Ghislenghien 3 » als gemengde bedrijfsruimte de ontwikkeling van die activiteit niet toelaat.

VIII. Gevolgen van het ontwerp-plan**a. Effecten op lucht en klimaat**

Overwegende dat sommige bezwaarindieners er nadrukkelijk op wijzen dat het effectenonderzoek heel wat onzekerheden vertoont ten opzichte van de globale CO₂-emissies op 37.000 ton per jaar; dat ze menen dat het effectenonderzoek geen vragen stelt over de gevolgen van een hogere uitstoot dan aangekondigd, meer bepaald voor de gezondheid van de omwonenden;

Overwegende dat ze achten dat het onderzoek rekening had moeten houden met de CO₂-emissies toe te schrijven aan het Snow Game-verkeer en aan de uitbreiding van de steengroeven.

Antwoord

Overwegende dat wat betreft de CO₂, het een broeikasgas betreft die niet beschouwd kan worden als een luchtverontreiniger;

Overwegende dat CO₂ geen onmiddellijke gevolgen kan hebben voor de gezondheid van de omwonenden; dat de analyse van een cumulatief effect van CO₂ door de ontworpen industriële bedrijfsruimte met nabijgelegen activiteiten (Snow Game, steengroeven enz) niet relevant is;

b. Effecten op het oppervlakte- en grondwater

Overwegende dat de opmerkingen over het beheer van regenwater afzonderlijk behandeld moeten worden van de opmerkingen over afvalwater;

I. Regenwater

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat het overstromingsrisico in het dorp Woelingen onderschat wordt;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners erop wijzen dat het effectenonderzoek de noodzaak onderstreept voor de ondernemingen om hun eigen vergaarbakken aan te leggen en verontrust zijn over wat zal gebeuren indien geen enkel reglement de aanleg van die bekkens oplegt;

Overwegende dat de CWEDD het voorstel van beheer van het water in drie systemen beoordeelt en erop aandringt dat er onderzoek wordt verricht naar het gebruik van regenwater en dat de eventuele overschotten beheerd worden via verspreidingsdrainages en een vergaarbekken aangelegd stroomopwaarts van de waterloop, verder stroomafwaarts voorzien van een overstromingsrisicokenmerk.

Antwoord

Overwegende dat de Waalse Regering akte neemt van de vrees van omwonenden in verband met de overstromingsrisico's;

Overwegende dat Richtlijn 2007/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2007 betreffende de evaluatie en het beheer van de overstromingsrisico's omgezet werd bij decreet van 4 februari 2010 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat verscheidene maatregelen inhoudt inzake waterbeleid;

Overwegende dat dat decreet de beginselen en de inhoud van het beheersplan van de overstromingsrisico's bepaalt, dat vastgelegd zal moeten worden tegen 22 december 2015 door de stroomgebiedsoverheid voor elk Waals stroomgebied;

Overwegende dat de risico's vermeld door de omwonenden in overweging zullen worden genomen in het kader van de beheersplannen die uitgewerkt moeten worden in het kader van het beheer van de overstromingsrisico's;

Overwegende dat de Waalse Regering akte neemt van het advies van de CWEDD over de gepastheid om opnieuw gebruik te maken van regenwater; dat dat aspect evenwel onder de uitvoering van dat project valt;

Overwegende dat de gepastheid om een regenwateropslag, vergaarbekkens en greppels met verspreidingsdrainages aan te leggen over de vergunningen valt die voorafgaandelijk toegekend zullen worden voor er sprake kan zijn van ontsluiting van de ontworpen industriële bedrijfsruimte; dat de effectenonderzoeken die voorafgaan aan het verstrekken van die vergunningen bijzonder veel aandacht zullen moeten besteden aan de problematiek van regenwaterbeheer om het huidige debiet van de beek langs de ontworpen industriële bedrijfsruimte niet te wijzigen.

II. Afvalwater

Overwegende dat sommige bezwaarindieners zich zorgen maken over wat er zal gebeuren met afvalwater vóór het invoeren van of in geval van niet-invoeren van een saneringsplan per onderstroomgebied (PASH);

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat geen enkele berekening bewijst dat de verzamelinstallatie Ollignies Bois de Lessines correct afgemeten is om het afvalwater van het ontworpen gebied te ontvangen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners het uitblijven van analyses betreuren inzake de effecten van het waterzuiveringsstation dat aangelegd zou moeten worden in het geval de collectoren, bepaald in het PASH, niet aangelegd zouden worden voor de inneming van de nieuwe bedrijfsruimte;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners opmerken dat de studie uitwijst dat er drukfactoren bestaan die wegen op de kwaliteit van het water ten gevolge van de aanwezigheid van een verontreinigde site onder de funderingen van de snelweg; dat ze achten dat de studie niet nader ingaat op de inhoudt van die drukfactoren en de eventuele gevolgen ervan op het geloosde water van de ontworpen bedrijfsruimte.

Antwoord

Overwegende dat de Waalse Regering bewust is van de noodzaak om bij de invoering van het project een waterzuiveringsstation op de site te bouwen indien de collectoren waarvan sprake in het waterbeheersplan per onderstroomgebied (PASH) niet aangelegd zouden worden voor de inneming van de nieuwe bedrijfsruimte of als ze onmogelijk het afvalwater ervan zouden kunnen opvangen;

Overwegende dat als een waterzuiveringsstation gebouwd zou moeten worden, zij dan aan een globale vergunning en aan een voorafgaandelijke effectenbeoordeling onderworpen zou moeten worden; dat de effecten van dat station dus niet beoordeeld moeten worden in het stadium van de herziening van het gewestplan;

Overwegende dat wat betreft de aanwezigheid van een verontreinigde site onder de funderingen van de autosnelweg A8 het effectenonderzoek aangeeft dat dit een drukfactor is die tegelijk weegt op de kwaliteit van de in de nabijheid gelokaliseerde grondwaterlagen, maar ook op de mogelijkheid om er pompinstallaties te bouwen; dat de Waalse Regering acht dat die drukfactor beoordeeld zal moeten worden mochten sommige bedrijven aanvragen indienen voor een milieuvergunning met het oog op het bouwen van pompinstallaties in de ontworpen industriële bedrijfsruimtes;

Overwegende dat het door de ontworpen industriële bedrijfsruimte geloosde water zelfs bij het oppompen van water uit de grondwaterlaag in de nabijheid van de verontreinigde site de lozingsnormen zal moeten naleven;

Overwegende dat de inachtneming van de lozingsnormen de eventuele impact van de verontreinigde site op het geloosde water mogelijk zal maken.

c. Grond en ondergrond

Overwegende dat de bezwaren in verband met de bodem en de ondergrond hoofdzakelijk te maken hebben met de risico's in verband met het effenen van de grond;

Overwegende dat die bezwaren verband houden met de ongevalrisico's gebonden aan, bijvoorbeeld, de potentiële aanwezigheid van gasleidingen en met de risico's gebonden aan de stabiliteit van de nabijgelegen woningen;

Antwoord

Overwegende dat het eventueel effenen van de terreinen deel uitmaakt van de ontsluiting van de ontworpen bedrijfsruimte en niet van de planologie; dat de eventuele risico's in verband met die werkzaamheden beoordeeld zullen moeten worden in het kader van de vergunningsaanvragen.

d. Fauna en flora

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat de inventaris van de fauna en de flora onvolledig is gelet op de periodes van de vaststellingen en het uitblijven van nachtelijke waarnemingen.

Antwoord

Overwegende dat de kwaliteit van de opgestelde inventaris in vraag wordt gesteld noch door de CRAT noch door de CWEDD;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek in het gebied acht verschillende types biologische milieus aangetroffen heeft, namelijk gewassenteelt, bossen, wildgroei, weiden, vochtige gebieden, braakland, wegen en bebouwde gebieden; dat het niet nodig is die vaststellingen over een heel jaar uit te smeren om die milieus te benoemen;

Overwegende dat de teelten de grootste oppervlakte van de ontworpen industriële bedrijfsruimte innemen; dat de auteur van het onderzoek aangeeft dat de teelten over het algemeen weinig plaats en mogelijkheden laten voor de ontwikkeling en het overleven van wilde planten- en diersoorten;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek aangeeft dat de delen van het gebied die gekenmerkt worden door een interessante biodiversiteit geconcentreerd zijn in het dal van de kleine vallei waarin een beek loopt die in de Ligne uitmondt; dat het biologisch belang van de gronden betrokken bij het voorontwerp van herziening van het gewestplan dus beperkt blijft tot een strook van 5 tot 50 m aan beide kanten van de bestaande beek, de overige grond wordt immers ingenomen door relatief weinig relevante landbouwgronden;

Overwegende dat de Waalse Regering, met het oog op de bescherming van de biologisch meest interessante milieus, haar wil bevestigt om drie bosgebieden op te nemen op de noordoostelijke grens van de ontworpen industriële bedrijfsruimte.

e. Gezondheid en veiligheid

Overwegende dat sommige bezwaarindieners benadrukken dat het verslag op de bijkomende mogelijkheid wijst op geur- of stofhinder; dat ze achten dat dat stofprobleem des te nijpender is dat de concentraties aan stoffen de hoogte in zal gaan als de steengroevectiviteit verplaatst wordt naar de dorpskern van Woelingen; dat ze achten dat het effect van die fijne stoffen op de gezondheid van de omwonenden niet beoordeeld wordt;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners benadrukken dat het effectenonderzoek aangeeft dat de uitstoot van koolstofdioxide, stikstofdioxide, zwaveloxide, fijne stoffen schadelijk kunnen zijn voor de fauna en de flora die aanwezig zijn in de onmiddellijke nabijheid van de ontworpen industriële bedrijfsruimte, vooral door de accumulatie van de fall-out mettertijd; dat ze vragen dat de impact ervan op de gezondheid van de omwonenden, op de akkers in de omgeving en op de kwaliteit van de oogst berekend wordt;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners vaststellen dat de auteur van het onderzoek zonder reden de hypothese van een zwaar ongeval in de ontworpen industriële bedrijfsruimte verworpen heeft en bijgevolg de gevolgen ervan op de buurt niet onderzocht heeft;

Overwegende dat de CRAT acht dat de effecten van de aanleg van een monomodaal logistiek park in de ontworpen industriële bedrijfsruimte op de luchtverontreiniging onder de globale vergunning vallen, en niet onder de planologie.

Antwoord

Overwegende dat de Regering zich achter het advies van de CRAT schaart in verband met het feit dat de effecten van de uitstoot van de bedrijven die zich in de ontworpen bedrijfsruimte zullen vestigen, op de luchtverontreiniging, onder de globale vergunningen vallen;

Overwegende dat die vergunningen de normen zullen vastleggen voor de uitstoot van gasen voor elk bedrijf; dat die normen vastgelegd zullen worden na uitvoering van een effectenonderzoek;

Overwegende dat de Waalse Regering onmiddellijk na de aanneming van het voorontwerp van plan en op grond van het aanvraagdossier ingediend door de intercommunale IDETA, de optie gekozen heeft om elk bedrijf uit te sluiten dat een hoog ongevalsrisico inhoudt in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning; dat die hypothese vanzelfsprekend niet door de auteur van het onderzoek in het vooruitzicht is gesteld;

f. Aangename leefomgeving

Overwegende dat drie thema's onder de uitdrukking « aangename leefomgeving » vallen;

Overwegende dat die thema's de omgevingsgeur, het omgevingsgeluid en de visuele kwaliteit betreffen;

i. Omgevingsgeur

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat de dorpskern van Woelingen regelmatig af te rekenen krijgt met geurhinder van het industriegebied van Ghislenghien; dat die elementen gevoegd zouden moeten worden bij de reeds bestaande lijst hinderlijke elementen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners vrezen voor de geurhinder door de vestiging van een biomethaan-centrale en een zuiveringsstation in de ontworpen industriële bedrijfsruimte en achten dat het effectenonderzoek aangevuld zou moeten worden door een duidelijke evaluatie van de daaraan verbonden effecten.

Antwoord

Overwegende dat de Waalse Regering akte neemt van de opmerkingen over de huidige hinder die de dorpskern van Woelingen ondervindt afkomstig van het industriegebied;

Overwegende dat die hinder evenwel in niets zal veranderen door de vestiging van de ontworpen industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat het logistieke bedrijf dat zich in de ontworpen industriële bedrijfsruimte wil vestigen geen risico vertoont op het vlak van geurhinder;

Overwegende dat de eventuele vestigingen van een biomethaancentrale of een zuiveringsstation op de locatie onderworpen zouden zijn aan globale vergunningen waaraan zelf effectenonderzoeken vooraf zouden gaan; dat die onderzoeken met name een nadere evaluatie zouden moeten geven van de aan die installaties verbonden geurhinder.

II. Omgevingsgeluid

Overwegende dat sommige bezwaarindieners vragen hebben bij de methodologie en de volledigheid van de evaluatie van de geluidshinder;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners benadrukken dat het onderzoek aangeeft dat de toekomstige bedrijven de vastgelegde geluidsniveaus scrupuleus zullen moeten naleven en zich de vraag zullen moeten stellen in verband met de controles op geluidshinder en de inachtneming ervan;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners het feit betreuren dat het betrekken van de woningen gelegen in het zuid-westen van het gebied bij de ontworpen industriële bedrijfsruimte ze doet vallen onder artikel 21, waarbij ze de facto uitgesloten worden van het toepassingsgebied van artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot vaststelling van de algemene exploitatievoorwaarden van de bedrijven bedoeld bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning; dat dit nadelig is voor de inwoners die getroffen worden door minder gunstige geluidsnormen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners vrezen voor de gevolgen van de verkeerstoename in de ontworpen industriële bedrijfsruimte op het omgevingsgeluid;

Overwegende dat ze eveneens achten dat, hoewel het onderzoek aangeeft dat er behoedzaam moet worden omgesprongen met nachtelijke leveringen, dat het vrachtverkeer voorkomen dient te worden op de baanvakken waarlangs woningen staan en dat er rekening moet worden gehouden met de rust van de omwonenden, daar geen enkele praktische wettelijke maatregel getroffen mag worden om het nachtelijke verkeer te beletten;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners eisen dat er verscheidene reële praktische maatregelen die getroffen dienen te worden om het nachtelijke verkeer op de N57 te beletten (zoals automatische camera's met uuropgave) opgelijst worden en aangenomen worden door de Waalse Regering als alternatieve compensaties;

Overwegende dat de CRAT acht dat de effecten van de aanleg van een monomodaal logistiek park in de ontworpen industriële bedrijfsruimte op de luchtverontreiniging onder de globale vergunning vallen, en niet onder de planologie;

Overwegende dat de commissie er evenwel over oordeelt of de analyse van de auteur van het effectenonderzoek tijdens de voorontwerpfase correct en volledig is, en diens aanbevelingen nakijkt;

Overwegende dat de CRAT het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 2009 tot aanneming van het voorontwerp van plan bijtreedt en acht dat de opneming van die woningen in de ontworpen industriële bedrijfsruimte verantwoord is.

Antwoord

Overwegende dat de Waalse Regering zich achter het advies van de CRAT schaart over de kwaliteit en de volledigheid van het effectenonderzoek dat de auteur van het onderzoek verricht heeft in de voorontwerpfase;

Overwegende dat wat betreft de woningen gelegen langs de N57 in het zuid-westen van het gebied, de Waalse Regering haar wil bevestigt om ze op te nemen in de ontworpen industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat als die opneming daadwerkelijk een effect heeft op de geluidsnormen vastgelegd door de algemene bedrijfsvoorwaarden voor ondernemingen, van toepassing op die gronden, de Waalse Regering erop wijst dat de milieuvergunningen de bijzondere bedrijfsvoorwaarden vastleggen voor de bedrijven, die strenger kunnen zijn dan de algemene voorwaarden;

Overwegende dat het bekijken van de inachtneming van die normen de taak van de milieupolitie en de betrokken gemeenten is;

Overwegende dat wat betreft de effecten van het verkeer op het omgevingsgeluid de Waalse Regering haar wil bevestigt om een verbod op te leggen voor het doorkruisen van de dorpskern van Woelingen voor bepaalde voertuigen, zoals vrachtverkeer, door het aanbrennen van de gepaste verbodstekens zodra de eerste twee fases van de singelweg rond Lessen afgewerkt zullen zijn;

Overwegende dat die maatregel de facto de problematiek van het nachtelijk verkeer op de bewoonde baanvakken van de RN 57 zal oplossen, en in het bijzonder het doorkruisen van de dorpskern van Woelingen en de stad Lessen.

III. Visuele kwaliteit

Overwegende dat talrijke opmerkingen te maken hebben met het effect van de vestiging van een dertig meter hoog gebouw in de ontworpen industriële bedrijfsruimte op het landschap;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat een analyse van de rechtstreekse visuele impact voor de omwonenden gelegen in een straal van duizend meter om de site uitgevoerd had moeten worden;

Overwegende dat sommige omwonenden achten dat er visuele impactstudies uitgevoerd hadden moeten worden wat betreft verschillende straten (rue des Déportés, chemin du Grand Denis, rue Mazenque, chaussée Victor Lampe.);

Overwegende dat sommige bezwaarindieners vragen dat er hogere schermen geplaatst worden; dat de hoogste gebouwen gedeeltelijk ingegraven worden; dat ze zo ver mogelijk van de woningen geplaatst worden en dat het soort camouflage dat gebruikt zal worden zo duidelijk mogelijk wordt omschreven;

Overwegende dat de CRAT erop wijst dat het landschap in het betrokken gebied reeds verstoord is;

Overwegende dat ze een afstand vaststelt van om en bij de zestig meter tussen de eerste woningen van Woelingen en de noordgrens van het gebied en dat vergunningsvoorwaarden in dat deel afmetingen zouden kunnen opleggen die in harmonie zijn met die van de dorpskern van Woelingen;

Overwegende dat ze voor het overige vaststelt dat de afmeting van de hoogste ontworpen gebouwen zich onder de hoogtelijn van de autosnelweg zal bevinden;

Overwegende dat ze ten slotte vaststelt dat de impact van de ontworpen bedrijfsruimte op het landschap zeer aanzienlijk dreigt te zijn wegens de omvang van de vermoedelijke gebouwen; dat die overweging evenwel onder de globale vergunning valt en niet onder de planologie.

Antwoord

Overwegende dat de analyse van het blikveld van het gebied uitgevoerd werd;

Overwegende dat dat veld onder andere volgende straten bestrijkt : rue des Déportés, chemin du Grand Denis, rue Mazenque, chaussée Victor Lampe; dat er vanaf die verschillende standplaatsen foto's zijn genomen;

Overwegende dat wat betreft het specifieke geval van het grote gebouw de Waalse Regering het advies van de CRAT bijtreedt over het feit dat de impact op het landschap van de vestiging van dat gebouw in de ontworpen industriële bedrijfsruimte onder de globale vergunning valt en niet onder de planologie;

Overwegende dat ze evenwel akte neemt van de vrees en de opmerkingen van de omwonenden en meer bepaald van de suggesties om de integratie van de hoogste gebouwen te verbeteren.

g. Materiële goederen en erfgoed

Overwegende dat sommige bezwaarindieners zich vragen stellen bij de compensaties voor de omwonenden wier onroerende goederen in waarde zouden dalen door de vestiging van de ontworpen industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners zich vragen stellen bij de impact van de omvorming van het woongebied met een landelijk karakter tot een industriële bedrijfsruimte op de toekomstige renovaties en uitbreidingen van de bestaande woningen.

Antwoord

Overwegende dat er in de wetgeving geen regeling bestaat voor schadeloosstelling aan de omwonenden die een waardedaling van hun onroerende goederen zouden moeten ondergaan wegens de effecten van de bestemmingswijziging van een gebied;

Overwegende dat artikel 70 van het Wetboek daarentegen de voorwaarden vastlegt verschuldigd door het Waalse Gewest wanneer het bouw- of verkavelingsverbod volgend uit een plan dat bindende kracht heeft verkregen, een einde maakt aan het gebruik waarvoor een goed dient of normaal bestemd is de dag voorafgaand aan de inwerkingtreding; dat de personen die daaraan voldoen dan hun rechten te gelde zullen kunnen maken;

Gelet op de bewoordingen van artikel 111, lid 1, van het Wetboek : « *De bouwwerken, de installaties of de gebouwen die bestaan vóór inwerkingtreding van het gewestplan of die toegelaten zijn, en waarvan de huidige of toekomstige bestemming niet overeenstemt met de voorschriften van het gewestplan kunnen onderworpen worden aan verbouwings-, vergrotings- of heropbouwwerken* » "De modules voor elektriciteit- of warmteproductie die deze bouwwerken, installaties of gebouwen gelegen op hetzelfde onroerend goed rechtstreeks bevoorraden en waarvan het energiebron uitsluitend solair is, mogen toegelaten worden zelfs als ze los van het goed gebouwd zijn.»;

h. Mobiliteit, netwerken en andere infrastructuren

I. Mobiliteit

Overwegende dat sommige bezwaarindieners het gebrek aan objectiviteit en ernst in de impactanalyse in termen van mobiliteit aanklagen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners het feit betreuen dat het verkeersonderzoek de verkeersstroom niet in overweging neemt die verband houdt met de ontwikkeling van andere projecten (Ghislenghien III, Snow Games, toerisme naar het Hôpital Notre-Dame à la Rose, nieuwe steengroeven in Lessines, Parc Paradisio.);

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat het verkeer op de N57 reeds zeer aanzienlijk is (Chaussée Victor Lampe, Boulevard René Branquart et Boulevard Emile Schevenels) en dat een toename ervan moeilijk leefbaar zou zijn voor de omwonenden;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners verschillen vaststellen tussen de cijfers voorgelegd door de IDETA in het basisdossier bij haar aanvraag en de cijfers opgenomen in het effectenonderzoek;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners het onzekere karakter van de uitvoering van de singelweg rond Lessen onderstrepen, alsook het feit dat het een onvolledige weg zal betreffen;

Overwegende dat het Vlaams Gewest aangeeft dat het belangrijk is dat het verkeer daadwerkelijk over de E429 (A8) gaat, zoals vooropgesteld in het effectenonderzoek, en niet via de N57 en de N42 tot aan de E40; dat het gebruik van de N57 en de N42 immers indruist tegen de beginselen van de weghierarchie van het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen;

Overwegende dat het Vlaams Gewest dienovereenkomstig wenst dat de noodzakelijke garanties worden verstrekt voor het gebruik van de E429/A8 door het verkeer afkomstig van de bedrijven die zich zullen vestigen in de ontworpen industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat de CRAT vaststelt dat de voornaamste verkeersstroom toe te schrijven aan de ontsluiting van de ontworpen industriële bedrijfsruimte vermoedelijk de autoweg A8 toebedeeld zal worden; dat gelet op de nabijheid van afrit 29, zij vaststelt dat de gevolgen van het verkeer voor de N57 beperkt zullen zijn;

Overwegende dat ze acht dat er geen parasietverkeer tot stand zal komen wegens het toekomstige bedrijfspark en geen enkele invloed zal hebben op het plaatselijk wegennet door de nabijheid van de autoweg en de inrichtingen voorzien voor de N57.

Antwoord

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de impact van het ontwerp-plan op wegverkeer op geen enkel ogenblik van zijn studie als miniem afdoet;

Overwegende dat er eveneens vastgesteld dient te worden dat de verkeersramingen verricht door de auteur van het onderzoek afgetoetst worden tegen de cijfers verstrekt door de voornaamste onderneming die zich in de ontworpen industriële bedrijfsruimte wenst te vestigen;

Overwegende dat die aftoetsing de verkeersramingen van de auteur van het onderzoek heeft kunnen bevestigen;

Overwegende dat de verkeersramingen opgenomen in het basisdossier bij de aanvraag van IDETA deel uitmaken van de gegevens die aan de Waalse Regering verstrekt werden om haar haar beslissing te laten nemen tot herziening van het gewestplan; dat ze geenszins vergeleken moeten worden met de ramingen van het effectenonderzoek, die het enige referentiedocument is in deze procedure;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat een deel van het verkeer de N57 zal gebruiken hoewel de ontrek betrokken bij de herziening van het gewestplan gelegen is rond om de autosnelwegafrit;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek eraan herinnert dat de N57 deel uitmaakt van een secundair wegennet genaamd RESI (Réseau Interurbain), die hoofdzakelijk grote gemeenten met elkaar verbindt en het verkeer afleidt naar het hoofdwegennet (Réseau de Grand Gabarit);

Overwegende dat hij het dagelijks verkeer op de N57 richting Geraardsbergen raamt op 184 lichte voertuigen en 153 zware voertuigen; dat die toename een cijfer van 2 % vormt voor de lichte voertuigen, en van 7 % voor het zwaar verkeer;

Overwegende dat de Waalse Regering haar wil bevestigt om een verbod op te leggen voor het doorkruisen van de dorpskern van Woelingen voor bepaalde voertuigen, zoals vrachtverkeer, door het aanbrengen van de gepaste verbodstekens zodra de eerste twee fases van de singelweg rond Lessen afgewerkt zullen zijn;

Overwegende dat die maatregel de facto de problematiek zal oplossen van het zwaar verkeer op de chaussée Victor Lampe en op het deel van de boulevard René Branquart gelegen bezuiden de Ronde René Branquart-Chemin de Papignies;

Overwegende dat de uitvoering van de derde fase van de singelweg dan weer de problematiek zal oplossen van het zwaar verkeer op het noordelijk deel van de boulevard René Branquart en op het deel van de boulevard Emile Schevenels gelegen tussen de boulevard René Branquart en de Ronde van de chaussée de Renaix;

Overwegende dat de vierde en laatste fase van de aanleg van de singelweg opgenomen is op het gewestplan; dat de uitvoering ervan ervoor zal zorgen dat de problematiek van het verkeer op het noordelijk deel van de boulevard Emile Schevenels opgelost zal worden; dat de uitvoering ervan evenwel nog niet op het programma staat;

Overwegende dat de Waalse Regering, wat betreft de wens van het Vlaams Gewest, eraan herinnert dat de rol van de wegen zoals de N57 en de N42 erin bestaat, grote gemeenten met elkaar te verbinden en het verkeer af te leiden naar het net van autosnelwegen;

Overwegende dat het de Waalse Regering niet toebehoort het gebruik van de gewestwegen in het Vlaamse Gewest te regelen; dat het het Vlaamse Gewest toebehoort het gebruik ervan te regelen en in voorkomend geval het gebruik ervan te verbieden voor sommige categorieën voertuigen.

II. Plaats van het kruispunt op de N57

Overwegende dat sommige bezwaarindieners de aanbeveling van de auteur van het onderzoek vaststellen om de rotonde voor de inschakeling van het verkeer dichter te plaatsen bij de dorpskern van Woelingen doordat het risico bestaat dat de rotondes bij de autosnelwegen dicht zullen slibben en dat dit als voordeel het feit zou opleveren dat er een toegangsdeureffect zou ontstaan voor de dorpskern;

Overwegende dat hoewel die bezwaarindieners een positief oordeel hebben op dat toegangsdeureffect, ze toch vragen hebben bij de geluidshinder van die inrichting;

Overwegende dat de CRAT de conclusies van het effectenonderzoek bijtreedt en het gepast acht dat er een rotonde wordt aangelegd in de nabijheid van de noordelijke punt van de site; dat zij vaststelt dat een dergelijke positionering een toegangsdeureffect voor Woelingen zal inhouden en een daling van de snelheid van de weggebruikers.

Antwoord

Overwegende dat de Waalse Regering akte neemt van de opmerkingen van de bezwaarindieners en van het advies van de CRAT over de ligging, op het bestaand wegennet, van de inrichting voor de inschakeling van de voertuigen op het intern wegennet van de ontworpen industriële bedrijfsruimte

Overwegende dat de Waalse Regering nog eens haar wil bevestigt, die ze uitgedrukt heeft bij de voorlopige aanneming van het ontwerp-plan, om geen standpunt in te nemen over de ligging van die weginrichting; dat dit immers niets te maken heeft met de schaal van het gewestplan.

I. Activiteit**I. Landbouwactiviteiten**

Overwegende dat sommige bezwaren betrekking hebben op de impact van de ontworpen industriële bedrijfsruimte op de landbouwactiviteit en meer bepaald op de ruilverkaveling, het grondgebondenheidscijfer, de activering van de « bedrijfstoelageregelingen », het rentabiliteitsverlies, de onteigeningen, de geografische verspreiding van het perceelbestand en de bedreiging van de levensvatbaarheid van sommige bedrijven;

Gelet op het gunstig advies van de CWEDD, « op voorwaarde dat de overleving van de drie bedreigde landbouwbedrijven gegarandeerd wordt »;

Overwegende dat de CRAT vaststelt dat de opnemings van de ontworpen bedrijfsruimte zeven bedrijven betreft, dat de betrokken gronden, die een oppervlakte vormen van 30,3 hectare, bestaan uit meer dan 90 % hoogwaardige landbouwgronden, terwijl de planologische compensaties slechts 58 % bedragen en de opnemings beogen van 16,5 hectare landbouwgebied;

Overwegende dat de CRAT er evenwel op wijst dat « () het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 2009 tot aanneming van het voorontwerp van plan duidelijk aangeeft dat het ontwerp in verschillende mate de landbouwbedrijvigheid zal aantasten (volgens dat onderzoek, tussen 1,07 % en 18,5 % van de totale oppervlakte van elk betrokken bedrijf) en dat de belangen van de groei van de Waalse landbouw afgewogen moeten worden tegen de belangen van de werkgelegenheid in andere sectoren zoals de logistiek. De impact van het project op de landbouwactiviteit moet besproken worden ten opzichte van de nuttige landbouwoppervlakte van het referentiegrondgebied, het aantal tot stand gekomen betrekkingen en de economische groei die uit de lokalisatie ervan voortspuit »

Antwoord

Overwegende dat de auteur van het onderzoek nader ingegaan is op alle door de bezwaarindieners aangehaalde onderwerpen met betrekking tot de impact van de ontworpen industriële bedrijfsruimte op de landbouwactiviteit en meer bepaald op de ruilverkaveling, het grondgebondenheidscijfer, de activering van de « bedrijfstoelageregelingen », het rentabiliteitsverlies, de onteigeningen en de geografische verspreiding van het perceelbestand;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de aanbeveling maakt dat de betrokken landbouwers in de nodige stappen die ze moeten ondernemen bij de gewestelijke overheden begeleid worden;

Overwegende dat de Waalse Regering zich bewust is van de gevolgen ervan op de landbouwactiviteit en zich achter de maatregelen schart die getroffen dienen te worden om de negatieve effecten zoals voorgesteld door de auteur van het onderzoek te beperken;

Overwegende dat de Waalse Regering in navolging van de uitvoerder van het onderzoek vaststelt dat « *() het verlies aan akkerland onvermijdelijk, definitief en onherstelbaar zal zijn* »; dat het dus irrelevant lijkt opvolgingsindicatoren voor te stellen;

Overwegende dat de Waalse Regering er reeds in zijn besluiten van 6 maart 2009 en 11 februari 2010 op wees dat « *hoewel het voorontwerp van herziening van het gewestplan de landbouwactiviteit aantast, de Waalse Regering acht dat het afwegen van de belangen van de groei van de Waalse landbouw tegen de belangen van de werkgelegenheid in andere sectoren haar in staat zal stellen de optie te bevestigen die zij genomen heeft om een bestaande economische activiteitskern uit te bouwen met een nieuw element, die op logistiek toegespitst zal zijn, gebruik makend van een tot de behoeften van het referentiegrondgebied beperkte oppervlakte* »; dat zij de ingeslagen weg verderzet;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek in die conclusies betreffende de impact van de landbouwactiviteit aangeeft dat « *() bij verliezen van meer dan 10 % van de oppervlakte van de landbouwbedrijven, de levensvatbaarheid ervan in het gedrang komt* »;

Overwegende dat een eigenlijke ruilverkaveling erin bestaat, de gronden te herverdelen om een zorgvuldigere en rendabelere uitbating van de landelijke goederen te waarborgen; dat een verkaveling, wanneer hij voleindigd is, er niet toe strekt de landbouwfunctie te beschermen tegenover andere grondgebruiken; dat de verkavelde gronden niet bijzonder beschermd worden behalve een voorkooprecht voor het Waalse Gewest;

II. Andere economische activiteiten

Overwegende dat sommige bezwaarindieners het feit betreuren dat het onderzoek geen analyse inhoudt van de impact van de oprichting van de ontworpen industriële bedrijfsruimte op het kapsalon gekregen binnen de herzieningsomtrek;

Antwoord

Overwegende dat de auteur van het onderzoek de aanwezig van de kapsalon vaststelt in het hoofdstuk over de heden in de omtrek van herziening van het gewestplan opgesomde bedrijfsactiviteiten.

IX. Bijkomende voorschriften

Overwegende dat de CWEDD erop aandringt dat de stedenbouwkundige en leefmilieuoptyes voorgesteld door de auteur van het onderzoek opgelegd worden via de opneming van bijkomende voorschriften op het plan.

Antwoord

Overwegende dat de talrijke aanbevelingen met het oog op een betere leefmilieubalans van de ontworpen bedrijfsruimte, uitgedrukt door de auteur van het onderzoek, niet onder een bijkomend voorschrift vallen in de zin van artikel 46 van het Wetboek; dat ze dus niet in die hoedanigheid op het plan opgenomen mogen worden;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek zelf bij een dergelijke conclusie uitkomt en volgende suggestie maakt :

De aanbevolen maatregelen voor de inrichting van de nieuwe bedrijfsruimte moeten in overweging genomen worden voor het uitwerken van het erkenningsdossier door de operator;

De aanbevolen maatregelen voor de inrichting van de percelen en het optrekken van de gebouwen worden in de contracten opgenomen in de verkoopakte van de terreinen. Het zou interessant zijn om die maatregelen op te tekenen in een handvest dat de kandidaat-investeerdere overhandigd zou kunnen worden.

De maatregelen in verband met de milieuperformantie van de ondernemingen moeten onderzocht worden in de fase van de globale vergunning vóór de vestiging.

De beheerder zorgt regelmatig voor de leefmilieupvolging van de nieuwe bedrijfsruimte. Het zou eveneens wenselijk zijn dat er een « club van ondernemers » tot stand komt die de aanzet geeft tot uitwisseling van ervaringen en samenwerkingen in milieuzaken;

Overwegende dat de Waalse Regering zich schart achter de conclusies van de auteur van het onderzoek.

X. Compensaties**a. Planologische compensaties**

Overwegende dat sommige bezwaarindieners de keuzes van de Waalse Regering bestrijden inzake de ligging van de gekozen gebieden en hun nieuwe bestemmingen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat er alternatieven bestaan voor de planologische compensaties voorgesteld door de Regering;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat de planologische compensaties beslist door de Waalse Regering niet ernstig onderocht zijn en onvoldoende zijn in termen van oppervlakte;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners wijzen op het gebrek aan objectiviteit van de analyse van de auteur van het onderzoek;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners wijzen op het weinig overtuigende karakter en zelfs de gebrektheid van de conclusies van de auteur van het onderzoek over de gebieden gekozen door de Waalse Regering en de alternatieven die zijzelf voorgesteld en onderzocht heeft;

Overwegende dat een bezwaarindiener vaststelt dat de planologische compensaties gekozen door de Waalse Regering verhoudingsgewijs over een grotere oppervlakte gaan op het grondgebied van de gemeente Aat dan op die van de gemeente Lessen, waar de nieuwe bedrijfsruimte gevestigd zal worden;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat de stad Lessen over gebieden onderworpen aan een gemeentelijke overlegprocedure beschikt die meer geschikt zijn voor een landbouwbestemming dan die welke voorgesteld zijn door de Waalse Regering;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners meer bepaald de keuze van de Waalse Regering bestrijden om een deel van het gebied, onderworpen aan een gemeentelijke overlegprocedure, opgenomen in het gewestplan te Twee-Akren, en een deel van het gebied, onderworpen aan een gemeentelijke overlegprocedure, opgenomen in het gewestplan langs de boulevard René Branquart, tot landbouwgebied om te vormen als planologische compensaties;

Overwegende dat een bezwaarindiener op fouten wijst in het effectenonderzoek wat betreft de omschrijving van de site nr. 3;

Overwegende dat de CWEDD en sommige bezwaarindieners voorstellen om de wijziging van de gemengde bedrijfsruimte, gelegen te Rebaix, tot landbouwgebied, niet weerhouden door de Waalse Regering bij aanneming van het ontwerp-plan, bij de planologische compensaties willen voegen;

Overwegende dat de CRAT een gunstig advies uitbrengt over elke planologische compensatie die de Waalse Regering voorstelt en het feit betreurt dat de opneming van de ontworpen industriële bedrijfsruimte gecompenseerd wordt door een veelheid van zeer plaatselijke micro-gebieden, wat maar moeilijk te plaatsen is in het kader van een globale reflectie over het grondgebied.

Antwoord

Overwegende dat de planologische en alternatieve compensaties voorgesteld worden door de Waalse Regering; dat de voorstellen die IDETA bij het basisdossier gevoegd heeft geen enkele dwingende waarde hebben;

Overwegende dat de Waalse Regering de keuze van de gebieden die zij voorgesteld heeft in haar besluit van 6 maart 2009 tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het gewestplan omstandig verantwoord heeft, nadat zij de doelstellingen van haar ruimtelijke ordeningsbeleid vergeleken heeft met haar analyse van de bestaande toestand en, in het bijzonder, de inneming van de bodem van de betrokken gebieden;

Overwegende dat de planologische compensaties voorgesteld door de Waalse Regering onderzocht en bekrachtigd zijn door de auteur van het effectenonderzoek na meerdere alternatieven besproken te hebben volgens een strikt identiek stramien;

Overwegende dat de bezwaarindieners geen bijzondere argumenten te berde brengen die reeds in overweging zouden zijn genomen door de auteur van het onderzoek als ze willen aantonen dat het gebied, onderworpen aan een gemeentelijke overlegprocedure, gelegen te Twee-Akren, dezelfde kenmerken en dezelfde troeven vertoont in termen van bebouwing als het gebied, onderworpen aan een gemeentelijke overlegprocedure, meer noordelijk gelegen, waarvan de Waalse Regering afzag na de conclusies van de auteur van het onderzoek;

Overwegende dat benadrukt dient te worden dat de auteur van het onderzoek naar alternatieven heeft gezocht voor de planologische compensaties voorgesteld door de Waalse Regering in de omgeving van de ontworpen bedrijfsruimte om de band tussen de planologische compensaties en de omwonenden die er meer aan blootgesteld zullen worden, openlijker te onderzoeken;

Overwegende dat die optie overeenstemt met het voorschrift van artikel 46, § 1, lid 3, van het Wetboek en ertoe leidt dat de voorstellen verworpen worden, uitgedrukt door sommige bezwaarindieners die verder gelegen zijn dan de gebieden opgenomen in het ontwerp-plan ten opzichte van de ontworpen bedrijfsruimte en in het bijzonder het gebied, onderworpen aan een gemeentelijke overlegprocedure, gelegen te Twee-Akren, waarvan het gewestplan de bestemming niet wijzigt;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek, na beide alternatieven onderzocht te hebben, geconcludeerd heeft dat er geen alternatief bestaat voor de planologische compensaties voorgesteld door de Waalse Regering, dat dichterbij gelegen zou zijn bij de omtrek betrokken bij de herziening van het gewestplan, en beide laatste heeft bekrachtigd;

Overwegende dat onderstreept moet worden dat de CRAT eveneens de voorstellen van de Waalse Regering bekrachtigd heeft;

Overwegende dat bijgevolg geen gevolg gegeven dient te worden aan de voorstellen van sommige bezwaarindieners desbetreffende;

Overwegende dat de omschrijving van compensatiesite nr. 3 wel degelijk met de werkelijkheid overeenstemt; dat de verwarring vastgesteld door de bezwaarindieners toe te schrijven zou kunnen zijn aan de omschrijvingsmethode die de auteur van het onderzoek aangehaald heeft;

Overwegende dat het reglementair voorgeschreven oplegt om de opneming van een nieuw bebouwingsgebied te compenseren door de omvorming van bebouwingsgebieden in gebieden die daar niet voor bestemd zijn; dat het bijgevolg verkeerd zou zijn om ervan uit te gaan dat de Waalse Regering het bestaande landbouwpotentieel van het gebied dat ze wil bestemmen voor bedrijfsactiviteiten te herstellen in de gebieden die ze wil bestemmen als niet-bebouwingsgebieden;

Overwegende dat de bestemming daarvan werd bepaald in functie van de bestaande toestand, wat de Waalse Regering ertoe gebracht heeft in sommige gevallen te kiezen voor een andere bestemming dan die als landbouwgebied;

Overwegende dat het juist is te stellen dat de planologische compensaties in overweging genomen door de Waalse Regering in het door haar op 11 februari 2010 goedgekeurde ontwerp-plan verhoudingsgewijs groter zijn in termen van oppervlakte op het grondgebied van de gemeente Aat dan op die van de gemeente Lessen; dat dit te wijten is aan het feit dat afgezien werd van de compensatiesite die aanvankelijk in Twee-Akren voorgesteld werd;

Overwegende dat de Waalse Regering beslist heeft aanvullende alternatieve compensatiemaatregelen in te voeren, namelijk de regelingen voor de duurzame bereikbaarheid van de ontworpen bedrijfsruimte uit te breiden naar de aanleg van een continu fietstraject die zij als alternatieve compensatie heeft opgelegd; dat die optie steunt op de uitslagen van het effectenonderzoek en ernaar streeft de zachte mobiliteit te verbeteren in de nabijheid van de ontworpen industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat het eveneens verkeerd is ervan uit te gaan dat de Waalse Regering zich beperkt zou hebben tot het zoeken naar compensatie van het bebouwingsgebied dat ze wil laten opnemen in het gewestplan door enkel de bestemming van de bestaande gebieden met een gemeentelijke overlegprocedure om te vormen;

Overwegende dat de Waalse Regering eveneens voornemens is erop te wijzen dat de gebieden met een gemeentelijke overlegprocedure die zij wil omvormen tot niet-bebouwingsgebieden niet ontsloten worden;

Overwegende dat het initiatief van uitwerking van het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag voor die gebieden de gemeenteraad toekomt; dat de gemeenteraad van Lessen op geen enkel ogenblik van de procedure de Waalse Regering medegedeeld heeft dat hij een of ander initiatief in die zin zou nemen;

Overwegende dat bij ontstentenis van een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag, behoorlijk goedgekeurd, de betrokken eigenaars niet prat kunnen gaan op het « bebouwbaar » karakter ervan; dat de Waalse Regering evenwel voornemens is aan te geven dat de behandeling van de perceelstructuur van het deel van het gebied met een gemeentelijke overlegprocedure, gelegen te Twee-Akren waarvan zij de bestemming wenst om te vormen tot een landbouw- en een bosgebied bewijst dat de meeste percelen gelegen langs de « route industrielle » en de « rue de l'Armistice » aan de achterkant hun huidige bestemming in het gewestplan zullen bewaren over een diepte van ongeveer 50 m, waardoor het standpunt van de bezwaarindieners over de verminderde waarde van hun vermogen die ze beweren te ondergaan, enigszins genuanceerd kan worden;

Overwegende dat de voorstellen betreffende de gemengde bedrijfsruimte gelegen in Rebaix door geen enkel argument gestaafd worden dat niet onderbouwd wordt in het besluit van de Waalse Regering tot voorlopige goedkeuring van het ontwerpplan;

Overwegende dat de Waalse Regering bijgevolg niet van optie wil veranderen wat de instandhouding betreft van de gemengde bedrijfsruimte te Rebaix;

Overwegende dat de Waalse Regering om die redenen beslist de door haar voorgestelde planologische compensaties in stand te houden.

b. Alternatieve compensaties

I. Op het vlak van mobiliteit- de bediening van de kern « Orientis » per bus vanaf de stations Aat, Silly en Lessen;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners vragen hebben bij de haalbaarheid en de geschiktheid van de compensatie van de buslijn;

Overwegende dat ze achten dat de buslijn immers niet past bij ploegenarbeid zoals dat voorzien is in de ontworpen industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat de alternatieve compensatie waarover is beslist door de Waalse Regering duidelijk omschreven en significant moet zijn;

Overwegende dat de CRAT in haar advies gewag maakt van voorbehoud met betrekking tot het project om een buslijn in te voeren voor de bediening van de ontworpen industriële bedrijfsruimte vanaf de stations Aat, Silly en Lessen;

Overwegende dat ze acht dat die maatregel op zich vermoedelijk niet tot veranderd gedrag zal aanzetten; dat het invoeren van buslijnen, zelfs indien dat een noodzakelijke voorwaarde is, niet onmiddellijk ervoor zal zorgen dat de mensen individueel naar het openbaar vervoer zullen grijpen;

Overwegende dat de CRAT met name vaststelt dat de reisduur per bus weinig concurrentieel is ten opzichte van de personenwagens en dat de dienstregelingen weinig aangepast zijn aan de uurregelingen van de werknemers;

Overwegende dat de CRAT tot slot vragen heeft bij de mogelijkheid tot invoering van die alternatieve compensatie; dat zij acht dat de mobiliteit van de werknemers in overweging genomen dient te worden maar dat er een gepaste oplossing gevonden moet worden voor die situatie en voor de specifieke soort bedrijfsruimte als in ontwerp en dat die oplossing eventueel gefaseerd doorgevoerd moet worden en dat er een draagvlak voor gevonden moet worden door de gezamenlijke mobiliteitsactoren van het referentiegebied.

Antwoord

Overwegende dat de Waalse Regering akte neemt van de opmerkingen en bemerkingen betreffende de alternatieve compensatie bestaande uit de invoering van een buslijn naar de kern « Orientis »;

Overwegende dat zij zich achter het advies van de CRAT schaart wat de geschiktheid betreft om een oplossing te vinden die enerzijds aangepast is aan het soort bedrijfsruimte als in ontwerp en aan de locatie en anderzijds een draagvlak vindt bij de gezamenlijke betrokken actoren;

Overwegende dat de auteur van het onderzoek acht dat de mensen individueel toe aangezet moeten worden om op het openbaar vervoer over te schakelen door verschillende initiatieven in die bedrijven plaats te laten vinden;

Overwegende dat uit een overleg met de verschillende actoren blijkt dat de beste oplossing voor het bereiken van de doelstelling « maximale overschakeling » van de werknemers uit die ontworpen bedrijfsruimte naar openbaar vervoer erin bestaat, een systeem in te voeren voor een collectief beheer van de mobiliteit door de ondernemingen;

Overwegende dat dat systeem van mobiliteitsbeheer alternatieven zal moeten bevorderen en invoeren voor de personenwagens en daardoor de bereikbaarheid van de ontworpen industriële bedrijfsruimte door werknemers en werkzoekenden zal moeten bevorderen en een positieve impact zal moeten hebben op de buurt;

Overwegende dat de acties die door dat beheerssysteem worden verricht er bijvoorbeeld in zullen kunnen bestaan een pendeldienst in te voeren van de stations Aat, Silly en Lessen naar de kern « Orientis », maar eveneens een carpoolingsysteem, de terbeschikkingstelling van fietsen en elektrische fietsen of iedere andere actie waardoor de alternatieve bereikbaarheid voor de werknemers bevorderd wordt ipv het gebruik van de personenwagens;

Overwegende dat die acties mettertijd zullen kunnen evolueren in functie van de vraag, van het profiel van de ondernemingen die zich in het gebied zullen vestigen, de evolutie van de technologieën en de gedragingen, enz;

Overwegende dat de Waalse Regering, om zich van de daadwerkelijke functionering van dat beheerssysteem en de financiering ervan te vergewissen, elke onderneming die zich in het gebied vestigt ertoe verplicht één geïndexeerde euro per voltijds equivalent en per gepresteerde arbeidsdag te investeren in een dienovereenkomstige begrotingspost, beheerd door de operator; dat er door de operator jaarlijks een activiteitenverslag en een begrotingsbalans met verantwoordingsstukken met de omschrijving van alle verkregen maatregelen en resultaten opgestuurd zou worden naar de Minister van Ruimtelijke Ordening, diens bestuur en naar de gemeenten Aat en Lessen;

Overwegende dat de Waalse Regering tot slot de alternatieve compensatie wijzigt bestaande uit de invoering van een buslijn naar de kern « Orientis » vanaf de stations Aat, Silly en Lessen; dat zij in plaats daarvan een alternatieve compensatie goedkeurt bestaande uit de verplichte invoering van een collectief mobiliteitsbeheerssysteem door de gezamenlijke bedrijven;

Overwegende dat de invoering van dat beheerssysteem volgende modaliteiten zal naleven : « *Elke onderneming die zich in het gebied vestigt is verplicht dat systeem te gebruiken en moet alternatieven bevorderen en invoeren voor de personenwagens en daardoor de bereikbaarheid van de ontworpen industriële bedrijfsruimte door werknemers en werkzoekenden zal moeten bevorderen en een positieve impact zal moeten hebben op de buurt. Het betreft bijvoorbeeld de invoering van een carpoolingscentrale, een buspendeldienst naar de kern « Orientis » vanaf de stations Aat, Silly en Lessen, de terbeschikkingstelling van fietsen en elektrische fietsen »;*

- de aanleg van een vrijliggend fietstraject in de bedrijfsruimte Ghislenghien IV;

Overwegende dat een bezwaarindiener acht dat de alternatieve compensatie die door de Regering is beslist onvoldoende is daar zij niet deel uitmaakt van een compleet aanbod op schaal van de gemeente;

Overwegende dat de CRAT een gunstig advies verleent voor de aanleg als alternatieve compensatie van een vrijliggend fietspad binnen de ontworpen bedrijfsruimte tussen de noordergrens van het gebied en de rotonde aan de afrit van de autosnelweg A8 in het zuiden; dat zij acht dat de ontwerpverlenging van het fietspad relevant is.

Antwoord

Overwegende dat er een fietstraject bestaat aan weerskanten van de N57;

Overwegende dat de alternatieve compensatie waarover is beslist door de Waalse Regering net ertoe strekt de opnemings van ontworpen industriële bedrijfsruimte in het bestaande weggennet te garanderen; dat het daarentegen onredelijk zou zijn een volledig aanbod uit te werken voor de gemeente om daarna vast te stellen dat dat onvoldoende is;

Overwegende dat de Waalse Regering zich achter het advies van de CRAT schaart en die compensatie bevestigt.

II. Op energievlak

- de consumptie van minstens de helft van de energiebehoefte, verplaatsing van personen en goederen niet meegerekend, van de ondernemingen gevestigd binnen de omtrek van de nieuwe bedrijfsruimte wordt gedekt door hernieuwbare energie;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners wijzen op het anekdotisch effect van die compensatie tegenover de globale CO₂-uitstoot van de ontworpen industriële bedrijfsruimte;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners die compensatie verbinden aan de uitvoering van een ELA windmolenpark of een biomethaan opwekkingseenheid ter plaatse;

Overwegende dat sommige bezwaarindieners achten dat de gevolgen van de uitrustingen die gebouwd zouden kunnen worden inde ontworpen industriële bedrijfsruimte of in de nabijheid ervan op het leefmilieu om zich te schikken naar de alternatieve compensatie die de Waalse Regering heeft beslist niet ernstig werden onderzocht;

Overwegende dat de CRAT een gunstig advies uitbrengt over het project voor de consumptie van minstens de helft van de energiebehoefte, zowel privé als openbaar, van de ontworpen industriële bedrijfsruimte, door hernieuwbare energie.

Antwoord

Overwegende dat de Waalse Regering erop wijst dat zij de optie gekozen heeft om die alternatieve compensatie te wijzigen bij de voorlopige aanneming van de ontwerpherziening van het gewestplan om een resultaatverbintenis eerder dan een middelenverbintenis op te leggen;

Overwegende dat die wijziging die erin bestaat om onder andere de consumptie te beogen en niet meer de productie van hernieuwbare energie ertoe strekte de naleving van de alternatieve compensatie te laten afhangen van de bouw van een particuliere uitrusting;

Overwegende dat de bezwaren met betrekking tot het ELSA windmolenpark of een hypothetische biomethaan-centrale dus niet onder deze planherziening vallen;

Overwegende dat de Waalse Regering zich achter het advies van de CRAT schaart en die compensatiekans bevestigt;

Overwegende dat de woordkeuze evenwel ambigu is;

Overwegende dat de Waalse Regering het oordeelkundig acht die woordkeuze te veranderen zonder de opties ervan te veranderen;

Overwegende dat de Waalse Regering als alternatieve compensatie oplegt dat minstens 50 % van het verbruik, behalve de verplaatsing van de personen en goederen, van de ondernemingen gevestigd in de omtrek van de nieuwe bedrijfsruimte bestaan uit hernieuwbare energie zoals windaangedreven energie, zonne-energie of biomassa.

III. Op operationeel vlak

Overwegende dat een bezwaarindieners vraagt dat er geluidswerende muren of andere systemen opgetrokken worden om het geluidsniveau van het autosnelwegverkeer op de A8 doeltreffende te verminderen als alternatieve compensatie.

Antwoord

Overwegende dat uit het effectenonderzoek blijkt dat het aandeel van de ontworpen industriële bedrijfsruimte op de hogere geluidshinder in het onderzochte gebiedsdeel niet significant genoeg is om een alternatieve compensatie van operationele aard op te leggen zoals geëist door de bezwaarindieners in het kader van deze gewestplanherziening;

Overwegende dat het niveau van de geluidshinder door grote infrastructuren heden beoordeeld wordt in het kader van de Europese richtlijn 2002/49/EG in verband met de evaluatie en het beheer van geluidshinder in het milieu en daarna globale voor verzachtende maatregelen in aanmerking zal komen die zullen inspelen op de conclusies ervan;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004 tot omzetting van EU-richtlijn 2002/49/EG, na uitvoering van een geluidshinderkaart, in de geleidelijke uitvoering voorziet van resultaatgerichte actieplannen om indien nodig geluidshinder door omgevingsgeluid te verminderen of te voorkomen, meer bepaald wanneer de blootstellingsniveaus hinderlijke effecten kunnen veroorzaken voor de menselijke gezondheid en de kwaliteit van de geluidsomgeving te behouden indien die kwaliteit reeds voldoende is;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2007 in verband met het in kaart brengen van de geluidshinder vastgesteld heeft dat het baanvak van de E429-A8 tussen Vlaanderen en afrit 29 in kaart moet worden gebracht;

Overwegende dat die kaart is aangenomen bij besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2009 voor wegen met meer dan 6 miljoen voertuigenbewegingen per jaar; dat de uitvoering van actieplannen gegrond op die kaart zal leiden tot de invoering van globale verzachtende maatregelen;

Overwegende dat de Waalse Regering beslist niet op dat bezwaar in te gaan;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit.

Besluit :

Artikel 1. De Waalse Regering neemt definitief de herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen (bladen 38/2, 38/3 en 38/6) aanovereenkomstig de kaart als bijlage bij dit besluit, met het oog op de opnemings :

- van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat en Lessen;
- van een woongebied met een landelijk karakter op het grondgebied van de gemeente Aat;
- drie bosgebieden op het grondgebied van de gemeente Lessen;

en als planologische compensatie :

- van een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Aat;
- van een bosgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Aat;
- van twee groengebieden op het grondgebied van de gemeente Aat;
- van een groengebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Aat;
- twee landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Lessen;
- van een bosgebied op het grondgebied van de gemeente Lessen;
- van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Lessen.

Art. 2. Bij wijze van alternatieve compensatie legt de Waalse Regering hetgeen volgt op :

a. wat mobiliteit betreft :

- de invoering van een collectief mobiliteitsbeheerssysteem door de gezamenlijke bedrijven, op volgende wijze :

Elke onderneming die zich in het gebied vestigt is verplicht deel te nemen aan het collectieve mobiliteitsbeheerssysteem voor ondernemingen.

De operator moet dat systeem organiseren en alle hulpmiddelen aanwenden om alternatieven te bevorderen en invoeren voor de personenwagens en daardoor de bereikbaarheid van de ontworpen industriële bedrijfsruimte door werknemers en werkzoekenden te bevorderen en een positieve impact te induceren op de buurt. Het betreft bijvoorbeeld de invoering van een carpoolingscentrale, een buspendeldienst naar de kern « Orientis » vanaf de stations Aat, Silly en Lessen, de terbeschikkingstelling van fietsen en elektrische fietsen

b. de aanleg van een vrijliggend fietstraject in de bedrijfsruimte Ghislenghien IV tussen de noordgrens en de rotonde van de afrit van de autosnelweg A8 in het zuiden; de financiering wordt overgenomen door de beheerder van het toekomstige bedrijfspark; - op energievak moet het aandeel van de hernieuwbare energie zoals zonneënergie of biomassa, windaandrijving in de uiteindelijke energieconsumptie, verplaatsing van personen en goederen niet meegerekend, minstens 50 % bedragen voor de ondernemingen gevestigd in de bedrijfsruimte.

Art. 3. Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt «*S.37», is van toepassing op de industriële bedrijfsruimte opgenomen op het plan bij dit besluit : « De industriële bedrijfsruimte is bestemd voor de activiteiten in verband met logistiek die voornamelijk op de weg gericht worden. Toegelaten worden de complementaire dienstverlenende ondernemingen ».

Art. 4. Er wordt een archeologische evaluatie van de nieuwe bedrijfsruimte uitgevoerd voordat het gebied ontsloten wordt. Het tijdschema voor de werkzaamheden betreffende de archeologische evaluatie wordt in overleg tussen de beheerder van het toekomstige bedrijvenpark en de Directie Archeologie van de Waalse Overheidsdienst opgesteld naar gelang van de beschikbaarheid van de betrokken terreinen.

Art. 5. De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 1 : milieuverklaring

Milieuverklaring betreffende de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen met het oog op de opnemings van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat (Gellingen) en Lessen (Woelingen)

I. Inleiding

Deze milieuverklaring wordt vereist krachtens artikel 44, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie (hierna het « Wetboek »).

Ze wordt gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen (bladen 38/2, 38/3 en 38/6) met het oog op de opnemings van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat (Gellingen) en Lessen (Woelingen). Ze wordt samen met dat besluit bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Deze milieuverklaring is een samenvatting van de manier waarop de milieuoverwegingen werden opgenomen in de herziening van het gewestplan en waarop de milieueffectenstudie, de adviezen, bezwaren en opmerkingen in overweging werden genomen. Ze is ook een samenvatting van de redenen voor de keuzes van de herziening van het gewestplan, rekening houdende met de andere in het vooruitzicht gestelde redelijke oplossingen.

Daar deze milieuverklaring hypothetisch gesproken een samenvatting is, zij voor de details verwijst naar de tekst van het besluit van de Waalse Regering.

Voor meer leesbaarheid werd deze verklaring opgedeeld in drie hoofdstukken : het eerste hoofdstuk gaat over de inhoud van de herziening van het gewestplan, het tweede gaat in op de chronologie ervan en het derde, op de milieuoverwegingen.

II. Voorwerp van de herziening van het gewestplan

De herziening van het gewestplan onderging de procedure waarvan sprake in de artikelen 42 tot en met 44 van het Wetboek.

Met het oog op de opnemings van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat (Gellingen) en Lessen (Woelingen) heeft de herziening van het gewestplan betrekking op de opnemings :

- van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat en Lessen;
 - van een woongebied met een landelijk karakter op het grondgebied van de gemeente Aat;
 - drie bosgebieden op het grondgebied van de gemeente Lessen;
- en als planologische compensatie :
- van een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Aat;
 - van een bosgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Aat;
 - van twee groengebieden op het grondgebied van de gemeente Aat;
 - van een groengebied met een landschappelijk waardevolle omtrek op het grondgebied van de gemeente Aat;
 - van twee landbouwgebieden op het grondgebied van de gemeente Lessen;
 - van een bosgebied op het grondgebied van de gemeente Lessen;
 - van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Lessen.

Volgend bijkomend voorschrift, gemerkt « *S.37 », is van toepassing op de industriële bedrijfsruimte opgenomen op het plan bij dit besluit : « De industriële bedrijfsruimte is bestemd voor de activiteiten in verband met logistiek die voornamelijk op de weg gericht worden. Toegelaten worden de complementaire dienstverlenende ondernemingen ».

De Waalse Regering legt bovendien drie alternatieve compensaties op :

- wat mobiliteit betreft :

— de invoering van een systeem voor het beheer van de gemeenschappelijke mobiliteit tussen verschillende ondernemingen volgens de volgende modaliteiten.

Elke onderneming die zich in het gebied vestigt, moet in het kader passen van het systeem voor het beheer van de gemeenschappelijke mobiliteit tussen verschillende ondernemingen.

De operator moet zorgen voor de organisatie van dat systeem en alle middelen gebruiken om alternatieven voor de individuele wagen te bevorderen en uit te voeren en op die manier de toegankelijkheid van de werknemers en van de werkzoekenden tot de bedrijfsruimte te bevorderen en een positieve impact op de buurt te hebben. Het gaat bij voorbeeld om de installatie van een carpoolingcentrale, van de bediening van het kenniscentrum « Orientis » met de bus vanaf de stations van Aat, Silly en Lessen, de terbeschikkingstelling van fietsen en elektrische fietsen,;

— de aanleg van een vrijliggend fietspad binnen de bedrijfsruimte van Gellingen IV tussen de noordergrens van het gebied en de rotonde aan de afrit van de autosnelweg A8 in het zuiden; de financiering van die bedieningen wordt overgenomen door de beheerder van het toekomstige bedrijventpark;

- wat energie betreft, zal het deel van de hernieuwbare energie zoals windaangedreven energie, zonne-energie of biomassa in de eindconsumptie van energie, behalve de verplaatsing van de personen en goederen, van de ondernemingen gevestigd in de omtrek van de nieuwe bedrijfsruimte minstens 50 % bedragen;

III. Chronologie van de herziening van het gewestplan

Op 19 januari 2009 heeft de « intercommunale de développement du Tournaisis (IDETA) » een aanvraag aan de Waalse Regering gericht over de opnemings van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat (Gellingen) en Lessen (Woelingen) overeenkomstig artikel 42bis van het Wetboek.

Voor het verzoek aan de Waalse Regering wordt gericht, wordt het, samen met het dossier onderworpen aan een publieksinformatie overeenkomstig de artikelen D.29-5 en D.29-6 van Boek I van het Milieuwetboek. De informatievergaderingen van het publiek werden op 3 november 2008 in Aat en op 12 november 2008 in Lessen gehouden.

Bij besluit van 6 maart 2009 heeft de Waalse Regering beslist om het gewestplangewestplan Aat-Lessen-Edingen (bladen 30/6, 38/2, 38/3 en 38/6) aan een herziening te onderwerpen en heeft ze het voorontwerp van herziening aangenomen met het oog op de opnemings van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat (Gellingen) en Lessen (Woelingen). Bij dezelfde beslissing heeft de Waalse Regering ook de ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek aangenomen.

Bij besluit van 30 april 2009 heeft de Waalse Regering beslist een effectenonderzoek te laten doorvoeren.

Overeenkomstig artikel 42bis van het Wetboek heeft de verzoeker het erkende kantoor IGRETEC gekozen om het effectenonderzoek betreffende het voorontwerp van herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen uit te voeren en heeft hij zijn keuze bij schrijven ontvangen op 18 mei 2009 aan de Waalse Regering betekend.

Bij besluit van 11 februari 2010 heeft de Waalse Regering de ontwerp-herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen (bladen 38/2, 38/3 en 38/6) voorlopig aangenomen met het oog op de opnemings van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat (Gellingen) en Lessen (Woelingen).

De ontwerp-herziening van het gewestplan werd onderworpen aan een openbaar onderzoek van 15 maart 2010 tot en met 28 april 2010 in de gemeenten Aat en Lessen alsmede aan het advies van het Vlaamse Gewest.

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de heer Philippe Muylers, heeft zijn advies op 23 april 2010 overgemaakt.

De gemeenteraad van Aat heeft op 11 mei 2010 een gunstig advies uitgebracht.

De gemeenteraad van Lessen heeft op 7 juni 2010 een gunstig advies uitgebracht.

De CWEDD heeft op 23 augustus 2010 onder voorbehoud een ongunstig advies over de geschiktheid van het project voor het leefmilieu uitgebracht. Dit advies heeft de referentie CWEDD/10/AV.1203.

De CRAT heeft op 10 september 2010 een gunstig advies met referentie 10/CRAT-A.926-AN uitgebracht.

IV. Leefmilieuvorwaarden

Deze verklaring heeft alleen betrekking op de leefmilieu-overwegingen waarvoor, bij ene of andere stap van het proces van herziening van de hierboven voorgelegde gewestplannen, een positieve of negatieve impact geïdentificeerd wordt. Ze legt de samenvatting vast van de wijze waarop dit besluit tot definitieve aanneming van de herziening van de gewestplannen in acht genomen heeft, met verwijzing naar de tekst van het besluit en naar het advies van de CRAT voor gedetailleerde informatie.

De aspecten van het milieu die onderworpen zouden kunnen worden aan aanzienlijke gevolgen op het milieu na de uitvoering van deze herziening van gewestplannen zijn de lucht en het klimaat, het water, de bodem en de ondergrond, de fauna en de flora, de gezondheid en de veiligheid, de aangename leefomgeving, de materiële goederen en het erfgoed, de mobiliteit, de netwerken en de infrastructuur en de activiteiten.

De auteur van het onderzoek acht bovendien dat de voornaamste impacten van de herziening van het gewestplan de landbouwactiviteit, het landschap, de mobiliteit, het archeologisch erfgoed, de lucht en het klimaat betreffen.

1. Lucht en klimaat

De auteur van het onderzoek acht dat de uitvoering van de nieuwe bedrijfsruimte onvermijdelijk een impact zal hebben op de kwaliteit van de lucht wegens de werken voor de inrichting van de site, het vervoer gebonden aan de activiteiten van de ondernemingen of de verplaatsingen van het personeel en de atmosferische emissies gebonden aan de ondernemingen zelf.

Een vereenvoudigde koolstofbalans van de nieuwe bedrijfsruimte bepaalt dat de CO₂-emissies ruimschoots te wijten zijn aan het vervoer en meer bepaald aan het vrachvervoer. De vestiging van een monomodaal logistiek bedrijfspark is de uitleg voor het overwegende deel van het vrachvervoer in de effecten op de lucht en het klimaat. Terwijl dat deel moeilijk reduceerbaar is in het stadium van de herziening van het gewestplan, is het belangrijk zich te vergewissen dat de ondernemingen waarvan de kenmerken duurzamere vervoerswijzen dan het vervoer over de weg mogelijk maken, zich in multimodalen logistieke bedrijfsparken vestigen. Daartoe heeft de Waalse Regering beslist het volgende bijkomend voorschrift toe te passen op de nieuwe bedrijfsruimte : « De industriële bedrijfsruimte is bestemd voor de activiteiten in verband met logistiek die voornamelijk op de weg gericht worden. Toegelaten worden de complementaire dienstverlenende ondernemingen ».

Om de atmosferische emissies gebonden aan de verplaatsingen van het personeel te verminderen heeft de Waalse Regering bovendien twee alternatieve compensaties inzake mobiliteit opgelegd om de overschakeling van de verplaatsingen woonplaats-werkplaats op het openbaar vervoer of de zachte vervoersmodi te bevorderen.

Wat de atmosferische emissies gebonden aan de ondernemingen zelf betreft, heeft de Waalse Regering ten slotte als alternatieve compensatie beslist dat het deel van de hernieuwbare energie zoals windaangedreven energie, zonne-energie of biomassa in de eindconsumptie van energie, behalve de verplaatsing van de personen en goederen, van de ondernemingen gevestigd in de omtrek van de nieuwe bedrijfsruimte minstens 50 % moet bedragen. Er moet ook gewezen worden op het feit dat die emissies het voorwerp uitmaken van normen bepaald bij die afgifte van de globale vergunningen.

2. Water

Het voorstel van voorontwerp gevoegd bij het basisdossier bepaalt dat :

- het waterbeheer van de nieuwe bedrijfsruimte zich tijdens de werkingsfase op een drievoudig gescheiden stelsel baseert;
- het afvloeiend regenwater afkomstig van de wegen behandeld wordt door een slibvanger-koolwaterstoffenafscheider alvorens in een vergaarkom opgevangen te worden;
- het regenwater afkomstig van de private percelen opgevangen wordt via een netwerk van sloten en greppels om voor het westelijke gedeelte van de zone naar de vergaarkom afgevoerd te worden en voor het oostelijke gedeelte naar de beek afgevoerd te worden waarvan de oevers zodanig ingericht worden dat ze een opvangrol verzekeren;
- het huishoudelijk afvalwater afgevoerd wordt naar de toekomstige collectoren opgenomen in het saneringsplan per onderstroomgebied van de Dender (PASH) dat hun afvoer naar de collector van de Dender en daarna naar het zuiveringsstation van Lessen mogelijk zal maken.

De gevolgen op het water kunnen dus in twee categorieën gescheiden worden : de gevolgen te wijten aan het beheer van het regenwater en de gevolgen te wijten aan de lozingen van het afvalwater.

a. Regenwater

De auteur van het onderzoek acht dat zelfs als de oprichting van een remmingsbekken volledig opportuun is rekening houdende met het kleine profiel van de bestaande beek, ze aangevuld moet worden met voor elke van de ondernemingen specifieke inrichtingen. Die verplichting voor de ondernemingen om het regenwater te beheren zal volgens hem ze ertoe aansporen voordeel te halen uit dit middel.

Tijdens het openbaar onderzoek hebben bezwaarindieners zich ongerust gemaakt over het risico voor overstroming van het dorp Woelingen, met name indien er niet werd voorzien in een voor de ondernemingen specifieke inrichting.

De Waalse Regering neemt akte van de vrees van de omwoners wat betreft de risico's voor overstromingen. Ze herhaalt dat het decreet van 4 februari 2010 tot omzetting van Richtlijn 2007/60/EG over beoordeling en beheer van overstromingsrisico's de principes en inhoud van het beheersplan van de risico's voor overstromingen bepaalt, dat voor 22 september 2015 door de stroomgebiedsoverheid voor elk Waalse stroomgebied opgesteld zal moeten worden.

Er zal met de door de omwoners vermelde risico's rekening worden gehouden in het kader van de beheersplannen die uitgewerkt moeten worden in het kader van het beheer van de risico's voor overstromingen.

In zijn advies beoordeelt de CWEDD het voorstel van het waterbeheer in drie stromen. Hij dringt erop aan dat een onderzoek uitgevoerd wordt, zodat het regenwater gebruikt wordt en zodat het eventuele overschot beheerd wordt door draineerbuizen en naar een remmingsbekken stroomopwaarts van de waterloop onderworpen aan een overstromingsrisico stroomafwaarts.

De Waalse Regering neemt akte van het advies van de CWEED over de geschiktheid om het regenwater opnieuw te gebruiken maar herhaalt dat dit aspect van de uitvoering van het plan afhangt. De geschiktheid van de aanleg van regenwateropslagtanks, van remmingsbekkens en van dakgoten met draineerbuizen valt immers onder de vergunningen die voor elke uitvoering van de ontworpen industriële bedrijfsruimte verleend zullen worden.

Ze wenst evenwel dat de effectenonderzoeken die aan de afgifte van die vergunningen voorafgaan, bijzonder aandacht hebben voor de problematiek van het beheer van het regenwater om het huidige stelsel van de beek langs de ontworpen industriële bedrijfsruimte niet te wijzigen.

b. Afvalwater

De auteur van het onderzoek bepaalt dat de in het PASH voorziene collectoren geplaatst moeten worden voor de bewoning van de nieuwe bedrijfsruimte op gevaar af een belangrijke impact te hebben op het oppervlaktewater. Bijgevolg beveelt hij aan een aan de nieuwe bedrijfsruimte eigen zuiveringsstation op te richten, waarvoor hij de capaciteit tot ongeveer 500 inwonerequivalenten evalueert als de in het PASH voorziene collectoren voor de uitvoering ervan niet geplaatst waren.

Tijdens het openbaar onderzoek is de vraag gesteld van de mogelijke milieugevolgen in geval van niet-plaatsing van de in het PASH voorziene collectoren voor de bewoning van het nieuwe gebied.

In antwoord op die bezorgdheid bevestigt de Regering dat ze zich ervan bewust is dat de uitvoering van een zuiveringsstation op de site opgelegd moet worden, indien de in het PASH voorziene collectoren voor de bewoning van de zone niet geplaatst waren of indien ze het afvalwater van het ontworpen gebied niet konden opvangen.

Over die vraag moet nochtans een beslissing worden genomen gezien de vorderingsstaat van het PASH wanneer de eerste vergunningen voor de uitvoering van het gebied ingediend zullen worden.

3. Grond en ondergrond

De auteur van het onderzoek identificeert geen aanzienlijke effecten op de grond en ondergrond, met uitzondering van het verlies van een oppervlakte van gronden met een hoge agronomische waarde.

De Regering heeft de verhoging van de bebouwbare oppervlakte van 30,46 ha te wijten aan de opnemings van de nieuwe industriële bedrijfsruimte planologisch gecompenseerd door de omvorming van bebouwingsgebieden tot niet-bebouwingsgebieden a rato van een oppervlakte van 21,18 ha.

Tijdens het openbaar onderzoek hebben bezwaarindieners zich ongerust gemaakt over de risico's gebonden aan de grondwerken wat betreft de stabiliteit van de grond.

De grondwerken zullen het voorwerp moeten uitmaken van een voorafgaande vergunning. De problematiek van de stabiliteit van de grond gebonden aan die grondwerken wordt dus op het moment van de afgifte van de vergunningen behandeld.

4. Fauna en flora

De auteur van het onderzoek acht dat de nieuwe bedrijfsruimte de bebouwing van cultuurgronden zonder specifiek biologisch belang als gevolg zal hebben. Hij acht evenwel dat de inrichting van de nieuwe bedrijfsruimte een impact zal kunnen hebben op bepaalde nauwkeurige elementen die op biologisch vlak meer interessant zijn.

Hij bepaalt dat de delen van het gebied die gekenmerkt worden door een interessante biodiversiteit geconcentreerd zijn in het dal van de kleine vallei waarin een beek loopt die in de Ligne uitmondt. Het biologisch belang van de gronden betrokken bij het voorontwerp van herziening van het gewestplan blijft dus beperkt tot een strook van 5 tot 50 m aan beide kanten van de bestaande beek.

Om de milieus die op biologisch vlak de interessantste zijn te beschermen, heeft de Waalse Regering beslist drie bosgebieden aan de noordoostelijke grens van de ontworpen industriële bedrijfsruimte op te nemen.

Bovendien geven de door de Waalse Regering bepaalde compensaties volgens de auteur van het onderzoek een meerwaarde op het vlak van de biodiversiteit. Het behoud van de sites nr. 3 (langs de Dender in Lessen) en nr. 6 (in Arbree) vormt volgens hem de voornaamste troef van de compensatie op biologisch vlak.

5. Gezondheid en veiligheid

Wat betreft de gezondheid en de veiligheid wijst de auteur van het onderzoek voornamelijk op een risico in termen van verkeersveiligheid voor de gebruikers van zachte vervoersmodi langs de N57.

De Regering acht dat ze op dat effect ingespeeld heeft, waarbij ze de aanleg van een vrijliggend fietspad binnen de bedrijfsruimte van Gellingen IV tussen de noordergrens van het gebied en de rotonde aan de afrit van de autosnelweg A8 in het zuiden als alternatieve compensatie opgelegd heeft.

Bezwaarindieners maken zich ook zorgen omtrent het effect van de uitvoering van het park op de verontreiniging van de lucht en op de gezondheid van de omwoners.

Zoals de CRAT het in haar advies heeft vermeld, vallen die effecten van de ontsluiting van een monomodaal logistiek bedrijfspark binnen de nieuwe industriële bedrijfsruimte onder de globale vergunning en niet onder de planologie.

De Waalse Regering treedt het advies van de CRAT over dat punt bij en herhaalt dat de globale vergunningen die zullen verleend worden, de normen van de emissies van gasachtige effluënten voor elke onderneming na uitvoering van een effectenonderzoek zullen bepalen.

6. Aangename leefomgeving

a. Geuromgeving

De auteur van het onderzoek acht dat de logistieke activiteiten die zich in de nieuwe bedrijfsruimte zouden moeten vestigen, geen risico vertonen op het vlak van de geurhinder.

Tijdens het openbaar onderzoek hebben omwoners zich nochtans zorgen gemaakt omtrent de geurhinder die gebonden zou kunnen zijn met de eventuele vestiging van een biomethaanvormingcentrale of van een zuiveringsstation.

De Waalse Regering staat achter het advies van de auteur van het onderzoek en herhaalt dat de eventuele vestigingen van een biomethaanvormingcentrale of van een zuiveringsstation op de site globale vergunningen zouden moeten vereisen, waaraan dan weer een effectenonderzoek vooraf zal moeten gaan.

Ze wenst nochtans dat de effectenonderzoeken die aan de afgifte van die vergunningen voorafgaan, in het bijzonder op die problematiek van de geurhinder letten, indien de vergunningsaanvragen ingediend zouden moeten worden.

b. Geluidsomgeving

De auteur van het onderzoek acht dat de nieuwe bedrijfsruimte gezien de huidige geluidsomgeving in de nabij gelegen woongebieden geen merkbare geluidsniveaus zal veroorzaken, op voorwaarde dat de toekomstige ondernemingen de voor de ingedeelde inrichtingen bepaalde uiterste geluidsniveaus nauwgezet naleven en op voorwaarde dat het verkeer vergelijkbaar blijft met de ramingen die in dat stadium verricht kunnen worden.

Bezwaarindieners hebben nochtans vastgesteld dat de omvorming van het landelijk woongebied tot bedrijfsruimte de geluidsnormen wijzigde, die bepaald zijn bij de algemene uitbatingsvoorwaarden van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

In haar advies vermeldt de CRAT dat de effecten (met name op geluid) van de uitvoering van een monomodaal logistiek bedrijfspark op de ontworpen industriële bedrijfsruimte onder de globale vergunning en niet onder de planologie vallen.

De Regering treedt het advies van de CRAT bij en herhaalt dat indien de opnemings van het woongebied met een landelijk karakter wel een effect heeft op de geluidsnormen bepaald bij de algemene uitbatingsvoorwaarden van de inrichtingen die op die terreinen toepasselijk zijn, de milieuvergunningen de bijzondere uitbatingsvoorwaarden van de inrichtingen bepalen, die strikter dan de algemene voorwaarden kunnen zijn.

Die aanbeveling valt niet onder het gewestplan in de zin van artikel 23 van het Wetboek maar de Regering heeft in haar besluit bepaald dat ze in aanmerking genomen moest worden bij de behandeling van de milieuvergunningen.

Wat betreft de effecten van de toename van het verkeer veroorzaakt door de nieuwe industriële bedrijfsruimte op de geluidsomgeving, zijn ze nauw gebonden aan de problematiek van de mobiliteit en vinden ze dezelfde antwoorden als laatstgenoemde.

c. Visuele kwaliteit

De auteur van het onderzoek acht dat de impact van de nieuwe bedrijfsruimte op het landschap zeer belangrijk zal zijn wegens de omvang van de overwogen gebouwen, waarvan het hoogste van hen dertig meter hoog zou kunnen zijn. De verbergingsinrichtingen die bedoeld zijn in het voorstel van voorontwerp gevoegd bij het basisdossier zullen er niet in slagen elke impact van de nieuwe bedrijfsruimte op het landschap te voorkomen, zelfs indien alleen de laatste meters van de structuren in bepaalde richtingen nog zichtbaar zouden zijn.

Hij acht ook dat de wijzigingen van het bodemreliëf vereist voor de nivellering van de percelen de aanleg van taluds als gevolg zullen hebben, waarvan de impact op het landschap niet te verwaarlozen zal zijn.

Talrijke bezwaarindieners maken zich zorgen omtrent de impact op het landschap van de vestiging van een gebouw met een hoogte van dertig meter en verzoeken erom dat de geplande verbergingsinrichtingen verhoogd worden, dat een gedeelte van de hoogste gebouwen ingegraven wordt en dat het te installeren verbergingsstypen precies bepaald wordt.

In haar advies stelt de CRAT vast dat de impact op het landschap zeer belangrijk kan zijn wegens de omvang van de overwogen gebouwen maar acht dat die overweging evenwel onder de globale vergunning en niet onder de planologie valt.

De Regering staat achter het advies van de CRAT maar wenst dus dat het effectenonderzoek dat aan de vestiging van een gebouw van die maat vooragaat, in de mogelijkheid voorziet om zijn hoogte te verminderen, met name door te voorzien in de gedeeltelijke begraving ervan en dat het bijzonder op de landschappelijke integratie ervan let.

7. Materiële goederen en erfgoed

Woningen gelegen in het oosten van de N57 zijn inbegrepen in de bij de herziening van het gewestplan betrokken omtrek en worden bestemd als industriële bedrijfsruimte.

Bezwaarindieners hebben vragen bij de compensaties die de omwoners genieten, wier goederen getroffen zouden zijn door een onroerende minderwaarde gebonden aan de vestiging van de nieuwe industriële bedrijfsruimte en bij de impact van de omvorming van het woongebied met een landelijk karakter tot industriële bedrijfsruimte op de renovaties en de toekomstige uitbreidingen van de bestaande woningen.

De Waalse Regering herhaalt daarover dat er in de wetgeving geen voorziening bestaat, waarmee de omwoners zouden kunnen worden schadeloosgesteld, indien ze de eventuele onroerende minderwaarden voortvloeiend uit de effecten van de wijziging van de bestemming van een gebied zouden dragen, met uitzondering van de voorwaarden bepaald in artikel 70 van het Wetboek.

Ze herhaalt ten slotte dat artikel 111 van het Wetboek bepaalt : « *De bouwwerken, de installaties of de gebouwen die bestaan vóór inwerkingtreding van het gewestplan of die toegelaten zijn, en waarvan de huidige of toekomstige bestemming niet overeenstemt met de voorschriften van het gewestplan kunnen onderworpen worden aan verbouwings-, vergrotings- of heropbouwwerken. De modules voor elektriciteit- of warmteproductie die deze bouwwerken, installaties of gebouwen gelegen op hetzelfde onroerend goed rechtstreeks bevoorraden en waarvan de zon de enige energiebron is, mogen toegelaten worden zelfs als ze los van het goed gebouwd zijn* ». Wat het erfgoed betreft, acht de auteur van het onderzoek dat de nieuwe bedrijfsruimte een impact kan hebben op de « chapelle de la Vierge » en zes merkwaardige bomen gelegen in de zuidwestelijke hoek van de omtrek betrokken bij de herziening van het gewestplan en dat de werken voor de wijziging van het bodemreliëf uitgevoerd in de zuidelijk gelegen twee derde van het nieuwe gebied een potentiële archeologische plaats sterk zouden kunnen storen.

Voor de Waalse Regering moeten de vergunningen die later afgegeven zullen worden, het mogelijk maken de impact op de « chapelle de la Vierge » en op de zes merkwaardige bomen gelegen in de nabijheid ervan te beheersen.

Wat de impact van de nieuwe bedrijfsruimte op de potentiële archeologische plaats betreft, heeft de Waalse Regering beslist bij de aanneming van het voorlopige ontwerp dat er reden is om over te gaan tot een archeologische evaluatie van de nieuwe bedrijfsruimte vóór de uitvoering van de vergunning(en) betreffende de uitrusting ervan. Met die evaluatie zullen de toekomstige bewoners van het gebied bovendien de moeilijkheden kunnen voorkomen, die gebonden zouden kunnen worden aan toevallige ontdekkingen bij de uitvoering van een vergunning.

8. Mobiliteit, netwerken en infrastructuren

a. Mobiliteit

De auteur van het onderzoek acht dat de stroom voertuigen veroorzaakt door de nieuwe bedrijfsruimte ongeveer goed is voor 750 bewegingen per dag voor de vrachtwagens en voor 2000 bewegingen per dag voor de wagens, dat het vrachtwagensverkeer tijdens de hele dag verdeeld zou moeten worden en dat het verkeer in alle richtingen zal toenemen rekening houdende met de verdeling van de vermoedelijke stromen afkomstig van de nieuwe bedrijfsruimte.

Hij geeft evenwel aan dat de belangrijkste toenames van het verkeer de RN57 zullen betreffen, in het bijzonder tussen de toegang tot de nieuwe bedrijfsruimte en de autosnelweg. Hij acht nochtans dat de capaciteit van het netwerk voldoende is om die toenameverhoging op te slorpen.

Hij geeft overigens aan dat indien de westersingel van Lessen en de nieuwe bedrijfsruimte aangelegd worden, het verkeer op het wegvak van de RN57 tussen de nieuwe bedrijfsruimte en de autosnelweg A8 slechts 80 tot 85 % van het huidige verkeer zal bedragen.

In zijn advies bepaalt het Vlaamse Gewest dat het belangrijk is dat het verkeer de E429 (A8) zoals voorzien in het effectenonderzoek werkelijk neemt en niet de N57 en de N42 tot de E40. Volgens hem zou het gebruik van de N57 en de N42 immers in strijd zijn met de beginselen van de hiërarchische indeling van de wegen van het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen en wenst dat de nodige garanties gegeven worden zodat het verkeer veroorzaakt door de ondernemingen die zich in de ontworpen industriële bedrijfsruimte zullen vestigen, de E429 (A8) neemt.

Bezwaarindieners maken zich dan weer zorgen over de toename van het verkeer op de N57 richting noord en meer bepaald over het doorkruisen van het dorp Woelingen en de stad Lessen.

De Waalse Regering herhaalt dat de N57 deel uitmaakt van een secundair netwerk, « Réseau Interurbain (RESI) genoemd » dat voornamelijk de grote deelgemeenten verbindt en dat het verkeer naar het « Réseau de Grand Gabarit » draineert maar wenst het doorkruisen van het dorp Woelingen aan bepaalde voertuigen, zoals de vrachtwagens, te verbieden door het plaatsen van gepaste verbodsborden zodra de twee eerste fasen van de singel van Lessen verricht zullen worden. Die overschakeling van het zware verkeer naar de singel zal de problematiek van het doorkruisen van gewoonde gebieden door het verkeer van de N57 grotendeels oplossen.

Wat de wens van het Vlaamse Gewest betreft, herhaalt de Waalse Regering dat ze niet bevoegd is om het gebruik van de gewestelijke wegen in het Vlaamse Gewest te reglementeren. Het is immers het Vlaamse Gewest dat bevoegd is om het gebruik van zijn wegen te reglementeren en, in voorkomend geval, het gebruik ervan te verbieden aan bepaalde categorieën voertuigen.

De Regering acht ook dat de twee alternatieve compensaties inzake mobiliteit die ze opgelegd heeft om enerzijds een overschakeling van de verplaatsingen woonplaats-werkplaats op het openbaar vervoer of de zachte vervoersmodi te bevorderen, van dien aard zijn dat ze de effect van de nieuwe bedrijfsruimte op mobiliteit zullen verminderen.

b. Netwerken en infrastructuren

De auteur van het onderzoek acht dat de aansluiting van de nieuwe bedrijfsruimte op de netwerken geen bijzonder probleem zou moeten leveren, aangezien de N57 volledig uitgerust is met water-, gas- en elektriciteitsvoorzieningen, in een gevarieerde vermogengamma en met optische vezels.

9. Activiteiten

a. Landbouwactiviteit

De auteur van het onderzoek heeft verschillende impacten op de landbouwactiviteiten vastgesteld; ze zijn te wijten aan het verlies van gronden veroorzaakt door de oprichting van de nieuwe bedrijfsruimte. De auteur van het onderzoek acht bovendien dat de nieuwe bedrijfsruimte daarentegen geen significante impact zal hebben op de bestaande landbouwactiviteit aan de rand van het gebied.

In zijn advies verklaart de CWEDD dat hij een gunstig advies uitbrengt « voor zover het voortbestaan van de 3 bedreigde landbouwbedrijven gegarandeerd wordt ».

De CRAT stelt dan weer vast dat de opnemings van de nieuwe bedrijfsruimte zeven bedrijven betreft, dat de betrokken terreinen die een oppervlakte hebben van 30,33 ha, bestaan uit meer dan 90 % gronden met een hoge agronomische waarde terwijl de planologische compensaties slechts uit 58 % daarvan bestaan en de opnemings van 16,5 ha landbouwgebied beogen.

De auteur van het onderzoek beveelt aan de betrokken landbouwers te begeleiden in de stappen die ten opzichte van de gewestelijke overheden nodig zijn. De Waalse Regering is bewust van de gevolgen op de landbouwactiviteit en staat achter de maatregelen die getroffen moeten worden om de negatieve effecten te verminderen, zoals voorgesteld door de auteur van het onderzoek;

Net als de onderzoeker stelt hij ook vast dat « () het verlies van de cultuurgronden onvermijdelijk, definitief en niet-reduceerbaar zal zijn ».

De Waalse Regering herhaalt evenwel dat ze reeds in haar besluiten van 6 maart 2009 en 11 februari 2010 overwoog dat : « hoewel het voorontwerp van herziening van het gewestplan de landbouwactiviteit treft, de Waalse Regering acht dat ze dankzij de balans van de belangen tussen de ontwikkeling van de Waalse landbouw en de schepping van banen in andere sectoren de optie kan bevestigen, die ze genomen heeft om een bestaande pool bestemd voor economische activiteit te versterken door een nieuwe component betreffende de logistieke activiteit op een oppervlakte beperkt tot de behoefte van het referentiegrondgebied ».

b. Bosbouwactiviteit

De auteur van het onderzoek acht dat de opnemings van de nieuwe bedrijfsruimte een marginaal effect zal hebben op de bosbouwactiviteit, daar ze weinig vertegenwoordigd is in de bij de herziening van het gewestplan betrokken omtrek.

V. Andere in het vooruitzicht gestelde redelijke oplossingen

De auteur van het onderzoek heeft bepaald, nadat ze de liggings- en afbakingsalternatieven die aan de door de Waalse Regering bepaalde criteria voldoen, heeft geanalyseerd dat die alternatieven ofwel gespeend zijn van beslissende voordelen ten opzichte van de doelstellingen van het voorontwerp-plan, ofwel onoverkomelijke drukfactoren inhouden.

Geen enkele van de alternatieve sites die tijdens het openbaar onderzoek zijn voorgesteld, voldoet aan de door de Waalse Regering bepaalde criteria.

De Waalse Regering acht dus dat er daaruit voortvloeit dat de beste oplossing om tegemoet te komen aan de doelstellingen van de Waalse Regering met inachtneming van de doelstellingen verwoord in artikel 1 van het Wetboek erin bestaat om de hierboven besproken ontwerp-herziening van het gewestplan in aanmerking te nemen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2010 tot definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen (bladen 38/2, 38/3 en 38/6) met het oog op de opnemings van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat (Gellingen) en Lessen (Woelingen).

Namen, 1 december 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 2 : advies van de CRAT

Onze ref. 10/CRAT-A.926-AN

7 september 2010

Advies van de CRAT betreffende de aanvraag om herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen (bladen 38/2, 38/3 en 38/6) met het oog op de opnemings van een industriële bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeenten Aat (Gellingen) en Lessen (Woelingen)

1. INLEIDING

1.1. Aanhangigmaking en antwoord

- Met haar schrijven ontvangen op 14 juni 2010 heeft de Waalse Regering om het advies gevraagd van de CRAT over bovengenoemd project.
- Overeenkomstig artikel 43, § 4, van het CWATUPE heeft het advies van de CRAT betrekking op het dossier dat bestaat uit het ontwerp van plan samen met het effectonderzoek en uit de bezwaren, opmerkingen, processen-verbaal en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek.
- De CRAT heeft kennis genomen van het geheel van de hierboven vermelde elementen van het dossier en heeft ze geanalyseerd.

1.2. Voorgeschiedenis

De CRAT heeft reeds de volgende adviezen over dat ontwerp uitgebracht :

- op 14 juni 2009 heeft de CRAT een advies uitgebracht over het voorontwerp van herziening van het gewestplan en over de ontwerp-inhoud van het effectonderzoek (Ref. 09/CRAT A.789-AN);
- op 29 oktober 2009 deelde de CRAT enkele bemerkingen mee in verband met de eerste fase van het effectonderzoek (Ref. 09/CRAT A.848-AN) en zich heeft uitgesproken voor de voortzetting van het onderzoek;
- op 3 december 2009 deelde de CRAT enkele bemerkingen mee in verband met de tweede fase van het effectonderzoek (Ref. 10/CRAT A.866-AN) en zich heeft uitgesproken voor het vervolg van de procedure.

1.3. Context van het ontwerp

Ten gevolge van een aanvraag van IDETA en overeenkomstig artikel 42bis van het CWATUPE heeft de Waalse Regering de herziening van het gewestplan Aat-Lessen-Edingen beslist met het oog op de opnemings van een industriële bedrijfsruimte van 31,66 ha gedeeltelijk over het grondgebied van de gemeenten Aat (Gellingen) en Lessen (Woelingen).

De doelstelling daarvan is te voorzien in de vestiging van een logistiek park gericht op het vervoer over de weg door partij te trekken van een ligging aan het einde van de autosnelweg (in de nabijheid van afrit 29 van A8).

De herziening van het gewestplan heeft ook betrekking op de opnemings van verschillende gebieden als planologische compensaties op de gemeenten Aat en Lessen.

Het project beoogt aldus de opnemng van volgende gebieden op het gewestplan :

- Een industriële bedrijfsruimte van 31,66 ha aan beide kanten van de gemeentelijke grens tussen Gellingen en Woelingen in het noorden van de A8/E429 en van de bestaande bedrijfsparken van Gellingen in de nabijheid van afrit 29 van de A8.

Het gebied zal voorzien zijn van het bijkomend voorschrift *S37 dat hem bestemt voor de logistieke activiteiten die voornamelijk gericht zijn op het vervoer over de weg.

De betrokken terreinen worden tegenwoordig opgenomen als landbouwgebied (over 30,33 ha), als bosgebied (over 0,26 ha) en als woongebied met een landelijk karakter (over 1,06 ha).

- Een woongebied met een landelijk karakter van 0,83 ha op het grondgebied van de gemeente Aat (Gellingen) op terreinen die tegenwoordig opgenomen worden als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.
- Een bosgebied van 0,53 ha in de plaats van een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Lessen (Woelingen) in het noordwesten van de ontworpen industriële bedrijfsruimte.

en als planologische compensatie :

- Een landbouwgebied van 5,98 ha op het grondgebied van de gemeente Aat (Gellingen) op terreinen die tegenwoordig opgenomen worden als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.
- Twee groengebieden van 0,78 en 0,45 ha op het grondgebied van de gemeente Aat (Gellingen) op terreinen die tegenwoordig opgenomen worden als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.
- Een bosgebied met een landschappelijk waardevolle omtrek van 0,63 ha op het grondgebied van de gemeente Aat (Arbre) op terreinen die tegenwoordig opgenomen worden als gemengde bedrijfsruimte.
- Een groengebied met een landschappelijk waardevolle omtrek van 0,46 ha op het grondgebied van de gemeente Aat (Arbre) op terreinen die tegenwoordig opgenomen worden als gemengde bedrijfsruimte.

Een landbouwgebied van 4,80 ha op het grondgebied van de gemeente Lessen (Twee-Akren) op terreinen die tegenwoordig opgenomen worden als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.

- Een bosgebied van 0,58 ha op het grondgebied van de gemeente Lessen (Twee-Akren) op terreinen die tegenwoordig opgenomen worden als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is.
- Een groengebied van 1,79 ha op het grondgebied van de gemeente Lessen op terreinen die tegenwoordig opgenomen worden als gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen. Die terreinen bevinden zich op een voormalige steengroeve.
- Een landbouwgebied van 5,68 ha op het grondgebied van de gemeente Lessen op terreinen die heden opgenomen worden als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is. Ze zijn gelegen tegenover de bedrijfsruimte die o.a. de onderneming Baxter Belgium SA omvat.

Het ontwerp voorziet eveneens als alternatieve compensatie in :

- wat mobiliteit betreft :
 - de bediening van de ontworpen industriële bedrijfsruimte met de bus vanaf de stations van Aat, Silly en Lessen. De financiering van deze verkeersverbindingen zou ten laste komen van de beheerder van het toekomstige bedrijfspark na aftrek, in voorkomend geval, van het door de « TEC » gesubsidieerde gedeelte;
 - de aanleg van een vrijliggend fietspad binnen de bedrijfsruimte van Gellingen IV tussen de noordergrens van het gebied en de rotonde aan de afrit van de autosnelweg A8 in het zuiden. De financiering van die bedieningen wordt overgenomen door de beheerder van het toekomstige bedrijfspark;
- wat energie betreft, de consumptie van minstens de helft van de energiebehoefte, zowel privé als overheid, van de ontworpen bedrijfsruimte door hernieuwbare energie zoals windaangedreven energie, zonne-energie of biomassa, geproduceerd door de ondernemingen gevestigd in de omtrek van het gebied of de beheerder van het toekomstige bedrijfspark.

2. ADVIES

1.4. Over de opnemng van een industriële bedrijfsruimte te Gellingen en Woelingen op het grondgebied van de gemeenten Aat en Lessen

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van opnemng van een industriële bedrijfsruimte van 31,66 ha in Gellingen en Woelingen.

De CRAT brengt ook een gunstig advies uit over het bijkomend voorschrift *S37 waarvan het gebied is voorzien.

De CRAT oppert de volgende opmerkingen en bezwaren :

• **Ligging van de ontworpen industriële bedrijfsruimte**

De CRAT acht dat het ontwerp van opnemng van de industriële bedrijfsruimte ertoe bijdraagt een bestaande economische ontwikkelingspool, waar de industriële economische activiteit reeds overheerst, te versterken. Het nieuwe gebied zal op die manier een bestaande dynamiek genieten en geleidelijk aan de uitbreiding van de activiteiten van de pool meewerken.

De CRAT onderstreept eveneens de nabijheid van twee belangrijke verkeerswegen, namelijk de N57 en de A8. De goede toegankelijkheid van de site via afrit 29 voldoet aan een noodzakelijkheid die inherent is aan de ontwikkeling van een logistiek park gericht op het vervoer over de weg. Ze maakt het bovendien mogelijk om de impacten van het verkeer gebonden aan de ontworpen activiteit op de secundaire assen te beperken.

• **Monomodaal karakter van het ontworpen bedrijfspark**

Over dat punt voldoet de ontworpen industriële bedrijfsruimte niet aan één van de opties van het Waals structuurplan : de aanleg van multimodale parken.

Het Waalse structuurplan erkent evenwel, zoals de auteur van het onderzoek het onderstreept, dat de ontsluiting van logistieke bedrijfsparken de kenmerken in overweging moet nemen van de betrokken producten en de vervoerswijzen moet kiezen die dan ingezet worden in functie van het type producten en de marktgrootheid. De CRAT stelt vast dat dit het geval is voor het ontworpen gebied. De CRAT wijst erop dat het nieuwe logistieke centrum van Colruyt zich in die industriële bedrijfsruimte zou moeten vestigen. Volgens de specifieke kenmerken van de werking van die firma ziet er naar uit dat enkel het vervoer over de weg overwogen wordt.

De CRAT merkt eveneens op dat het ontworpen bedrijfspark, doordat het gelegen is in de nabijheid van afrit 29 van de A8, bestaande infrastructuren zal benutten en geen hogere capaciteit van het wegennet nodig zal zijn.

- **Opneming van de industriële bedrijfsruimte in een woongebied met een landelijk karakter.**

De CRAT stelt vast dat de herziening van het gewestplan in zijn zuidoostelijke gedeelte een woongebied met een landelijk karakter van 1,06 ha betreft. Het gaat om het plaatsje « Grand-Denis » die heden bestaat uit een twaalfstal bouwwerken.

De CRAT schaart zich over dat punt achter het besluit van de Waalse Regering tot aanneming van het voorontwerp van 6 maart 2009. Dat besluit vindt dat de ligging van het woongebied met een landelijk karakter wegens zijn afgelegen ligging ten opzichte van elke bebouwde zone strijdig is met één van de opties van het Waals structuurplan dat beoogt de bestaande ruimtelijke structuur te versterken. Het is bijgevolg verantwoord om hem in de ontworpen bedrijfsruimte op te nemen.

De CRAT wijst er overigens op dat het onteigeningsplan zoals de schadeloosstellingsmechanismen niet het voorwerp uitmaken van dit advies.

- **Het verdwijnen van landbouwgebieden**

De opneming van de industriële bedrijfsruimte betreft zeven landbouwbedrijven. Het effectenonderzoek heeft erop gewezen dat de betrokken terreinen die goed zijn voor een oppervlakte van 30,33 ha, bestaan uit meer dan 90 % gronden met een hoge agronomische waarde, terwijl de planologische compensaties slechts over 58 % daarvan beschikken en de opneming van 16,5 ha landbouwgebieden beogen.

Over dat punt herhaalt de CRAT dat het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1999 tot aanneming van het voorontwerp bepaalt dat het project de landbouwactiviteit in verschillende gradaties (volgens de studie tussen 1,07 % en 18,5 % van de totale oppervlakte van elk betrokken bedrijf) zal treffen en dat er reden is om over te gaan tot een balans van de belangen tussen de ontwikkeling van de Waalse landbouw en de schepping van banen in andere sectoren zoals logistiek. De impact van het project op de landbouwactiviteit moet onderzocht worden ten opzichte van de nuttige landbouwoppervlakte van het referentiegrondgebied, van het aantal gecreëerde arbeidsplaatsen en de economische ontwikkeling als gevolg van zijn ligging.

In haar bemerkingen betreffende de eerste fase van het effectenonderzoek (ref : CRAT A.848-AN) had de CRAT er nochtans om verzocht dat bijzondere aandacht besteed wordt aan de problematiek van de spreiding. Het verdwijnen van landbouwgronden zal een nettoverlies van de capaciteit van de spreiding van organische stikstof met zich meebrengen. De als planologische compensatie voorgestelde sites zullen echter die toestand niet kunnen verbeteren aangezien ze in de feiten daartoe reeds gebruikt worden.

De CRAT stelt vast dat het effectenonderzoek weinig inspeelt op die problematiek. De auteur acht dat het onmogelijk is te weten of het verlies van landbouwoppervlakte al dan niet een overschrijding van de grondgebondenheidscijfer als gevolg zal hebben.

De CRAT wijst erop dat er mogelijke uitvoeren van overtollige effluënten bij andere exploitanten van de gemeenten van Aat en Lessen zouden kunnen zijn. Die twee gemeenten zijn inderdaad deficitair op dat vlak : ze hebben een grondgebondenheidscijfer van respectievelijk 0,80 en 0,73.

De CRAT betreurt dat de auteur van het onderzoek de valoriseringsmogelijkheden van dierlijke mest niet heeft onderzocht, met name in het kader van de alternatieve compensatie betreffende de hernieuwbare energie, zoals ze het had aanbevolen.

- **Gevolgen op mobiliteit**

De CRAT stelt vast dat de voornaamste verkeerstoename toe te schrijven aan de ontsluiting van de ontworpen industriële bedrijfsruimte vermoedelijk de autoweg A8 toebedeeld zal worden. Gelet op de nabijheid van afrit 29, stelt zij vast dat de gevolgen van het verkeer voor de N57 beperkt zullen zijn.

Bovendien acht de CRAT dat er geen parasietverkeer tot stand zal komen wegens het toekomstige bedrijfspark en geen enkele invloed zal hebben op het plaatselijk wegennet door de nabijheid van de autoweg en de inrichtingen voorzien voor de N57. De bewoners van het ontworpen park zullen er geen belang bij hebben om de landelijke wegen met een kleine maat en met geen rechtstreeks toegang tot de autosnelweg te gebruiken.

Wat betreft de op de N57 voorziene inrichtingen treedt dat de CRAT de conclusies van het effectenonderzoek bij en acht ze dat het, zowel op het vlak van de veiligheid als van de omvang van de werken, gepast is dat er een rotonde wordt aangelegd in de nabijheid van de noordelijke punt van de site. De CRAT stelt vast dat een dergelijke positionering een toegangsdeureffect voor Woelingen en een daling van de snelheid zal inhouden.

In haar advies over de voorontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek had de CRAT erop aangedrongen dat de impact van het project op de vloedigheid van het verkeer op de A8 geanalyseerd wordt rekening houdende met knelpunt ter hoogte van Hal.

Het effectenonderzoek wijst erop dat de verkeerstoename verwacht door de ontsluiting van de ontworpen industriële bedrijfsruimte geen belangrijke verkeerstoename op de A8 zou moeten veroorzaken. Er zou ook geen problemen zijn in termen van wegecapaciteit, aangezien de A8 over een belangrijke verkeersvoorraad beschikt.

Wat de problematiek van het knelpunt van Hal in het bijzonder betreft, wijst de CRAT bij het lezen van het effectenonderzoek op de twee volgende elementen :

- De vennootschap Colruyt is gepolste hoofdinvesteerder voor de ontworpen industriële bedrijfsruimte. Het distributiecentrum van Colruyt bevindt zich echter voor het knelpunt in Hal. Het verkeer tussen dat centrum en het ontworpen gebied zou dus niet betrokken zijn bij de problematiek van het knelpunt van Hal;
- De problematiek van het knelpunt van Hal is vooral belangrijk tijdens de spitsuren. Aangezien de vrachtwagens tijdens de spitsuren niet specifiek geconcentreerd zijn, zullen ze dus slechts gedeeltelijk betrokken zijn.

- **Landschappelijke aspecten**

De CRAT wijst erop dat het landschap in het betrokken gebied reeds verstoord is; Die verstoringen zijn te wijten aan de aanwezigheid van een lijn van antennes en van twee watertorens met een tamelijk grote afmeting.

Ten opzichte van de ontsluiting van de ontworpen industriële bedrijfsruimte stelt de CRAT een afstand van ongeveer 600 meter vast tussen de eerste woningen van Woelingen en zijn noordergrens. Op dat gedeelte zullen vergunningvoorwaarden afmetingen opleggen die overeenstemmen met die van het dorp Woelingen.

De CRAT stelt voor het overige vast dat de afmeting van de hoogste ontworpen gebouwen zich onder de hoogtelijnen van de autosnelweg zal bevinden.

De CRAT stelt nochtans vast dat de impact van het de ontworpen bedrijfspark op het landschap zeer aanzienlijk dreigt te zijn wegens de omvang van de vermoedelijke gebouwen. Die overweging valt nochtans onder de globale vergunning en niet onder de planologie.

- **Gevolgen van de ontsluiting van het gebied**

De CRAT acht dat de effecten (op water, geluid, luchtverontreiniging, luchtvervuiling,) van de aanleg van een monomodaal logistiek park in de ontworpen industriële bedrijfsruimte onder de globale vergunning vallen, en niet onder de planologie. Ze zullen dus niet het voorwerp uitmaken van dit advies.

De CRAT oordeelt er evenwel over of de analyse van de auteur van het effectenonderzoek tijdens de ontwerpfasen correct en volledig is, en kijkt diens aanbevelingen na.

• **Werkgelegenheid/sociaal-economische impacten**

De CRAT stelt vast dat de ontsluiting van de ontworpen industriële bedrijfsruimte zou moeten resulteren in de creatie, op termijn, van duizend jobs op de site zelf volgens de gegevens van de groep Colruyt en de intercommunale IDETA.

Ze stelt vast dat het project de werkzoekenden van de betrokken gemeenten voordeel zal moeten opleveren, meer bepaald wat betreft de vereiste kwalificaties voor de ontworpen activiteit in de nieuwe industriële bedrijfsruimte, die globaal in verhouding staan tot het kwalificatieniveau van de werkloze arbeidskrachten op het grondgebied.

1.5. Over de opnemings van een woongebied met een landelijk karakter in Gellingen op het grondgebied van de gemeente Aat

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van opnemings van een woongebied met landelijk karakter van 0,83 ha in Gellingen.

Het gebied wordt tegenwoordig bestemd als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en wordt omringd door woongebieden met landelijk karakter. Het is reeds gedeeltelijk gebouwd.

1.6. Over de opnemings van een bosgebied in Woelingen op het grondgebied van de gemeente Lessen

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van opnemings van een bosgebied van 0,53 ha in Woelingen.

Het gebied wordt tegenwoordig bestemd als landbouwgebied maar bestaat in de feiten uit een bebost gebied.

Over dat punt treedt de CRAT het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 2009 tot aanneming van het voorontwerp van 6 maart 2009 bij. Het besluit acht dat de articulatie van een beplantingsvoorziening op de oostelijke grens van de ontworpen industriële bedrijfsruimte vanaf een bestaand bosgebied in het gewestplan en vanaf een bebost gebied dat heden in een landbouwgebied gelegen is, van landschappelijk belang is. Een nieuw bosgebied op de oostelijke grens van de industriële bedrijfsruimte moet dus over een diepte van twintig meter opgenomen worden.

1.7. Over de opnemings van planologische compensaties

2.4.1. Algemene opmerkingen

De CRAT herhaalt haar opmerking, geformuleerd in haar advies van 14 april 2009 betreffende de voorontwerperherziening en betreft de wijze waarop de opnemings van de industriële bedrijfsruimte gecompenseerd wordt door een tal van zeer lokale microzones.

Volgens de CRAT kadert die compensatiewijze moeilijk in een globale reflectie over het grondgebied.

2.4.2. Over de opnemings van een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeente Aat in het noorden van Gellingen als planologische compensatie

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van opnemings van een landbouwgebied van 5,98 ha in het noorden van Gellingen op de plek van de oude abdijboerderij.

Het gebied wordt tegenwoordig bestemd als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en over een klein gedeelte als woongebied met een landelijk karakter. In de feiten wordt ze ingenomen door een weide.

Hoewel het in het hart van het dorp Gellingen gelegen is, verwijst de CRAT naar de auteur van het onderzoek die vaststelt dat het gebied nog aan enige drukfactoren inzake bebouwing onderworpen is : kwaliteitsvol landschap en aanwezigheid van heraangelegde gronden, van goederen opgenomen op de Belgische monumentenlijst, van de Zulle en van een oude spoorweg.

2.4.3. Over de opnemings van twee bosgebieden op het grondgebied van de gemeente Aat in het noorden van Gellingen als planologische compensatie

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van opnemings van twee groengebieden van respectievelijk 0,79 en 0,45 ha in het noorden van Gellingen op de plek van de oude abdijboerderij.

Die twee gebieden worden tegenwoordig bestemd als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en als gebied met een landelijk karakter.

Hoewel ze in het hart van het dorp Gellingen gelegen zijn, wijst de CRAT erop dat die terreinen drukfactoren hebben voor de bebouwing : kwaliteitsvol landschap, gebieden met een gering tot gemiddeld overstromingsrisico, aanwezigheid van de Zulle en van een oude spoorweg.

2.4.4. Over de opnemings van een bosgebied met een waardevolle landschappelijke omtrek in Arbre op het grondgebied van de gemeente Aat als planologische compensatie

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van opnemings van een bosgebied van 0,63 ha in Arbre.

Het gebied wordt tegenwoordig als gemiddelde bedrijfsruimte bestemd.

De CRAT verwijst naar de auteur van het onderzoek die wijst op talrijke drukfactoren voor de bebouwing :

- Een gedeelte van de site is moeilijk toegankelijk wegens de aanwezigheid van een waterloop en bosschages;
- Een ander gedeelte is gelegen onder de viaduct van de hogesnelheidstrein als reserveringsgebied op het gewestplan;
- Het hele gebied is onderworpen aan een landschappelijk waardevolle omtrek;
- Een potentieel archeologisch gebied is in de onmiddellijke nabijheid van de site;
- Er is een aangetoond aanwezigheid van afvalstoffen.

2.4.5. Over de opnemings van een groengebied met een waardevolle landschappelijke omtrek in Arbre op het grondgebied van de gemeente Aat als planologische compensatie

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van opnemings van een bosgebied van 0,46 ha in Arbre.

Het gebied wordt tegenwoordig als gemiddelde bedrijfsruimte bestemd.

De CRAT verwijst naar de auteur van het onderzoek die wijst op talrijke drukfactoren voor de bebouwing :

- Een gedeelte van de site is moeilijk toegankelijk wegens de aanwezigheid van een waterloop en bosschages;
- Een ander gedeelte is gelegen onder de viaduct van de hogesnelheidstrein als reserveringsgebied op het gewestplan;
- Het hele gebied is onderworpen aan een landschappelijk waardevolle omtrek;
- Een potentieel archeologisch gebied is in de onmiddellijke nabijheid van de site;
- Er is een bewezen aanwezigheid van afvalstoffen.

2.4.6. Over de opnemng van een landbouwgebied in Twee-Akren op het grondgebied van de gemeente Lessen als planologische compensatie.

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van opnemng van een landbouwgebied van 4,80 ha in Twee-Akren.

Het gebied wordt tegenwoordig als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, bestemd. In de feiten wordt het gebied ingenomen door een bouwland.

Hoewel het volledig omringd wordt door gebouwde woongebieden, wijst de CRAT erop dat het gebied talrijke drukfactoren voor de bebouwing heeft; landbouwgronden met een hoge waarde, aanwezigheid van een gebied waar gevaar voor overstroming bestaat op de zuidoostelijke grens, nabijheid van een industriële weg naar de steengroeven van Lessen, aanwezigheid van een biologisch zeer waardevolle locatie op de zuidelijke grens.

2.4.7. Over de opnemng van een bosgebied in Twee-Akren als planologische compensatie

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van opnemng van een bosgebied van 0,58 ha in Twee-Akren.

Het gebied wordt tegenwoordig als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, bestemd.

De CRAT verwijst naar de auteur van het onderzoek die wijst op talrijke drukfactoren voor de bebouwing van dat gebied : een reserveringsomtrek, aanwezigheid van een biologisch zeer waardevolle locatie op de zuidelijke grens, nabijheid van een industriële weg naar de steengroeven van Lessen,

Overigens stelt de CRAT vast dat het gebied reeds ingenomen wordt door enkele populierenbestanden in het verlengde van een boomgroep opgenomen als bosgebied.

2.4.8. Over de opnemng van een groengebied in Lessen als planologische compensatie

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van opnemng van een groengebied van 1,79 ha in Lessen.

Het gebied wordt tegenwoordig bestemd als gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen met als overdruk « centrum voor technische ingruaving ».

De CRAT acht dat de bestemming als groengebied relevant is, aangezien de terreinen die op een oude steengroeve gelegen zijn, tegenwoordig door dichte bosschages ingenomen worden.

2.4.9. Over de opnemng van een landbouwgebied in Lessen als planologische compensatie

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van opnemng van een landbouwgebied van 5,68 ha in Lessen.

Het gebied wordt tegenwoordig als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, bestemd. Het is gelegen langs de N57 tegenover een bedrijfsruimte.

De CRAT schaart zich over dat punt achter het besluit van de Waalse Regering tot aanneming van het voorontwerp van 6 maart 2009. Dat besluit rechtvaardigt de onttrekking aan zijn bestemming van dat gebied door een dubbele doelstelling :

- enerzijds de ontplooiing van activiteiten voorkomen die weinig verenigbaar zijn met de woongebouwen in het oosten van de N57 wegens met name de zichtbaarheid van een weg van die omvang;
- anderzijds een bufferzone aanleggen tussen de woongebieden in het oosten van de N57 en de voor industrie bestemde gebieden in het westen van N57.

Bovendien verwijst de CRAT naar de auteur van het onderzoek die wijst op talrijke drukfactoren voor de bebouwing van dat gebied : landbouwgronden met een hoge waarde, aanwezigheid van een gebied waar gevaar voor overstroming bestaat, nabijheid van de N57, aanwezigheid van een IPPC-inrichting recht tegenover,

1.8. Over de alternatieve compensaties

2.5.1. Algemene opmerkingen

De CRAT herhaalt haar opmerking, geformuleerd in haar advies van 14 april 2009 betreffende de voorontwerperherziening en maakt een voorafgaand voorbehoud over de alternatieve compensaties gezien het gebrek aan juridisch kader dat op precieze wijze de criteria voor de bepaling van deze compensaties, en in het geval van compensaties van het type dienstverleningen, de duur van het opleggen ervan, nader bepaalt.

2.5.2. Over de bediening met de bus vanaf de stations Aat, Silly en Lessen als alternatieve compensatie

De CRAT brengt een voorbehouden advies uit over het project van bediening met de bus van de ontworpen bedrijfsruimte vanaf de stations Aat, Silly en Lessen.

De CRAT acht dat die maatregel, als ze alleen wordt genomen, waarschijnlijk de gedragingen niet zou veranderen. De oprichting van bedieningen met de bus, zelfs als het een noodzakelijke voorwaarde is, zal de overschakeling van individuele verplaatsingen naar het openbaar vervoer niet rechtstreeks met zich meebrengen.

De CRAT stelt met name vast dat de gemiddelde duur van de wandeling met de bus weinig concurreert met de wagen en dat de uurregelingen weinig aangepast zijn aan de bijzondere werktijden van de werknemers. Er is bovendien alleen een buslijn, namelijk lijn 87b Ronse-Edingen, die de ontworpen industriële bedrijfsruimte bedient.

De CRAT wijst op de volgende conclusies van het effectenonderzoek :

- Een bediening met de bus vanaf de stations van Aat en Silly lijkt relevant. Ze zal evenwel een aangepaste inrichting van die stations inhouden. Het station van Silly heeft bij voorbeeld wegens zijn succes bij de pendelaars niet genoeg parkeerplaatsen. Bovendien is het niet gelegen in de nabijheid van een halte van buslijn 87B.
- Een bediening met de bus vanaf het station van Lessen zou vooral interessant zijn voor de inwoners van Lessen. Dat station is overigens minder belangrijk dan de stations van Aat en Silly, met name in termen van frequentie van de treinen.

Gezien de hierboven vermelde elementen heeft de CRAT vragen bij de mogelijkheid van uitvoering van die alternatieve compensatie. Ze acht dat de mobiliteit van de werknemers in aanmerking moet worden genomen maar dat een oplossing die aan de context van het project en van de plaatsen aangepast is en eventueel gefaseerd is, gevonden moet worden en dat er een draagvlak voor bestaat bij de gezamenlijke actoren betrokken bij de mobiliteit in het referentiegebied.

2.5.3. Over de aanleg van een vrijliggend fietspad binnen de ontworpen bedrijfsruimte als alternatieve compensatie

De CRAT brengt een gunstig advies uit over de aanleg als alternatieve compensatie van een vrijliggend fietspad binnen de ontworpen industriële bedrijfsruimte tussen de noordergrens van het gebied en de rotonde aan de afrit van de autosnelweg A8 in het zuiden.

De financiering wordt overgenomen door de beheerder van het toekomstige bedrijfspark.

De CRAT acht dat het project betreffende de verlenging van het vrijliggend fietspad is relevant.

2.5.4. Over het verbruik van minstens de helft van de energiebehoeften door hernieuwbare energie als alternatieve compensatie

De CRAT brengt een gunstig advies uit over het project van verbruik van minstens de helft van de energiebehoeften, zoals privé als overheid, van de ontworpen industriële bedrijfsruimte door hernieuwbare energie.

1.9. Over de uitvoeringsvarianten van de ontworpen industriële bedrijfsruimte

De CRAT pleit voor de aanleg van een rotonde in de nabijheid van de noordwestelijke punt van de ontworpen industriële bedrijfsruimte.

In haar opmerkingen betreffende de 2de fase van het onderzoek had de CRAT nochtans akte genomen van de relevantie van de variant, waarbij werd voorzien in de aanleg van een rotonde in plaats van de verkeersgeleider voorgesteld door IDETA.

Bij het lezen van het openbaar onderzoek stelt ze nochtans vast dat die rotonde te dichtbij gelegen ten opzichte van de bestaande rotondes in het zuiden zou zijn, wat schadelijk zou zijn voor de vlotheid van het verkeer. Het blijkt bovendien dat de huidige inneming van de weg niet voldoende is om een dergelijke voorziening aan te leggen. De uitbreiding ervan zou zware werken inhouden, die het vellen van bomen en de verplaatsing van de verplichting zouden vereisen.

De CRAT treedt dus de conclusie van het effectenonderzoek bij en acht dat de ideale oplossing, zowel op het vlak van de veiligheid als wat de omvang van de werken betreft, in de aanleg van een rotonde in het noordwesten van de ontworpen industriële bedrijfsruimte bestaat.

De CRAT stelt vast dat een dergelijke positionering een toegangsdeureffect voor Woelingen zal inhouden en een daling van de snelheid van de weggebruikers. Bovendien zorgt de afstand tussen die rotonde en die van de A8 voor meer samenhang wat de weginrichting betreft.

HoeHoewel ze dicht bij Woelingen ligt, zal de rotonde bovendien geen rechtstreekse gevolg op akoestisch vlak hebben wegens de veroorzaakte daling van de snelheid.

1.10. Over de afbakeningsvarianten van de ontworpen industriële bedrijfsruimte

De CRAT brengt een ongunstig advies uit over de in het effectenonderzoek geanalyseerde afbakeningsvariant.

Ze stelt voor om de ontworpen industriële bedrijfsruimte langs de A8 tot de landbouwgronden gelegen in de nabijheid van een brug onder de autosnelweg uit te breiden. Zonder de oppervlakte van het project te wijzigen wordt de omtrek naar het oosten uitgetrokken om de noordergrens van de nieuwe industriële bedrijfsruimte ten opzichte van Woelingen te verleggen.

Over dat punt herhaalt de CRAT haar opmerkingen geformuleerd in het kader van de tweede fase van het onderzoek : hoewel deze afbakeningsvoorwaarde het mogelijk maakt om zich nog meer te verwijderen van het dorp Woelingen, is ze weinig relevant gezien de helling van het terrein en de omvang van de infrastructuurwerken die voor de uitvoering ervan nodig zouden zijn.

De aansluiting op het wegennet zou immers belangrijke wegenwerken vereisen, namelijk de aanleg van de afrit van de A8 uit Brussel (3 mogelijkheden) en zou het verkeer uit of naar Lessen toevoegen aan de bestaande rotonde in het noorden van de autosnelweg.

1.11. Over de opmerking geopperd door het gemeentecollege van Silly

De CRAT merkt op dat Silly in het onderzochte referentiegrondgebied begrepen is.

1.12. Over de kwaliteit van het milieueffectenonderzoek

De CRAT acht dat het effectenonderzoek van goede kwaliteit is.

Niettegenstaande het uitblijven van een analyse over de valoriseringsmogelijkheden van dierlijke mest acht de CRAT dat het effectenonderzoek een duidelijk antwoord biedt op alle thema's in verband met het ontwerp.

Philippe BARRAS,
Voorzitter

Bijlage 3. Lijst van de bezwaarindieners

AAT						
Naam	Voornaam	Adres	Nr.	POST-CODE	Gemeente	Land
CROCQ	Jules en Francine	Vieux Chemin de Tournai	42	7801	IRCHONWELZ	België
DEBATTY	Bernard	route de Lessines	208	7822	AAT	België
DEHAESELEER	Gezin	Chemin de la Buriane	2	7866	WOELINGEN	België
HARCHIES	Fabien	Rue de la Sille	82	7822	MESLIN L'EVEQUE	België
LAEVENS	Francine	Vieux Chemin de Tournai	42	7801	IRCHONWELZ	België
PIERQUIN	Laurence	Stoquoy	1b	7830	HELLEBECQ	België
SILLY	Gemeentecollege	Place communale	18	7830	SILLY	België
VANDECASTEELE	Brigitte	Chaussée Victor Lampe	191	7866	WOELINGEN	België
LESSINES						
Naam	Voornaam	Adres	Nr.	POST-CODE	GEMEENTE	Land
ABDEL KADER	Abbes	Chaussée Victor Lampe	139	7866	WOELINGEN	België
ALLERT	Frédéric	Petite Hollande	2	7863	Ghoy	België
ANNYS	Erwin	Basse Cour	38	7866	WOELINGEN	België

BAGUET	Florent	Lisbecq	2	7830	Hoves	België
BAGUET	Michèle	Chemin du Grand Denis	32/1	7866	WOELINGEN	België
BAGUET	Nestor	Rue des Déportés	41	7866	WOELINGEN	België
BAGUET	Raymond	Rue Principale	3	72540	Mareil en Champagne	Frankrijk
BIERMANT	Anne-Marie	Rue Mazenque	29	7866	WOELINGEN	België
BOUILLON	Blanche	Chemin de la Buriane	16	7866	WOELINGEN	België
BOURS&ASSOCIES pour DE MECHELEER Luc		Rue Simonon	13	4000	Luik	België
BRUMAGNE	Vinciane	Chaussée Victor Lampe	189	7866	WOELINGEN	België
CHRISTIAENS	M en J	Chaussée de Grammont	6bis	7860	LESSINES	België
COUVREUR	Luc	Rue des Combattants	51	7866	WOELINGEN	België
COUVREUR	Claude	Rue des Déportés	3	7860	LESSINES	België
CROCQ	Florence	Chaussée Victor Lampe	185	7866	WOELINGEN	België
CROCQ	Jules	Vieux Chemin de Tournai	42	7801	IRCHONWELZ	België
CROCQ	Patrice	Chaussée Victor Lampe	185	7866	WOELINGEN	België
DE KORTE - GOOSENS	Noelle	Chaussée Victor Lampe	15	7866	WOELINGEN	België
DE MECHELEER	Sabrina	Chemin Berquet	26	7864	TWEE AKREN	België
DEHAESELEER	Gezin	Buriane	2	7866	WOELINGEN	België
DEMEYERE	Anne	Rue de Scaubecq	36	7861	WANNEBECQ	België
DEMUYNCK	Eliane	Curoir	1	7880	VLOESBERG	België
DEMUYNCK	Elie	Mazenque	71	7866	WOELINGEN	België
DEPOORTERE	Eric	Mouplière	6	7866	Bois-de-Lessines	België
DERONNE	Aurore	Rue du Grand Marais	10	7866	WOELINGEN	België
DERONNE	Ghislain	Chaussée Victor Lampe	129	7866	WOELINGEN	België
DERONNE	Marie-Françoise	Mouplière	6	7866	Bois-de-Lessines	België
DERONNE	Marie-Thérèse	Chaussée Victor Lampe	195	7866	WOELINGEN	België
DESMET	Edmond	Rue des Déportés	55	7866	WOELINGEN	België
DESMET	Myriam	Basse Cour	38	7866	WOELINGEN	België
DUFOUR	Yannik	Buriane	16b	7866	WOELINGEN	België
DUFOUR - BAGUET	Delphine	Buriane	16b	7866	WOELINGEN	België
DUPONT	Christine	Chemin de Meslin l'Eveque	16	7866	WOELINGEN	België
ETIENNE	Christelle	Rue des Déportés	57	7866	WOELINGEN	België
ETIENNE	Christelle	Rue des Déportés	57	7866	WOELINGEN	België
EVRARD	Annette	Rue Pierre Fontaine	22	7861	PAPIGNIES	België
EVRARD	Joseline	Chaussée Victor Lampe	180 - 182	7866	WOELINGEN	België
FELIX	Marie-Thérèse	Mazenque	71	7866	WOELINGEN	België
FEYAERTS	José	Chaussée Victor Lampe	103	7866	WOELINGEN	België
FEYAERTS	José	Chemin de Meslin l'Eveque	16	7866	WOELINGEN	België
FEYAERTS	Josepha	Chaussée Victor Lampe	103	7866	WOELINGEN	België
FEYAERTS	Josepha	Rue des Déportés	56	7866	WOELINGEN	België
FONTAINE	Audrey	Chaussée Victor Lampe	187	7866	WOELINGEN	België
FONTAINE - MERTENS	Echtgenoten	Chaussée Victor Lampe	187a	7866	WOELINGEN	België
FOUBERT	Christelle	Rue Mazenque	17	7866	WOELINGEN	België
FOUBERT	Fernand	Rue Mazenque	29	7866	WOELINGEN	België

FOUBERT	Willy	Chaussée Victor Lampe	128	7866	WOELINGEN	België
FRANC	Jean-Mary	Buriane	4	7866	WOELINGEN	België
FRANSEN Hervé voor VANLOO Lucien		Boulevard Audent	15	6000	CHARLEROI	België
GORET	André	Rue du Grand Marais	10	7866	WOELINGEN	België
GORET - DERONNE	Gezin	Rue du Grand Marais	10	7866	WOELINGEN	België
GRAVEZ	Roberte	Boulevard E. Schevenels		7860	LESSINES	België
HANNECART	Marc	Rue Warloche	24	7911	BUISSENAL	België
HOCEPIED	Philippe	Rue la Blanche	12a	7862	Ogy	België
LAEVENS	Francine	Vieux Chemin de Tournai	42	7801	IRCHONWELZ	België
LEJEUNE	Bruno	Chaussée Victor Lampe	189	7866	WOELINGEN	België
LELEUX weduwe BAGUET	Olga	Chemin du Grand Denis	32	7866	WOELINGEN	België
LEMAIRE	Marie-Rose	Chasse aux Loups	1	7860	LESSINES	België
LEMAIRE	Serge	Chasse aux Loups	1	7860	LESSINES	België
LERMINIAUX	Anne-Marie	Chaussée Victor Lampe	180	7866	WOELINGEN	België
LIZON	Pierre	Rue des Déportés	38	7866	WOELINGEN	België
LUST	Xavier	Chemin du Grand Denis	12	7866	WOELINGEN	België
MASURE	André	Grand'Rue d'Acren	27	7864	TWEE AKREN	België
MICHIELS	Didier	Chaussée Victor Lampe	189a	7866	WOELINGEN	België
MOCKELS	Maryline	Chaussée Victor Lampe	185	7866	WOELINGEN	België
MOUTIER	Bernard	Rue Mazenque	52	7866	WOELINGEN	België
NOTTE	Yves	Rue des Déportés	56	7866	WOELINGEN	België
NOULLEZ	Michaël	Chemin de la Basse Cou- ture	41	7860	LESSINES	België
PASTURE	Dominique	Pont Madeleine	52	7862	Ogy	België
PIERQUIN	Laurence	Stoquoy	1b	7830	HELLEBECQ	België
POPLIMONT	Marie-Claire	Chaussée Victor Lampe	132	7866	WOELINGEN	België
RASMONT	Léandre	Chaussée Victor Lampe	187	7866	WOELINGEN	België
SCHOTTE	Michel	Curoir	1	7880	VLOESBERG	België
SCORIER	Josée	Chaussée Victor Lampe	128	7866	WOELINGEN	België
SHIMELL	Patrick	Chaussée Victor Lampe	193	7866	WOELINGEN	België
SILLY	Gemeentecollege	Place communale	18	7830	SILLY	België
SNYERS	De heer en Mevr.	Chaussée Victor Lampe	114	7866	WOELINGEN	België
STALPORT	Luc	Rue des Déportés	45	7866	WOELINGEN	België
STORME	Sabine	Chemin de la Buriane	7	7866	WOELINGEN	België
THAYS	Régine	Rue la Blanche	12a	7862	Ogy	België
THILLY	Philippe	Rue Mazenque	7	7866	WOELINGEN	België
VAN WONTERGHEM	Adhemar					België
VANDECASTEELE	Brigitte	Chaussée Victor Lampe	191	7866	WOELINGEN	België
VANDECATSYEN	Anne	Rue des Déportés	38	7866	WOELINGEN	België
VANDECATSYEN	Anne	Rue des Déportés	38	7866	WOELINGEN	België
VANDENHAUTE	Alain	1ère Rue Basse	65	7970	BELOEIL	België
VANDERMOTEN	Arlette	Chemin du Commun	11	7860	LESSINES	België
VANDERMOTEN	Patricia	CHAUSSEE	81	7864	TWEE AKREN	België
VANDEWALLE	Daniel	Mazenque	25	7866	WOELINGEN	België
VERCRUYSSSE	Erwin	Chaussée Victor Lampe	94	7866	WOELINGEN	België
WAELS	Bertrand	Rue des Déportés	57	7866	WOELINGEN	België
WAEYENBERGH	Eric	Chemin de Chièvres	73	7860	LESSINES	België
WALLEMACQ-HOVINE	Jacques	Chemin du vivinal	114	7812	MAINVAULT	België